

**La rue des
enfants, les
enfants des rues**

Marie Morelle

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

A photograph of two young children in a dusty street. The child on the left is wearing a striped shirt and white shorts, while the child on the right is wearing a light blue shirt and white pants. Both children have their hands raised to their eyes, as if they are shy or trying to hide. In the background, there are other people and some debris on the ground.

Marie Morelle

CNRS ÉDITIONS

La rue
des enfants
les enfants des rues

La rue des enfants, les enfants des rues

Yaoundé et Antananarivo

Marie Morelle

DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.5511

Éditeur : CNRS Éditions

Année d'édition : 2007

Date de mise en ligne : 16 juin 2016

Collection : Anthropologie

ISBN électronique : 9782271091130



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782271064936

Nombre de pages : 282

Référence électronique

MORELLE, Marie. *La rue des enfants, les enfants des rues : Yaoundé et Antananarivo*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : CNRS Éditions, 2007 (généré le 24 avril 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editions-cnrs/5511>>. ISBN : 9782271091130. DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.5511.

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2019.

© CNRS Éditions, 2007

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

« On a tiré sur moi. Quand je suis tombé, ça m'a fait comme si je rêvais. Quand les gendarmes sont venus et qu'on a appelé la femme, elle a dit : "Non, ce n'est pas lui le gars qui m'a arrachée". Les gendarmes, eux, ont dit : "Bon, on va t'amener à l'hôpital et on va te couper tes pieds-là... et les mains-là." Puis une autre femme m'a dit : "Fais ta dernière prière. Si tu as tué, alors dis-le à Jésus parce que tu vas mourir." Moi, je reste comme ça. Mon cœur, mon cœur me dit que c'est vrai. Que je vais mourir... » « Je peux faire quoi maintenant ? Je ne sais rien faire. Il me faut avoir un métier. Mes amis ? Ceux que je considérais comme des amis ne sont pas venus me voir. Ils commencent à raconter au quartier que je suis mort... »

Pour comprendre les itinéraires des enfants des rues, Marie Morelle les a suivis de Yaoundé à Antananarivo. Elle nous révèle ici, avec force et talent, les lignes brisées de leur vie, de l'enfance qu'on meurtrit et détruit.

Sommaire

Remerciements

Introduction

Yaoundé et antananarivo : une approche comparative
Pour une géographie de la marginalité

Première partie : Les enfants et la rue

Avant-propos

Chapitre premier. De la ville à la rue

La construction du « désordre » urbain
Enfants villes et des villages, enfants de la rue
Une typologie de « la rue »

Chapitre II. Vivre et survivre dans la rue

La production de « la rue »
L'espace public comme scène ?

Chapitre III. Grandir avec la rue

Apprendre la rue
Mobilités ou sédentarités

Deuxième partie : Les enfants privés de rue

Avant-propos

Chapitre IV. Être de la rue : l'ambivalence du lien à la ville

Pratiques de rue : pratiques citadines ?
Micro-culture, sous-culture ou pseudo-culture ?

Chapitre V. La rue, espace à négocier

Géographie de l'insécurité
Géographie de l'insécurité ou géographie du sécuritaire ?
Sortir de la rue ?

Conclusion

Une territorialité en rhizome
Produire la rue, faire la ville
Une géographie politique de la ville
Une géographie de l'enfermement
L'espace du corps
Les marges

Bibliographie sélective

Table des cartes

Remerciements

À Kitou, Au Commissariat du 1^{er}.

À Cado, D'Etoudi à Kondengui.

À Bouba, De Meiganga à l'Hôpital Central.

À Telou, Pour la liberté.

À tous les *mboko* de Yaoundé et les *boakely* de Tanà, en équilibre dans la ville.

Je remercie M. Chaléard qui suit mes recherches depuis la maîtrise. Je lui sais gré d'avoir accepté le principe de cette recherche dès le DEA et de m'avoir aidé à aller au bout de cette thèse au sein du laboratoire Prodig. Je remercie également M. Marguerat pour le temps qu'il a consacré à ce travail.

Je remercie M. Le Bris, un des premiers à avoir soutenu mon choix d'appréhender les enfants de la rue sous un angle géographique et qui s'est montré disponible tout au long de cette thèse.

J'exprime ma reconnaissance à M. Calas qui m'a initiée au délicat exercice de l'écriture d'un article.

Messieurs Peltre, Danard et Opigez m'ont été très précieux pour leur accueil chaleureux au sein de leur laboratoire de cartographie appliquée de l'IRD.

Au Cameroun, je remercie tout spécifiquement M. Bopda. Je lui suis également très reconnaissante pour le prêt de certaines de ses cartes. Qu'Eugénie Dumas en soit aussi remerciée. Je sais gré à M. Simeu Kamden de son accueil chaleureux et de son aide dans quelques pénibles démarches administratives. Merci aussi à M. Rivière qui m'a

accueillie à l'IRD en 2004 dans un « vrai » logement.

Toute ma reconnaissance va au Père Maurice et à son équipe d'éducateurs du Foyer de l'Espérance et du centre Edimar, notamment Papa Théo pour les ateliers d'écriture et bien sûr Bosco. Je rends hommage au combat de l'équipe de l'ACAT.

Enfin, je ne peux remercier toutes les personnes et amis que j'ai rencontrés en chemin.

Je dois à Catherine Fournet-Guérin mon initiation à Madagascar, à Antananarivo en particulier. Je la remercie pour sa gentillesse et sa très grande générosité. Je la remercie pour ses fonds de carte, ainsi que Florence Bonnaud.

Je rends hommage à M. Gabriel Ratoandro, professeur à l'université d'Antananarivo, pour sa très grande disponibilité. Je remercie également la Fondation Air France pour le précieux vol aller-retour Paris-Antananarivo, et en particulier sa secrétaire générale de l'époque, Madame De La Taille, sans qui rien n'aurait été possible.

À nouveau, je ne peux énoncer dans les détails tous ceux qui m'ont épaulée dans mes démarches et dans mes recherches, spécialement le centre NRJ, l'équipe de Manda et l'équipe de Graine de Bitume, Krystel et Claire.

Enfin, je remercie tous ceux qui dépassent les territoires de cette thèse, en particulier ma famille : mes parents, mes sœurs, Sandrine et Chantal. Nelcya Delanoë qui m'a appris bien des choses. Fred pour son soutien, pour ses précieux conseils et pour sa foi. Merci de savoir écouter la pluie... Nico, un merveilleux voyageur, mon ingénieur des vents favori qui m'a aidée dans bien des décollages et des atterrissages. Et Thomas pour m'avoir attendue et pour tout.

Introduction

Yaoundé et antananarivo : une approche comparative

De plus en plus fréquentes depuis le milieu des années 1990 (P. Gervais-Lambony, 1994 ; V. Baby-Collin, 2000 ; O. Legros, 2003), les approches comparatives ne cessent pourtant de surprendre. Combien de fois n'ai-je dû justifier l'existence de ce travail et répondre à la question : « Yaoundé et Antananarivo ? Mais qu'y a-t-il donc à comparer ? »

Après quelques détours par l'Afrique de l'Ouest, mes pas m'avaient finalement conduite au Cameroun en 1998, en simple touriste, puis ramenée en 1999-2000 pour un terrain de maîtrise de trois mois, spécifiquement à Yaoundé. L'année de DEA avait été, quant à elle, purement théorique en bibliothèque. Néanmoins, le mémoire par lequel elle s'acheva s'inspira nécessairement de mon expérience camerounaise. En décidant de commencer une thèse, Yaoundé me venait donc tout naturellement à l'esprit : j'y effectuais mes premières recherches doctorales pendant six mois, en 2002. L'idée de départ originelle était d'étendre ma problématique à d'autres villes du Cameroun.

Cependant, la quasi-absence de financement devait me conduire à postuler pour travailler à Antananarivo, parallèlement à ce que j'avais entrepris au Cameroun. L'argent ne se matérialisant pas, on m'encouragea tout de même à mener des recherches à Madagascar. À mon arrivée sur l'île, aucune trace de l'encadrement matériel et

humain escomptés. Il était trop tard pour reculer et je me plongeais dans la réalité de ce nouveau terrain huit mois durant, en 2003.

En 2004, je gagnais une dernière fois Yaoundé pour deux mois d'enquêtes. Du temps passé au Cameroun, il ressortait que Yaoundé guiderait et s'imposerait dans ma réflexion en dépit de son caractère comparatif.

Demeurait cette perpétuelle question sur mon entreprise de comparaison...

Si loin, si proche...

Bien au-delà de la distance géographique qui sépare les deux villes de ce travail, l'histoire du Cameroun et de Madagascar, les processus de construction de l'État et de création urbaine semblent être les facteurs de différenciation les plus forts. J'ai trouvé intéressant d'étudier comment et pourquoi la lecture géographique pouvait conduire à dépasser la question, *a priori* paralysante, de ces écarts. J'ai voulu donner à voir l'universalité de questions urbaines quand bien même demeurent les spécificités propres à chacune de ces villes.

Deux capitales africaines ?

L'île de Madagascar vient-elle rejoindre le groupe de pays réunis dans l'ensemble géopolitique et culturel dit Afrique subsaharienne ? Nombre de chercheurs ont admis cette appartenance (J.-P. Raison, 1994, p. 7). Cependant, l'hésitation persiste. En attestent certains ouvrages qui semblent émettre une réserve sur cette classification. Ainsi, la présence de Madagascar au sein d'études à large spectre sur l'Afrique subsaharienne a parfois été spécifiée, ce classement n'étant peut-être pas si entendu qu'il y paraît.

Les Malgaches eux-mêmes sont parfois très ambigus face à ce lien qui les renvoie à leur histoire, celle d'un peuple né de migrations austronésiennes et africaines.

« Madagascar n'est plus tout à fait l'Asie, mais n'est pas encore du tout l'Afrique. Certains séminaires de DESS à la Sorbonne mériteraient d'inviter ce thème à la réflexion de tous ceux qui font purement et simplement abstraction des 400 kilomètres de mer qui séparent définitivement Madagascar de l'Afrique » (« Chronique de Vanf », *L'Express de Madagascar*, 5 juin 2003).

Cette chronique extraite d'un quotidien, provocatrice (à moins qu'elle ne soit réactionnaire), ne peut résumer à elle seule la position des Malgaches. Il n'en demeure pas moins, et plus encore en ce qui concerne les Hautes-Terres, que les regards se tournent parfois davantage vers les civilisations asiatiques plutôt qu'africaines (F. Raison-Jourde, J.-P. Raison, 2002, p. 16). L'insularité peut même encourager une minorité à revendiquer une place à part, paralysant net toute tentative de rapprochement avec d'autres pays. La médiation de l'UA et l'intervention du président du Sénégal lors de la crise politique de 2002 a néanmoins permis aux Malgaches de s'éloigner de l'idée reçue opposant une Afrique réglant ses conflits à coups de machette à une idéologie malgache pacifique (F. V. Rajanah, 2002).

Mais que dire également du Cameroun, pays localisé selon les études tantôt en Afrique de l'Ouest (littérature scientifique anglo-saxonne), tantôt en Afrique centrale (littérature scientifique francophone) ? Quel que puisse être le débat, rien n'interdit une comparaison entre deux villes ou deux pays n'appartenant pas à la même aire culturelle ou au même ensemble géopolitique. Comparer ne revient pas à mettre en parallèle deux objets semblables. Il ne s'agit pas de créer des rapprochements trop artificiels. La comparaison ne se propose pas de « rapprocher » et « d'assimiler ». Bien au contraire, l'exercice permet de mettre en avant et de comprendre les ressemblances et surtout les différences, de mettre des objets en confrontation. Tout chercheur ne part-il pas puiser dans la bibliographie existante des exemples hors de sa zone d'étude afin de mettre en perspective son propre travail et d'aiguiser l'acuité et la portée de ce dernier (F. Dufaux, P. Gervais-Lambony, 1994, p. 9) ? Ainsi ai-je dû moi-même tourner mon regard vers des États sud-américains, asiatiques et européens bien que toujours dans une dynamique de va-et-vient avec l'Afrique explorée à son tour au maximum de sa pluralité.

Par ailleurs, doit-on inévitablement parler de « villes africaines » (P. Gervais-Lambony, 2003) ? La longue existence d'une géographie tropicale, notamment africaniste et africaine (Bruneau, Courade, 1984) n'empêche plus les recherches sur les villes de s'inscrire dans le champ plus large de la géographie urbaine. Si Antananarivo n'est pas comparable à Yaoundé parce qu'« à peine » africaine et parce que

n'appartenant pas de surcroît à un pays du sous-ensemble « Afrique centrale », cela revient à écrire qu'on ne peut comparer que ce qui est semblable. De l'incomparable, pourtant, se construisent des « comparables » (M. Detienne, 2000).

Peut-être est-ce la richesse des approches disciplinaires sur l'Afrique et le contexte de « changement » qui me conduit à mettre en exergue une spécificité des villes africaines. Du Rhodes Livingstone Institute (École de Manchester par la suite) aux travaux de G. Balandier (1985), je m'interroge sur la naissance de la ville africaine dans un contexte pré-colonial et colonial et sur les urbanités de l'Afrique. Avec le temps des Indépendances puis la mise « sous ajustement » par le FMI, plus que jamais les métropoles africaines post-coloniales semblent être des lieux de l'innovation sociale et du changement (F. de Boeck, M.-F. Plissart, 2005). Je m'interroge ainsi sur la ville et sa dynamique, la capacité des citoyens à vivre et à exister au fil d'une histoire marquée par de profondes ruptures, notamment celle de la « crise » économique et sociale des années 1980 à nos jours. Pour autant, les circulations culturelles nous incitent également à saisir des imaginaires urbains profondément ancrés dans un monde globalisé (A. Appadurai, 2001).

En outre, il est question ici de deux villes capitales. Ce statut les rapproche indéniablement l'une de l'autre. La capitale impressionne. Elle désagrège les communautés et les anciens villages en même temps qu'elle ne cesse de se construire. Elle fait peur en même temps que l'on cherche à l'atteindre et à la conquérir.

Mettre à jour les dynamiques de l'univers de la rue

Avoir la possibilité de comparer les villes de deux pays différents permet de mettre en perspective les enfants de la rue dans deux quotidiens différents. Ce qui les oppose (dans leurs pratiques et leurs représentations urbaines, dans leurs relations avec le reste de la société) et ce qui les rapproche tient-il à la nature de la ville, à sa culture, ou se résume-t-il à des questions de seuil et de degrés (effectifs des enfants, ampleur spatiale, ancienneté du phénomène) ? Ce qui fonde l'identité des uns singularise celle des autres. La comparaison s'avère pertinente pour penser le rapport des êtres à un espace et pour en saisir la spécificité.

Au même titre, une analyse de l'univers de la rue ne peut être validée que lorsqu'elle s'est vérifiée dans maintes situations. Les enseignements tirés d'une civilisation urbaine ancienne peuvent éclairer la situation d'une ville à l'histoire plus récente. Mais loin de figer les acteurs en un espace donné, je tente de les saisir dans un processus, celui de l'urbanisation.

Je n'ai pas la prétention de dresser l'inventaire de l'ensemble des situations possibles, présentes et passées : le sentiment d'incomplétude serait immédiat. Certes, il s'agit de mettre à jour d'éventuels mécanismes et au-delà l'universalité possible du phénomène. Mais il est également question d'appréhender la réalité des enfants de la rue par une discipline, la géographie, et certains de ses concepts ou notions (en premier lieu, le territoire et la citoyenneté). Les données de terrain permettent alors, dans leur diversité, de discuter ces derniers et d'en donner une définition nuancée et non définitive.

Une microgéographie de la rue

La rue, du lieu au milieu

Vient le temps de parcourir les villes. À l'intérieur s'y dessinent, s'y croisent et s'y entremêlent rues et venelles. Je n'ai cessé de les arpenter me livrant à une microgéographie de la rue. Comment définir la rue en Afrique ? De la grande artère commerciale des centres-villes à la petite rue résidentielle, de la large avenue goudronnée réquisitionnée lors des défilés militaires ou de cérémonies officielles au dédale de petites pistes poussiéreuses du sous-quartier, l'inventaire requiert la patience de l'observateur.

Plus surprenant encore sont les chevauchements entre parcelles, rues et constructions. Dès l'époque coloniale, la rue inquiète l'administration (L. Fourchard, I. O. Albert, 2003). Aujourd'hui, au fil de la journée, vendeurs « à la sauvette », mendiants, piétons, forces de l'ordre, prostituées et « ambianceurs » se côtoient, se frôlent, discutent, se disputent et se succèdent. Une rue que l'on penserait vouée à la simple circulation devient un espace fortement approprié au gré des heures, des jours et du contrôle des pouvoirs municipal, central et des habitants. De nouvelles interactions sociales et

opportunités économiques se créent.

À partir des années 1990, l'idée de l'émergence de « sous-cultures de rue » via l'inventivité de ceux qui l'occupent dans les villes en Afrique connaît un essor considérable. En contrepoids légitime à une vision misérabiliste de ces mégalofoles « en crise » qui charrient leurs cortèges de marginalisés naît un discours-riposte sur la créativité et les capacités d'adaptation à des situations précaires des citoyens africains (M. Agier, A. Ricard, 1997).

Dans cette logique, les travaux et surtout le film d'Éliane de Latour (2001), *Bronx Barbès*, illustrent la construction sociale d'une « sous-culture » urbaine par ceux qui se nomment les *ghettomen*. L'anthropologue et réalisatrice a mis en scène une sorte d'*underground* des quartiers populaires de la capitale ivoirienne. De ces zones marginales elle met en lumière l'exceptionnelle créativité culturelle qu'imposent les jeunes des « ghettos » à l'ensemble de la société. C'est une « contre-culture », en rupture avec les agents et processus classiques de socialisation (l'école, la famille) qui est donnée à voir. Du film aux écrits, la démonstration est éloquent : invention de langage (le *nushi*), emprunts variés aux références des ghettos noirs américains et aux cultures locales, pratiques délictueuses érigées en codes, musique et danse originales.

De simple lieu, la rue devient milieu. *La rue* est ainsi abordée dans les études anthropologiques et sociologiques par le biais de la sous-culture ou de la contre-culture dont elle serait la source et le support. Graffitis, danses et musiques urbaines, argots, styles vestimentaires, la rue africaine dans son ensemble sécréterait dans son bouillonnement des arts de faire nouveaux. Les difficultés du quotidien seraient détournées en de nouvelles manières d'être, élevant la « débrouillardise » en norme et se diffusant dans le reste de la ville, transformant les rues en question, craintes et montrées du doigt, en de nouveaux ghettos à la mode africaine.

Mais, du sous-quartier à la rue proprement dite, n'existe-t-il pas une nuance de taille ? Vivre dans et de la rue peut-il conduire aux mêmes pratiques et aux mêmes constructions spatiales et socioculturelles ? Car dans ces rues, de Yaoundé comme d'Antananarivo, ce sont les enfants justement dits *de la rue* que j'ai rencontrés, acteurs essentiels de ces espaces publics. Pour être exacte, mes enquêtes ont porté

essentiellement sur des garçons. Les filles sont (pour l'instant) rares et surtout peu visibles dans les rues de Yaoundé, en famille à Antananarivo

1

. Cela a donc une claire incidence sur mes résultats qui traduisent une appropriation spécifique de l'espace à partir d'expériences quasi exclusivement masculines.

Enfants ou jeunes ?

L'enfance, et plus largement la jeunesse, regroupent classiquement des individus suivant une approche biologique, en partie fondée sur les tranches d'âge. Un enfant ou un adolescent serait reconnaissable par sa morphologie qui correspondrait à un âge particulier. Cependant, la définition de la jeunesse peut varier d'une société à l'autre, comme elle a pu évoluer d'une époque à une autre (P. Ariès, 1973, p. 177). Du point de vue des cultures, en Afrique subsaharienne comme ailleurs, les critères varient. L'accomplissement de certains rituels (circoncision, mariage), les rapports de dépendance financière vis-à-vis d'un aîné ne représentent qu'un facteur parmi une multitude d'autres contribuant à la détermination de la jeunesse. Aucune frontière ne peut marquer de manière nette et définitive la sortie de l'enfance et de l'adolescence. Ces deux notions se définissent davantage négativement que positivement, ne faisant que s'opposer à celle d'adulte, dans un jeu savant de partage du pouvoir (P. Bourdieu, 2002, p. 143). Il est à noter, en outre, que nombre de pays voient se prolonger artificiellement cette période de la vie, les emplois se faisant rares et n'autorisant pas l'acquisition d'une autonomie financière et donc sociale. Si les situations varient donc d'un pays, voire d'un groupe culturel à l'autre, j'entends par *enfants* ou *jeunes* des personnes reconnues immatures par leur environnement social du fait, entre autres, de leur incapacité à fonder une famille, à en assumer la charge financière (même si, nous le verrons, beaucoup d'enfants exercent des petits travaux et ont parfois la responsabilité d'une famille). Je ne fixe donc pas, volontairement, une limite d'âge précise, par trop arbitraire. J'en réfère nettement à la division des pouvoirs au sein d'une société.

Par ailleurs, j'ai longuement hésité à choisir le terme d'enfance au

détriment de celui de jeunesse, plus large et englobant l'adolescence. Il est aussi des définitions qui estiment que tout enfant ayant été de la rue continue d'appartenir à cette catégorie quel que soit son âge. Ce serait accepter qu'il porte à jamais cette seule identité très stigmatisante. Si la rue a « enfanté » un individu, sa vie et sa subjectivité ne peuvent s'y résumer. En outre, vieillir dans la rue entraîne de nouvelles pratiques et représentations chez les enfants eux-mêmes mais aussi de la part des autorités. Les ONG doivent également faire face à de nouveaux questionnements lorsqu'elles doivent s'occuper au sein d'un même groupe de grands et de petits, et quand, tout simplement, elles voient rester captifs du monde de la rue ceux qu'elles tentent d'aider. Le terme de *jeune* m'a donc semblé prendre en compte cette réalité complexe et en permanente évolution.

Mais cette idée d'être « enfanté » par la ville me paraissait également refléter la problématique de ce travail et renforcer le lien entre *enfant* et *rue*. La filiation que sous-entend le terme *enfant* renvoie à cette rupture originelle avec la famille qui en fait des enfants *de la rue* (bien que de manière non automatique et immédiate). Ces enfants qui grandissent dans la rue se construisent tant bien que mal sans l'affection et l'éducation d'une famille. Dans leurs comportements s'affrontent défaut et demande d'affection en même temps qu'une profonde maturité et capacité à survivre. Et c'est pourquoi en dépit de trop nombreux rapports d'ONG et d'organisations internationales qui ne prennent en considération que les enfants de moins de 15 ans, j'ai finalement choisi la terminologie *d'enfants de la rue* en interrogeant aussi des « enfants » de plus de 25 ans. D'autant que, si celui qui est enfant (*infans* en latin) est étymologiquement « celui qui ne parle pas », ce terme va refléter la difficulté à être lorsque l'on vit dans la rue.

Enfants de la rue, enfants dans la rue : une distinction désormais acquise

Pour les enfants qui vivent en permanence *dans la rue*, celle-ci constitue leur unique ressource et lieu de sociabilité. Les enfants *de la rue* sont, en théorie, en rupture familiale à l'inverse des enfants *dans la rue* qui, s'ils passent une grande partie de leur temps dans la rue,

ont encore un domicile où s'abriter, en particulier la nuit venue. La question a longuement été discutée chez les acteurs de terrain puis les chercheurs, trop souvent évincée à des fins comptables : plus un projet touchait d'enfants, plus il attirait à lui les fonds des bailleurs. La mise sur pied de catégories est le premier signe du basculement du champ de « la rue » de l'humanitaire à la science.

Pour autant, il semble nécessaire de mettre en exergue le processus social et spatial qui lie progressivement les enfants à la rue et éclaire alors la création d'une catégorie, celle d'*enfants de la rue*. C'est au fil des années que ces derniers se retrouvent assignés à la rue, captifs de cet espace. Cette catégorie est largement construite par les regards et les pratiques des habitants, des autorités centrales et municipales, enfin des ONG, nous le verrons. Le premier stigmat qui pèse sur ces enfants est leur mode de vie et leur absence de toute domiciliation. Il ne s'agit donc pas de perdre de vue l'écart qui peut exister entre les représentations des enfants, qui subissent cette catégorie peut-être plus qu'ils ne s'y identifient et ne se l'approprient, et celles des habitants et autorités qui participent à sa construction. Il demeure impératif d'être vigilante sur les conséquences et les réappropriations éventuelles de ma recherche qui use d'une telle catégorie.

En outre, de manière factuelle, la situation des enfants de la rue d'Antananarivo m'amène à effectuer une nuance entre les enfants *isolés* et ceux *en famille*. Les seconds vivent aussi en permanence dans la rue mais avec leur famille.

Pour une géographie de la marginalité

Il me reste à présenter les grands concepts et interrogations qui guident cette recherche et veulent en faire un objet scientifique.

Marginalité sociale, marginalité spatiale

Un objet de recherche géographique ?

Les premiers écrits sur les enfants de la rue eurent souvent pour but de dresser leur profil (âge, origine ethnique et géographique) afin de mieux saisir les fondements de la problématique urbaine naissante.

Ce mouvement était impulsé par les ONG et les grands organismes internationaux. Les acteurs de terrain eux-mêmes commencèrent à rendre compte de leur expérience en écrivant leurs autobiographies. Face à l'urgence, des consultants étaient sollicités pour recueillir des données concrètes afin d'agir vite et bien. Ainsi, une littérature grise fondée sur des recensements et divers tableaux quantitatifs se multiplia. Mais comme les questions sociales (désaffiliation, marginalisation, individualisation) trouvèrent une résonance toute particulière à la lecture du phénomène de ces enfants, ce terrain finit par être investi par des chercheurs en sciences sociales

2

. Si le milieu humanitaire réagit dès les années 1980, les premiers ouvrages scientifiques francophones apparaissent au début des années 1990

3

.
Les recherches sont majoritairement d'ordre sociologique et anthropologique pour comprendre qui sont les enfants et replacer le phénomène dans la dynamique du changement social. C'est à peine s'il y est spécifié qu'il s'agit de mouvements typiquement urbains comme s'il était d'avance entendu que la ville était le cadre évident (voire exclusif) des mutations en cours. Rien n'est dit sur la pertinence du choix de l'espace urbain (moins encore sur le devenir des espaces ruraux). Les sphères publique et sociale sont préférées à l'espace en tant que champs de recherche. En définitive, la ville est une scène où décoder le jeu des acteurs, individus et sujets, sans que l'on s'interroge sur le rôle de l'espace.

Or mon approche se veut géographique en se concentrant sur les rapports entre les enfants et l'espace urbain dans lequel et par lequel ils vivent et survivent. L'interdisciplinarité est garante de mises en perspective plus complètes et approfondies. Cependant, l'entrée géographique permet de toucher à l'univers des enfants d'Antananarivo et de Yaoundé par le biais de ce qui les définit immédiatement : la rue, élément urbain primordial, espace de circulation et espace de sociabilité. Espace public, elle devient espace de vie d'une minorité, souvent au centre de la ville.

Des centres et des marges

Longtemps, les géographes ont perçu la marginalité comme un concept purement spatial fondé sur l'opposition centre-périphérie. Mais un individu ou un phénomène marginal peut se localiser en un point central d'une organisation spatiale, introduisant nécessairement l'idée d'une éventuelle proximité spatiale pourtant en contradiction avec une distance sociale. Le risque serait alors de considérer l'espace comme un simple support d'une marginalité purement sociale et/ou un facteur d'exclusion, parmi d'autres. Ni cadre, ni facteur, l'espace participe pleinement de la marginalité. Les relations sociales ne se projettent pas simplement dans l'espace, mais produisent ou détournent un espace, alors révélateur des interactions et des tensions qui traversent une société donnée, quand il n'accentue pas la marginalité du groupe ou de l'individu.

En Afrique, la ville est longtemps perçue par les géographes français comme un espace dual (L. Laumonier, 2004) avec « la ville » et les « villages africains ». Au fur et à mesure de la croissance urbaine, un centre s'oppose à une périphérie. La ville a ses quartiers que l'on peut qualifier de marginaux parce qu'éloignés de son centre géographique. Cependant, il ne s'agit pas d'une marge entendue comme simple référent de localisation. Il se joue entre le centre et ses marges des rapports de domination (M. Vernière, 1973). L'espace et ses aménagements interrogent une société et ses pouvoirs (M. Foucault, 1997 [1976]).

Dormir à même la rue, c'est être sans « chez » (E. Le Bris, A. Osmond, A. Marie, A. Sinou, 1987, p. 21), sans toit et paraître dépossédé d'un quelconque point d'attache géographique dans la ville. C'est donc sortir du cadre du schéma centre-périphérie. Pourtant, l'image des enfants de la rue, silhouettes en haillons dans les centres-villes modernes a été largement médiatisée, nous ramenant au paradoxe de la définition d'une marge spatiale et d'une marge sociale.

Justement pris sous l'angle social, quel centre opposer à quelle périphérie ? Comment décider de ce qui fait centre et de ce qu'est la marge ? Chaque discipline peut créer sa propre lecture des notions de centralité et de marginalité. Les acteurs eux-mêmes vont redessiner les limites selon les enjeux en présence. Par le discours et les pratiques sociales (mais également celles spatiales qui en découlent ou leur sont concomitantes) sont créées des frontières fictives qui

renvoient à la marge. Qui fait centre ? À Antananarivo, la Ville-haute fut longtemps le centre de la ville, son essence même, « la » colline d'où partaient des ramifications urbaines. Au début du xx^e siècle et sous l'impulsion de la colonisation, le centre-ville se matérialise à Analakely, ancien fond de vallée marécageux. La situation physique en altitude du Rova

4

ne correspond plus qu'à une prééminence spatiale (cf. carte 1). S'il reste toujours possible de tracer un repère géographique tenant à un relief, à une position concrète au milieu d'un espace donné, quelle correspondance trouver au couple spatial centre-périphérie dans le domaine social ? Chacun ne peut-il pas créer son propre centre en fonction ou non de critères physiques ?

Dans les grandes villes d'Amérique latine (V. Baby-Collin, 2000), les migrants souvent logés dans les quartiers périphériques de la ville ne sont-ils pas devenus majoritaires ? Si l'idée de marge devait introduire la notion de minorité au sens propre du terme, la voilà invalidée. Chaque habitant n'a-t-il pas créé sa propre centralité à partir de sa pratique et de ses représentations de la ville au fil de ses itinéraires urbains ?

Le mot marge est fragile ; il peut être aisément récupéré jusque dans l'appréhension de ce qui est normal (le repère du centre) et anormal (marginal), en atteste la figure du vagabond étudiée par les historiens (par exemple, B. Geremek, 1974) et par les sociologues (par exemple, R. Castel, 1995).

À Yaoundé, le relief a à nouveau été fondamental dans le choix de l'édification de la « ville blanche », devenue à l'Indépendance l'actuel quartier du Centre commercial et centre-ville, situé dans une zone de convergence du système de vallées qui découpent la ville

5

. Cependant, après la construction, au sommet d'une colline, de l'imposante présidence coupée du reste de la ville par des hectares de parc, qui fait centre dans la capitale camerounaise, en définitive (cf. carte 2) ? Selon le point de vue, celui du pouvoir ou celui des habitants, la définition varie considérablement.

Les enfants sont au centre de *la rue*. Si cette dernière devient leur repère, créateur de centralité spatiale, ne peut-elle finalement pas constituer le centre de leur société ? Mais les enfants ont-ils

seulement constitué une société ? À cela, il faut ajouter le regard des autres, habitants et autorités, extérieurs à la rue, qui créent ou imposent une autre lecture de la ville. S'ils y font apparaître les enfants de la rue, ce n'est qu'à la marge de leur espace, quand bien même cette rue se localise au centre de la ville. Espace de la rencontre et de l'interaction, l'espace public est également celui des frottements et des tensions. La marginalité est donc aussi affaire de discours dans la suite des travaux de M. Foucault (1972 et 1975) qui lient l'étude des marginaux aux institutions qui en ont la charge.

Les enfants ont-ils la capacité à faire de l'espace public autre chose qu'un espace théoriquement neutre ? Je suggère qu'en territorialisant la rue, ils *font* la rue au point, peut-être, de s'y enfermer et de s'y marginaliser.

La recherche urbaine s'est construite autour du thème de la ségrégation et des ghettos noir-américains. Les travaux de l'école de Chicago ont été des précurseurs en ce domaine. Mais ces figures et formes répondent à des configurations sociales et spatiales spécifiques difficilement conciliables avec la situation urbaine des pays dits du Sud (à l'exception de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid). Après des recherches, notamment géographiques, sur l'insertion des migrants en ville et sur les quartiers d'habitat spontané illégaux (A. Durand Lasserre, 1986), les concepts et les notions de fragmentation et de segmentation ont gagné le champ de la recherche anglophone puis francophone (S. Jaglin, 2001 ; F. Navez-Bouchanine, 2001) sur des terrains « du Sud » ou non (*Esprit*, 1999). La ville « se défait », elle s'étale et se scinde en même temps que le sentiment d'urbanité s'étirole.

Le phénomène des enfants de la rue constitue une autre manière d'analyser la marginalité dans la ville et la possible segmentation en territoires. Cette recherche a pour but de redéfinir le territoire par la confrontation de la rue des enfants à l'espace urbain. Elle interroge également la dualité espace public-espace privé en Afrique subsaharienne et le couple ville officielle et ville vécue, l'ordre d'un pouvoir et les « désordres » des habitants. Elle situe les enfants dans la ville en même temps qu'elle analyse la ville.

Une problématique urbaine : la part refusée de la ville

Mon travail se construit donc en deux parties avec comme ligne directrice la volonté de déterminer si les enfants produisent la rue et par conséquent la ville.

Dans un premier temps, je m'interroge sur la rue telle qu'elle est spécifiquement appréhendée par les enfants et je tente de conceptualiser le basculement d'un espace public, à pratiquer, en des espaces privatisés. Dans un second temps, je confronte la rue des enfants à celle des habitants et du pouvoir à l'échelle plus globale de la ville. Les enfants sont-ils des marginaux ou des citoyens ? Produits de la ville, ils sont un indicateur d'urbanité. En cela, ils participent peut-être eux-mêmes à la production de l'espace urbain.

Des territoires ?

Les enfants parviennent à vivre dans la rue alors que les années s'égrènent inexorablement. Quel lien se tisse entre eux et l'espace *a priori* squatté ? Au-delà des logiques (stratégies ou tactiques) de localisations, que projettent les enfants dans leurs coins de rues, leurs fragments d'espace public ?

Ceux-ci se localisent en des lieux ou des espaces plus ou moins permanents et matérialisés. À Yaoundé, les enfants les désignent sous le terme générique de *mboko*, qu'ils traduisent eux-mêmes par celui de « secteur ». Il y a le *mboko* de Calafatas, de Campero. À l'origine, on appelait les enfants de la rue de Douala dans le langage courant : *nanga boko*. Cette expression était tirée de la phrase *a nanga o boko*, soit « il a dormi dehors ». *O boko* en langue douala, signifie « le dehors » et provient du mot *éboko* qui signifie le dehors/la cour/l'extérieur (G. Balandier, 1976, p. 371 ; F. Eboko, 2002) ; et *nanga*, « dormir ». *Nanga boko* résume donc parfaitement la situation des enfants qui vivent et

dorment en permanence dans la rue. Ces enfants de Douala comme de Yaoundé (et des autres villes du Cameroun) se sont emparés de ce dénominatif et l'ont raccourci. Ils se nomment ainsi les *mboko*. Ils emploient également ce terme pour désigner leurs principales localisations, celles où ils dorment et où ils travaillent.

À Antananarivo, il n'existe pas de mot spécifique. Les enfants parlent plus vaguement de leur « quartier », de « leur endroit ». Aussi ai-je décidé d'utiliser le terme de secteur dans l'analyse des deux villes. J'entends ici une partie de l'espace urbain, soumise à des règles particulières du point de vue d'un groupe d'individus

6

Puis-je parler de simple occupation de la rue, d'appropriation, ou conclure à la privatisation d'espaces publics et à la construction de territoires ? Vivre dans la rue ne peut se comprendre qu'en y insufflant la notion de temps. Les enfants tracent des itinéraires. Au fil des étapes, leur occupation de la rue et de la ville évolue. L'analyse des rythmes quotidiens permet également d'appréhender la rue, jusque dans l'éphémère de l'instant.

Je me suis inspirée des travaux de géographie culturelle de J. Bonnemaïson (1981, 1996) pour comprendre ce que créaient les enfants via leur rapport à l'espace. Ils le pratiquent. Au-delà des aspects utilitaires et éventuellement matérialisés de leur occupation, quelle parcelle de leur être abandonnent-ils à un espace ? Dans une relation réflexive, le territoire fait l'être en même temps que ce dernier le délimite matériellement et idéellement au sein de l'espace. Il participe à la création de l'identité individuelle et collective d'un enfant devenu enfant de la rue, d'un groupe peut-être devenu bande.

Les recherches de G. Di Méo (1998, 1996, 1987), inscrivant le territoire dans une plus vaste construction sociétale, m'ont également servi de précieux guides : les enfants vivent dans des espaces publics, l'environnement ne peut se faire oublier au profit d'eux seuls.

Je tente de mesurer l'emprise des enfants sur les espaces publics, réelle ou fantasmée, faible ou profonde, en dépit de leur position « marginale ». Mais est-il possible d'habiter la rue, « d'être » par la rue ? Peut-on y habiter sans habitat (H. Lefebvre, 1972) ? Peut-on s'y construire sans construire ? Il existe des gradations en termes de

territoires. Dans un espace public, les enfants semblent davantage au cœur d'un processus de territorialisation que dans l'achèvement de nouvelles formes urbaines (de territoires). Il est difficile d'agencer et de pratiquer des espaces dans un but fonctionnel et symbolique quand il est question de survivre plus que de vivre.

Peu de travaux ayant trait aux enfants de la rue prennent le temps de situer ces acteurs dans l'espace où ils évoluent. Les rapports se résument souvent à une litanie de chiffres. Ils sont presque transposables d'une ville à l'autre, sans nullement éclairer les spécificités de chacune d'entre elles et le lien qui unit (ou condamne) les enfants à « leur » rue.

Or les discours, notamment les récits de vie, permettent de définir la rue

7

, d'y délimiter d'éventuels territoires. Le marquage idéal prend souvent le dessus sur d'éventuelles limites et frontières matérialisées. La rue et la ville se forment en même temps que ses habitants, les enfants ici tout particulièrement, la vivent et la décrivent. Les enfants racontent leurs pratiques et expriment leurs représentations, apportant un complément à l'observation. La rue se forme en même temps que les enfants la vivent et ici, la décrivent. Dans les entretiens, à leur tour, ils se situent (P. Bourdieu, 1993, p. 1406).

Être de la rue, être de la ville ?

Je ne veux pas localiser un phénomène dans la ville, mais l'étudier comme composante de cet espace urbain : ces enfants se positionnent-ils hors de la ville, dans la ville ou contre la ville ? Les formes produites (territoires de rue) sont à resituer dans le cadre plus large des relations urbaines. En produisant la rue, les enfants adhèrent-ils à la ville ?

Le citoyen est intégré à la ville, il est *de la ville* (P. Gervais Lambony, 1994 et 2003). Au même titre que la notion de marginalité est malléable, celle de la citoyenneté le devient tout autant. Comment conclure à l'existence d'une seule citoyenneté si l'on peut vivre la ville autrement, en être mais différemment ? La marginalité secrète des citoyennetés nouvelles.

Au contraire des *sans-abri* (sans domicile fixe, *homeless*) des capitales

occidentales, les enfants ne sont pourtant pas des « sans ». Ils sont *de la rue*. Par cette appellation, les enfants sont liés à cette dernière alors même que son accès leur est régulièrement et progressivement refusé. Pour autant, ils ne peuvent pas devenir de simples « éléments » de l'espace urbain au même titre que les rues qu'ils occupent seraient de simples voies. Par la compréhension de leurs représentations et de leurs maîtrises de la rue comme de la ville, les enfants se donnent une place dans la ville. Se sentent-ils *de la ville* outre le fait de se revendiquer *de la rue* (sont-ils même à leurs yeux réellement *de la rue* ?) ? Participent-ils pleinement à l'urbanité (E. Dorier apprill, 2001) de Yaoundé et d'Antananarivo ? En sont-ils des citadins ?

Par l'analyse des politiques urbaines et des représentations des habitants

8

, que percevoir de leur possibilité d'installation dans la ville, de leur droit à la ville comme « droit à la vie urbaine, à la centralité rénovée, aux lieux de rencontres et d'échanges, aux rythmes de vie et emplois du temps permettant l'usage plein et entier de ces moments et lieux, etc. » (H. Lefebvre, 1972, p. 146) ? Le « droit à la ville » se place à deux niveaux : celui de l'État et de ses institutions, qui fournissent un encadrement supérieur (une métastructure), et celui de la société. Les enfants de la rue sont-ils condamnés à n'être que *dans la ville* ? Il me faut opposer à la « marginalité » déclarée des enfants « leur » possible citadinité dans un espace, enjeu de pouvoir, où l'on intègre, on refoule et on trompe. La territorialité des enfants est à analyser ici sous l'angle de la géographie du pouvoir (C. Raffestin, 1980). Elle heurte les projets du producteur officiel de la ville, l'État. Les enfants fournissent un effort constant pour se maintenir à proximité des espaces à fort potentiel et pour se les approprier (éventuellement pour créer des territoires). En parallèle, l'État tente, par diverses stratégies, d'organiser l'espace urbain pour le contrôler. Dans ce dernier cas, le territoire est considéré dans sa dimension politique et non plus comme espace vécu.

Dès lors, les enfants des rues apparaissent comme une provocation à un ordre social et spatial et comme un « dysfonctionnement » de la ville, en territorialisant éventuellement des espaces qui se voulaient « publics ». Par conséquent, et aussi paradoxale que cela puisse

paraître, ne sont-ils pas des faiseurs de ville ? Les enfants semblent compter parmi les premiers *individus* des villes. Les processus de territorialisation (la production urbaine des enfants et la régulation spatiale du pouvoir) révèlent les changements sociaux à l'œuvre dans l'espace urbain.

Les pratiques des enfants deviennent le négatif de la ville aux yeux du pouvoir officiel et peut-être à ceux des habitants. On nie aux enfants la capacité d'organiser la ville à leur manière et d'y déployer des pratiques spécifiques, bref de participer à la ville autant comme citadin que citoyen. On ne leur reconnaît pas un « droit à la ville » qui leur soit propre (à juste titre ou non).

Les enfants sont repoussés vers des espaces de non-droit telles les gares (au sens où le droit ne s'y applique plus) ou enfermés dans « l'espace du Droit » : les commissariats et la prison. Quand le formel se mêle à l'informel, quand l'arbitraire et l'illégal viennent se placer du côté de ceux qui devaient être le garant d'une morale, les enfants de la rue n'auraient-ils pas la possibilité de se faire reconnaître au sein d'un ordre urbain ? Je formule l'hypothèse que parler d'eux dans un espace géographique, c'est aussi dresser le portrait d'une société.

Enfin, il me faut insister sur la douleur d'être à la rue, ne pas nier les émotions et mes propres interférences sur mon terrain.

La honte pèse sur les épaules des enfants d'Antananarivo. La violence blesse les enfants de Yaoundé.

Les corps sont lacérés à grands coups de machette. Des entailles purulentes. Des yeux tuméfiés. On porte Yaoundé comme une blessure. Raconter ses peurs, raconter ses larmes qui coulent, le départ, la première rue, la première nuit. Yaoundé, Yaoundé. Ça monte, ça monte. Ça s'arrête dans la gorge. Disparue cette sensation de chaleur humide lavée par les pluies de mai. Tout juste une angoisse sans cesse repoussée, ignorée, rangée, en attendant. En attendant quoi ? La rue...

Il y a ce corps blessé par balles, jeté aux urgences. Le défilé des infirmiers devenus indifférents à force de trop de douleur. Attendre la famille et attendre l'argent nécessaire aux soins pendant que les

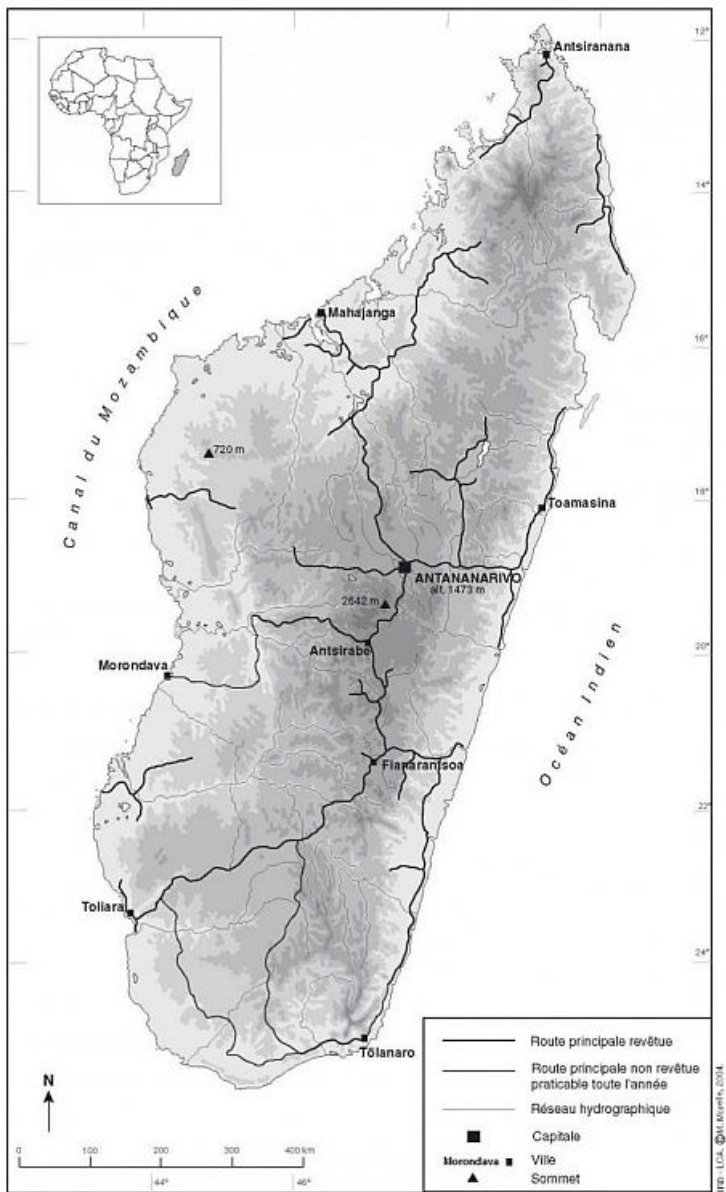
aiguilles de l'horloge tournent, que le sang s'écoule et que la plaie pourrit. Esquiver les gendarmes, esquiver leurs menaces. Pendant que nous frôlons l'arrestation à vouloir comprendre la trajectoire d'une balle arrivée dans une jambe et un bras *« d'un gars qui ne méritait que cela »*.

Changement de décor. La couleur bordeaux des commissariats. Le linoléum qui se décolle. Les murs pissieux. Les cellules aux portes de fer. La promiscuité. L'odeur de sueur. Le claquement sec des machines à écrire. Les liasses de paperasses. Les dossiers jaunis.

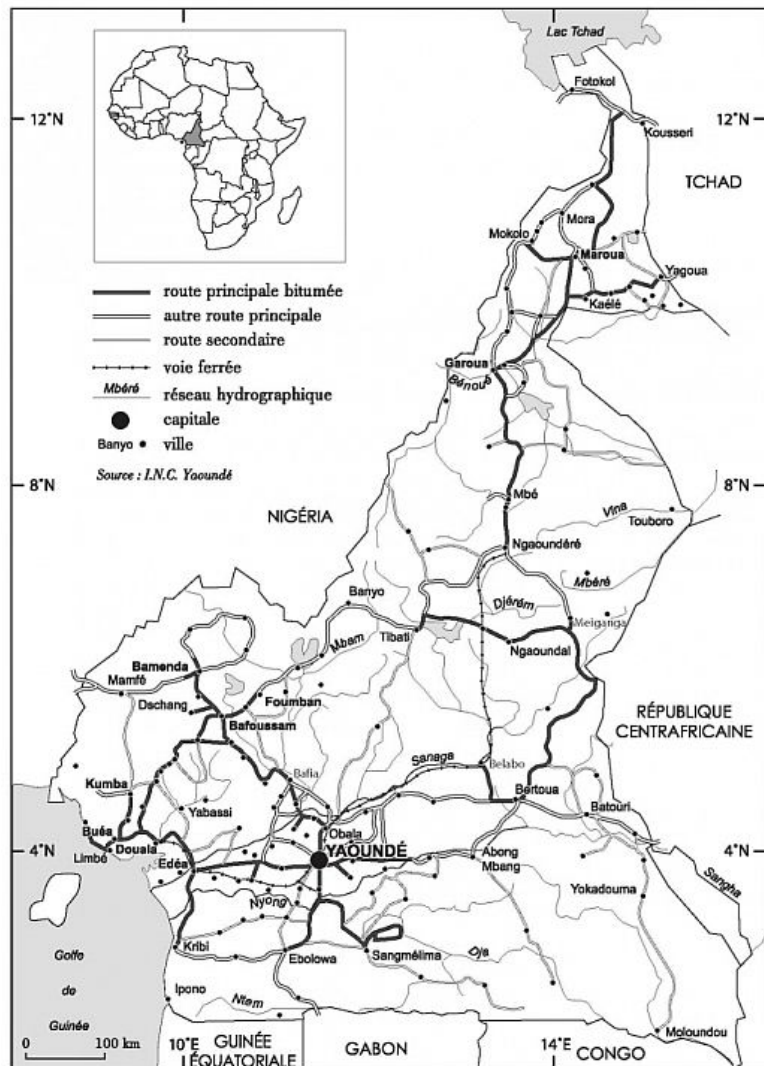
Un autre jour, la prison. Y entrer. La cour, sa promiscuité et sa chaleur étouffante. Le « Chef cour ». Puis « le Portier ». Quartier 8, quartier 9, quartier mineur. Les « Chef quartier ». Et sur la gauche, « le couloir de l'espérance ». Les vendeurs de beignets, de cigarettes. Les trafics en tout genre. Le bruit des chaînes aussi.

La rue... Celle de ceux qui sont enfermés à l'extérieur : ces stars de cinéma et de kung-fu, ces footballeurs et boxeurs en puissance ; ces petites lucioles, ces p'tits mômes et ces grands gaillards. Le chaos des rues.

C'est cela la rue. Parce que Chef de Gare est mort en 2003 mais parce que, aussi, Bello a survécu un an plus tard.



Carte 1. Antananarivo, capitale de Madagascar



Source : À partir du fond de A. Bopda. Dessin d'Eugénie Dumas. *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration*, 2003. ICA - IRD © M. Morelle, 2004.

Carte 2. Yaoundé, capitale du Cameroun

Notes

1 À Antananarivo, j'ai travaillé avant tout auprès d'enfants isolés, peu auprès des familles de rue, phénomène que j'évoquerai. Tous les noms à venir ont été changés pour préserver l'anonymat.

2 Certains s'étaient déjà penchés sur le phénomène de la jeunesse délinquante : J. Hochet, *Inadaptation sociale et délinquance juvénile en Haute-Volta*, Ouagadougou, CNRST, *Recherches voltaïques*, n° 9, 1967. D. Poitou, *La Délinquance juvénile au Niger*, Niamey, IRSH, *Études Nigériennes*, n° 41, 1978, 210 p.

3 Notamment les travaux de R. Lucchini, 1993 ; Y. Marguerat, D. Poitou, 1994, et S. Tessier, 1995 et 1998. R. Lucchini et S. Tessier traitent notamment de la situation en Amérique du Sud tandis que Y. Marguerat et D. Poitou ont ciblé leurs recherches sur l'Afrique où le phénomène est plus récent. Une recherche approfondie et datée sur la bibliographie anglophone et hispanophone, sur les villes d'Amérique latine en particulier, est encore à faire. Par exemple, les travaux de L. Aptekar sur les enfants des rues de Colombie débutent en 1989, Jacques Meunier écrit *Les Gamins de Bogota* en 1977. En 1937 paraît au Brésil le roman de Jorge Amado, *Capitaines des sables* (paru à Paris en 1984). Nous trouvons des projets de recherche de R. Lucchini dès 1988 (Riccardo Lucchini, *Identité et survie : les enfants de la rue au Brésil*, Working paper, n° 118, Fribourg, Institut des sciences économiques et sociales, 1988, 41 p.). De même, Y. Marguerat et D. Poitou créent une association à but scientifique, MARJUVIA (Marginalités juvéniles dans les villes africaines), dès 1984. La même année, Y. Marguerat publie « Les gamins de Lomé », *Autre-ment*, n° spécial « Capitales de la couleur », Paris, octobre 1984, p. 214-219, et « Finie la grande famille ? », *Autrement*, n° spécial « Capitales de la couleur », Paris, octobre 1984, 311 p. (p. 209-213).

4 À l'origine, le terme de Rova est synonyme d'enclos royal. Sous la monarchie merina, il désigne le palais royal. Édifié par le roi merina Andrianjaka à la naissance de la ville, sur la colline-berceau d'Antananarivo, il fait l'objet de maints travaux d'aménagements et d'agrandissement sous le règne des souverains suivants. Il devient le lieu symbolique de l'exercice du pouvoir, au sommet de la capitale. C'est autour de lui que se construit la ville. Il est un marqueur d'identité et un repère territorial incontournable, en dépit de l'incendie de 1995 qui le défigure totalement, même si, depuis, certains l'estiment vidé de son caractère sacré (*hasina*).

5 Yaoundé est un ensemble disséqué de collines parfois nivelées en plateaux où alternent des versants convexes, souvent raides et des vallées à fond plat, souvent marécageuses et répulsives.

6 À travers le monde, les lieux de rassemblement des enfants reçoivent très souvent un nom précis. Au Tchad, ils parlent de « nid » (in A. Djimbaye, D. Simon-Calafuri, « Des alternatives à l'exclusion de la jeunesse. Précarité et survie en milieu urbain au Tchad », *Journal des Africanistes*, n° 72-1, 2002, p. 213-224). Au Kenya, il s'agit de la « bez », de l'anglais base (in A. Ferrari, 2002). Nous pouvons changer d'aire culturelle et remonter le temps en évoquant l'École de Chicago avec la notion « d'interstice » chez F. M. Thrasher, *The Gang*, 1963, cité par U. Hannerz, *Explorer la ville*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, p. 58, prise ici dans un sens plus sociologique que géographique. Citons enfin le *corner* et la domination par des bandes de simples « coins » de trottoir.

7 Nous avons également organisé des ateliers d'écriture à Yaoundé et à Antananarivo pour sortir du cadre des entretiens (23 à Yaoundé, parfois en 2002 et en 2004 avec le même enfant, et 33 à Antananarivo) et de « l'observation participante » accompagnée de très nombreuses conversations informelles. Ces ateliers avaient pour but de faire participer activement les enfants et de les faire écrire sur l'espace, la ville, la rue. En raison de contraintes éditoriales, nous ne développerons pas davantage notre méthodologie.

8 Nous avons choisi cinq quartiers d'Antananarivo pour interroger 41 habitants (2003), cinq quartiers de Yaoundé pour y mener 35 questionnaires (2004) outre une série d'entretiens auprès de responsables ministériels, municipaux et d'ONG.

Première partie : Les enfants et la rue

Avant-propos

Cette partie a pour objectif d'analyser le rapport des enfants à la rue. Partant d'un espace entendu comme neutre, nous cherchons à saisir le point de basculement conduisant à sa territorialisation. Quand et comment les enfants produisent-ils des territoires ?

Dès le premier chapitre, nous présentons les enfants dans une approche croisée avec la ville, propre à nous faire comprendre les origines et la nature du phénomène. Nous dressons le profil sociologique et anthropologique des habitants des villes afin d'y inscrire et de mettre en perspective celui des enfants. Forts d'une appréhension globale de l'espace urbain et de ceux qui y habitent, nous glissons des rues de Yaoundé et d'Antananarivo vers « les rues des enfants ».

Nous étudions les modes d'inscription de ces enfants dans la rue, de l'occupation à visée utilitaire jusqu'à la possible territorialisation. L'analyse se joue en deux mouvements : le premier temps s'inscrit dans la quotidienneté de la rue (analyse des formes spatiales). Le second s'écrit sur le temps long (analyse des processus).

Chapitre premier. De la ville à la rue

À un espace urbain normé évoluant au gré de l'Histoire et des pouvoirs en place vient se greffer une « ville à l'œuvre » (I. Joseph, 1998, p. 19), née des pratiques des habitants, et peut-être de celles des enfants. Le désir d'un ordre urbain lisible, « moderne » et contrôlé par l'État a été fortement contrarié à Yaoundé comme à Antananarivo avec les débuts de la récession économique dans les années 1980. Les enfants de la rue apparaissent dans un contexte spécifique de crise économique mais également d'innovations sociales, contexte que nous devons présenter.

Un pied dans l'économie de la « débrouille », un autre dans le plus vaste mouvement de mondialisation, l'individu en ville se cherche d'autres identités sociales et de nouvelles références culturelles. Qu'en est-il des enfants de la rue ? Nous interrogeons leurs itinéraires, d'un domicile à la rue, de l'espace de la famille et du quartier à l'espace public, dans deux espaces urbains *a priori* différents. Les enfants constitueraient-ils les projets avortés d'une ville (mais il est important d'élargir le champ d'étude jusque dans les campagnes) ? Nous devons saisir en quoi leur trajectoire urbaine s'est cassée brutalement ou s'est progressivement infléchie sous l'effet de chocs successifs.

Au-delà des motifs conduisant à la rue, il est donc nécessaire de situer les profils des enfants au sein des populations des deux espaces urbains. Non qu'il s'agisse de mener une étude sociologique ou anthropologique en soi, mais d'éclairer le rapport des enfants à la ville et à la rue.

Replacer les enfants dans l'espace urbain est d'autant plus essentiel que nous ne pouvons ignorer à ce stade de notre réflexion la faiblesse numérique des premiers rapportée au nombre d'habitants de Yaoundé et d'Antananarivo. Dans les recherches urbaines comme dans les déclarations politiques des grandes institutions internationales sur la ville, les enfants de la rue apparaissent comme une préoccupation « marginale », secondaire, voire accessoire. La place, au moins physique, des enfants y relève de l'anecdotique. D'où la question : les enfants font-ils la rue ? Quelle rue pour quels enfants ?

D'un objet géographique donné, la ville, à un second, la rue, le lien semble mécanique. Il n'existe pas de ville sans rue, voie goudronnée, piste de terre, venelle ou impasse, forme élémentaire de l'espace public.

Mais la rue peut être définie comme une scène, celle où une fraction des habitants intervient dans l'espace public. C'est aussi un milieu : les habitants à l'échelle de « leurs » espaces, maisons, rues et quartiers s'adaptent et remodelent la structure de la ville et de ses paysages. Ainsi, une fois les causes de l'arrivée des enfants dans la rue et leur profil établis, nous pouvons interroger la nature des rues dans lesquelles ils échouent et les localiser précisément à l'échelle de la ville. Nous dresserons donc une typologie de la rue.

La construction du « désordre » urbain

L'ordre urbain post-colonial paraît n'être plus qu'un désir. Voie où s'alignent les habitations, la rue devient espace de chevauchements entre espace privé et espace public.

Yaoundé et Antananarivo sont nées du projet de construire des capitales (cf. encadrés). L'appréhension commune les dit « débordées » par leur population. À partir des années 1980, il faut gérer la croissance démographique (surtout à Yaoundé) couplée à une crise économique et sociale.

Devons-nous parler des effets urbains de cette crise ou d'une crise urbaine ? La crise des années 1980 n'est pas unique. Les interventions coloniales de la fin du xix^e siècle et de la première moitié du xx^e

siècle ont créé une ville ségrégée, Yaoundé, et ont introduit des ruptures notables et parfois violentes dans la structure urbaine et la société tananariviennes. La crise est un phénomène presque intrinsèque du fait urbain à Yaoundé et à Antananarivo avec ses douleurs et ses innovations. Il s'agit davantage d'évoquer la dynamique d'un changement social et spatial.

Dans les lignes qui suivent, nous appréhendons une époque donnée, quand des équilibres postérieurs à l'Indépendance ont été remis en cause par la brutalité d'une récession économique (T. Trefon, 2004 ; F. de Boeck, M.-F. Plissart, 2005) à Yaoundé et à Antananarivo.

Antananarivo : quand le riz fait la ville

Antananarivo naît au xvii^e siècle. Elle tire sa puissance de sa situation en altitude, faisant d'elle un site défensif idéal : son point culminant est à 1 473 mètres. La ville devient le point de départ de la rénovation de la royauté merina et de sa mainmise sur l'organisation socio-politique et l'aménagement spatial des Hautes-Terres centrales. Car si le site, appelé Analamanga, semble avoir été occupé depuis la fin du xiv^e siècle par un peuple autochtone, les Vazimba, il est rapidement convoité et conquis par le roi merina Andrianjaka (règne de 1610 à 1630). La ville-colline est rebaptisée Antaninarivo (« à la terre du peuple »). Si elle connaît pendant quelques siècles des noms et des fortunes diverses, elle impose définitivement sa domination aux populations de l'Imerina avec le roi Andrianampoinimerina (règne de 1727 à 1747) pour finalement rayonner sur toute l'île sous le nom d'Antananarivo (Tananarive à l'époque coloniale). Bien qu'ayant vu le jour sur une colline, Antananarivo a grandi en puisant ses forces dans la plaine du Betsimitatatra. Dès les origines de la royauté merina, et plus fortement encore sous le règne d'Andrianampoinimerina, de grands travaux d'endiguement et de remblaiement permettent la mise en culture intensive d'hectares de riz.

La force de l'État crée la ville : le roi contrôle les aménagements et le minutieux entretien des digues et des casiers rizicoles, il organise les corvées et se pose en personne de référence pour l'ensemble de la population. Sous l'effet de l'augmentation de la production, la croissance urbaine réactive sans cesse le poids de

la figure royale. L'État devient indispensable à la continuité du royaume et de la vie. Se soumettre à son autorité devient essentiel.

La structure d'Antananarivo symbolise le pouvoir. Le Rova (incendié en 1995) au sommet de la Ville-haute en est (en a été ?) le « géosymbole » gardien de l'essence sacrée de la monarchie merina. Il voit en même temps qu'il est vu. Instrument politique, il est aussi sacré. La valeur du site d'Antananarivo ne se résume pas à une question de stratégie militaire. L'altitude devient un élément au service de la puissance royale.

Les premiers développements urbains suivent ce schéma qui privilégie les hauteurs. Chaque être et chaque chose ont leur place à l'échelle de la maison (dans la répartition intérieure des objets ou dans la construction du bâtiment lui-même) et à celle de la ville tout entière.

Antananarivo, ville « désorientée »

Lorsqu'en 1896 Madagascar devient une colonie, les Français veulent faire d'Antananarivo « le Paris de leur Empire » avec ses Élégantes, ses magasins de mode... Ils construisent des quartiers tirés au cordeau, tel le damier des rues de Tsaralalana. Ils conçoivent un nouveau centre-ville, en concurrence avec le cœur d'Antananarivo, la cité royale.

La croissance urbaine a également altéré l'orientation de la ville (1,7 million d'habitants en 2003). Les maisons se sont entassées dans la plaine marécageuse, au détriment des cultures et sans plus pouvoir se plier aux règles cosmogoniques de construction. Les collines de l'Est s'érodent sous le poids des constructions et se délitent de coulées de boue en glissements de terrain.

Yaoundé, de la « ville noire » à la ville africaine

La naissance de Yaoundé en 1888 s'est faite sous l'impulsion de la colonisation allemande.

Si l'urbanisation collinaire caractéristique de Yaoundé invite à des rapprochements avec la morphologie tananarivienne, ceux-ci se révèlent très vite hasardeux. Les collines administrative, militaire et religieuse, ainsi que le centre commercial sont de pures constructions exogènes.

Le relief n'en détermine pas moins la forme de la ville. Yaoundé est composée de longues échines sinueuses au sommet relativement plat que séparent des vallées aux pentes raides. Les premières habitations se sont développées sur les collines avant de descendre le long de leurs flancs puis de s'embourber dans les fonds de vallée. Les routes suivent principalement les crêtes des interfluves rallongeant les distances à parcourir.

Là où Antananarivo grandit dans une relative osmose avec sa plaine rizicole (néanmoins dominée), le pouvoir colonial dresse une barrière séparant le cœur de Yaoundé des autochtones, cantonnés à l'extérieur de la ville. De même que les Français avaient cherché à faire d'Antananarivo une ville au tracé « occidental », les mêmes, succédant aux Allemands, cherchent là encore à imposer des normes urbanistiques susceptibles d'asseoir et de pérenniser leur contrôle politique sur l'espace urbain en le rendant lisible à leurs yeux et conforme à leur conception de ce que doit être une ville. Mais la scission est plus nette à Yaoundé qu'à Antananarivo où les Occidentaux ont eu une action urbanistique finalement très ponctuelle, n'influençant pas la morphologie entière de la ville.

Yaoundé, devenue capitale en 1921 (Y. Marguerat, 1991), est divisée en « ville blanche » et en « ville noire ». La première reste relativement restreinte. Outre la colline administrative puis le développement du centre commercial (à son emplacement actuel à proximité de la gare ferroviaire), une mission chrétienne s'installe sur la colline de Mvolye en 1901. Les autochtones bétis parlent d'*Ongolo-ewondo* et les populations indigènes d'*Ongola* pour désigner la colline administrative close d'enceinte où résident les nouveaux occupants et dont ils sont exclus (A. Franqueville, 1984).

La « ville noire » se densifie avec le développement de nouveaux quartiers et englobe progressivement les anciens villages autochtones. Petit à petit, les modes de vie ruraux se réorganisent et s'adaptent au pouvoir colonial comme à la croissance urbaine. D ville dite de Blancs, Yaoundé devient bel et bien ville africaine (J. Dresch, 1950). L'Indépendance ne fait qu la mobilité des populations et leur appropriation de la ville. En définitive, aucune ségrégation ne ressort nettement à

Yaoundé. En dépit de son passé colonial, la ville se caractérise par une relative diversité de l'habitat allant de pair avec une relative mixité sociale. Si quelques zones résidentielles s'donc au cœur ou en lisière de la ville, chaque quartier accueille son lot de villas imposantes ou vieillissantes, de simples maisons et de cases de briques de terre ou de planches.

Des villes mouvantes

La croissance économique : miracle et mirage

Un coup d'œil rapide décèlerait de fortes potentialités agricoles, piscicoles, minérales, pétrolières et touristiques au Cameroun et à Madagascar.

Dans l'euphorie des années de l'Indépendance, le premier connaît un boom pétrolier (P. Hugon, 1993, p. 36). L'économie de plantation (cacao et café) est florissante. De même, Madagascar est promise à un avenir radieux avec les cultures de vanille, de cannelle et de litchis.

Cependant, les économies des deux pays s'effondrent : dès les années 1970 à Madagascar et dans le milieu de la décennie 1980 au Cameroun. La lente remontée des indicateurs, souvent chaotique, dans les années 1990 à Madagascar et à la veille du nouveau siècle à Yaoundé ne permet pas de renouer avec une croissance stable et élevée.

À Madagascar, la chute amorcée dès la fin de la I^{re} République

1

s'est révélée être une descente aux enfers pour les habitants. Entre 1960 et 1995, le PIB par habitant a chuté de 36,8 %. Le taux de croissance moyen était de - 1,8 % par an. Le pays a connu quatre phases de croissance éphémères : 1967-1971, 1979-1980, 1988-1990 et 1997-2001. Par trois fois (1972, 1991, 2002), la reprise qui s'annonçait a été cassée par une crise politique. Le 13 mai 1972, une révolte d'étudiants tourne au soulèvement populaire et à la chute de la I^{re} République. Le pays sort de la zone franc

2

, l'enseignement est malgachisé. En 1975

3

, sous la présidence de Didier Ratsiraka, le pays se tourne vers le bloc

communiste. Nous entrons dans l'ère de la II^e République. Les importations sont restreintes. Les entreprises étrangères sont chassées ou nationalisées. Des circuits de collecte dans les campagnes sont imposés. La pénurie se généralise à tout un ensemble de produits agricoles ou manufacturés. En 1991, la croissance repart pourtant. Mais à nouveau, un mouvement de grève générale paralyse le pays et pousse D. Ratsiraka à la démission. La III^e République est proclamée : Albert Zafy devient président. Le régime politique d'inspiration parlementaire ne permet pas une politique dans la durée ni ne rassure les investisseurs : en quatre ans, 6 gouvernements et 3 Premiers ministres se succèdent. A. Zafy est finalement destitué et D. Ratsiraka réélu président en 1996. En 1997, la croissance redevient positive. Le pays obtient le soutien des bailleurs de fonds, la dette extérieure est réaménagée et annulée, la mise en place des zones franches crée des emplois. Le pouvoir d'achat augmente. Le PIB par habitant atteint son niveau du début des années 1990. La croissance est de 7 % en 2001 ! Mais les élections présidentielles de décembre 2001 constituent un frein à cette reprise. D. Ratsiraka et Marc Ravalomanana, maire d'Antananarivo, s'affrontent sur les résultats du premier tour des élections. Le bras de fer s'achève en juillet 2002 en faveur de M. Ravalomanana, après une paralysie de six mois environ de l'activité économique. En décembre 2006, alors que la réélection de M. Ravalomanana est acquise, les prévisions économiques ne sont guère optimistes.

Et au Cameroun ? Au début des années 1980, les cours mondiaux des matières premières s'effondrent, menaçant l'équilibre économique d'un pays fondé essentiellement sur les exportations de produits bruts. L'effort de diversification de l'agriculture, au-delà des rentes caféière et cacaoyère, a échoué.

En 1986, les revenus des gisements de pétrole placés sur un compte hors budget ne permettent plus d'amortir la crise. En 1993-1994, le taux de croissance du PIB est négatif et s'effondre à - 3,8 %. De 1985-1986 à 1992-1993, le PIB en volume a chuté de 23,7 % (F. Roubaud, 1993). Le 19 septembre 1988, l'État camerounais passe un premier accord avec le FMI (Madagascar attendra 1996). C'est le début de la mise sous ajustement du pays (trois plans d'ajustement structurel du FMI, les PAS, en 1988-1989, 1991-1992, 1994-1995 et

admissibilité au programme des pays les plus pauvres très endettés – PPTE – en octobre 2000). En 1994, la dévaluation du franc CFA

4

renchérit le coût des produits importés, non sans graves conséquences sur le budget des ménages (G. Courade, 2000).

Quels que soient les approches statistiques et les éléments constitutifs des échantillons, le bilan conduit à la même conclusion : celle d'un désastre économique.

75 % de la population est pauvre à Madagascar aujourd'hui, ce qui, hors contexte (sans prendre en considération notamment les représentations qu'ont les Malgaches de la dégradation de leur niveau de vie), reste une donnée bien abstraite. Au Cameroun, le pourcentage de la population de Yaoundé vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 1 à 20 % entre 1985 et 1993, révèle un rapport de la Banque mondiale rendu public en 1994. Comment pouvons-nous situer le phénomène des enfants de la rue au sein de la société urbaine à l'aide des seules données chiffrées qui semblent condamner l'ensemble du pays à la pauvreté ? L'analyse de l'évolution des conditions de vie en ville permet de dépasser l'éventail abstrait des définitions économiques du concept (pauvreté relative et absolue) et ce constat statistique peu éloquent.

Vivre au quotidien

Antananarivo et Yaoundé, du fait de leur statut de capitale, abritent un grand nombre de fonctionnaires. Les salaires des administrations publiques et des établissements parapublics ont été gelés, réduits, quand il n'a pas été tout simplement procédé à des licenciements. À Antananarivo, le pourcentage d'actifs occupés dans les administrations publiques est passé de 26,3 % en 1960 à 13,2 %.

À Yaoundé, les salaires sont baissés une première fois dans la fonction publique en 1993.

« Pour les 200 000 fonctionnaires camerounais (excepté les 12 000 militaires et gendarmes), dont 50 000 vivant à Yaoundé, les baisses de salaires cumulées représentent 60 % du traitement des hauts fonctionnaires de 1992 et 52 % pour les plus bas » (X. Durang, 2003, p. 36).

À l'inverse de la fonction publique, les emplois du « secteur informel » ont connu une envolée. À Antananarivo, ils passent de 22,3

à 39,2 % des emplois sur le marché du travail. Le mouvement devient très net à partir de 1981. Le taux de pluri-activité s'est développé : 8,4 % avec 90,1 % des emplois secondaires dans le « secteur informel ». Surtout, le taux de sous-emploi global de la main-d'œuvre atteint 56 % (MADIO, novembre 1999). À Yaoundé, la tendance est la même. La proportion de salariés au sein de la population active diminue (inférieure à 65 % en 1983, elle est de 50 % en 1993). À l'inverse, en 1992, plus de quatre emplois sur cinq sont créés dans le « secteur informel » (F. Roubaud, 1993). Les jeunes diplômés ne trouvent plus de débouchés dans la fonction publique au contraire de leurs aînés. Les femmes travaillent de plus en plus (32 % de la population active était féminine en 1983, 40 % en 1993) pour compléter le revenu familial (voire assumer l'ensemble des dépenses du ménage). En outre, dans les deux pays, le « secteur informel » est loin d'être la panacée avec le développement d'un « informel bas de gamme » où les travailleurs « se débrouillent » au jour le jour au gré des petites activités qui leur sont proposées.

À Antananarivo, le chômage touche 5,9 % de la population active (le taux atteint 15 % chez les jeunes hommes de moins de 25 ans). 65,5 % des chômeurs sont sans emploi depuis plus d'un an. À Yaoundé, en dix ans (1983-1993), le taux de chômage passe de 7,3 % de la population active à 24,6 %. En 1993, le taux de chômage augmente avec le diplôme (F. Roubaud, 1993).

La situation de l'emploi n'est pas sans conséquence sur le niveau de consommation des ménages. Avec la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, c'est une grande partie de la population urbaine qui est touchée par ricochet. Les commerçants et les artisans perdent une part importante de leur clientèle. À Antananarivo, la consommation alimentaire baisse de 32,4 % en volume (MADIO, 1998). En outre, elle occupe une part grandissante au sein des dépenses des ménages. La consommation de riz passe de 135 à 107 kilogrammes par personne et par an en trente-cinq ans. Les gens mangent moins de riz alors que sa valeur dépasse le simple intérêt alimentaire et revêt une symbolique spécifique dans la culture malgache. Le *laoka* (l'accompagnement) diminue en qualité et en quantité. La consommation de viande chute fortement. Les légumes secs et les pommes de terre sont substitués aux légumes frais. Les gens achètent au jour le jour des quantités de

plus en plus petites en fonction de l'argent disponible (C. Blanc Pamard, 1998).

À Madagascar, la reprise économique de la fin des années 1990 a favorisé les classes les plus aisées, creusant les inégalités. Au Cameroun, « pour l'ensemble des ménages, c'est la consommation alimentaire qui a constitué la première source d'ajustement [...]. La ration alimentaire par tête s'est fortement dégradée » (DIAL, 1993, p. 20).

De Madagascar au Cameroun, l'histoire se ressemble. De même, les secteurs de la santé et de l'éducation sont vivement touchés. Le plus petit soin est payant. Il est souvent nécessaire de multiplier les « enveloppes » pour intéresser le personnel soignant au sort d'un malade. De plus en plus d'enfants sont contraints d'abandonner l'école. Le secteur privé se renforce au profit des seules familles aisées.

Les lieux de sociabilité ont tendance à disparaître. De nombreuses salles de cinéma ont fermé à Yaoundé comme à Antananarivo (sous l'effet de la récession mais aussi de l'essor de la télévision et des salles vidéos). Les habitants sortent moins parce qu'ils n'en ont plus les moyens et parce que l'offre de loisirs se raréfie. La peur de la nuit les retient également à leur domicile. La vie nocturne de Yaoundé a perdu de son intensité. Si quelques cabarets ouvrent toujours dans les quartiers, les plus réputés d'entre eux, au centre-ville notamment (tel Pakita à Mvog Ada), ont subi le contrecoup des couvre-feux successifs. Le coût des transports urbains publics augmente à Antananarivo. Quant à Yaoundé, les bus ont tout simplement disparu (jusqu'en 2006), laissant les habitants s'entasser dans des taxis devenus collectifs, sans garantie de sécurité ou de destination au prix voulu. Par conséquent, chacun réduit ses déplacements selon ses possibilités financières.

Ainsi, deux choix s'offrent souvent aux habitants. Captifs de moyens de transport aux coûts qui dépassent leur budget, ils restent dans leur quartier, y développant éventuellement des micro-activités (vente de condiments et de légumes au détail, ateliers de couture à domicile) ou attendant que le temps passe sans voir poindre la moindre possibilité d'embauche. D'autres partent à pied « se débrouiller » dans la rue et vendre toutes sortes de petites marchandises. La rue change

progressivement de physionomie.

Rien n'a semblé plus traumatisant pour les Tananariviens que de voir brûler le Rova en 1995 et de constater l'incapacité du pays et de la ville à le reconstruire (l'argent réuni entre autres avec l'aide de l'Unesco semble avoir disparu). Bien plus que la « désorientation » subie sous la colonisation française, cet événement a marqué la perte irrémédiable d'un repère essentiel de l'espace urbain. Sans le Rova et sa charge symbolique (et sacrée !), la ville perd de son sens. C'est une atteinte à son histoire, à sa structure, à son âme avec le *hasina* peut-être à jamais envolé dans les flammes. Il faut attendre l'arrivée de G. W. Razamamasy en 1995 à la tête de la municipalité pour une reprise en main de la politique urbaine tananarivienne dont le président D. Ratsiraka s'était considérablement désengagé.

De nombreuses habitations ont été édifiées dans des zones souvent déclarées inconstructibles. À Antananarivo, sous l'effet de la croissance démographique (surtout de l'accroissement naturel et non de l'exode rural), de la paupérisation de la population

5

et de manière plus ponctuelle des inondations (1959 et 1962), de nombreux quartiers de la plaine apparaissent dès la fin des années 1970. Ils se développent sans heurter le pouvoir en place qui trouvait en ces habitants son électorat de prédilection

6

. Yaoundé a vu naître le même phénomène de construction spontanée, le long des rivières, dans les fonds de vallée marécageux (*elobi*) et sur les pentes des collines. Cependant, il n'existe pas à proprement parler de bidonvilles. Des habitations illicites et précaires se glissent dans les interstices urbains vacants, les *elobi* à Yaoundé, entre les constructions planifiées des 67 ha à Antananarivo, par exemple.

Néanmoins, la physionomie tout entière des villes pâtit de la dégradation du niveau de vie. Les espaces verts d'Antananarivo ont été longtemps laissés à l'abandon. Les enceintes des marchés sont « débordées » par les étals des détaillants. À Yaoundé, de nombreux chantiers de construction s'interrompent laissant ici et là des épaves urbaines. À cet égard, « l'immeuble de la Mort » (chantier abandonné sans doute à la suite de détournements de fonds, P. Bissek, 1994, p. 64) est symptomatique. Il devient le berceau de bien des rumeurs

(abri de bandits, terrain d'entraînement de gendarmes).

La peur se diffuse dans l'espace urbain, le sentiment d'insécurité croît parallèlement à celui de la vulnérabilité. Petit à petit, dans les paroles échangées au quotidien comme dans la presse, les enfants de la rue apparaissent, réalité perçue comme l'un des signes des temps de crise. Puis, avec un certain décalage, les autorités vont réagir.

La naissance de la « rue »

Le sentiment d'insécurité

Au fur et à mesure qu'Antananarivo a été abandonnée par les pouvoirs publics, le lent mouvement de dégradation du paysage urbain s'est accompagné d'une montée des délits et crimes développant un profond sentiment d'insécurité. Les habitants se sentent progressivement dépassés par ces changements parfois brutaux.

« Traditionnellement, le monde urbain était précisément conçu comme un îlot de sécurité au milieu de campagnes peu sûres, comme en témoigne le choix de l'habitat groupé et perché, le creusement de fossés. La ville se devait d'apporter la sécurité à ses habitants. L'irruption de phénomènes d'insécurité au cœur de la capitale a donc été vécue comme un traumatisme » (C. Fournet-Guérin, 2002, p. 149).

Les journaux nationaux relayent (ou encouragent parfois) l'opinion publique dans sa représentation négative de la ville. Des cas de vols, voire de meurtres, sont relatés. Les habitants semblent s'abandonner à à voleurs

7

. Néanmoins, cas de lynchages semblent avoir atteint leur paroxysme dans les années 1990 et paraissent en diminution aujourd'hui, au contraire de Yaoundé où ils sont légions jusqu'à ce jour.

Dans la capitale camerounaise, la presse relate sans relâche les faits-divers qui ensanglantent la capitale. Selon elle, les braquages se multiplient jour après jour : des gangs armés entrent dans les maisons, ramassent l'argent et les objets, violent les femmes. De hautes clôtures enserrant maintenant les grandes villas. Les fenêtres et portes sont barrées de grilles de métal. Les compagnies de sécurité privée et de gardiennage font fortune. Les habitants, nous l'avons dit, sortent moins.

Outre les actes des gangs répertoriés dans les journaux, la petite délinquance sévit dans les rues de la capitale (vols à l'arrachée de téléphones portables et de porte-monnaie, pickpockets). L'escroquerie devient un sport national avec la figure du *feyman*, celui qui arnaque et s'enrichit très vite aux dépens de ses victimes et le montre.

En apparence réaction à ces vagues récurrentes de criminalité, les autorités ont instauré à plusieurs reprises des opérations spéciales de police : « l'opération Cerbère » de février à juillet 1998, « l'opération Vautour » de février 2000 à janvier 2001 (en parallèle du commandement opérationnel à Douala), « l'opération Tenaille » en avril 2001, « l'opération Harmattan » en mars 2002. Des barrages de police quadrillent la ville, spécialement de nuit. Des contrôles d'identité ponctuels sont effectués dans quelques quartiers de mauvaise réputation, s'achevant par la rafle des passants sortis sans leur carte d'identité (le gouvernement parle « d'opérations coups de poing »). Un Centre opérationnel de la gendarmerie (COG) a également été créé pour lutter contre le grand banditisme ainsi que le Groupement mobile d'intervention (GMI) dans la police. Les membres du GSO (groupement spécial des opérations) complètent le GMI et sont plus connus dans la population sous le nom « d'anti-gangs ». Le sentiment d'une radicalisation de la délinquance et de la riposte policière est fort.

C'est dans ce contexte que viennent se greffer les premières prises de conscience de l'existence des enfants de la rue.

Le phénomène des enfants de la rue finalement admis

Les articles de presse (quand ils peuvent être consultés dans les archives des journaux et des bibliothèques) sont quasi muets sur les enfants de la rue tout au long des années 1980. Les titres sont consacrés à la débâcle économique et à la succession des plans de redressement. Ce n'est qu'à la veille des années 1990 que sont écrits les premiers articles traitant des enfants et à Antananarivo, plus globalement des familles renommées *quat'mi*

À Antananarivo, le discours est souvent alarmiste vis-à-vis de ces

derniers. L'exode rural est pointé du doigt comme principal responsable. Les enfants et les sans-abri en général sont accusés de salir la ville et d'y menacer les habitants.

« De nombreux problèmes restent insolubles. Le nombre de sans-abri est toujours considérable dans la capitale, dont la population a presque doublé en moins de dix ans à cause de l'exode rural. Un grand nombre d'enfants sont encore abandonnés chaque jour par des mères incapables de s'en occuper » (*Revue de l'Océan Indien Madagascar*, n° 101, 1^{er} trimestre 1989). Six ans plus tard, on peut encore lire : « La capitale est depuis quelques années, un étal de jeunes quat'mis, ces enfants de mendiants et vagabonds patentés. Et si ce n'était la conscience, on pourrait en faire un thème touristique pour amateurs de visions cauchemardesques » (*La lettre de Jureco*, juin-juillet 1995, n° 102-103).

Antananarivo, une croissance urbaine modérée

La croissance urbaine d'Antananarivo, modérée, est perçue comme explosive par les habitants qui accusent et grossissent l'impact de l'exode rural et craignent une venue massive des paysans.

La région des Hautes-Terres se distingue par ses très fortes densités de population. L'implantation humaine y est ancienne et doit sa croissance à d'importants travaux d'aménagements de l'espace orientés vers une riziculture intensive et l'organisation de réseaux marchands développés. Cette région constitue le bassin migratoire privilégié de la capitale. Mais les paysans restent fortement ancrés à leur *tanindrazana*

9

. Madagascar reste un pays fortement rural, caractérisé par une dynamique migratoire douce.

En 1995, 27% des habitants de la capitale sont des migrants (en 1993 à Yaoundé, plus de la moitié des habitants sont des migrants, MADIO, juin 1999).

En dépit de la fiabilité relative des statistiques, nous ne pouvons guère conclure à un exode rural massif et la croissance d'Antananarivo reste modérée, spécialement au regard des autres grandes capitales africaines. Il nous suffit de nous appuyer, à ce titre, sur les chiffres de Yaoundé.

Antananarivo a pris soixante ans environ pour quadrupler sa population du début de la colonisation à l'Indépendance. Il lui en a fallu trente-quatre pour presque tripler. En vingt ans, Yaoundé

a multiplié par cinq sa population. Notons néanmoins que les dernières projections indiquent un rythme de croissance plus soutenu à Antananarivo et à l'inverse, un ralentissement à Yaoundé.

La presse, les habitants et les autorités ont tout d'abord porté un regard accusateur sur les enfants de la rue, présentés comme des délinquants (Y. Marguerat, D. Poitou, 1994). La position ne s'est (que partiellement) assouplie, notamment sous l'action des ONG. De criminels en puissance, les enfants sont davantage passés au statut de victimes (le Forum international de Grand-Bassam en mars 1985 en Côte d'Ivoire marque pour beaucoup de pays africains le début de la reconnaissance publique de ce phénomène).

Ainsi au Cameroun (où nous n'avons eu accès qu'à des journaux de la décennie 1990), le ton est plus mesuré que celui d'une certaine presse tananarivienne des débuts du phénomène. Si l'activité délinquante des enfants et la menace qu'ils peuvent constituer ne sont pas mises de côté, la responsabilité de la famille et de la crise économique et sociale n'est pas ignorée. Les enfants ne sont pas les seuls acteurs en présence.

Mais si les journaux attendent la veille des années 1990 pour mentionner l'existence des enfants, les premiers rapports officiels, de même que ceux des travailleurs sociaux, font état d'une présence plus ancienne : aux environs des années 1980 dans différents pays africains

10

bien que les informations manquent à ce sujet. À Antananarivo, les premiers centres de détention pour les enfants raflés dans la rue ouvrent leurs portes en 1987 (il existait deux centres, aujourd'hui fermés ou sur le déclin : Akanin'ny Firaisan-kina à 20 kilomètres d'Antananarivo, à Ambanitsena Carion sur la route de Tamatave qui comptait 100 enfants environ en 1990, tous des garçons âgés de 7 à 17 ans, raflés contre leur gré ; et le centre d'Imoron Imanga). Dès juillet 1984, le service provincial de la population recense 222 enfants errants (nous ne connaissons pas les critères de sélection). En 1981, une étudiante assistante-sociale recense 50 enfants travailleurs à Analakely. Si 36 déclarent rentrer chez leurs parents à la nuit tombée, 11 restent dormir en famille au marché et trois vivent seuls (A.M.T.

Via, 1981). À Yaoundé, le premier foyer pour des enfants de la prison puis pour des enfants de la rue ouvre ses portes en 1975. Par contre, le premier rapport officiel du ministère des Affaires sociales ne date que de 1993 (Minas, Minascof, Unicef, *Enquête sur les enfants en stratégie de survie dans les rues au Cameroun, cas des villes de Yaoundé et de Douala*, polycopié, Yaoundé, 1993), soulignant le décalage entre le moment où apparaît le phénomène et celui où les autorités s'en soucient.

Les premiers enfants sont longtemps restés inaperçus et méconnus. Ce n'est que lorsque leur nombre a augmenté, et par conséquent leur visibilité, que le phénomène a été reconnu, parfois à contrecœur. Ainsi, à Antananarivo, il semblerait que certains enfants aient vécu dans l'ancien marché d'Analakely, le *Zoma*, dans les années 1960 sans que nous puissions vérifier ces rares indices.

« Une deuxième catégorie d'auxiliaires du *Zoma* ne dépend pas de services officiels. Dans elle, on peut faire entrer d'abord une bonne centaine d'enfants, garçons ou filles qui, pour vingt francs, accompagnent la ménagère pendant ses courses sur le marché des fruits et légumes, portant ses paniers à provisions. Les uns sont des fils de marchands qui cherchent à se faire quelque argent de poche pendant que leurs parents tiennent l'étal. Les autres, venus on ne sait d'où, vivent on ne sait comment, certains orphelins, livrés aux seules ressources de leur initiative. Ils connaissent les bonnes clientes, ont leurs habituées et assaillent l'arrivant à la soubique [panier] vide, se disputant pour la porter » (G. Donque, 1966, p. 221).

L'essentiel, plus que de connaître la date exacte de l'apparition dans les rues des premiers enfants, est de chercher l'époque à laquelle les pouvoirs publics et les habitants situent le phénomène. Cela traduit l'apparition de tensions et de crispations dans les espaces publics. Si nous avons évoqué les premiers rapports officiels, nous souhaitons mettre l'accent sur les résultats de nos enquêtes auprès des habitants d'Antananarivo et de Yaoundé. Fréquemment, ils font correspondre l'apparition des enfants de la rue avec le commencement de la crise économique et de la dégradation de leurs conditions de vie.

Cependant, à Yaoundé, certains estiment que le phénomène des enfants de la rue est inhérent au fait urbain (d'autres encore sont arrivés récemment et se contentent de souligner qu'ils ont toujours vu ces enfants).

Cette idée d'une urbanisation allant de pair avec un mouvement de

marginalisation révèle une certaine conception de la ville. Autant les Tananariviens souffrent d'un sentiment nouveau d'insécurité dans un espace voulu normé et borné qui ne joue plus son rôle protecteur, autant les habitants de Yaoundé semblent concevoir la ville comme un lieu de brassage, de mutations et de reconstructions où l'enjeu reste celui de l'intégration. G. Balandier (1985) n'évoquait-il pas Brazzaville (plus exactement les Brazzavilles noires) comme un milieu neuf où toutes les formes de sociabilités étaient à réinventer avec le risque permanent de se retrouver à sa marge ? Le phénomène des enfants de la rue ne constitue-t-il pas à ce titre une autre manière (certes très circonscrite) d'aborder la dynamique du changement en milieu urbain lors des dernières décennies du xx^e siècle ?

Des effectifs augmentés et en augmentation

Dans de nombreux pays à travers le monde, des organisations internationales et des ONG ont souvent gonflé les effectifs d'enfants de la rue dans le but d'obtenir des budgets conséquents. En règle générale, ceux-ci sont quelques centaines à survivre dans les rues de villes millionnaires.

À Antananarivo, l'existence de familles de rue vient augmenter les chiffres. En outre, la situation des enfants *des quartiers* dans la capitale malgache (enfants issus des quartiers défavorisés d'Antananarivo, vivant en permanence en famille dans un logement) est telle que nombre de programmes humanitaires les accueillent avec, comme conséquence, le gonflement extrême des résultats de certains recensements et la confusion quant aux objectifs de certaines ONG, un peu trop enclines à utiliser le terme « d'enfants de la rue ».

En 2000, un rapport de Médecins Sans Frontières-Madagascar recensait 2 823 enfants des rues à Madagascar (F. Bélanger, 2000). Mais des nuances de taille sont à apporter. 873 enfants (31 %) dorment effectivement dans la rue. 160 enfants (6 %) dorment dans des abris fixes de tôles, de bambous et/ou de plastiques et 1 790 (soit 63 % de l'effectif total !) dans une maison.

Deux rapports de l'Unicef (Unicef, 1998, et Rasoloarisoa, 2000) semblent s'accorder sur des chiffres proches des 873 enfants recensés par MSF. Néanmoins, dans le second, l'auteur précise : « La population totale est estimée à 700 enfants des rues, alors que dans la

réalité, ce chiffre peut être estimé à trois fois plus. »

Le premier rapport de l'Unicef (1998) se fonde sur des relevés effectués à des dates différentes. En avril 1995, 924 enfants sont recensés. Ils ne sont plus que 795 en juin 1996. Cette incertitude ne peut que nous conduire à manier avec la plus grande prudence les chiffres des divers recensements. Les enfants sont instables. Ils peuvent changer de localisation au fil des mois. Ils se cachent et se méfient des diverses équipes de statisticiens et de chercheurs, les prenant pour des agents de la commune venus les recenser pour mieux les rafler.

Enfin, un troisième rapport coordonné par l'Unicef (CICO, 2000-2001) indique un nombre de 2 208 enfants de la rue. Selon eux, « les enfants de la rue – sans abri » se définissent comme des enfants « qui vivent en permanence dans la rue » et qui peuvent être ou non « en rupture totale avec la famille, avec toute institution de socialisation ». Il est précisé que l'enquête a été effectuée auprès des jeunes, de la naissance jusqu'à l'âge de 17 ans. Ce recensement dépasse de beaucoup les estimations précédentes, nous conduisant à le regarder avec prudence.

En conclusion, dans la seule capitale de Madagascar, le nombre d'enfants de la rue ne devrait pas dépasser le millier.

Tableau 1 Effectifs des enfants de la rue à Antananarivo selon divers recensements

Effectif total	
2208	
Unicef, rapport de 1998 (relevé d'avril 1995)	
MSF	
Unicef, 2000	

À Yaoundé, nous disposons principalement des rapports du Foyer de l'Espérance. Les animateurs se sont livrés à des estimations très générales du nombre d'enfants par secteur et indiquent un effectif variant de 250 à 300 enfants. Il est sans aucun doute sous-estimé. En effet, plus de 500 enfants avaient déposé des affaires personnelles à garder entre 2003 et 2004 dans le centre d'écoute de la gare ferroviaire (sachant que tous les enfants de la rue ne le fréquentent

pas). Ces effectifs, aussi approximatifs soient-ils, restent nettement inférieurs à ceux d'Antananarivo. Il n'existe pas de phénomène d'enfants *en famille* dans les rues. En outre, la bicéphalie urbaine (et sans doute, secondairement, l'existence d'un réseau urbain assez dense) influe sur la répartition des enfants à l'échelle nationale et évite une forte concentration dans une seule grande ville.

En dépit de toutes ces nuances, nous ne pouvons pas oublier que les enfants sont de plus en plus nombreux tant à Antananarivo qu'à Yaoundé. Nous disposons de très peu d'informations concernant l'évolution du phénomène dans la capitale malgache. 222 enfants errants avaient donc été recensés en 1984 (J. Rasoaseheno). Vingt ans plus tard, le millier est atteint. Si les sources sont partiellement fiables, la tendance générale reste crédible.

À Yaoundé, les sources sont restreintes. Nous disposons d'un recensement officieux du nombre d'enfants reçus au Foyer de l'Espérance depuis sa création, tenu année après année par un animateur. Bien qu'il s'agisse davantage du nombre de jours de présence, donc qu'un même enfant ait pu être compté à plusieurs reprises sur une même année et que le rôle polarisant du foyer ait été croissant, la tendance à l'augmentation du phénomène dans les rues de Yaoundé y est clairement établie. 13 enfants sont reçus au foyer en 1977 ; 2 069 en 1997 (T. Abosolo Obam, 2000).

À Antananarivo plus qu'à Yaoundé, l'âge d'arrivée dans la rue ne semble pas avoir évolué au fil des ans. N'oublions pas qu'à Madagascar certains y naissent, d'autres y suivent très tôt leurs parents. Les enfants isolés partent un peu plus tard entre 11 et 13 ans (la majorité de notre échantillon), sans que nous puissions trop généraliser. À Yaoundé, nous ne constatons pas davantage de réelle modification de l'âge d'arrivée dans la rue (entre 8 et 14 ans en moyenne), qui pourrait indiquer un durcissement des conditions de vie.

Enfants villes et des villages, enfants de la rue

Si nos échantillons n'ont rien de représentatif du fait d'une étude qui

se veut d'ordre qualitatif, ils permettent néanmoins d'indiquer de grandes tendances, mettant en avant l'origine urbaine de nombreux enfants.

Des enfants issus de milieux défavorisés

Une fragilité économique comme contexte général

La grande majorité des enfants rencontrés sont issus de milieux défavorisés fortement touchés par la crise socio-économique. Les professions de leurs parents relèvent largement du « secteur informel » (avec une prédominance très marquée à Antananarivo pour les métiers extrêmement précaires tels que porteurs dans les marchés ou lavandières), dont les revenus sont souvent faibles et aléatoires.

À Antananarivo, des parents vivent eux-mêmes dans la rue, certains enfants évoquent très difficilement leur vie dans une maison, dans un quartier, quand ils s'en souviennent. Les autres enfants sont principalement originaires des quartiers de la plaine. Ce sont les quartiers aux loyers les plus accessibles, aux constructions les plus précaires et souvent illicites, où les conditions de vie sont particulièrement difficiles. Ce sont les « bas-quartiers » dont l'existence va à l'encontre de ce que doit être « la » ville (*vohitra*).

Antananarivo, la ville et la plaine

Dans la langue malgache, la ville se dit *vohitra*, traduit par colline ou dans un sens plus large, par la population vivant sur cette colline

11

. La campagne elle-même se définit par rapport au relief. *Ambanivohitra*, la campagne, signifie « ce qui est en bas de la colline ». *Tambanivohitra*, « celui qui est en bas de la colline », reste un terme péjoratif et on préférera employer le terme *tantsaha* pour dire « paysan ». La ville serait donc circonscrite à un espace spécifique, restreinte à un relief précis. Si elle ne s'oppose pas de front à sa campagne nourricière, elle cherche à s'en distinguer.

L'urbanisation de la plaine, longtemps prônée dans les années

1970 et 1980 (plans de 1974 et 1982 avec les 67 ha par exemple) a été abandonnée après avoir essuyé, et pendant longtemps, maintes critiques, notamment quant aux coûts de drainage et d'assainissement (J. Ramamonjisoa, 1978). Les critiques d'ordre purement urbanistique (quartiers inondables, coût des remblaiements...) se mêlent à des représentations abstraites d'une plaine non intégrée, opposée à ce qui fait l'essence même de la ville-colline. Les hauteurs (la Ville-haute) sont dévolues aux « vrais » citadins, la plaine (la Ville-basse) aux « autres », aux « paysans ».

À Yaoundé, les enfants de cultivateurs sont en majorité des ressortissants des provinces du Nord. Notons aussi l'apparition de la catégorie des hommes en tenue dans les deux pays, et tout spécialement à Yaoundé (militaire, douanier, policier). Nous pouvons rappeler que ce métier au Cameroun est encore un des rares emplois de la fonction publique où sont organisés des recrutements et où la paye est garantie. Divers rackets auprès des usagers garantissent souvent des fins de mois moins difficiles. Ce dernier point nous amène donc à nuancer le poids de la pauvreté dans les facteurs conduisant à la rue. De plus, les professions des père et mère des enfants de Yaoundé offrent un plus large éventail de catégories que celui d'Antananarivo (employés, commerçants).

Quant au niveau scolaire de l'échantillon, s'il révèle au Cameroun un certain décalage vers le bas entre enfants de la rue et leurs pairs de même âge, aucun écart n'existe à Madagascar. À Antananarivo, peu d'enfants n'ont jamais été scolarisés mais les échecs et les abandons sont légion. L'illettrisme est fréquent mais à l'image de ce qu'il est dans la capitale (MADIO, 1997).

Pour conclure, si les enfants de la rue sont issus de milieux plutôt défavorisés (bien que certains soient des fils d'employés ou de fonctionnaires), le lien avec une famille modeste habitant dans un quartier pauvre n'est pas mécanique. Cependant, le manque d'argent dans un contexte de plus en plus aigu de raréfaction des ressources vient ébranler un environnement familial déjà fragilisé.

La déstructuration familiale comme facteur principal

Si de nombreux enfants de la rue de Yaoundé sont les aînés de leur famille, la distribution est plus ventilée à Antananarivo avec une surreprésentation des seconds. La taille des familles y est très variable avec une majorité relative de familles comptant entre 3 et 5 enfants. L'indice synthétique de fécondité dans l'agglomération d'Antananarivo est de 3,04 en 1994-1996. Or, les enfants de la rue sont issus de familles beaucoup plus nombreuses (18,2 % de notre échantillon viennent de familles de 8 à 9 enfants). À Yaoundé, les familles sont de taille assez modeste : une majorité de famille compte 5 enfants et moins (au niveau national, en 2000, l'indice de fécondité est de 4,8)

12

. Encore une fois, s'il se distingue un profil assez spécifique des familles des enfants tananariviens, cela semble nettement moins le cas au Cameroun.

Ces approches ne nous permettent pas de faire apparaître avec clarté la structure et, plus encore, l'histoire des familles. Un enfant peut être le seul né de l'union de ses parents mais chacun de ces derniers peut avoir eu par la suite d'autres fils et filles. Les enfants, lors des entretiens, ont pu omettre de compter des frères et sœurs issus de mariages polygames, de relations hors mariage ou de nouvelles unions, côté paternel comme maternel. Ils nous livrent leur représentation, restrictive en général, de ce qu'ils estiment être leur famille.

Moins que l'analyse de la taille de la famille, ce sont donc les configurations et recompositions familiales qui s'avèrent déterminantes. En témoigne la physionomie de la situation conjugale des parents.

À Antananarivo, les couples séparés sont rares selon les statistiques générales (MADIO, 1998). Si l'enquête note un développement d'unions non formalisées chez les personnes les moins scolarisées, il n'en demeure pas moins que les résultats de notre propre enquête tranchent nettement avec le profil général. La majorité des parents des enfants interrogés sont séparés (divorce, rupture simple soit 42,4 %). Nous pouvons également noter le pourcentage important de veuves, seules à la tête de leur ménage (18,1 %).

À Yaoundé, le pourcentage de parents séparés (26,1 %) ajouté à celui

des veuves (34,8 %) dresse un tableau de la situation familiale identique à celui des ménages d'Antananarivo. À titre de comparaison (incomplète), 31,4 % des ménages de Yaoundé étaient monoparentaux en 1993 (F. Roubaud, 1993). À nouveau, le décalage semble moins prégnant au Cameroun.

De ces diverses données, que conclure ? Il est délicat de cerner en quoi le rang occupé dans la famille peut jouer sur le comportement d'un enfant : un aîné peut se sentir acculé à trop de responsabilités (il est souvent celui né d'un ménage qui n'a pas duré et risque d'entrer en conflit avec sa belle-mère éventuelle), le plus jeune peut subir le partage d'un héritage en sa défaveur, l'un comme l'autre peuvent se voir refuser d'être inscrits à l'école suite à la dégradation des revenus de leur famille (le plus petit sera jaloux des plus grands qui auront pu être scolarisés, l'aîné aura dû se sacrifier pour les plus jeunes...). Sans effacer des données structurelles et le poids des capitaux sociaux, face à une situation donnée, chaque individu réagit différemment. Nous n'avons pas prétention à dresser un portrait exhaustif des situations de pauvreté et d'inégalités à Yaoundé et à Antananarivo de manière à situer les enfants et leurs statuts. Nous ne pouvons être précis quant au poids de la dégradation des conditions de vie dans le départ à la rue des enfants. Nous donnons une nette importance au regard que ceux-ci portent sur leur propre parcours. Lors du récit des événements précédant la fugue, l'enfant livre une version forcément subjective et souvent restreinte à quelques causes parmi les multiples raisons de son départ (l'élément déclencheur parfois). Si de grandes tendances se dessinent néanmoins, il est prudent de garder à l'esprit la singularité de chaque histoire. Nous ne pouvons qu'insister sur la dégradation de la vie en famille comme cause du départ d'un enfant à la rue. Les cas de disputes, parfois violentes, avec le beau-père à Antananarivo, ou la belle-mère à Yaoundé, sont légion, les recompositions familiales paraissant très mal vécues par des enfants souvent peu intégrés à la nouvelle cellule créée par suite d'une nouvelle union d'un des parents. Il arrive néanmoins que des problèmes existent dans une famille n'ayant pas eu à vivre de rupture ouverte. Ce sont des souvenirs très douloureux qu'il n'a pas toujours été aisé de faire dire, spécialement par les enfants d'Antananarivo.

Joseph, 20 ans, treize ans dans la rue, Analakely, Antananarivo (texte

d'ateliers d'écriture)

« À la maison, mon beau-père me critiquait souvent quand je mangeais ou quand je restais à la maison. Il disait : “Moi, je travaille et vous, vous mangez mes forces”.

Parfois, je vais chez eux, chez ma mère et je mange là-bas quand je n'ai rien trouvé à manger. Je me cache pour manger car, s'il me voit, il ne me laisse pas manger. C'est là le plus grand problème pour moi. Ma mère est triste, elle veut m'aider mais elle ne peut pas à cause de son mari. Nous sommes comme ça. »

Yves, 19 ans, deux ans de rue, Centre commercial, Yaoundé,

« Ce qui s'était passé... On a une grande maison où j'avais ma chambre. Mon grand frère m'avait dit qu'on devait construire une autre maison en briques de terre. On avait commencé à fabriquer les briques. Après, il est parti (...). Moi, je suis resté travailler seul. Après cela, mon grand-père avait envoyé la nouvelle : je dois venir le voir (...). Je suis allé le voir là-bas. J'ai passé deux semaines là-bas. Je suis rentré, j'ai trouvé que les briques avaient été vendues. Je demande : “Mais qui a vendu mes briques ?” Mon père ne parle pas. Ça ne m'a pas beaucoup dérangé et je suis parti avec mon oncle en Centrafrique. J'y ai gagné 80 000 F CFA. Je suis rentré donner ça à la Maman pour mes frais d'inscription et mes fournitures scolaires. (...) Chaque fois qu'on me donne de l'argent, je garde. Je paye mes frais d'inscription.

Mais le père, il prenait l'argent. Chaque fois qu'il partait vendre des bœufs, il ne revenait même plus à la maison. S'il vend des bœufs, même à 80 000, même à combien de mille, faut que ça finisse d'abord dans la boisson. Ça finit dans la boisson avant d'arriver à la maison. Et quand il arrive à la maison, peut-être que la maman prépare les légumes ou d'autres nourritures, il arrive, il commence d'abord à la battre. Et ça me dérangeait beaucoup. Je ne voulais pas rester avec lui. Et ma grand-mère me conseillait toujours de supporter. J'avais supporté.

Mais l'argent qu'on m'avait donné en Centrafrique, il est allé... puisque je suis allé garder ça chez la Maman, il est allé prendre ça en l'absence de la Maman. Il est allé boire ça, il a passé trois jours dehors. Moi-même, je l'ai cherché. Je ne savais même pas où il était. Je suis rentré. C'est trois jours après qu'il est revenu à la maison.

Il rentre. Je n'avais même pas dit un mot. J'étais là avec ma grand-mère et mon grand-père, j'étais avec eux. Il est entré dans ma chambre, il a mis toutes mes choses dehors, il a mis mes habits tout ça, il a mis dehors. Il a brûlé. Dès que j'ai vu ça, ça m'a beaucoup énervé. Je n'ai même pas voulu dormir. Je me suis levé et je suis parti.

C'est dans la nuit que je suis rentré dormir avec la grand-mère. Et depuis ce temps, j'ai dit à la grand-mère que je ne peux pas supporter ces choses, je préfère rester dehors que rester à la maison. Je n'aime pas rester là où il y a du désordre. Je préfère rester dehors que rester à la maison avec mon père parce que les choses qu'il fait, ça ne me plaît pas beaucoup. Je suis parti. »

Antra, 17 ans, dix ans dans la rue, Analakely, Antananarivo

« C'est pas que j'aime pas ma famille... je sais pas... mais la façon dont elle m'a traité... ce qu'elle m'a fait, ce n'est pas juste. Si la conversation s'étend sur le

sujet, je ne vais plus m'en souvenir. Si ça renvoie au passé et si ça concerne mon père et ma mère, ça va me faire du mal. Je ne sais plus. (...) Je suis le seul qui est différent. C'est moi seul qui ne suis pas à la maison avec mes frères et sœurs. »

À Antananarivo, la situation a ceci de particulier que les mères se retrouvant seules ne parviennent plus à faire face aux dépenses du foyer, encourageant (parfois indirectement) les enfants, souvent déscolarisés, à aller travailler et à chercher de l'argent. Petit à petit, l'enfant va acquérir son indépendance et ne reviendra plus dormir à la maison.

Nous pouvons dès à présent souligner l'existence de ce lien (parfois régulier) entre les enfants malgaches et leur mère à laquelle ils ne cessent pas de rendre visite. Les ruptures familiales sont nettement moins marquées à Antananarivo qu'à Yaoundé, mais sur fond très net d'appauvrissement. Il est vrai qu'au Cameroun, les distances séparant les enfants de leur famille peuvent atteindre des dizaines d'heures de trajet, bien que la violence de la rupture soit un facteur plus convaincant pour expliquer l'absence de relations.

Sans doute, en partie sous l'effet de la crise économique et sociale, les liens de solidarité se dégradent. Les familles élargies camerounaises notamment (le phénomène est quasi inexistant à Antananarivo) ne représentent plus un filet de sécurité en cas de conflit familial et rejettent les enfants de couples séparés ou orphelins. L'individu se détache de la communauté, en quête de nouveaux modes de vie centrés sur des cellules plus petites et où les associations ne se fondent plus nécessairement sur les liens de parenté ou du village mais au profit du quartier et de la religion par exemple. L'individualisme perce de toutes parts. À Madagascar, le *fiavana*

13

perd de sa solidité.

Le développement de familles monoparentales, avec à leur tête une femme comme chef de ménage, est un autre indicateur des recompositions urbaines. Seules face à des responsabilités grandissantes, parfois abandonnées (et pas seulement veuves ou consentant à une séparation), elles apprennent à survivre en s'appuyant sur leurs enfants conduits à prendre leurs propres responsabilités.

L'enfant privé d'école et d'un cadre familial stable (et d'un réseau

communautaire défini) est isolé dans la ville. Sans formation ni soutien, il part. L'analyse prévaut également dans le cas des enfants migrants (à Yaoundé essentiellement). Beaucoup d'enfants des régions septentrionales (entre autres) sont partis à Yaoundé en espérant y retrouver « un frère » (issu de mêmes père et mère ou du même village), être accueilli et avoir le temps de trouver sereinement un travail ou une formation. Leur recherche a pu être infructueuse. Parfois, la famille n'a pas souhaité s'embarrasser d'un hôte impromptu, mettant à mal la « tradition » d'enfants confiés (il est vrai que l'enfant arrive sans prévenir et sans même l'accord de ses parents). Lors des premiers jours en ville, les réseaux se brisent, annulant les chances que le migrant aurait eu de s'insérer progressivement dans la ville. Ce dernier ne peut s'appuyer sur un système de solidarité communautaire avant de s'émanciper progressivement et de s'éloigner des cercles d'originaires pour se tourner vers des associations plus typiquement urbaines.

La famille (restreinte ou élargie à la communauté d'origine), mais aussi l'école en tant que relais dans l'intégration urbaine, peinent à encadrer l'enfant et à le guider. L'enfant de la rue devient trop vite et trop tôt un individu malgré lui

14

. Si toute la famille ne rejette pas ses responsabilités, si dans la situation malgache, le contact subsiste, l'enfant voit suffisamment de personnes de référence et de systèmes de solidarité disparaître et se défaire devant lui pour être amené à formuler sa propre logique de survie, fortement individualiste. « L'individualisation [est] imposée de l'extérieur par une société de plus en plus productrice de marginalité et d'exclusion » (F. Leimdorfer, A. Marie, 2003, p. 61).

Valentin, 15 ans, un an de rue, Etoudi, Yaoundé,

« Ma mère était partie à Bertoua avec moi. J'étais encore tout petit quand elle avait quitté mon père. On a commencé à vivre là-bas avec ma mère. C'est là-bas que j'ai grandi. (...) J'ai fréquenté jusqu'au CM2. J'ai fait le CEPE [certificat d'études primaires élémentaires]. J'ai raté le CEPE. C'est là que j'avais laissé l'école.

Ce qui m'avait fait laisser l'école, c'est un de mes amis. Il venait souvent me prendre à l'école. Il m'amenait dans les salles vidéos. J'ai alors laissé l'école. Ma grande sœur a alors dit à ma mère que comme j'ai laissé l'école, il faut qu'on m'envoie au village. Je suis parti au village. J'ai fait un an sans fréquenter. Ma mère, elle se disait que, là-bas au village, mes oncles me mettraient à l'école. Mais je n'ai pas fréquenté. Quand elle est revenue me

prendre, elle a demandé si j'avais fréquenté. Je lui ai dit que : « non, je n'ai pas fréquenté ». Nous sommes revenus à Bertoua. (...)

Quand ma mère est décédée, je suis resté à Bertoua. Je suis allé à la maison de ma grande sœur [maison occupée par la grande sœur mais appartenant à la mère] pour lui demander au moins comment le deuil s'est passé. Elle a pris la machette. Elle a dit que je ne dois pas rentrer dans la maison. Moi, je suis sorti. Je suis parti à Yaoundé. »

Antoine, 15 ans, neuf ans de rue, Campero, Yaoundé,

« J'ai perdu ma mère quand j'avais 6 ans. Je ne connaissais pas mon père. Je n'ai jamais connu mon père. Quand j'ai perdu ma mère, je suis resté au village. Mbangassina.

On est resté là-bas. Puis on m'a envoyé à Mbandjok, rester chez un de ses cousins. Je suis resté là-bas pendant six mois comme ça. Un jour, j'ai pris le train. Je suis arrivé comme ça à Yaoundé. (...)

Chez son cousin, ça ne m'intéressait même pas, puisque moi, le jour des fêtes, il payait de beaux habits à ses enfants. Moi, je n'avais pas d'habits. Je lavais les habits de ses enfants et petits-enfants. Je faisais presque tout le ménage. En ce temps-là, j'avais huit ou neuf ans. J'avais un peu les amis, les amis comme ça que je croisais en route. Je ne savais pas que c'était les enfants de la rue. (...)

Mais moi, quand j'étais avec ma maman, je ne faisais jamais deux jours dehors. Quand je fais une journée, même deux jours, elle me cherche, elle me cherche. Surtout quand on était au Nord, elle me cherchait chaque fois. Quand la nuit veut déjà tomber, elle part. On avait un petit terrain là. Elle me trouve, elle me dit : "Viens, on rentre". On rentre à la maison.

C'est beau d'avoir des mamans. Quand, moi, je vois que d'autres amis ont des pères, des mères, mais qu'ils viennent à la rue, moi je ne comprends vraiment pas ce qu'ils veulent parce que, quand tu as un père, et une mère, c'est déjà comme une richesse, quoi, une richesse. Même si tu as ton père ou ta mère, rien qu'un, c'est très bien parce que c'est lui seul qui peut te protéger. Si quelque chose t'arrive, il est là.

Chez nous ici, en Afrique, si tu te dis que tu comptes sur la tante, sur l'oncle, tu es perdu. Parce que la tante, elle ne peut pas venir te dire ceci, cela, je vais t'aider. Même l'oncle ne peut pas venir t'aider. (...)

Quand ma mère est morte, quand elle est morte, ça m'a beaucoup dérangé. Quand elle est morte, y'a une partie de moi qui est quittée. Je suis resté comme ça. Y'a même des fois, quand je suis ici, je n'aime pas rester avec mes amis. Je pars, je réfléchis, je pense. Je pense quand j'étais avant avec ma mère. Je pense quand je disais toujours "Maman, je veux un mambo [barre chocolatée], je veux ceci". "Non, je vais te donner, je vais te payer". »

Enfin, certains enfants nous ont confié ne rien avoir à reprocher à leur famille et, bien au contraire, avoir été extrêmement turbulents et insolents, refusant d'aller à l'école et de travailler. Pour eux, les contraintes de la vie communautaire semblaient *a priori* trop pénibles face à une rue qui incarne alors libération et liberté.

Le profil socio-géographique des enfants de la rue : le profil d'un habitant

Certains enfants de la rue ont quitté leur ville ou leur village, d'autres simplement leur quartier.

Qui sont ces enfants du point de vue des origines géographique et ethnique ?

Le brassage des origines à Yaoundé

Si les enfants de la rue de Yaoundé sont principalement natifs de la province du Centre (36 %), nous retrouvons une forte représentation de toutes les autres régions, spécialement des provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord (33,8 %). La migration est un phénomène courant, intégrée à certaines cultures (les Bamiléké par exemple, J. L. Dongmo, 1981 ; J. Champaud, 1983) au-delà des simples facilités de circulation découlant de l'existence de grands axes goudronnés et de voies ferrées. Yaoundé est une ville faite de milliers de migrations. Aussi retrouvons-nous des enfants de toutes origines, bien que la fiabilité des recensements auprès de cette population soit toujours discutable.

Yaoundé, ville multi-ethnique

À la suite de grands mouvements migratoires vers Yaoundé, les autochtones sont devenus minoritaires sur leurs propres terres d'origine. Les migrants sont globalement de toutes les provinces et d'ethnies variées ce qui n'est pas sans répercussion sur l'appréhension du rôle de Yaoundé comme facteur d'intégration nationale (A. Bopda, 2003).

En 1993, plus de la moitié des habitants sont des migrants. La population issue du groupe bété n'excède pas 40 % de la population et croît à un rythme inférieur à celui des populations allogènes (enquête emploi Yaoundé, DIAL/DSCN, 1993).

Néanmoins, dix ans plus tard, X. Durang précise que « la figure emblématique et quasi exclusive du migrant au sein de la société citadine n'est plus d'actualité : si les migrants représentent plus de 9 personnes sur 10 pour ceux nés entre 1920 et 1939 et entre 1940 et 1959, cette proportion diminue pour la génération

suyvante (ceux nés entre 1960 et 79) et passe à 75 %. Pour les plus jeunes, nés entre 1973 et 1982, on observe une augmentation sensible du taux de natifs de Yaoundé car il atteint trois sur dix » (2003, p. 308). Quelle que puissent être les évolutions, les chiffres sont éloquentes : Yaoundé rassemble une population originaire de divers horizons géographiques et ethniques.

Or, en dépit des chiffres qui démontrent un fort brassage de la population en termes d'effectifs et de répartition spatiale, les habitants conservent le critère ethnique pour se situer et pour positionner les espaces et ses usagers au sein de Yaoundé.

« Le cloisonnement ethnique dans les représentations que les citadins se font de l'espace urbain est une constante. Il découle de leurs pratiques de la ville. Enrobés eux aussi de stigmates, les quartiers deviennent des sources de sentiments d'exclusion ou d'inclusion. » (A. Bopda, 2003, p. 302)

Le fait ethnique demeure ainsi une clef de lecture essentielle des pratiques et représentations des habitants de Yaoundé.

Les liaisons routières et ferroviaires jouent nécessairement dans l'attractivité de Yaoundé. Le train est la voie royale pour accéder à la capitale. Il est présent dans les récits de bien des enfants. Il les « déverse » presque, eux qui choisiront ou non de rester à la rue, souvent à la gare. Que de petits n'avons-nous pas vu justement débarquer à gare ferroviaire, perdus, étonnés, ébahis... Si certains enfants paraissent très conscients de leur fuite, d'autres se retrouvent entraînés par curiosité dans le train, à descendre dans une gare puis une autre jusqu'à « caler » à la Gare-Voyageurs de Yaoundé.

Bosco, 14 ans, sept ans de rue, Gare Voyageurs, Yaoundé,

« Je ne connaissais pas "la machine", le train, je ne connaissais pas. Un jour, on m'a envoyé vers la gare [de Ngaoundéré] chercher du bois. Arrivé là-bas, j'ai vu "la machine". Je suis resté là, à regarder, regarder, regarder. Donc, il y avait un gars. Lui aussi, il montrait, il descendait. Moi aussi, je l'imitais. Je ne savais pas que le train était déjà en train de s'arranger pour partir. Je suis monté, je suis arrivé à Belabo. J'ai demandé à un gars : "on va rentrer comment ?" Il m'a dit : "On va attendre un autre train". Et le gars-là, il m'a laissé à Belabo. Donc moi, je ne savais pas quelle direction il fallait prendre. J'ai pris un autre train. Je suis arrivé une première fois, à Yaoundé. »

Antoine, Yaoundé,

« C'était à Mbandjock, y'avait un champ de cannes. On suçait les cannes, on

causait [avec des amis]. Un jour, un ami me dit que Yaoundé, c'est une belle place. Trop belle... Il y a l'argent. Tu peux trouver le travail. Si tu veux travailler, tu peux même gagner ta vie là-bas. Il m'a dit : "Viens demain matin à 6 heures, on prend le train". Le matin, à 6 heures, je les ai trouvés. Moi, je ne savais pas arrêter le train et puis courir, courir. Comme tout le monde montait, je suis monté aussi. Je voulais m'asseoir. Tous les passagers m'ont dit non. "Quand on va venir te demander le ticket, tu vas dire quoi ?" Je suis parti à côté des toilettes. Dès que les contrôleurs sont venus, mes amis sont montés sur le haut du train. Moi je suis entré aux toilettes. Aux toilettes, le contrôleur ouvre la porte. Il me voit, il me dit "Tu es avec qui ?" Je dis que je suis avec mon père, il est là, à côté. Il m'a laissé, il a continué. (...)

J'ai d'abord commencé par rester à la gare. À la gare, j'ai fait d'abord une journée. J'avais faim. Je voyais flou. Le même jour, j'ai encore repris le train. Je suis rentré à la maison. Je suis parti demander pardon. Mais on m'a trop tapé. Le lendemain, je repars là-bas. Je fais une journée. Je reviens. J'ai encore repris le train. J'ai commencé à rester. Petit à petit. »

Mais lorsque le train n'existe pas pour gagner la ville, certains enfants n'hésitent pas à se lancer seuls ou en groupe sur la route et à marcher des heures durant. Tel a été le cas de Sylvain, originaire de l'Ouest (Foumbot), d'une petite ville voisine de Bafoussam. Il a quitté sa ville par deux fois, toujours pour avoir volé dans son quartier. Il est parti à 12 ans et à 16 ans. La première fois, il est arrivé directement à Yaoundé. La seconde fois, après une période passée dans sa famille, il est reparti, d'abord à Douala avant de revenir finalement à Yaoundé.

Sylvain, 17 ans, cinq ans de rue, Campero, Yaoundé

« Je connais Etoudi. C'est le premier quartier que j'ai connu à Yaoundé. J'ai quitté chez moi. J'ai commencé à marcher. Je suis arrivé à Bafoussam. Il faisait encore jour. J'ai encore marché, marché. J'ai marché au moins six jours. Arrivé quelque part, j'ai trouvé un contrôle de police. Je suis arrivé là-bas. Ils avaient stoppé un camion. Je suis alors passé sous le camion. Le camion est parti avec moi. On a fait une journée de route... On a fait encore une journée en route. Arrivé dans un marché, c'est là que je suis descendu. J'ai marché une nuit. J'ai marché, j'ai marché. Arrivé, j'ai vu des camions de sable. Je suis monté en haut. Arrivé à Etoudi, ça m'a laissé. J'ai commencé à me balader là-bas. En ce temps là, je me disais que ça peut être moi le seul, le seul dans la rue, qui dort dehors. »

Quels facteurs influent donc sur le choix d'une ville plutôt que d'une autre ? Dans le cas de Sylvain parti de son village et arrivé au nœud de communications qu'est Bafoussam, aller à Douala ou Yaoundé ne fait guère de différence. C'est ainsi que nombreux sont les enfants originaires des provinces de l'Ouest à arriver et à rester un temps à la gare routière « de l'Ouest », Bonanjo, à Douala. D'autres arriveront à Etoudi, la gare de l'Ouest de Yaoundé, mais peut-être en moindres

Nous pourrions penser qu'il existe autant de réponses qu'il y a d'enfants de la rue. L'un d'eux, originaire de Kumba dans la province à majorité anglophone du Sud-Ouest, déclarait chercher son père, gardien de prison. Arrivé à Douala, il avait été renvoyé vers Yaoundé, puis Sangmélina, où, là encore, les anciens collègues de son père lui avaient conseillé d'aller à la prison de Ngaoundéré. En 2002, nous l'avons croisé à Yaoundé, revenant de Sangmélina et en partance pour le Nord. En 2004, il était encore à Yaoundé...

Le rôle de la langue et des infrastructures s'impose dans les trajectoires. Mais il importe également de comprendre ce qui a rendu si attractive Yaoundé et si répulsive la zone de départ. Car, si le train facilite la venue des enfants du Nord, pourquoi ceux de Douala ne viendraient-ils pas eux aussi par le chemin de fer à Yaoundé ? Douala comme Maroua, Garoua et Ngaoundéré abritent des enfants de la rue. Que viennent chercher les enfants du Nord qu'ils ne trouvent pas dans les capitales provinciales ? Quel mythe est entretenu autour de Yaoundé, au-delà de la volonté de fuir un contexte familial difficile voire insupportable ?

Certains enfants originaires des provinces septentrionales ont quitté le domicile moins pour fuir une situation familiale dégradée que pour rejoindre la ville, « la grande ville », celle où ils pensaient, avec quelques camarades, trouver de l'argent et une vie moins monotone et moins dure que celle des champs. Dès lors, après quelques années dans la capitale, ils économisent et retournent voir leur famille et apporter quelques cadeaux... avant de regagner les rues de Yaoundé.

Si certains, tel Bosco (cf. *infra*), ont fui des problèmes familiaux au même titre que d'autres enfants camerounais, certains, tel Amadou (cf. *infra*), n'ont pas rompu le contact. Dans tous les cas, la situation familiale semblait certes un peu tendue.

La question de l'origine géographique n'a pas simplement un intérêt pratique : où reconduire un enfant de la rue ? Si la rupture familiale n'est pas si décisive chez certains enfants, il faut néanmoins repenser les modes de réintégration dans la ville d'origine par le biais d'une formation puis d'un emploi, motif principal de la migration (et non de

la fuite). Parfois même, l'intégration de l'enfant dans la société aura plus de chances d'aboutir dans la capitale que dans la petite ville de province qui ne présente plus aucun attrait pour lui. En outre, ces situations nous interrogent sur les équilibres (et déséquilibres) économiques entre provinces d'un même État : les provinces septentrionales du Cameroun souffrent nettement d'un déficit d'infrastructures et d'équipements.

Enfin, dans l'esprit de certains enfants, il existe une nette dualité rural/urbain. Lors des entretiens, les enfants issus de milieux ruraux ont été nombreux à stigmatiser la vie au village : l'obscurité, les moustiques, l'ennui, l'inconfort. Mais nous n'avons pas rencontré d'enfants ayant quitté le village pour des raisons autres que familiales. Cependant, certains seraient partis à la suite du blocage par les aînés de l'accès à une parcelle de terre, cas observés par exemple par M.T. Mengue (1997 ; 1998) à Yaoundé. Il serait sans nul doute intéressant d'aller dans des villes secondaires et dans les villages, au Nord par exemple, pour comprendre les ruptures sociales qui s'y jouent.

Bosco, Yaoundé,

« Je viens de Ngaoundéré. Je n'ai pas mis long avec mon père. J'ai grandi chez ma mère à Tibati. Mon père était venu me prendre chez ma mère quand j'avais vers les 6 ans, comme ça. Ils avaient déjà divorcé depuis longtemps. Je ne connaissais pas mon père. J'avais grandi avec le deuxième mari de ma mère que je prenais comme un père.

Mon père m'a emmené chez sa deuxième femme à Yaoundé. Je voulais aller à l'école. Tous ces enfants étaient à l'école sauf moi. C'est ça qui m'a énervé. Moi, j'ai fui. (...).

Quand j'ai voulu rentrer chez moi, je suis venu à la gare. J'ai croisé le Père M., c'est lui qui m'avait emmené au foyer. J'y suis resté longtemps. On m'a dit qu'on allait rentrer. On est parti à Ngaoundéré. On n'a pas trouvé mes gens, ils avaient déjà déménagé. (...) Je suis revenu à Yaoundé.

C'est alors qu'on a téléphoné au foyer de Ngaoundéré. Ils m'ont pris, nous sommes partis. J'ai fait un mois là-bas. Ils m'ont quand même mis à l'école, à la SIL [niveau maternel]. (...) C'est là que mon père est venu me trouver. Il a dit aux gens qu'il devait me ramener chez ma mère. Moi, j'étais d'accord. Il m'a pris.

Il est parti me laisser chez ma tante à Ngaoundal. Ma tante, elle est tellement méchante... Y'avait les invités à la maison. Elle a servi la nourriture dans le plat cassable. Je devais laver. J'ai mis du savon pour laver. Quand tu laves avec le savon, ça glisse. Ça a glissé. C'est tombé. Donc elle m'a attaché. Elle m'a dit que j'allais payer les plats. Elle m'a fouetté, fouetté, fouetté, fatigué. Dès qu'elle a fini de me fouetter, je me suis reposé, je suis sorti. Jusqu'à

aujourd'hui. »

Amadou, 15 ans, trois ans de rue, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« Je suis né à Ngaoundéré Si je me retrouve dans la rue, c'est parce que j'ai eu des problèmes à la maison, des problèmes scolaires. Je ne voulais pas aller à l'école. C'est pour ça que, moi, je me retrouve à la rue. (...) »

J'étais d'abord à l'école jusqu'au CM2. J'ai eu le CEPE. Mais pour aller au collège... il y avait eu des petits problèmes. Après le deuil de mon père, la famille n'était pas bien en place. C'est là que moi j'ai dit, mieux, je viens rejoindre mon frère [à Yaoundé].

J'étais avec mon frère. Il dit que je ne dois pas chercher l'argent. Il dit qu'il va m'inscrire à l'école. Je commence à fréquenter [aller à l'école]. Mais je dis : "Non. Je n'ai pas fréquenté au village, c'est ici que je dois venir fréquenter ?" Il dit que même si je ne veux pas fréquenter, je ne dois pas chercher de l'argent. C'est là que je suis parti dans la rue. Je suis allé à la gare.

Je suis parti à Ngaoundéré après la fête de Ramadam. Ça fait deux fois que j'y vais. Maintenant, j'attends décembre pour partir. (...) La vie de là-bas est difficile. D'abord le climat de là-bas n'est pas bon. Il fait trop froid. Ensuite le travail : ils n'acceptent pas que tu fasses ton commerce.

En décembre, je veux voir la famille, voir comment elle se porte. Je n'ai pas de problèmes. Je m'entends bien avec ma famille. Mon grand frère est au Quartier Général. L'autre est à la Briqueterie. Celui qui est au Quartier Général, c'est un militaire. Avec lui, si tu ne fréquentes pas, tu ne peux même pas t'entendre avec lui. Je suis là seulement. La mère, elle vient souvent à Yaoundé. Quand elle passe, elle me voit. Parfois, elle me dit qu'on rentre, je refuse. »

Le poids exclusif des Hautes-Terres à Antananarivo

Fidèle à la physionomie du bassin migratoire général d'Antananarivo, celui des enfants de la rue diffère peu, avec une majorité originaire de la province d'Antananarivo. 60,6 % d'entre eux sont nés à Antananarivo-renivohitra (ville d'Antananarivo). 6,1 % sont nés dans l'agglomération d'Antananarivo et 6,1 % ailleurs, dans la province homonyme.

Quelques enfants sont nés dans des villes secondaires, à Antsirabe et Toamasina notamment, les deux villes les mieux reliées à Antananarivo. Là encore, leurs migrations se calquent parfaitement sur le schéma global.

L'idée d'une capitale attirant inéluctablement les enfants vers ses paysages modernes ne semble pas de mise dans la situation malgache. Le coût et la durée des transports, la faible tradition de mobilité des provinces vers la capitale sont autant d'éléments n'encourageant pas les enfants à s'y rendre. Nous pouvons également remarquer que les

enfants d'Antsirabe étaient déjà dans la rue avant de gagner celles d'Antananarivo (sur les deux originaires de cette ville, l'un y avait passé deux ans et l'autre cinq ans), à l'inverse de certains enfants camerounais qui décident de fuir très loin et partent irrémédiablement vers la « grande ville ».

Si la question des origines en terme d'ethnie mérite d'être soulevée dans le cas de Yaoundé, elle est rapidement privée de toute pertinence pour Antananarivo (quand bien même les frictions ethnistes peuvent exister). Les enfants de la rue de la capitale malgache sont pour l'essentiel des Merina à l'image de la très grande majorité des habitants.

Petit à petit, captifs de la rue

Le basculement de la maison à la rue ne se fait pas toujours en une fois. On part, on revient. On repart. Un jour, on reste dehors. Le départ à la rue se fait parfois progressivement avec des allers-retours (quotidiens, hebdomadaires, plus espacés) de la maison à la rue, parfois de la ville de départ à la ville d'arrivée, avec quelques tentatives de se raccrocher à un autre membre de la famille, immigré à Antananarivo ou à Yaoundé. Analyser ces dynamiques de départ permet de mieux saisir les logiques de marginalisation à l'œuvre. Rien ne se fait en un jour. La rue est un milieu que les enfants découvrent lentement, qu'ils apprennent à comprendre puis à aimer, peut-être, par défaut ou non. Le « train du Nord », qui relie Yaoundé à Ngaoundéré, est symptomatique à cet égard de ces allers-retours réfléchis ou improvisés.

Rien n'est simple lors des premières heures et des premiers jours dans la rue. Il faut manger, se cacher... Parfois, d'autres enfants orientent le nouvel arrivant vers une ONG ou éventuellement, pris de compassion, l'aident un temps. Il découvre qu'il n'est pas seul à avoir gagné la rue. Il hésite et s'abrite là où il a échoué, dans une gare ferroviaire ou routière à Yaoundé par exemple. Finalement, beaucoup trouvent le chemin du centre-ville, de la foule et de l'anonymat.

Cette arrivée progressive dans la rue, souvent par à-coups, biaisent les statistiques portant sur l'âge déclaré de l'arrivée à la rue. Les premiers départs se font souvent plus tôt qu'il n'y paraît. Les enfants déterminent le temps passé dans la rue en prenant comme repère

leur dernier départ du domicile familial, ce qui sous-évalue considérablement leur vécu et leur expérience.

Le jour du départ et de l'arrivée à la rue est très marquant. Il est souvent raconté avec une surprenante précision par les enfants camerounais n'oubliant rien, indiquant les dates et jusqu'aux heures.

Yves, Yaoundé,

« Je suis parti de là-bas vers 3 heures du matin. C'était le 5 décembre 1999. Je me souviens bien, je suis parti de là-bas vers 3 heures, dans la nuit, à pied. Mon oncle m'avait donné 3 000 francs pour que je me débrouille. Je suis parti à pied jusqu'à un petit village qu'on appelle Boubara. C'est là que j'ai pris la voiture pour Batouri, et à Batouri, j'ai passé une semaine. J'ai travaillé dans un champ de canne à sucre.

Mon père avait vu que j'étais parti. Il avait envoyé mes oncles paternels pour venir me chercher. On me l'avait signalé et je suis parti à Bertoua. Je suis resté à Bertoua. Je faisais le gardiennage. Je suis tombé malade : le père voulait venir me chercher. J'ai vu tout ce qu'il me faisait au village, ça m'a un peu découragé. J'avais mon argent, j'ai pris la voiture, je suis venu ici à Yaoundé. »

Si certains fuguent avec une grande détermination, d'autres se montrent plus ambigus, spécialement lorsque leur famille se trouve à Yaoundé.

Serge, 18 ans, neuf ans de rue, Etoudi, Yaoundé,

« Maman avait posé de l'argent, 1 000 francs. Bon, je l'ai pris. Je suis allé bouffer [dépenser] ça. J'ai donc eu peur de rentrer, quoi. Peur qu'on me frappe. Pourtant, on allait rien me faire. Mais c'est là où ça a commencé. Après ma mère m'a récupéré. Je suis rentré à la maison. J'y suis resté un temps. Je sortais de la maison dans la matinée. Parfois, 6 heures me trouvait que je suis déjà en route. Je rentre à 23 heures. Je pars dormir. Toujours comme ça. Je suis resté dans la rue. J'ai calé là. Mais j'allais toujours visiter la maison. Donc, il y avait des moments... Je sors, je fais deux, trois mois, je rentre. J'avais déjà peut-être 9 ans, 10 ans, 11 ans, comme ça. Fut le moment où je faisais six mois. Mais je n'avais jamais fait un an

16

. »

Les enfants malgaches se montrent moins enclins à évoquer leurs itinéraires. Le lien avec la famille demeure souvent plus fort. De plus, la majorité étant originaire d'Antananarivo, les chemins les ayant menés à la rue sont moins impressionnants en terme de distance kilométrique et de temps de parcours.

Justin, 17 ans, cinq ans de rue, Anosibe, Antananarivo,

« Au début, je vivais toujours chez moi, à la maison. J'allais à l'école. Je mendiais quand j'étais encore un petit gamin. C'était à Anosibe. Et je

ramassais des voanjobory [pois secs]. J'y vais [au marché] et d'un coup je n'y vais pas. Et d'un coup je rentre et puis... »

Et puis vient le temps des premiers jours passés dans la rue.

Éric, 19 ans, sept ans de rue, Mvan, Yaoundé,

« Je suis arrivé à Yaoundé [de Kribi] un vendredi matin. J'étais trop sale. Un monsieur m'a donc dit "Mais qu'est-ce que tu fais là ?" Je lui ai expliqué mon problème. Il m'a dit qu'il fallait que j'aille à la Poste centrale voir les autres enfants en train de dormir. Avec eux, on est parti dans une boulangerie. J'ai ramassé des bouteilles vides. J'ai mangé. Je suis parti un samedi au foyer. »

Antoine, Yaoundé,

« En ce temps-là, j'étais trop petit. Y'avait les grands de la laverie. Chaque fois que je passais là-bas, ils m'appelaient, ils me donnaient 500. Je mangeais avec. J'étais trop petit, tout petit par rapport au reste des enfants. (...) Un jour, je montais avec eux au Capitole. J'ai vu [un éducateur du Foyer de l'Espérance]. J'avais peur. Je mentais un peu. Je mentais. Il m'a emmené jusqu'au Foyer. J'ai trouvé d'autres gars là-bas. J'ai fait une semaine. On m'a ramené à la maison. Quand le tuteur est parti, l'oncle a commencé à me taper, taper... J'ai repris le train. Je suis revenu. Je suis encore reparti au Foyer. [L'éducateur du Foyer de l'Espérance] a dit qu'il ne pouvait plus accepter que je parte et revienne. Il m'a encore amené à la maison. J'ai fait une semaine. C'était encore plus dur. Je suis revenu, Je ne pouvais plus partir de Yaoundé. Y'avait la musique. Je sais pas. J'étais encore petit. Y'avait la musique, beaucoup de trucs. Il y avait les femmes qui viennent toujours rester là en ville. Elles me donnaient les 100, 200, 300 pour aller manger avec. »

Une typologie de « la rue »

Les enfants ne choisissent pas (s'ils choisissent...) n'importe quelles rues pour vivre. Il est nécessaire d'appréhender les articulations entre quartiers résidentiels et quartiers commerciaux et la fragile dichotomie entre espaces privés et espaces publics.

La « rue » au cœur des villes

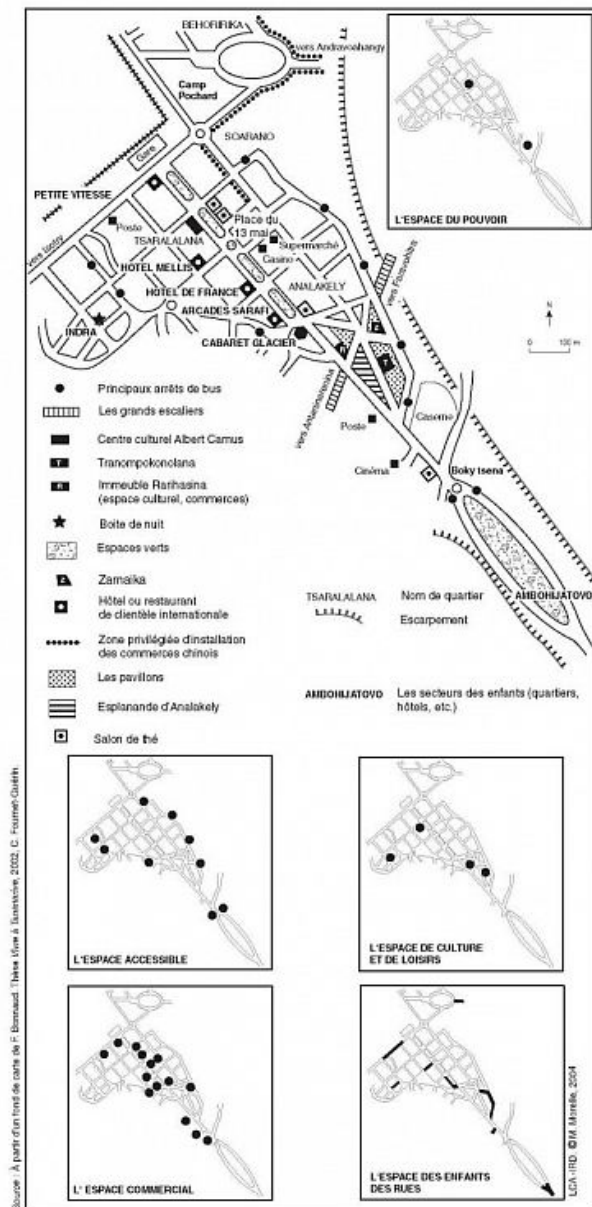
Nous retrouvons le paradoxe qui fait qu'une personne en marge de la société urbaine se retrouve néanmoins au cœur géographique et, plus encore, symbolique, de la ville.

Des espaces centraux très attractifs

Les espaces du politique comptent parmi les attributs majeurs de

Yaoundé et d'Antananarivo, villes-capitales ; ils restent sous contrôle par souci de sécurité et de communication vis-à-vis de la population et des représentants étrangers. Le pouvoir doit impressionner les habitants (spécialement à Yaoundé) et les maintenir à distance. Il doit faire bonne figure et asseoir sa souveraineté aux yeux des visiteurs extérieurs. Ainsi, les quartiers des ministères (Centre administratif à Yaoundé et Anosy à Antananarivo dans la même veine architecturale), le palais présidentiel à Yaoundé ou le palais d'Ambohitsorohitra (la présidence) à Antananarivo restent relativement inaccessibles aux habitants, et les résidences des chefs d'État fermées à tous. Pour les enfants de la rue, ils sont peu attractifs au regard des potentialités des espaces commerciaux et de loisirs des centres-villes.

Analakely, le centre-ville d'Antananarivo, est né sous l'impulsion de la colonisation. Dès 1898, l'ancienne vallée marécageuse a été aménagée dans un périmètre allant d'Antsahavola et Tsaralalana à Antanimena et Behoririka. En son cœur a été tracée une large avenue scindée en deux parties, l'avenue de l'Indépendance (anciennement avenue Fallières puis de la Libération), plantée de jacarandas et décorée de parterres centraux. Des arcades des années trente et quarante la bordent sur toute sa longueur : s'y succèdent aujourd'hui hôtels de luxe, salons de thé et magasins spécialisés dans les produits importés, ainsi que divers centres culturels. Quelques constructions sont venues compléter ce centre moderne. L'Hôtel de Ville fut achevé en 1936 (mais brûlé en 1972). La perspective est fermée au nord par l'imposante Gare de Soarano, construite en 1910. Au sud se déroule l'avenue du 26-Juin à la pointe de laquelle s'étend le jardin d'Ambohitatovo. Ajoutons la construction de deux tunnels pour relier Analakely à la route circulaire à l'est (tunnel Cayla en 1938) et à Anosy (tunnel Jean Ralaimongo, anciennement Garbit de 1924), ainsi que l'édification de deux imposants escaliers vers Faravohitra (escalier Lambert) et Antaninarenina (escalier de Ranavolana I^{re}, anciennement de Lastelle). Et le centre est ainsi raccordé au reste de l'espace urbain. Si l'avenue de l'Indépendance a connu des fortunes diverses, une période de grands travaux à la fin des années 1990 (1997) lui a donné cet aspect un peu lisse et uniforme propre aux centres-villes des grandes métropoles.



Carte 3. Le centre-ville, pôle majeur des enfants de la rue à Antananarivo

Cependant, les Tananariviens se sont largement appropriés ce centre-ville colonial, en concurrence avec le centre historique de la ville (la Ville-haute). À l'époque de son aménagement, le grand marché hebdomadaire urbain (qui avait déjà connu quelques déménagements) débordait sur les pentes de la colline d'Antaninarenina chaque vendredi, laissant les clients et les

marchands s'y embourber en saison des pluies. Par ailleurs, l'intense animation qui y régnait contrariait les projets de construction de la Résidence du Gouverneur général. Lorsque l'avenue de l'Indépendance fut achevée, les autorités coloniales y déplacèrent donc le *Zoma*, (*zoma* en malgache signifie vendredi), doté en 1926 de pavillons de briques aux toits de tuiles. Les habitants adoptèrent sans nulle peine ce nouvel espace d'échanges. Et, si depuis 1997, le *Zoma* n'existe plus (il ne reste que le petit marché quotidien des pavillons), Analakely, avec ses magasins, ses vitrines, et toute la foule des vendeurs à la sauvette des rues adjacentes, continue d'attirer à lui la population de la ville (sans compter le nombre de taxi-be

17

ayant Analakely comme terminus). Le Camp Pochart pour le tissu, les marchés des pavillons et de Petite-Vitesse en constituent les principaux points de vente. Tsaralalana avec ses commerces en majorité tenus par des *Karana*

18

, et Behoririka, avec ses magasins chinois, rendent ce centre plus attrayant encore. Antaninarenina, quant à elle, a gardé l'ambiance des années de la colonisation. Ses pergolas, son jardin au-dessus de l'escalier Ranavalona I^{re}, ses banques et son alignement de bijouteries lui conservent un aspect plus tranquille que l'enchevêtrement d'activités à l'avenue de l'Indépendance.

Le Centre commercial de Yaoundé est également apparu sous la période coloniale, abritant les maisons de commerce des investisseurs étrangers et se démarquant des habitations africaines par ses constructions à étages (avenue Kennedy). Dans son rayonnement, nous retrouvons quelques grands hôtels, de renommée plus ou moins internationale, un supermarché et quelques boutiques de luxe et salons de thé. La construction de l'imposant Marché Central (sans compter celui du Mfoundi à quelques centaines de mètres) en font un pôle majeur pour les habitants. Le rond-point central de la poste est le lieu de convergence de toute la ville avec les principaux points de rupture de charge des taxis. La cathédrale de Yaoundé le surplombe.

La foule des « sauveteurs

19

» vient contrebalancer l'image trop figée de cette architecture d'inspiration occidentale. L'animation bat son plein et déborde des

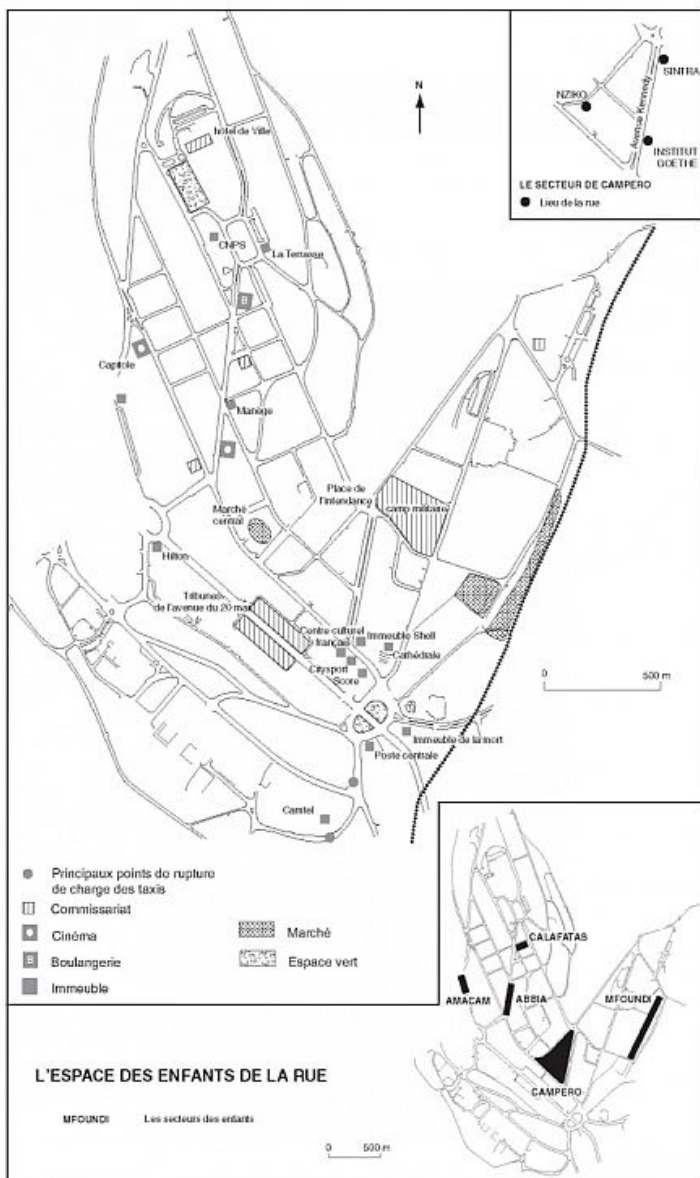
trottoirs jusque dans les rues. Si l'avenue du 20-Mai 1960 reste un axe imposant dédié aux grands défilés des fêtes nationales, si, au même titre que sur l'avenue de l'Indépendance à Antananarivo, une caserne militaire s'impose place de l'Intendance, rien ne semble vraiment atténuer l'agitation perpétuelle du centre-ville. À cet égard, les rues regroupées sous le vocable de Campero, du nom d'une chaîne de jeux vidéos originellement implantée avenue Kennedy, ne tarissent pas d'activités diurnes et nocturnes. Indiquer au taxi « Campero » conduit précisément à la place de l'Intendance. Elle constitue le centre nerveux d'où rayonnent les trois rues fondamentales de Campero, elle constitue aussi la limite nord de cette zone, l'avenue Kennedy, la limite orientale. L'avenue Ahidjo en serait la méridionale. Le Marché Central, à l'ouest, marque la fin, floue, du secteur.

Seules les rues plus à l'ouest retrouvent une certaine quiétude avec les sièges de quelques grandes sociétés (et le vertige des architectures verticales : CNPS, Amacam), l'imposant Hôtel de Ville et son esplanade en adéquation avec le projet des années 1960 et 1970 de faire de Yaoundé la capitale.

Mais ces centres-villes restent essentiellement des espaces de passage, désertés la nuit tombée et laissés à la surveillance des gardiens d'immeubles. C'est là que la majorité des enfants vont vivre, dans l'élément le plus urbain de Yaoundé et d'Antananarivo.

Une forte densité des secteurs dans les centres-villes

Nous aurons l'occasion de voir en quoi le centre-ville se révèle attractif pour les enfants de la rue, en termes de potentialités financières de jour comme de nuit. Nous voudrions mettre l'accent sur le critère géographique, déterminant dans l'occupation de la ville.



Carte 4. La marge dans le centre-ville de Yaoundé en 2002

Les centres-villes ne font *a priori* l'objet d'aucune appropriation physique. En théorie, on les traverse. Si l'espace public est ouvert à tous, il n'appartient à personne. Certes, les habitants le connaissent et en ont une certaine maîtrise. Il est souvent intégré dans leurs itinéraires urbains. Mais ils n'y construisent rien. Il n'est peut-être pas leur principale ressource, matérielle et identitaire.

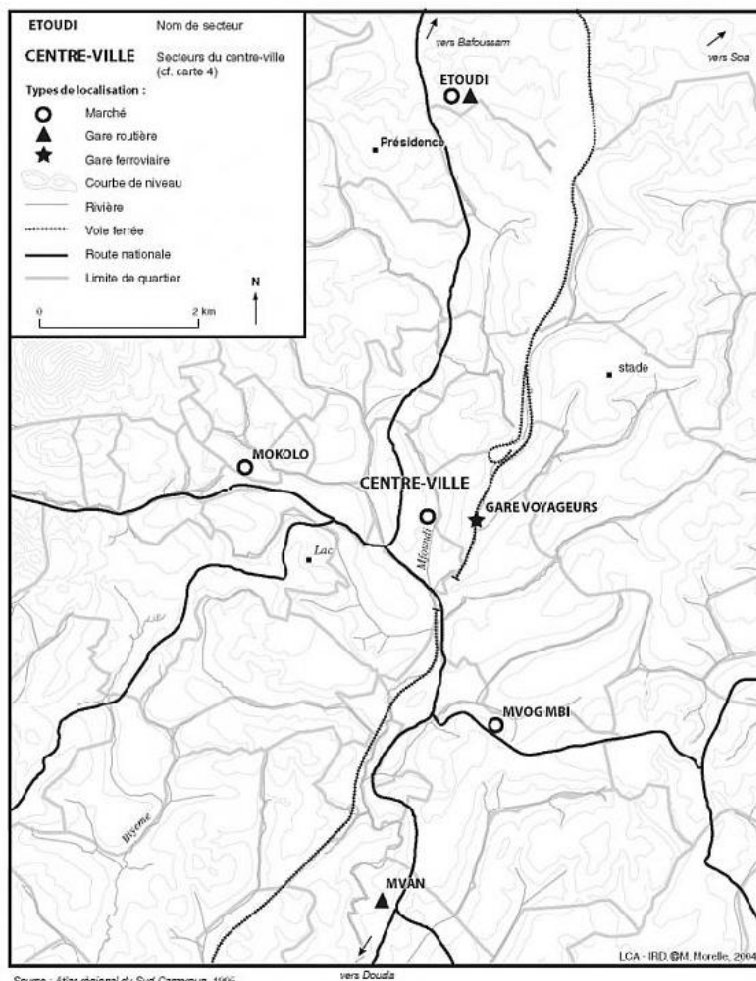
La nuit, alors que la foule déserte les centres-villes, les enfants se glissent sous l'auvent d'un magasin (Nziko à Campero, rassurant pour ses lumières à Yaoundé) ou sous une arcade à la nuit tombée (Sarafi à Analakely). Ils se cachent dans des voitures, quémangent une place dans un bar. Des dizaines d'interstices s'offrent à eux, même si la tendance est au regroupement et à la stabilité dans un espace relativement plus vaste.

Il n'existe pas de vie de quartier où l'anonymat soit possible, où l'individu empruntant une petite piste serpentant entre les cases ou grimpant un escalier au cœur des espaces résidentiels, ne puisse passer inaperçu (l'habitat de cour à Yaoundé, plus encore qu'à Antananarivo où le phénomène n'est guère fréquent, renforce le sentiment de proximité entre voisins d'un même quartier). En définitive, les enfants ne peuvent rester que dans les espaces publics où personne ne cherche, *a priori*, à s'installer et où aucune relation durable ne semble exister. Les centres-villes ne font pas sens dans l'identité des habitants au même titre que leur quartier, premier élément dans la construction de leur rapport à la ville. Analakely et Campero ne sont le lieu de projection d'aucune histoire individuelle ou familiale, d'aucun lien à la terre.

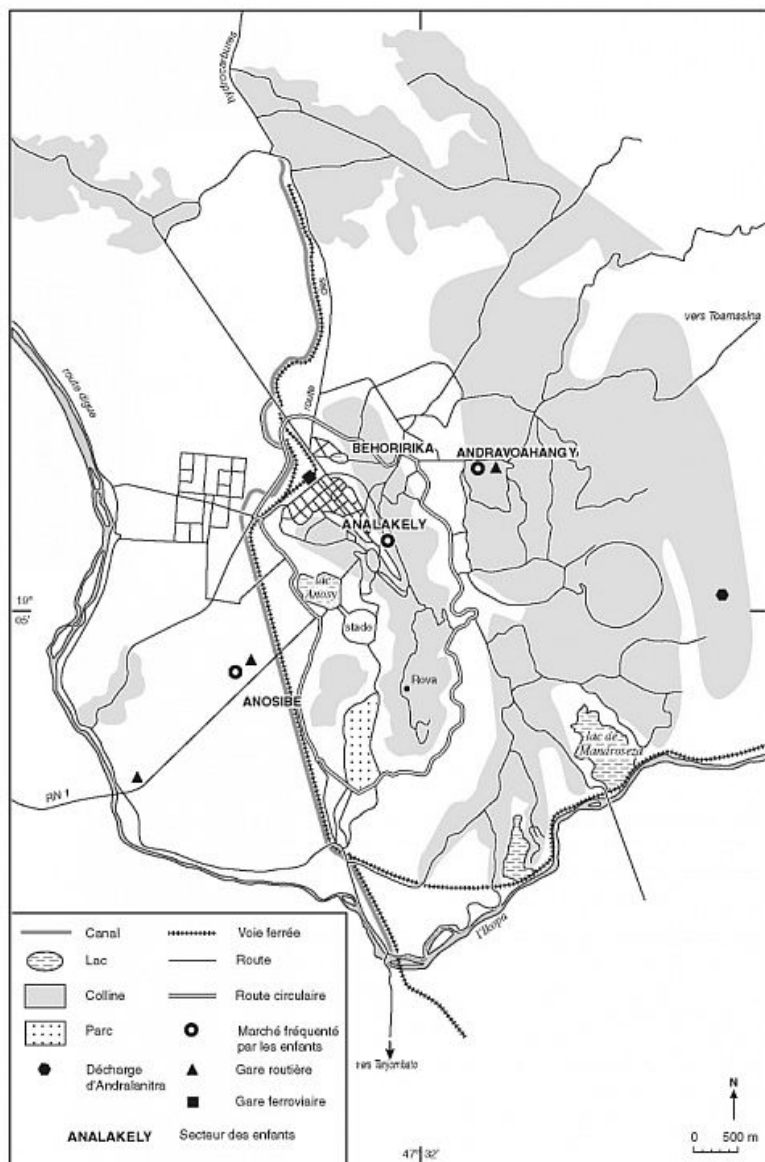
Les habitants traversent régulièrement le centre-ville, ils s'y arrêtent souvent. Ils vont donc être particulièrement sensibles à la présence des enfants de la rue. Ainsi les Tananariviens citent régulièrement Analakely lorsqu'ils dressent la liste des lieux fréquentés par les enfants. À Yaoundé aussi, les lieux du centre-ville reviennent constamment dans les entretiens avec les habitants, notamment la Poste centrale, le Marché central et Campero (avenue Kennedy).

Ces résultats seraient-ils faussés du fait d'une fréquentation massive des centres-villes au détriment du reste de l'espace urbain ? Nous pouvons en douter. En effet, nombreux sont les enfants à avoir vécu au moins un temps dans le quartier du Centre commercial et d'Analakely. Le centre les attire. Toute la ville y converge et ils suivent le flot. Ceux de la ville y fuient le quartier et leur histoire. Sur notre échantillon malgache, seuls trois enfants n'ont jamais dormi au centre ville mais tous y ont travaillé à un moment donné. À Yaoundé, seuls les enfants localisés dans le quartier d'Etoudi déclarent ne pas avoir dormi dans le centre-ville. Ceux de la Gare-Voyageurs y ont,

pour certains, travaillé à défaut d'y dormir.



Carte 5. Les secteurs des enfants de la rue à Yaoundé (2004)



Carte 6. Les secteurs des enfants de la rue à Antananarivo (2003)

Les espaces de relégation : les espaces péri-centraux et périphériques

La marge sociale est au cœur de la ville. Elle se construit aussi autour du centre et dans les périphéries. Elle paraît intrinsèque de certains lieux : les gares, les marchés de gros, dont l'inscription urbaine elle-

même reste ambiguë, porte d'entrée et de sortie des habitants, des migrants, des commerçants et des visiteurs d'un jour.

Des espaces « difficiles »

Outre les centres-villes, les deux grands types d'espaces où se localisent les enfants sont les gares, les stationnements

20

et les marchés. Ces deux types d'espaces sont souvent proches les uns des autres : à Antananarivo, les enfants se concentrent dans les marchés d'Andravoahangy et d'Anosibe, voisins de stationnements routiers éponymes (le marché de la Petite-Vitesse jouxte la gare ferroviaire d'Analakely mais les enfants évitent en général cette dernière. En effet, aucun train ne s'y est arrêté depuis des années). À Yaoundé, le marché du Mfoundi est contigu à la Gare-Voyageurs. Le quartier d'Etoudi se divise en Etoudi-gare et Etoudi-marché. Les marchés de Mokolo et de Mvog Mbi sont des points de chargement pour des taxis urbains desservant les grandes périphéries de la ville. Mvan constitue la seule gare routière sans marché à proximité.

Ces espaces ont bien souvent mauvaise réputation. Ils sont présentés comme des lieux de trafics et de vols. Ils offrent à la vue des paysages souvent sous-équipés. Ils constituent autant les marges spatiales (en dépit de la croissance urbaine repoussant toujours plus loin les franges urbaines) que sociales des villes.

À cet égard, Anosibe, le marché de gros d'Antananarivo, est fortement décrié. Quartier périphérique de la ville, il abrite de nombreuses constructions illégales (cabanes en planches). À la saison des pluies, ses habitants s'enfoncent dans la boue. Toutes sortes d'installations de fortune ont été édifiées, depuis les ponts en sacs de toile remplis de pierre jusqu'aux passerelles de bois dominant les sols marécageux. C'est un quartier fortement stigmatisé, un bas-quartier de plaine, perçu comme une excroissance urbaine. En 2003, la restructuration du marché a commencé avec le déplacement de la gare routière, la réfection de la route principale et la construction de nouveaux pavillons pour les commerçants. Les vendeurs à la sauvette ont dû quitter la voie centrale pour accéder éventuellement à un espace de vente moyennant le versement d'une patente. Du jour au lendemain, le quartier d'Anosibe a changé de physionomie se

transformant en un vaste chantier. Dans les semaines qui suivirent, quelques téméraires ont pourtant recommencé à s'installer au bord de la route pour vendre quelques menus produits au détail, guettant du coin de l'œil les descentes de la Communauté urbaine.

À la Gare-Voyageurs de Yaoundé, l'agitation est semblable. De nombreuses gargotes « bricolées » font face à la gare d'où s'échappent à l'heure du départ une dizaine de petits vendeurs de pains, de bonbons et de biscuits. Les porteurs se ruent sur chaque nouveau taxi susceptible de déposer des voyageurs, clients potentiels. Qu'il s'agisse du train de Douala ou de celui du Nord, de l'arrivée ou du départ, les allées et venues se multiplient. De gros camions stationnent quelques heures, quelques jours parfois, attendant de charger ou de décharger des marchandises. La gare est un espace de passage dont les rythmes se calent sur ceux des trains. Ce sont des flux croisés de voyageurs harassés parvenus à destination et de partants empêtrés dans leurs bagages. C'est un bref arrêt dans la vie de la cité, un simple transit avant de pénétrer la ville ou de s'en éloigner. La gare est l'espace où la présence de l'étranger se fait le plus ressentir. Et quand le train est parti, les passants se réfugient à l'ombre des bars autour d'une bière fraîche. Les porteurs disparaissent dans les hautes herbes qui longent la voie ferrée, au bord du lit poissonneux de la rivière Mfoundi.

À quelques mètres de là, commence justement le grand marché de vivres du Mfoundi. Les hangars officiels disparaissent sous la masse des détaillants venus s'installer aux alentours à même le sol, déballant poissons, fruits, légumes, quincaillerie... Un mélange d'odeurs, des ananas trop sucrés aux feuilles locales amères, des poissons se réchauffant aux carcasses de viande rouge, envahit la lourde atmosphère équatoriale. Les saisons s'égrènent au fil des mois et des récoltes : mangues vertes, prunes, oranges. La rue disparaît, le piéton est avalé par les marchands, les invitations à l'achat, bousculé par les voitures et les brouettes des petits porteurs.

Autre espace contigu à la gare, le quartier de Mvog Ada réputé pour son « ambiance » : la Montée Caveau avec son immense halle dédiée aux poissons braisés et à la bière, non loin de la boîte de nuit, *le Caveau*. Plus haut encore, au Carrefour Pakita brilla le dancing du même nom. Entre ces hauts lieux des nuits populaires yaoundéennes,

le long des venelles, des habitations en tôles, terre et parpaings, aux portes branlantes se multiplient et s'entassent. Chambres de passe, maisons familiales, studio de migrants dans une grande promiscuité.

Des espaces publics faiblement intégrés à la ville

Ces espaces périphériques sont faiblement appropriés par la majorité des usagers, spécialement les gares. Dans ces lieux-mouvements (I. Joseph, 1998, p. 117), à l'entrée comme à la sortie de la ville, la figure de l'étranger est encore légitime. Ces espaces sont donc négociables. Ils sont plus faciles à investir que les centres-villes sur lesquels s'exerce (plus ou moins) le pouvoir politique.

Les enfants vivent dans les espaces publics – gares et marchés – des quartiers, non à l'intérieur de ces derniers. Le *fokontany* d'Andravohangy-tsena

21

(qui correspond globalement au marché d'Andravoahangy) se distingue du *fokontany* d'Andravoahangy-Ambony, espace résidentiel où se mêlent maisons à varangues et plus humbles constructions. Les enfants vivent dans le premier *fokontany*. De la même manière, les enfants d'Etoudi circonscrivent leur périmètre au carrefour principal, au marché et à la gare routière, sans trop entrer à l'intérieur du quartier.

La marge aux portes de la ville : la décharge municipale d'Antananarivo

En 1985, à Antananarivo, devant la présence croissante des sans-abri dans le centre-ville, la Commune les « ramassa » et les envoya aux portes de la ville, au voisinage de la décharge municipale d'Andralanitra.

Celle-ci, vieille de plusieurs années, devint une véritable mine au sens propre comme au sens figuré pour des hommes et des femmes fortement précarisés qui n'attendaient pas les camions de la Commune pour s'installer sur la décharge et se mettre en quête de toutes sortes d'objets et reliques (fer, fumier, tissu) entassés depuis des années ou en provenance immédiate des dernières bennes à ordures de la ville.

« Pour accroître la quantité de matières revendables, certains

n'hésitent pas à creuser des galeries de dizaines de mètres de profondeur dans le ventre de la montagne d'ordures : ils se transforment alors en véritables archéologues de l'ingrat, repérant les strates les plus anciennes qui recèleraient des trésors enfouis. Ces mineurs des fonds s'emploient à façonner un étayage, si fragile cependant et si rudimentaire que de multiples accidents se sont déjà produits » (C. Harpet, B. Le Lin, 2001, p. 113).

En 1989, l'installation du père Pedro et de son association Akamasoa a largement médiatisé ce secteur qui concerne davantage les familles de rue que les enfants isolés.

Par sa position, la décharge semble nettement exclue de l'espace urbain et non à sa simple marge comme une gare ou un marché peuvent l'être. Elle est pourtant en étroite relation avec la vie tananarivienne et ses déchets.

La « rue » dans tous ses états a pris le dessus dans l'organisation urbaine, des constructions illégales aux enfants, en passant par les vendeurs « à la sauvette ». Elle constitue moins une voie de circulation qu'un véritable espace de vie, de sociabilité mais aussi de tensions.

Les enfants apparaissent, dans un contexte de paupérisation généralisée de la population urbaine, astreinte à « se débrouiller » dans le « secteur informel », à réduire sa consommation et à vivre dans des espaces de plus en plus exigus.

Il est ainsi courant d'associer leur présence aux grandes métropoles du Sud. Pourtant, les grandes villes européennes, occidentales ou orientales, sont loin d'ignorer le phénomène. En France, par exemple, des enfants de l'Europe de l'Est et maghrébins ont été remarqués à Paris et à Marseille

22

. Le phénomène est ancien et ne se limite pas à des enfants étrangers (les enfants nationaux placés dans des foyers de l'assistance publique connaissent parfois des parcours chaotiques). Au ^{xix}^e siècle, par exemple, à Paris, des enfants errants sont recensés.

Comme le soulignaient certains habitants de Yaoundé, le phénomène d'urbanisation va de pair avec celui de marginalisation.

En outre, le profil des enfants de la rue ne se distingue pas de celui des habitants. À Yaoundé, l'origine des enfants allochtones ne diffère pas de celle d'une majorité des individus de la capitale. À Antananarivo, les enfants sont nés principalement dans l'agglomération. Par conséquent, ils s'inscrivent pleinement dans le bassin migratoire de la ville, restreint aux Hautes-Terres.

De même, une large proportion des habitants des deux capitales vit de petites activités « informelles ». La catégorie sociale de leurs parents n'induit donc pas un décalage entre les enfants de la rue et le reste de la société urbaine, en particulier à Yaoundé.

La famille va constituer le premier espace où les enfants vivent l'expérience de la violence. Celle-ci tient à des destructurations et à des recompositions multiples (divorce, union libre, deuxième mariage, décès) où l'enfant perd un père ou une mère, subit les vexations et les coups d'une marâtre et finit par fuir pour se retrouver libéré, dans la rue.

Les enfants vivent dans un certain type d'espaces publics : les larges avenues, les grands boulevards, les rues tracées et goudronnées. Ils évitent les rues des espaces résidentiels. Ils préfèrent l'anonymat du centre-ville ou évoluent dans les gares et les marchés. Au vu de leur localisation, il est frappant de constater à quel point leur place dans l'espace urbain est finalement très circonscrite.

Ils fréquentent des espaces de sociabilité urbaine qui permettent l'échange mais qui participent peu, en définitive, à l'ancrage individuel, social et communautaire des habitants. Celui-ci se joue pour l'essentiel à l'échelle du quartier. Les enfants de la rue sont dans les espaces les plus modernes, les plus urbains. À défaut, ils vivent aussi dans les espaces les plus répulsifs. À Antananarivo, il s'agit notamment des quartiers de la plaine, où se multiplient les constructions précaires et parfois illicites, espaces qui n'auraient pas dû faire corps, aux yeux d'une certaine norme, avec le noyau urbain originel : la colline. Si la présence des enfants dans les rues des centres-villes modernes des capitales peut se révéler gênante, leur présence dans les marges socio-spatiales de la ville est moins choquante. À Antananarivo, les autorités sont allées « jeter » les sans-abri d'Analakely sur la décharge municipale.

En définitive, la rupture s'est produite. Les enfants sont devenus « de

la rue » en quittant leur quartier, leur village, leur ville d'origine. C'est pourquoi il semble nécessaire d'aborder maintenant leur vie dans la rue.

Notes

1 Il est fréquent que les Malgaches situent le début de leurs difficultés au commencement de la II^e République et de l'accession au pouvoir de D. Ratsiraka (1975-1991). En dépit de cette vision très politisée de l'histoire, force est de constater que la situation économique s'était dégradée sous la présidence de P. Tsiranana (1959-1972). (J. R. Ravelosoa, 2001, p. 8).

2 En 1994, à Madagascar, le franc malgache devient flottant, provoquant une dévaluation de 50 % et une hausse vertigineuse de l'inflation. En 2003, un euro équivaut en moyenne à 6 500 FMG. En 2006, 1 euro vaut 12 000 FMG environ (ou 2 400 ariary. Depuis 2003, la monnaie s'exprime en ariary. 1 ariary équivaut à 5 FMG).

3 En 1972, le président déchu P. Tsiranana remet ses pouvoirs au général Ramanantsoa. Celui-ci est forcé de céder sa place au colonel Ratsimandrava le 5 février 1975 qui sera assassiné six jours plus tard. D. Ratsiraka prend la tête d'un directoire militaire avant d'être finalement élu président.

4 Aujourd'hui, un euro équivaut à 657 francs CFA.

5 Entre 1980 et 1990, un loyer d'une pièce équipée dans un quartier résidentiel de moyen standing est passé de 25 000 à 250 000 FMG », in G. Rafiringa Andrianilaina, *Essai de typologie des habitats illicites d'Antananarivo*, mémoire de DEA, Université d'Antananarivo, décembre 1996, 52 p.

6 L'un des slogans de la II^e République : « *fanjakan'ny madinika* », traduit par « le pouvoir aux petits ». Si cette politique n'a pas entraîné un afflux massif des paysans en ville, elle a profondément et négativement marqué les esprits des Tananariviens, effrayés à l'idée d'une invasion de leur ville.

7 Le brave paysan venu vendre ou s'approvisionner dans la capitale est souvent à la merci de prédateurs bien organisés qui quadrillent les grands marchés d'Anosibe, d'Analakely ou d'Andravoahangy [...]. Le voleur aura beau supplier et demander pitié, il sera rapidement lapidé. Parfois même, on l'arrosera d'essence et on le brûlera vif. Des scènes atroces, mais malheureusement fréquentes aujourd'hui, surtout dans la capitale. Dans le meilleur cas, il sera estropié à vie avec les mains coupées ou les yeux crevés », *Revue de l'Océan Indien Madagascar*, n° 144, juillet 1995, « Peur sur la ville », p. 32-34.

8 Cette appellation, dont l'origine semble remonter aux années 1980, vient de la

première syllabe « mi », commune à quatre mots sensés résumer des comportements spécifiques des sans-abri d'Antananarivo : *mifoka* (fumer), *miloka* (jouer l'argent), *migoka* (boire de l'alcool), *milely* (« baiser », en argot). Une autre explication, moins péjorative mais moins répandue, serait que ces personnes vivent « sans quatre murs » pour les protéger.

9 Terre des ancêtres (là où est le tombeau), ou, plus largement, la patrie.

10 Comme à Antananarivo, et plus encore à Yaoundé, il est très délicat de dater le phénomène. À Lomé, il semble remonter aux années 1945-1946 (Y. Marguerat, 2002). L'auteur cite également un prêtre ayant officié à Abidjan (Côte d'Ivoire) qui déclare avoir connu des enfants de la rue dès 1964. À Harare (Zimbabwe), P. Gervais-Lambony (1994, p. 422) fait remonter la naissance du phénomène à l'année 1989.

11 Il existe aussi le terme *tanàna* pour ville, village ou agglomération, *tanan-dehibe* pour grande ville et *renivohitra* pour la colline-mère (de *reny*, la mère), soit la capitale (C. Guérin, 1998).

12 Nos statistiques personnelles ne nous permettent pas de conclure à la surreprésentation d'une province par rapport à une autre.

13 Liens de solidarité qui unissent les membres d'une même famille, d'un même espace jusqu'à la patrie elle-même.

14 Un pur individu » ou l'individualisme négatif selon R. Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, p. 464.

15 Selon le rapport *Enquête sociologique sur les enfants de la rue à Douala*, Yaoundé, IRESCO, 2001, p. 8, la majorité des enfants de la rue de Douala provient de la province du Littoral (34 %), notamment de Douala. 17 % sont originaires de la province du Centre. 15 % sont issus de l'Ouest, 8 % du Sud-Ouest et 4 % du Nord Ouest. Une minorité vient de l'Adamoua (4 %), du Nord (4 %) et de l'Extrême Nord (3 %). 3 % sont originaires de l'Est et 1 % du Sud.

16 Élément dont nous pouvons largement douter. Serge passait peut-être visiter sa mère régulièrement mais vivait en permanence dans la rue dont il était l'un des anciens.

17 Bus urbains (littéralement grand taxi).

18 Habitants de Madagascar originaires de l'Inde ou du Pakistan, souvent musulmans et spécialisés dans le commerce.

19 Les « sauveteurs » ou vendeurs à la sauvette, dans le langage populaire camerounais, sont des vendeurs ambulants ou installés illégalement sur un trottoir pour proposer aux passants toutes sortes d'articles.

20 Stationnement au sens de gare routière.

21 Le *fokontany* représente la plus petite circonscription dans la structure administrative de Madagascar. En ville, elle correspond approximativement à un quartier, à la campagne, à un canton.

22 S. Zappi, « Ces enfants étrangers isolés que la France accueille à reculons », *Le Monde*, 9 janvier 2003, p. 8, et B. Bissuel, A. F. Hivert, « Les enfants des rues plus

nombreux dans les villes françaises », *Le Monde*, 6 septembre 2002. Voir aussi la situation aux États-Unis : « The National Network of Runaway and Youth Services estimated in 1991 that each year in the U.S. 1 to 1.3 million youth run away from family conflicts, violence, and abuse in their homes (National Network of Runaway and Youth Services, 1991) », in B. E. Molnar, S. B. Starley, A. H. Kral, R. E. Booth, J. K. Watters, « Suicidal behavior and sexual/physical abuse among street youth », *Child Abuse and Neglect*, vol. 22, n° 3, p. 213-222, 1998.

Chapitre II. Vivre et survivre dans la rue

Il ne serait guère pertinent de traiter de façon distincte du quotidien des enfants de la rue à Yaoundé, d'une part, et à Antananarivo, d'autre part. En effet, s'il existe de menues différences, leurs conditions de vie se ressemblent d'une capitale à l'autre. Nous retrouvons des processus identiques : mêmes activités, mêmes rapports à l'argent et à la fête, même type de groupes ou de réseaux. La rue se dessine au jour le jour au gré des pratiques des enfants et des représentations qu'ils nourrissent. L'espace perd ainsi de son apparente neutralité.

Ce chapitre nous permet d'aborder la vie dans la rue sous deux angles : comment produire la rue, comment *être* dans la rue ? Comment les enfants utilisent-ils un espace *a priori* public où ils sont exposés en permanence au regard des passants ? Nous souhaitons saisir les manières dont ils vivent et survivent dans cet espace.

La production de « la rue »

Nous avons vu en quoi certains espaces des villes étaient répulsifs ou à l'inverse, attractifs aux yeux des enfants. Une première lecture de leur occupation de l'espace urbain nous conduit à étudier les activités qui leur permettent de se nourrir, de se vêtir et éventuellement de se soigner. Celles-ci correspondent difficilement à un travail au sens d'une activité régulière, légale et pourvoyeuse d'argent.

Les enfants ne perçoivent pas la rue uniquement comme un espace rentable. Non seulement, les revenus y sont aléatoires, mais surtout,

elle constitue un espace ludique où les enfants parviennent à s'amuser et à s'éloigner de la caricature d'enfants en haillons, aux joues sales et aux yeux hagards. Même si ce sentiment de liberté (tout au moins de libération des contraintes familiales) conduit à des situations déstructurantes et destructrices.

Les enfants apprennent à connaître la rue, à en définir les contours et à en épouser les rythmes. Leurs pratiques prennent la forme d'actes individuels ou collectifs. Elles sont parfois répétitives, parfois de l'ordre de l'événementiel. Elles font corps avec des espaces, leur conférant un caractère propre. Ainsi les enfants s'approprient ces derniers petit à petit. La rue prend forme. Les espaces utilitaires évoluent vers des espaces appropriés et détournés. À défaut d'être territorialisés ?

La matérialité de « la rue »

Entre appropriation marquée...

Calafatas, un secteur matérialisé dans l'espace public

Calafatas... dit « Cité à part », « Cité perdue » ou « le ghetto » dans le langage des enfants, se situe dans le quartier du Centre commercial aux larges avenues goudronnées et éclairées, au cœur de la ville de Yaoundé. Des immeubles de deux ou trois étages s'y dressent, à quelques minutes à pied de l'Hôtel de Ville, de ses jets d'eau, de sa vaste esplanade et de sa belle pelouse verdoyante et ombragée. Le secteur de Calafatas s'est construit à quelques centaines de mètres de là, tout juste au pied de l'Immeuble T. Bella

1

et de ses grandes vitrines lumineuses où s'étale le luxe de produits manufacturés occidentaux. Une quarantaine d'enfants de la rue s'abritent ici.

À l'origine, Calafatas est le nom d'une boulangerie dont l'odeur de pain chaud se répand dans les rues adjacentes. Là où « Cala verse la poubelle [restes de pâte, beignets brûlés, pains rassis, emballages du beurre] », « le ghetto » se dresse, tournant le dos au commissariat central et laissant sur le côté l'ambassade des États-Unis.

La « Cité à part » tient en de petites *calacutas*

2

, vieux sacs plastiques éventrés et cartons savamment imbriqués, tout juste à côté de la boulangerie éponyme. Ces abris sont au nombre de trois, appuyés au mur d'un immeuble sur un terrain abandonné. Voilà le *mboko* de Calafatas.

Quelques enfants nomment les *calacutas*, *bunker*. Mais ce second terme est plus souvent employé pour désigner différentes maisons à l'abandon squattées par certains pour dormir ou pour fumer du cannabis. Les bas-côtés de l'une des rues voisines abritent un chantier où de petites constructions en planches paraissent destinées à devenir un lieu de restauration informelle. Elles sont occupées par plusieurs enfants, parmi les plus âgés (les grands, entre 18 et 25 ans environ). Une maison abandonnée aux abords du parking de l'Hôtel de Ville représente le *bunker* le plus cité. Les murs intérieurs sont recouverts de graffitis et il n'est pas rare de croiser une bande de grands errant dans les environs, déclarant partir « se reposer au *bunker* » : se droguer. Cette logique de dénomination fait du langage un vecteur d'identité propre, fondée sur une expérience de la rue très particulière avec des lieux détournés et appropriés.

Au fil des journées passées à leur côté, nous avons pris conscience de la mise en réseau d'une somme de ces lieux, gravitant autour du cœur de leur secteur : « le ghetto » et ses *calacutas*. Ainsi des enfants de Calafatas se rassemblent à la sortie du lycée français pour les *business* avec les fils d'expatriés ou pour improviser des matchs de football sur le parking voisin, celui de l'Hôtel de Ville. D'autres se prélassent sur la pelouse municipale jusqu'à l'arrivée des gardiens. Certains vont jusqu'à dormir dans les voitures mises en fourrière au commissariat central. Les petits mendient devant le café-restaurant Manège, des plus grands gardent les voitures devant le cinéma Abbia. Une typologie des lieux se dessine donc selon les activités : repos, loisir ou « travail ».

L'espace de vie de Calafatas représente un des secteurs-clés de la rue. Il est l'un des plus matérialisés. Ses *calacutas* marquent l'occupation spécifique d'un espace en friche et des rues alentours. Elles constituent le repère essentiel d'un réseau de micro-lieux connexes. De nombreux enfants de la rue partis en promenade dans le centre-ville s'arrêtent un moment à Calafatas. Le « ghetto » est régulièrement cité lors des entretiens avec des enfants qui en sont

extérieurs. C'est l'espace le plus visible de la rue.

Les repères d'Andravoahangy

Bien qu'occupant une aire plus restreinte, le secteur d'Andravoahangy à Antananarivo se structure également en une série de micro-lieux. Autour du marché délimité par des murs d'enceintes, deux rues se distinguent : l'une d'elles a été renommée par « les habitants de la rue » *Kabana*

3

, la seconde « Jamaïque ». Si l'une devient le refuge des *familles de rue* à la nuit tombée, l'autre est le domaine réservé des dockers du marché, réputés fumer beaucoup de chanvre.

Un point de ralliement s'impose à tous : le grand magasin Soloprix. Son large auvent éclairé la nuit constitue un abri idéal et sûr pour de nombreuses familles. Quelques enfants dorment au « publiphone » voisin, à quelques mètres à peine du magasin, en vue d'obtenir un semblant d'intimité.

Mais le secteur ne se limite pas aux espaces dédiés au sommeil. Pendant la journée, les enfants se reposent derrière l'église catholique du quartier, au milieu des cressonnières, zones inondables et relativement inconstructibles. Quant ils souhaitent travailler, ils partent chercher un petit job (ou quémander du riz) à une gargote proche de là, à *l'hotely*

4

Ramasy, ou « porter » au marché.

À l'inverse de Calafatas, cette appropriation d'Andravoahangy ne devient visible qu'au coucher du soleil. À ce moment, les abris de plastiques et de toiles usées se montent et de petits feux de bois s'embrasent. Les corps se couchent à même le sol, entremêlés les uns aux autres et emmitoufflés dans de vieux draps pour se protéger du froid. Au petit matin, rien ne subsistera de ces formes fragiles.

... et dilution dans l'espace

À l'inverse des *familles de rue* qui édifient toutes sortes de constructions de fortune, en sachets ou en cartons, les enfants de la rue d'Antananarivo fabriquent peu d'abris. De la même manière, à Yaoundé, Calafatas fait figure d'exception. Attardons-nous dans le

secteur voisin, Campero.

Campero, c'est une fraction du centre commercial. Une des fractions les plus denses, depuis les sociétés d'assurance dans les étages des immeubles de l'avenue Kennedy en passant par les magasins de luxe et les bazars électroniques jusqu'aux étals des petits vendeurs et les lépreux. Les simples passants, les enfants au travail, les « sauveteurs » et les voleurs se faufilent entre les voitures ralenties par les embouteillages. Tout un monde traverse Campero selon les heures et les jours de la semaine. C'est toute une entreprise faite de mille et un commerces du plus déclaré au plus informel qui s'active. L'atmosphère est vite suffocante, chaude et chargée de poussières. Les klaxons se font oppressants. On bouscule. On se regarde. Des interpellations agressives fusent. Visages épiés et corps agrippés. L'asphyxie urbaine.

La profusion de bars et de salles de jeux est frappante (*New Jet*, *Mercurie plus*). Devant leur seuil, les « mamans » braisent des poissons et proposent des plats de riz. Des vendeurs installent des caisses de cigarettes, de *lotus* et de bonbons. À une époque, Campero ne dormait pas. L'animation nocturne venait prendre la relève du bouillonnement de la journée.

Jean, 23 ans, huit ans de rue, Campero, Yaoundé,

« C'est les gens comme toi et moi qui vont dans les bars. À Campero, les gens sont un peu limités, ce n'est pas un milieu très chic. C'est juste un milieu populaire. D'autres voient que Campero, c'est la classe. D'autres voient que Campero, c'est rien du tout. C'est juste un milieu comme ça. Ça s'est donné une réputation à Yaoundé. Depuis la création de Campero Bar. Les années 1988, comme ça. 1987, 1988. Campero I... Campero II est né fin 2000. Campero n'était pas le premier bar. Mais c'est lui qui s'est fait connaître. Campero, c'était le premier bar à avoir un jeu de poker. Les bars ici sont des nouveaux bars. Les anciens bars n'existent plus. C'est chacun qui a vendu. Chacun a changé de nom. »

Dans ce cadre propice à l'exercice de multiples petites activités, des enfants vivent entre points d'attache et déambulations. Leur présence ne se révèle pas au premier regard. Sur l'avenue Kennedy, à quelques mètres de la place de l'Intendance, devant un laboratoire de photographie, certains d'entre eux se sont installés. Ils discutent, ils attendent. D'autres se pressent autour de voitures garées en épi. Il s'agit de la première laverie de voitures de Kennedy. Un peu en contrebas, devant l'Institut Goethe, le centre culturel allemand, la

même scène se déroule. Ou presque. Les silhouettes des enfants sont plus frêles, plus petites. L'eau du caniveau est sale. Cette eau qui s'échappe de la laverie des grands en amont.

Rue Marie Gocker. Un jeune à casquette. Depuis quelque temps, il se balade avec son jean déchiré et sa grosse coiffe de gavroche camerounais. Il ne parle plus et ne fait qu'ânonner de vagues chansons déconstruites. Il agrippe le bras et le serre. Mais il n'a rien d'un fou. Il adopte ce comportement qui le protège. L'autre jour, en cellule, il s'est fait passer pour un sourd-muet. Ses compagnons d'infortune ne l'ont pas trahi. Il est sorti du commissariat vingt-quatre heures avant eux. Un autre plus loin. Il lave les assiettes des « mamans » dans une bassine, sur le trottoir. À la fenêtre du *New Jet*, Jean laisse apparaître sa large face toute illuminée d'un sourire, la silhouette cassée, appuyé sur sa longue canne. Et puis en voilà deux autres qui traversent la rue, en balade. *S'en Fout la Mort* squatte place de l'Intendance, tout juste au niveau de *Campero I*. *Manchot Modèle* traîne et titube, totalement saoul. Apparitions discrètes des *mboko* en filature ou au repos. Ils cherchent les « 100, 100 » qui les feront manger et les quelques chaînes en or et téléphones cellulaires qui les « mettront en haut » pour quelques jours ou quelques heures. Pour un temps d'ivresse et de vertiges.

Dans la journée, la présence des enfants de la rue est diffuse. À l'exception des deux laveries, aucune marque ne les trahit. La présence des *mboko* n'est guère repérable sans un œil exercé. Ils ne sont pas sur les trottoirs de longues heures durant à tendre la main et à mendier. À force de piétinements dans *Campero* et de discussions, nous avons pu dessiner les pâles frontières de ce secteur et délimiter les principales rues et places fréquentées.

Où commence le secteur de *Campero* ? Où se dilue-t-il dans le reste de la ville ? De la même manière, quels éléments peuvent donner de la consistance aux secteurs des enfants éparpillés dans le vaste marché de gros d'Anosibe de la capitale malgache, les uns dormant où l'on vend les oignons et d'autres, les carottes ? Comment Calafatas fait-il sens pour les enfants y vivant et pour tous ceux qui y transitent ? Il est nécessaire d'analyser les rythmes journaliers des secteurs et de voir en quoi certains se les sont appropriés par l'usage en y travaillant et en y dormant.

La ville, espace utilitaire

Chaque jour, les enfants doivent trouver de quoi se nourrir pour tenir. Ils utilisent les avantages de certains espaces : le rapport à la ville semble alors très superficiel. Ils vendent, ramassent, cherchent, demandent et « arrachent » (volent). Ils sont plus ou moins statiques selon qu'ils ont trouvé un espace particulièrement intéressant et qu'ils ont les capacités de le conserver. La plupart du temps, ils se révèlent très mobiles bien que sur une aire relativement circonscrite. Leurs itinéraires relèvent de la simple tactique à défaut de stratégie.

Une profusion de petites activités en des espaces variés

Une typologie des activités peut être effectuée suivant les espaces dans lesquels elles se déroulent.

Des espaces polyfonctionnels : les gares et les marchés

Les gares ferroviaires et routières sont le domaine des porteurs et des chargeurs. À la Gare-Voyageurs, beaucoup d'enfants sont en fait des « maquisards ». Ils ne possèdent pas de carte officielle de porteur, ni de tunique dotée d'un numéro permettant de les identifier. Avec la complicité des plus grands dont certains ont eu accès à ce statut, ils se glissent jusqu'au train pour porter les colis en attente confiés par des commerçants au « magasin » de la gare. Celui-ci est chargé de rassembler les marchandises et d'en organiser le transport. À défaut, les plus petits se voient confier quelques bagages par des particuliers. Ce ballet entre les clients et les véhicules de transport se retrouve dans les gares routières d'Etoudi et de Mvan où les porteurs officiels des compagnies de transport se mélangent aux autres. À Antananarivo, les enfants d'Anosibe et d'Andravoahangy se désintéressent généralement des stationnements, leur préférant les marchés.

Ils y sont porteurs, au même titre que ceux des marchés yaoundéens du Mfoundi, de Mvog Mbi et de Mokolo (parfois du Marché Central). À Antananarivo, il sera question du « portez-Madame » (rémunéré entre 1 000 et 2 000 FMG environ selon le poids du paquet, porté à la main ou sur la tête lorsqu'il pèse plus lourd) et à Yaoundé de faire le

« porter-porter ». Aux pavillons d'Analakely, les enfants proposent aussi leurs services aux commerçants pour nettoyer et pour ranger leurs étals. Ils jettent les ordures et les eaux usées. À Yaoundé, ils aident les vendeurs à plier bagages. Ils découpent du poisson au Mfoundi, ou trient des oignons à Anosibe. Une situation particulière à Antananarivo consiste à fouiller les ordures à la recherche de boîtes de fer (*kapoaka*), de morceaux d'aluminium, et d'os

5

, tous revendus à des brocanteurs (à La Reunion Kely par exemple, petit bidonville détruit le 2 avril 2003). À l'exception de la poubelle de la boulangerie Calafatas qui nourrit les enfants du secteur, rien de semblable n'existe à Yaoundé. À la limite, à la gare, quelques enfants ramassent des bouteilles d'eau minérale vides pour les vendre. La tradition de récupération est plus développée à Madagascar. Toute une tranche de la population vit de la fouille des bennes à ordures qui parsèment la capitale malgache

6

, chose encore difficile à imaginer à Yaoundé.

Dans le fourmillement des marchés, les potentialités de travailler sont donc importantes. Au même titre, les enfants de la Gare-Voyageurs peuvent « faire la plonge » dans les diverses gargotes ou vendre des petites marchandises lorsque les voyageurs affluent dans les heures qui précèdent le départ du train.

Antra, Antananarivo,

« Mon travail à Behoririka, c'était de ramasser des boîtes de conserve, de l'aluminium, du charbon, mendier, jouer aux jeux de hasard et jeter des ordures. Beaucoup de Karana habitent à Behoririka. On jette toujours des kapoaka. Les vendeurs de charbon jettent les poussières de charbon. C'est pour ça qu'on travaille là. À 16 heures, on attend les ordures. Une boîte de conserve coûte 100 FMG. On les vend à Lalamby [La Reunion Kely]. Un sachet de charbon [acheté 100 FMG] coûte 500 FMG. On vend 5 ou 6 sachets. L'aluminium, c'est 250, 500 FMG. On vend aussi à Lalamby. (...) Quand c'est l'été, le prix du charbon augmente. On ramasse les charbons des gens. On leur revend leurs propres charbons et ils n'en sont pas conscients. (...) On mendie et on jette l'eau usée des vendeurs de nourriture. On transporte les marchandises des gens. On pousse les kalesa [voitures en bois à quatre roues]. C'est surtout quand les marchands ferment et rentrent à 16 heures. »

Des lieux irrésistibles : les boîtes de nuit et les cinémas

Il existe des emplacements plus ponctuels et extrêmement attractifs

sur quelques artères commerçantes, les boîtes de nuit notamment. On y travaille en complément ou en remplacement du jour pour des revenus souvent élevés. À Antananarivo, nous avons recensé l'Indra à Tsaralalana et le Cabaret Glacier sur Analakely. À Yaoundé, les deux boîtes de nuit (Katyos et Oxygène) et l'alignement de bars de Campero rendent le secteur attractif. Le cinéma Abbia et, auparavant, le secteur animé du Capitole captent aussi le flux des noctambules. Le Carrefour d'Etoudi n'est pas non plus en reste. Les enfants gardent les voitures des clients et mendient parfois. Ils volent plus facilement la nuit, dans l'obscurité (accentuée par les déficiences de l'éclairage public), aidés par l'état d'ébriété avancé de certains passants.

Ces activités ne nécessitent ni un capital de départ (les cireurs de chaussures ne sont pas des enfants de la rue, pas plus que les vendeurs de bonbons et de mouchoirs en papier aux carrefours), ni une formation si ce n'est celle de savoir s'imposer et se débrouiller. Ainsi les enfants accomplissent ces activités au jour le jour et au gré des opportunités. Il n'y a aucun investissement en amont pour les encourager à le rentabiliser. Rien ne les retient, pas même une clientèle fidèle. Quand ils occupent un poste fixe (vendeur de yaourts, de journaux), cela ne dure jamais plus de quelques mois. Ils abandonnent par lassitude, pour obtenir une meilleure rémunération ailleurs, fatigués d'être souvent sous-payés (voire non payés). La plupart peuvent toujours recourir au vol.

Une activité des centres-villes : la mendicité

La mendicité est très développée à Antananarivo. Les enfants et les femmes s'accrochent aux pas des passants de l'avenue de l'Indépendance, les yeux implorants et la voix gémissante, sur plusieurs dizaines de mètres, mettant à rude épreuve la patience de leurs « cibles ». Quelques-uns s'imposent aux feux rouges et quémandent auprès des automobilistes. À Yaoundé, les enfants mendient peu. Ils le font de manière occasionnelle et en parlent peu. À Antananarivo, au contraire, les plus petits mendient de manière très visible, avec parfois un nourrisson accroché dans leur dos (en général, leur petit frère ou sœur). La rumeur accuse régulièrement les parents d'envoyer leurs enfants mendier. Elle leur reproche de louer leur bébé à des mendiants pour éveiller la compassion (ou

simplement la pitié). Nous avons trop peu travaillé avec les familles de la rue pour infirmer avec force de telles affirmations. Néanmoins, rien ne permet de prêter de telles intentions aux parents, en dépit de la participation indéniable et essentielle des enfants aux revenus familiaux. Ce qui ne fait aucun doute, c'est la fréquence avec laquelle mendient les enfants *en famille*, au contraire des enfants *isolés* qui, s'ils y ont recours, pratiquent la mendicité de manière plus épisodique. Quoiqu'il en soit, le sentiment de honte est très vif

7

Une distinction entre classes d'âge s'impose. Seuls les plus petits peuvent mendier. Lorsqu'ils grandissent, les enfants se font admonester et insulter par les passants.

Les étrangers paraissent plus réceptifs que les habitants. Les *Karana* (la communauté indo-pakistanaise) font toujours l'aumône le vendredi, le jour de la prière des musulmans. Leur démarche a quelque chose d'automatique. Les *Vazaha* (les Blancs) agissent de manière plus spontanée bien qu'épisodique (la majorité des donneurs sont de simples touristes de passage). Décontenancés face aux demandes, ils constituent une cible idéale. Et le terme de « cible » n'est pas innocent, la naïveté et la méconnaissance des touristes permettant à quelques enfants de leur vider les poches.

Joseph, Antananarivo,

« On vole en utilisant un chapeau. On cache l'objet à voler avec le chapeau [qu'on tend pour mendier]. On ouvre le sac-banane. Toi, tu n'en es pas conscient, alors que ton sac est déjà ouvert. Tu ne fais que regarder le chapeau, alors qu'en dessous, c'est déjà ouvert. On te prend ton portefeuille et c'est après que tu te rends compte de ce qui est perdu ou pas. »

Une activité adaptable à toutes sortes d'espaces : le vol

Le vol constitue une activité complémentaire ou principale, allant du petit larcin au braquage (spécialement à Yaoundé pour ce dernier cas). Il existe une série de techniques que les enfants évoquent avec fierté et qui ne diffèrent pas d'une ville à l'autre. Les enfants se spécialisent dans le *two fingers* (ou *picktout*) à Yaoundé, appelée *mikutu* à Antananarivo. Ils volent en maintenant deux doigts serrés l'un contre l'autre, glissés ensuite subrepticement dans la poche d'un passant pour y attraper de l'argent ou des papiers d'identité.

Justin, Antananarivo,

« Quelquefois, on gagne beaucoup et quelquefois, on gagne moins quand on vole. On gagne 100 000 FMG, on gagne 25 000 FMG. On se contente des jeux de mains. Seulement la main. On choisit les gens. Seulement ceux qui sont riches. Ceux qui ont de l'argent. On leur tapote leur poche et quand il n'y en a pas, alors il n'y en a pas. Maintenant je ne fais plus une telle chose. Maintenant, je fais le porteur à Anosibe. »

Roland, 16 ans, neuf ans de rue, Andravoahangy, Antananarivo,

« Je suis un gars de Jamaïque [Andravoahangy]. Le jour, nous cherchons de l'argent. Quand le soir arrive, on fait le plus-plus [mise en commun] pour acheter du chanvre et nous regardons des vidéos. (...) Puis nous dormons là où nous dormons toujours. Nous dormons dans la rue. La vie pour nous, c'est voler et être des pickpockets. Tous les jours, nous sommes défoncés. C'est là notre vie de tous les jours avec nos mauvais amis, les putes, même les chefs des bandits. »

Landry, 26 ans, treize ans de rue, Campero, Yaoundé,

« Tu es là, tu fais comme si tu prenais le train alors que tu es là pour soutirer. (...) Y'avait des moments, on filait des personnes jusqu'à Obala. Tu descends. Tu attends le prochain train ou tu prends la voiture... Le contrôleur du train ? (rires) Tu as peut-être 300 francs, il te laisse. Les policiers, c'est un peu confus. Mais dans le train, y'a pas trop de policiers. Y'a des contrôleurs qui tapent. Mais la plupart... s'ils te voient soutirer, faut seulement venir leur donner leur part. »

Les enfants de la rue concentrent leur activité les vendredis et les samedis lorsque les gens se rendent dans les marchés pour le ravitaillement du week-end et sortent le soir. Pendant l'année, lors de la rentrée scolaire et de la fête de Noël, le centre-ville et les marchés connaissent un pic de fréquentation. Les enfants se faufilent, demandent, aident et « soutirent ».

L'impression de dilution des activités dans le temps et dans l'espace domine. Un enfant peut « travailler » dans deux ou trois lieux différents ou exercer plusieurs activités en un même endroit. Selon le jour ou la période, sa présence sera plus ou moins marquée dans l'un d'entre eux. Toute opportunité qui s'offre à lui est bonne à prendre mais aussi à laisser. L'analyse des revenus reflète cette manière de vivre.

Des revenus irréguliers

Les revenus sont extrêmement variables. À Antananarivo, le gain moyen journalier des enfants atteint presque 5 000 FMG. En théorie,

ils gagneraient environ 150 000 FMG par mois. Or, dans la capitale, 43 % des actifs occupés perçoivent moins de 139 000 FMG mensuels (MADIO, novembre 1999). Autrement dit, les enfants obtiendraient plus qu'un grand nombre de travailleurs de la capitale, ces chiffres ne prenant même pas en compte les chômeurs.

Les enfants paraissent aussi favorisés par rapport au reste de la population des sans-abri d'Antananarivo. Les gains quotidiens des premiers varient de 500 à 1 200 FMG en moyenne en 1994. « 93 % de la population étudiée font état d'un revenu moyen de 2 000 FMG à 4 000 FMG environ par personne et par semaine » (L. Wing Kong, J. Tronchon, 1994, p. 4 et 24). Les enfants gagnent donc plus (ils sont plus mobiles pour saisir une chance d'avoir de l'argent). Ils dépensent moins : ils sont isolés et n'ont pas une famille à leur charge.

À Yaoundé, les revenus des enfants varient de 500 F CFA à 2 000 F CFA par jour. En moyenne et par tête, le revenu d'activité des ménages par unité de consommation est de 32 000 F CFA par mois pour un ménage dont le chef travaille dans le secteur public, 12 000 F CFA pour un ménage dont le chef travaille dans le secteur privé informel et 5 000 F CFA pour un ménage « chômeur » (DIAL-DSCN, 1993). À nouveau, les difficultés financières paraissent minimales. Le rapport du centre social de la Gare-Voyageurs de 2003 indiquait que « 349 jeunes ont un compte au centre, pour une épargne dont le montant global au mois de novembre dépassait deux millions [de F CFA] ».

Mais les résultats de ces enquêtes doivent être fortement nuancés. Nous indiquons ici des moyennes qui ne prennent pas la mesure des écarts de revenus d'un enfant à un autre. À Antananarivo, les plus petits, surtout *en famille*, gagnent souvent très peu (500 à 1 000 FMG, éventuellement, en ramassant quelques légumes dans les marchés pour les revendre) alors que pour les plus grands, les sommes peuvent atteindre 25 000 FMG ou plus (lorsqu'ils volent). À Yaoundé, les plus jeunes ne touchent que 100 à 500 F CFA. Les plus grands ont parfois une poignée de billets de 10 000 F CFA dans leur main. Les sommes indiquées par les enfants sont souvent sur-évaluées ou sous-évaluées, selon qu'ils souhaitent se mettre en valeur ou, au contraire, faire pitié. En outre, nous n'avons retenu que le gain journalier maximal

. Enfin, nous l'avons dit, les activités sont pratiquées de manière irrégulière. Le dimanche est un mauvais jour pour tous en raison de la quasi-fermeture des marchés et du ralentissement général du trafic. À la Gare-Voyageurs, toute l'activité s'arrête brusquement si un train déraile, ce qui reste encore fréquent.

Dominique, 16 ans, cinq ans de rue (porte aux marchés d'Andravoahangy et d'Analakely et trie des bouteilles usées à Analakely, Antananarivo),

« Quand je gagne beaucoup, je gagne 10 000 FMG, mais quand il n'y a rien à gagner, on n'obtient même pas 3 000. On gagne plus d'argent le mercredi et le vendredi [jours des marchés respectifs d'Andravoahangy et d'Analakely]. [A Andravoahangy], les gens pensent que nous sommes des voleurs et ça ne va pas. Ça ne va plus pour nous. Ils savent déjà qu'il y a des petits garçons qui sont des pickpockets et qui volent. Alors les gens ne nous confient plus leurs marchandises à porter. (...) Lorsqu'il n'y a pas d'argent, il n'y a rien à faire et on dort. Après, on a faim. Et on tombe malade. »

Par ailleurs, les enfants n'adoptent aucune vision de long terme et économisent très peu. Certains ont recours à diverses petites cachettes à Antananarivo ou confient de l'argent aux ONG à Yaoundé pour tenter d'économiser

9

. Mais la plupart dépensent tout dans l'instant. Il devient donc inutile de chercher à appréhender puis d'analyser leurs gains sur une semaine ou sur un mois.

Ce comportement tient à deux raisons principales. Le gain d'une journée peut être intégralement absorbé par des dépenses inévitables. Mais les enfants ont surtout peur de se faire voler leur argent, la nuit en particulier. Leurs poches sont régulièrement fouillées pendant leur sommeil. Les enfants de Petite-Vitesse, comme Andry, se plaignaient sans cesse de cet état de fait, au point qu'ils ont été un petit groupe à finalement partir dormir près de l'Hôtel Mellis. La situation est bien plus extrême à Yaoundé.

Andry, 12 ans, Analakely, Antananarivo

10

,

« Oui, il y en a ceux dont j'ai peur... Les pickpockets. Ils nous fouillent nos poches pendant que nous dormons. Nous les connaissons car ce sont des gens qui passent ici tous les jours. Ils passent par ici, et nous les voyons le soir, ils vont et viennent près de nous. »

Sylvain, Yaoundé,

« Ce qui me menace dans la rue, c'est que si tu as ton argent, si tu ne cherches pas une place pour le garder, on le prend. Tu fais la force ? On te blesse. Y'a des grands mboko qui font ça. Ils blessent avec une bouteille cassée, la nuit. Ils ne sont pas saouls. Même 100 francs, ils vont prendre. »

Mais que font donc les enfants de cet argent ?

La vie au jour le jour

Les dépenses alimentaires ponctionnent une large part du budget. Beaucoup d'enfants mangent souvent trois fois par jour. Les plus grands, souvent les plus « aisés », ne se privent de rien, beignets ou cigarettes. Quant aux plus petits, ils peinent à se nourrir. Ce qu'ils gagnent en une journée est insuffisant. Les voleurs ont tendance à connaître des hauts et des bas extrêmement chaotiques. Les enfants de la rue, à Antananarivo comme à Yaoundé, ne meurent pourtant pas de faim. En 2003, dans la capitale malgache, un plat de riz servi debout dans la rue coûte 500 FMG. Un plat plus conséquent avec un accompagnement varie entre 1 500 et 2 000 FMG, toujours consommé debout dans une gargote ou à un coin de rue. À Yaoundé, on peut trouver des plats de riz ou de morceaux de poissons accompagnés de manioc entre 250 et 500 F CFA.

Lorsqu'ils sont malades, les enfants de la rue malgaches sont bien mieux lotis que leurs homologues camerounais. Beaucoup bénéficient des soins offerts par différentes ONG implantées à Antananarivo, spécialement Médecins sans frontière qui a effectué des tournées de nuit et orienté bien des enfants vers des centres de santé jusqu'en 2005. Un seul parmi les enfants interviewés a déclaré avoir recours à l'automédication en achetant des comprimés vendus à l'unité dans la rue. Dans le contexte sanitaire général d'Antananarivo (MADIO, 1997), les enfants apparaissent donc relativement bien pris en charge. La situation à Yaoundé est tout autre. Le réseau des ONG est nettement moins étoffé et ne peut parvenir à répondre à toutes les demandes. Le centre d'écoute de la gare ne soigne que les petites blessures qui sont, soulignons-le, légion. Les cas graves sont orientés vers l'hôpital. Les enfants ont donc pris la dangereuse habitude d'acheter des comprimés au détail dans la rue. Cette pratique est évidemment risquée (faux comprimés, médicaments périmés, mauvaise posologie) et ne suffit pas toujours à les soigner convenablement. Au cours de nos années de thèse, à Yaoundé, des enfants sont ainsi morts parce

que mal ou pas soignés.

Le reste de l'argent se volatilise en dépenses somptuaires. Les enfants camerounais aiment s'acheter de beaux vêtements (jeans, chaussures de sport telles les « Nike » et les « Adidas ») et se faire photographier. Si les enfants d'Antananarivo se montrent un peu moins coquets, tous aiment, d'une ville à l'autre, passer des heures devant les jeux vidéos (à Yaoundé surtout) et les films (de combat avec Stallone et Bruce Lee ou films à caractère pornographique).

Seuls les enfants d'Antananarivo gardent un contact avec certains membres de leur famille (souvent avec leur mère) et expliquent donner un peu d'argent lorsqu'ils vont leur rendre visite. Dans le cas spécifique des enfants *en famille*, les gains sont entièrement reversés à la famille. Les petites filles aident en général leur mère à laver du linge. Elles n'ont pas leur propre clientèle. Les garçons semblent quitter le groupe le jour où ils réclament plus d'indépendance, sans que le lien soit forcément coupé. Les enfants de Yaoundé sont libérés de ces contraintes, détachés de toute obligation familiale, mais plus seuls aussi.

Dans la lignée de cet éclatement des activités en une série de lieux, le temps et la durée disparaissent de l'esprit des enfants.

L'espace public comme scène ?

Comment accomplir les gestes les plus personnels du quotidien dans des espaces publics ? Aucun acte du ressort de l'intime n'échappe à la publicité intrinsèque de ces espaces. Aucun enfant ne peut défendre en permanence un espace délimité réservé à son sommeil, sa toilette, ses relations sexuelles. Aucun secteur ne peut se prévaloir d'opposer collectivement aux passants une relative opacité.

Sans la protection de barrières physiques, les enfants sont contraints de dévoiler leur intimité aux yeux des passants, défendant difficilement leur propre corps contre la violence des forces de l'ordre et de leurs pairs. Leur corps n'est pas seulement dans la rue. Il participe à l'existence de la rue. D'une rafle à une autre, il représente un point d'ancrage et de repère essentiel. Le corps reflète la rue, il la produit aussi. Il devient un espace en soi, un espace de repli (H. J.

L'intimité en public

Bikutsi et salegry

11

les enfants prisonniers de l'ambiance urbaine

Les rythmes des enfants sont en décalage avec ceux des habitants d'Antananarivo et de Yaoundé. Si les horaires de lever sont globalement les mêmes, les enfants de la rue se couchent bien plus tard que la moyenne des Tananariviens et des habitants de Yaoundé : vers minuit ou une heure dans la capitale malgache qui sombre dans le sommeil dès 21 heures, vers 2 ou 3 heures du matin à Yaoundé, encore festive quelques années auparavant. Parfois, les enfants veillent toute la nuit.

Nous l'avons évoqué, de nombreuses activités apparaissent avec la tombée de la nuit. Les gens, sortis boire et s'amuser, sombrent rapidement dans l'ivresse : ils font l'aumône plus facilement ou deviennent des proies faciles à voler. Les prostituées sortent dans les rues pour travailler et permettent aux petits de Yaoundé de jouer les rabatteurs. Tout simplement, les enfants aussi prennent part à la fête. Les grands partent danser ; les plus jeunes regardent. Ils mendient quelques brochettes sur les étals proches de l'Indra ou sur l'avenue de l'Indépendance à Antananarivo. Ils « ramassent » tout ce qui traîne à Yaoundé, depuis les assiettes jusqu'aux bouteilles de bière vides consignées. On prend tout ce qu'il y a à prendre en même temps que l'on s'amuse. Les enfants de la Gare-Voyageurs partent dans le quartier de Mvog Ada. Ceux du Centre commercial et d'Etoudi ont à peine à se déplacer d'une boîte de nuit à une autre (Katyos, Oxygène au centre-ville, Paris dancing, le Xenon à Etoudi).

Mathieu, 38 ans, vingt-deux ans de rue, Gare Voyageurs, Yaoundé,

« Je ne dormais pas forcément à la gare. On pouvait faire la moitié de Yaoundé. En une soirée, on tourne seulement comme ça. Moi, quand je marchais dehors dans la nuit, ce n'était pas pour voler. On partait partout. On s'amusait comme ça. On va au stade Omnisport. Partant de là, l'autre ambiance va encore nous emporter, on ne fait que continuer comme ça. »

Landry, Yaoundé,

« Le plus souvent, tu dors plus en journée que dans la nuit. Dans la nuit, tu préfères te balader. Tu pars en ville. Celui qui est un peu distrait, tu peux piquer son porte-monnaie. Tu es déjà un peu grand, on peut te laisser entrer dans les boîtes de nuit, les bars dancing. »

Serge, Yaoundé

« J'ai un cousin : je dors souvent chez lui, mais comme il est avec sa femme, et que c'est dans une chambre, je ne peux pas les déranger. Je sors comme ça. Je veille toute la nuit. Parfois, dans la journée, je rentre là-bas me reposer. Je me lave. Dans la soirée, je rentre. Moi, j'aimerais trouver ma chambre après avoir trouvé un travail. Je ne dors pas. Je veille toute la nuit. Je suis là, il y a des amis, on veille jusqu'au matin. Je suis toujours au Carrefour [d'Etoudi]. Il y a des boîtes de nuit. On peut rester à l'intérieur. On danse, on fait tout. On est là, on tourne toute la nuit. Le matin, chacun se cherche. »

Il est plus facile de se laisser porter par l'ambiance, de déambuler guidé par la musique des bars et des boîtes et de perdre son temps devant les cinémas et les cafés que d'essayer de dormir. Les enfants marchent pour s'étourdir, pour fuir les raffles des forces de l'ordre et les coups des grands. Ils marchent aussi contre le froid et la pluie. À Antananarivo, ville d'altitude, le climat n'est guère clément. L'hiver (de juin à août) les laisse glacés, à s'entasser les uns sur les autres à la recherche d'un peu de chaleur. L'été (dès novembre et jusqu'en mars) les voit grelotter sous des trombes d'eau. À Yaoundé, les deux saisons des pluies, l'une courte et l'autre longue, ne les épargnent pas non plus, abandonnant dans leur sillage humide, des nuées d'anophèles.

Antra, Antananarivo (texte des ateliers d'écriture),

« Autrefois, mon monde, c'était Behoririka. C'est là que je vivais. J'ai dormi dans tous les coins de ce quartier. Pour survivre, je ramassais les gobelets puis je les vendais pour acheter des choses à manger, pour regarder le film vidéo. Quelquefois, les bandits venaient m'arracher mon argent. Le plus souvent, c'était au marché que je dormais, sans lamba [morceau de tissu] bien sûr... alors qu'à Tana, il fait toujours froid. J'ai finalement décidé de partir au Zamaika [une halle abritant des gargotes]. C'était en 1997. Toutes ces années, j'étais toujours dans la rue, toujours sans lamba. De 1997 à 2000, j'étais donc au Zamaika. (...) Toujours pas de lamba... mais le coin était suffisamment chaud. Je dormais mieux qu'avant, dans une automobile. Le problème, c'était la saison des pluies. C'est ce qui m'a obligé à me déplacer sous un tunnel. Là, les moustiques étaient insupportables. Mais j'y restais parce que je n'avais pas le choix. Jusqu'à ce que la saison des pluies passe. Et sans parler du froid qui pique. Je dormais sur un carton. Je me couvrais d'un sachet. Je n'ai jamais autant souffert qu'à ce moment-là. »

Entre la joie, l'excitation, l'argent et le froid, la peur et les blessures, la nuit résume tout le paradoxe dont est porteur l'espace de la rue.

Au fil des textes, nous percevons déjà la relation violente qui lie les petits aux grands, à Yaoundé en particulier. Aucun abri ne constitue un refuge sûr pour les enfants. De jour comme de nuit, ils sont exposés. À la lumière du jour, dans l'agitation de la foule, ils cherchent en urgence de l'argent. La nuit, ils se terrent, attendent et pleurent sur leurs souvenirs. Ou ils se glissent, oublient et se montrent dans ces avenues soudain désertes, dans ces rues où musique, sexe et alcool changent le visage de la ville. Ils prennent le droit éphémère d'y vivre et d'y survivre, de s'y promener en haillons ou vêtus de leur plus bel habit pour se laisser éblouir un instant par les villes-capitales. Mais un instant seulement. La morsure du froid et les brûlures des morceaux de plastique enflammés ne peuvent que les ramener au temps présent.

Yves, Yaoundé (texte des ateliers d'écriture),

« Pendant le jour, je reste à la Gare-Voyageurs de Yaoundé. Je porte les bagages des clients de la gare et on me donne un peu d'argent. Quand le train entre, nous nous bousculons pour chercher des clients. Les jours où il y a des clients et que je travaille, les bagages me salissent et je suis sale.

Pendant le jour, je suis "un débrouillard". Il y a des clients dont je porte les bagages et qui ne me donnent pas d'argent. Le jour où je ne travaille pas, je suis malheureux parce que je n'ai pas d'argent pour manger.

Pendant le jour, nous nous disputons entre nous, les enfants de la gare de Yaoundé. Il y a des jours, on nous chasse du magasin[l'entrepôt]. Il y a aussi des jours, les policiers nous amènent au poste de police quand l'un de nous a volé.

Pendant la nuit, je pars souvent au vidéo club. Je regarde la télé avec mes amis. Je sors du vidéo club. Je pars au bar, je danse, je bois et je cherche une fille pour danser avec elle. Quand j'ai de l'argent, je paye sa boisson et je paye la mienne. La nuit où je n'ai pas l'argent, je ne veux pas que mes amis s'approchent de moi. La nuit où je n'ai pas l'argent, j'ai honte de marcher avec mes amis.

Et pendant la nuit, quand je me couche, je pense trop. Pendant la nuit, je pense et je me pose la question : comment est ma vie ? Comment sera mon avenir ? Comment a été la journée ? Comment faire des économies ? Et je me pose des multitudes de questions.

Pendant la nuit, je me fais le plus petit. Je suis comme un orphelin sorti dans la nuit ».

Ibrahim, 11 ans, deux ans de rue, Etoudi, Yaoundé (texte des ateliers d'écriture),

« Le jour

Je demande l'argent. Je mange aussi. Je lave les assiettes. Je pars à l'Abattoir et je garde.

Le jour, on m'insulte sale.

*La nuit
Je lave le bar. Je balaie la gare.
La nuit, je dors à l'aise.
La nuit, je dors dans l'ambiance.
Je déteste la nuit parce que les moustiques me piquent. »*

Florent, 14 ans, un an de rue, Etoudi, Yaoundé (texte des ateliers d'écriture),

*« Le jour
Le grand matin à 6 heures, je me lève.
Je ramasse les bouteilles que je vais vendre pour avoir de l'argent.
Puis, je vais travailler chez une femme. Je lave la vaisselle, puis le sol. Je puise de l'eau.
Après, je pars jouer au ballon avec mes amis. Je pars me laver.
Je pars perdre le temps aux jeux vidéos.
Le jour, je suis heureux.
La nuit
La nuit, les grands nanga [nanga boko] viennent bobler [fouiller] les gens dans le car.
Si on n'a pas l'argent, quand on dort, ils viennent nous brûler avec le feu. Ou ils versent sur nous l'huile de voiture.
Ils donnent de mauvaises idées aux petits nanga : fumer le chanvre ou aller voler les choses des gens au quartier.
J'aime pas la nuit parce que je suis maltraité par les grands mboko. »*

Dominique, Antananarivo (texte des ateliers d'écriture),

*« Le jour
C'est le bonheur de chercher de l'argent et je fais les va-et-vient pour trouver des amis. On fume ensemble et on vole quand on n'a pas d'argent.
La nuit
C'est encore plus de bonheur pour nous parce qu'on est devenus amis et on s'éclate ensemble. On appelle pour s'amuser, s'échapper. On crie, on dit des gros mots. »*

Les pôles du sommeil

L'existence de secteurs est en partie liée à la présence quasi permanente d'enfants en un espace donné. La nuit venue, celle-ci est beaucoup plus visible.

À Yaoundé, au crépuscule, alors que les commerçants et les clients désertent le marché du Mfoundi, les enfants restent. Ils s'installent dans les hangars du marché. Hangar 11. Hangar 7... Le hangar 11 est le plus cité tant dans les rapports des ONG que par les enfants. Il est le plus propre et est éclairé en permanence. Quelques grands sont devenus les gardiens du hangar 7. Ils veillent sur les marchandises

entreposées. Mais ils ne sont que deux ou trois peut-être, tandis qu'un attroupement nocturne caractérise le « 11 ». De même, au marché de Mokolo, le hangar 5 semble être le pendant du « 11 » du Mfoundi. Les enfants s'abritent derrière de hauts coffres de fer où les commerçants rangent leurs produits. Insaisissables coins de l'intimité.

L'éclairage est extrêmement important dans le choix des lieux de sommeil. Il rassure en dépit de l'éblouissement qu'il induit. À Andravoahangy, au Soloprix, nous l'avons évoqué, les néons de ce grand magasin permettent à toutes les familles *de rue* comme aux enfants *isolés* de se sentir en confiance. Les pickpockets réfléchiront avant d'oser agresser ou fouiller les poches des uns et des autres à découvert.

Les enfants se montrent très inventifs pour se glisser dans tous les coins, un peu chauds, un peu fermés, un peu propices au sommeil. À Etoudi, dans la gare routière officielle, les véhicules stationnés représentent un bon refuge et un pôle majeur de la géographie du sommeil des enfants. Ceux-ci s'entendent avec certains chauffeurs et les gardiens des cars et de la gare. Nous n'avons pas de détails sur la manière dont se déroulent les négociations et si l'accord reste subordonné au versement d'une petite somme d'argent. Il n'existe pas de règle en la matière. Les enfants n'hésiteront pas à laisser quelques pièces de 100 francs aux gardiens ou aux chauffeurs dès lors qu'ils disposent d'un peu de monnaie. À Antananarivo, des enfants de l'avenue de l'Indépendance parviennent à s'abriter gratuitement dans les véhicules d'un parking la nuit. La seule condition est d'être propre.

Cependant, aucun abri ne constitue une garantie contre les menaces habituelles, celles des plus âgés et des plus aguerris. Si la gare d'Etoudi reste un lieu relativement accessible, parmi les plus fréquentés et les plus reconnaissables pour les enfants nouvellement arrivés, elle est un lieu que l'on cherche progressivement à fuir. L'appropriation du secteur reste souple du fait de l'insécurité inhérente à ce dernier. À la moindre possibilité de changement, les enfants partent. Au fur et à mesure des rencontres et des solidarités qui se font et se tissent, ils trouvent de nouveaux refuges dans le même quartier : les salles vidéo d'Etoudi par exemple, quand bien

même leur accès est payant.

Calafatas constitue également un pôle nocturne majeur avec ses *calacutas*. La « Cité » s'anime particulièrement le soir et la nuit. C'est là que les uns et les autres reviennent de leurs quêtes pécuniaires. Ils se rassemblent pour fumer, se nourrir et dormir le plus au chaud et à l'abri possible. Mais vivre à Calafatas n'implique guère l'immobilité. De petits interstices urbains sont squattés : auvents de vérandas, voitures abandonnées.

A *contrario*, à Campero, secteur moins matérialisé et à la géographie mouvante, l'occupation diluée de l'espace n'empêche guère les enfants, la nuit venue, de se rassembler pour dormir. La véranda des magasins Nziko leur sert de refuge. Ils se serrent les uns contre les autres sur leurs cartons pour dormir. Certains préfèrent se glisser juste en face, sur le parking des voitures d'occasion, avec l'accord, payant, du gardien.

Dans les faits, il existe toute une série de coins impossibles à localiser de manière exhaustive au-delà des pôles permanents (des cœurs des secteurs). Dans un mouvement de balance entre le sommeil et l'ambiance, l'instabilité chronique de la nuit se retrouve jusque dans les espaces dédiés au sommeil. Ceux-ci se résument parfois à un carton glissé dans un espace libre. Aucune règle ne vient assigner les enfants à résidence dans un espace fixe. Rien ne les abrite.

La définition des espaces privés et publics varie d'un continent à l'autre. L'intimité ne revêt pas la même valeur en Afrique. Les obligations communautaires vont à l'encontre de la notion d'intimité ou de *privacy* telle qu'elle a pu être définie dans nos sociétés occidentales. Nombreuses sont les activités se déroulant dans des cours communes ou à même les routes des espaces résidentiels. Ainsi, entre des espaces privés parfois dévolus à plusieurs personnes et l'espace public, comme espace neutre et ouvert, non appropriable dans le long terme, existent des espaces intermédiaires dévolus à une communauté restreinte d'individus dont la publicité des actes est un fait acquis. Outre les activités faites au su et au vu des voisins dans les cours, les débordements sur la rue dans les quartiers sont nombreux. Il peut s'agir d'occupations très peu matérialisées ou à l'inverse, dont l'existence est concrétisée par l'édification de petites boutiques ou d'abris. Les occupations sont permanentes, régulières (ventes de

vivres) ou éphémères (cérémonies de deuil).

Si l'ensemble de ces activités contribue à faire de ces rues des espaces semi-publics (ou semi-privés) et à y développer une sociabilité forte, cette dernière est moins nette dans les rues du centre-ville. L'anonymat y est de mise et l'échange marchand n'est pas toujours créateur de lien social.

En outre, il existe des lieux dévolus à la famille aussi élargie soit-elle à l'intérieur des habitations, des espaces cachés pour la toilette, des espaces aménagés pour le sommeil... des espaces où chacun se met en recul des relations sociales, quelle que puisse être la multifonctionnalité des pièces au fil d'une même journée. Si ces espaces subissent l'entassement, ils ne permettent pas moins une dialectique dedans-dehors, préservant un tant soit peu la vie de chaque personne, son corps et son être, loin de l'image publique.

Ces espaces-là sont inexistants dans les secteurs des enfants. Il n'y a pas un bâti solide où s'abriter, où se cacher. Dormir dans la rue, c'est dormir dehors sans protection.

Pierre, 15 ans, huit ans de rue, Calafatas, Yaoundé,

« Je suis allé au Mfoundi. J'ai commencé à me débrouiller en faisant le porteur. Je dormais dans le hangar 11 parce qu'il était le plus propre. Le seul où il y avait la lumière. Le seul où on vendait à manger. Le seul où il y avait un bon endroit où se coucher. Un peu chaud, un peu froid. J'apporte mes propres cartons. J'entre dans une caisse. J'installe mes cartons et je dors. »

Joseph, Antananarivo,

« Je dors au Decorama. C'est une gargote, l'hotely Ramasy. Moi seul. Il n'y a pas d'autres enfants, c'est le gardien qui dort près de moi, c'est le gardien du Decorama. C'est toujours moi seul. J'ai pas peur, il y a de la lumière. Moi, je voudrais pas dormir avec les autres car parmi nous, il y a ceux qui volent... »

Valentin, Yaoundé,

« Dans la nuit, tu ouvres le coffre du car. Tu dors. Celui qui est mauvais va venir te dire de sortir. Celui qui n'est pas mauvais va venir te dire de dormir. Y'a d'autres qui dorment sur les bancs. Ça dépend. (...) Je dors dans la salle vidéo depuis deux mois. Ce qui m'a fait dormir, ce sont les policiers qui viennent à la gare dans la nuit. Ils nous prennent. Ils nous tapent, tout ça... Y'a aussi d'autres grands là-bas qui nous menacent. Peut-être tu gagnes de l'argent ; quand tu dors, dans la nuit, ils viennent arracher. C'est ce qui m'a fait fuir. »

Antra, Antananarivo,

« On dormait à l'intérieur d'une camionnette qui appartenait à un Karana. C'était un grossiste. C'étaient les deux gardiens qui nous avaient permis d'y

dormir. À 6 heures, ils nous réveillaient et disaient : “Partez maintenant !” Le Karana n’était pas au courant. On ne payait pas les gardiens. »

Antoine, Yaoundé,

« Le soir, je me promène un peu, un peu. Comme les policiers me dérangent trop, je m’en vais chercher une place où on ne peut pas venir me déranger. Là, à Campero. Y’a un grand qui garde des voitures. Je dors entre les voitures. Les voitures à vendre. Si tu dors sur la véranda, les policiers te voient et ils t’arrêtent. Le gardien me connaît puisque chaque fois, il me demande 200. Je donne. Si j’ai 500, je donne. »

L’espace du corps

Les enfants inventent des « techniques du corps » (M. Mauss, 1983) pour vivre et survivre : ils volent les passants, se bagarrent entre eux, se défendent et se droguent. Ils mettent en scène leurs tatouages et leurs cicatrices ou se fondent dans la foule en portant des vêtements de marque à l’image des autres jeunes, élèves et étudiants de la ville. Ils investissent leurs corps symboliquement au même titre que leurs secteurs. Leurs discours expriment « les épreuves corporelles » (I. Joseph, 2000, p. 50) autant qu’un savoir-faire spécifique à la rue. Il semble donc que le corps devient un médiateur pour appréhender les pratiques et les représentations propres à cet univers.

Se laver : des rivières aux ONG

Pour se laver, la « débrouille » consistait à le faire moins (dans le cas du recours aux bornes-fontaines payantes à Yaoundé) ou dans des eaux très sales (caniveaux et rivières dans les deux villes). La construction de centres d’écoute de jour équipés de douches a permis aux enfants d’être plus propres.

À Yaoundé, la construction de deux centres sociaux (Edimar, celui de la Gare-Voyageurs et celui de la Croix Rouge dans le quartier du Centre administratif) a considérablement modifié les habitudes des enfants, notamment dans les secteurs de la gare et du Mfoundi. Ainsi, le centre Edimar donne un savon pour se laver et faire la lessive. La question de la toilette ne se pose de manière aiguë que les week-ends, quand le centre est fermé. Les anciennes pratiques resurgissent. Malgré tout, à Yaoundé et à Antananarivo, quelques-uns continuent de ne pas se laver et refusent d’abandonner leurs vieux tee-shirts et leurs pantalons usés.

Auparavant, les enfants du marché du Mfoundi et ceux de la gare ferroviaire voisine avaient recours à l'eau de la rivière Mfoundi (au mieux, les toilettes publiques de la gare leur coûtent 50 F CFA). Les hautes herbes du lit du cours d'eau cachaient les enfants du reste de la gare et du marché. Les plus jeunes, habitués au centre, ne supportent pas de s'y laver, le Mfoundi se révélant être une véritable poubelle urbaine liquéfiée.

De même, à Antananarivo quelques enfants se lavaient dans le canal d'Andriantany en pleine ville, le long du petit bidonville de la Reunion Kely (Lalamby) aujourd'hui détruit. Certains quittaient la ville pour se baigner dans la commune limitrophe de Tanjombato où l'eau est un peu plus claire (mais plus loin !). Antra par exemple n'a délaissé ces eaux sales que lorsqu'il a connu et fréquenté les nombreuses ONG de la ville qui lui offraient la possibilité de se laver.

Laurent, Yaoundé,

« Je me lave ici [au centre de la gare]. Si on ferme le foyer, je reste comme ça. L'eau qui est là-bas, ça me gratte. L'eau du Mfoundi, ça me gratte partout. »

Antra, Antananarivo,

« C'est dans le canal de Lalamby qu'on se lavait. Les grands m'ont déjà attrapé et m'ont mis sous l'eau, alors que moi, je ne savais pas encore nager. Ils m'ont donné des coups. Aujourd'hui, malgré moi, je sais nager. J'ai cru mourir en ce temps-là. (...) Après, je suis allé [me laver] à Tanjombato. On allait chaque vendredi C'est après que je suis devenu conscient. Durant cinq années au marché, on a grandi et on est devenu conscient, on a pris connaissance des choses. On est allé dans des endroits propres. »

À Calafatas, en dépit du centre de la Croix Rouge voisin, les enfants improvisent encore une « salle de bains » en se cachant derrière une plaque de tôle et en utilisant un seau d'eau ramassé on ne sait où. Les mauvaises herbes en bordure du terrain vague dégagent des odeurs nauséabondes indiquant qu'ils ne parcourent pas de grandes distances pour se soulager.

À Etoudi, trop éloigné de ces centres, il existe toujours un lieu quasi unique pour se laver : la source qui coule au bas de la Présidence et qui revient dans tous les entretiens. Certains se lavent chez des amis du quartier.

Notons qu'à Antananarivo, les filles *en famille* attendent que le soleil se couche pour procéder à une toilette sommaire à l'abri des regards

indiscrets. Plus que les garçons, elles souffrent de cette absence d'intimité.

Aimer dans la rue ? L'amour et le sexe

Il est difficile pour une fille de vivre dans la rue : au fur et à mesure qu'elle y grandit, les sollicitations à son égard se multiplient. À Yaoundé, en dépit de l'absence de filles, les enfants ont très tôt des relations sexuelles. Les boîtes de préservatifs jonchent les rues adjacentes à Calafatas. À la nuit tombée, le long de l'avenue de la CNPS, à quelques mètres de *La Terrasse*, au restaurant *Le Manège*, les bordelles, les canées

12

sortent. Louer une chambre n'est pas une priorité, et beaucoup de passes se dérouleront à même le sol, dans un buisson et sur un carton. Les lieux de prostitution recoupent ceux des enfants (l'Indra et ses makorelles ou Antaninarenina et ses travestis à Antananarivo). De cette proximité naissent des couples entre les enfants les plus âgés et les prostituées.

Les rapports d'argent, de plaisir (parfois violent) et d'amour s'entremêlent.

Lucas, 25 ans, dix-sept ans de rue, Abbia, Yaoundé,

« Les premières filles que les gars de la rue connaissent sont pour la plupart des prostituées. Et après, ils continuent. Elles deviennent leur femme. (...) Les filles, elles gagnent de l'argent. Elles louent une chambre. Et le garçon vient seulement dormir. C'est 1 200 francs un coup, avec 200 pour le gardien [selon d'autres sources, 500 F CFA chez les prostituées les plus âgées, 250 F CFA pendant les opérations spéciales de police imposant le couvre-feu]. Bon, le garçon de la rue, lui souvent, il ne paye pas puisque c'est lui qui les protège. Quelqu'un peut pas venir taper une prostituée devant les gars de la rue. On le tue

13

. Les prostituées, ce sont des collègues mais qui peuvent être mari et femme, pas frère et sœur. »

Quelques enfants rencontrent des filles qui vivent en famille dans des quartiers, dans des maisons. Ils leur cachent leur histoire et vivent des idylles d'adolescents. À Antananarivo, ce type de rencontre est rare mais les enfants peuvent avoir de jolies petites aventures avec les filles de la rue qui ne sont pas toutes des prostituées (surtout quand elles sont encore enfants et n'ont que 12 ou 13 ans) et dont ils sont très fiers.

La question du sida se pose avec beaucoup d'acuité à Yaoundé. La pandémie frappe avec brutalité le Cameroun, en comparaison avec Madagascar où la maladie, certes présente, sévit en moindre proportion. Au Cameroun, on estime que 520 000 adultes de 15 à 49 ans vivent avec le VIH-sida (Onusida, 2004, p. 194). À Madagascar, selon les estimations d'Onusida, 0,3 % des adultes vivent avec le VIH-sida fin 2001 (130 000 des 15-49 ans en 2004, Onusida, 2004, p. 194).

Au centre d'écoute de la gare de Yaoundé, beaucoup d'enfants viennent se faire soigner pour des maladies sexuellement transmissibles. En 2002, aucun n'ignorait l'existence du sida, de grands progrès dans la prévention ayant été réalisés. Si quelques-uns se montraient relativement responsables et conciliants à l'égard du préservatif (dans le discours, sans doute nettement moins lors du passage à l'acte

14

), d'autres rejetaient en bloc toute protection. Néanmoins, au fur et à mesure des années, nous avons noté une inflexion majeure des comportements. En quelques années, Yaoundé est devenu l'un des fers de lance de la lutte contre le sida : de nombreux laboratoires de recherche s'y sont implantés, des programmes humanitaires et de recherche se sont montés et de grandes campagnes d'affichage ont couvert les murs de la capitale. Si les enfants restent circonspects quant à l'origine et au pourquoi d'une maladie arrivée si brutalement et s'ils doutent de la bonne foi et du désintéressement des médecins occidentaux comme des politiciens locaux, ils déclarent de plus en plus se protéger. La méfiance vis-à-vis de ce soudain branle-bas de combat demeure pourtant.

Fred, 22 ans, sept ans de rue, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« Avant, dans les années 1980, on ne parlait pas du sida. C'est maintenant qu'on commence à parler du sida. Avant, on parlait du palu, de la tuberculose et tout... Mais le sida, on devait parler de ça depuis longtemps, pas aujourd'hui ! La question que je me pose souvent, quand on dit que la maladie est apparue, c'était d'abord où ? Ça me dit vraiment rien. Je ne peux pas croire au sida. C'est ma décision... »

Mais au-delà de la reconnaissance ou non de la maladie, la représentation du sida met en lumière la conception du temps dans la rue. Le refus de Lucas (25 ans), cas extrême, illustre parfaitement cette manière de nier l'existence d'un quelconque risque, la vie de la rue conduisant à ne regarder que le jour qui commence sans penser

au lendemain.

« L'enfant de la rue s'en fout. Quand tu lui dis que le sida existe, il te dit : "fous le camp". Si le sida existe, pour moi, c'est le palu qui existe parce que le palu tue plus que le sida. Pour moi le sida, c'est le palu. Parce que le palu peut te faire maigrir en une fraction de seconde et ça te tue en une fraction du tiers. (...)

Moi, j'ai toujours dit que le sida n'existe pas. Je peux mettre le préservatif, de peur d'attraper les maladies sexuelles comme la syphilis, la chaude-pisse. Mais je ne me protège pas contre le sida. Le sida ne tue pas plus que le palu. On ne m'a jamais montré le virus du sida. Qui a vu le sida un jour ? Quand je suis dehors, c'est même difficile de me voir avec une fille. Je suis méfiant, je n'aborde pas n'importe qui. Même si tu fais du n'importe quoi devant moi, je m'en fous. Fais un bon choix dans la vie conjugale...

Il fut un moment qu'on disait que les Prudence [préservatifs vendus au Cameroun] avaient la maladie. Et ça venait d'où ? De l'Europe ! J'ai dit que je ne mets plus de préservatif et je ne mets plus. Avant, je mettais contre la syphilis. Maintenant, je ne mets plus. S'il faut faire l'amour, je ne mets plus. On ne sait pas. On nous parle chaque jour du sida. On n'est pas sûr que le sida vient des préservatifs qu'on nous dit de mettre. (...)

On boit les remèdes. On paye les remèdes. Chaque jour, on sort des remèdes. On sait d'abord que le sida ne sort pas de ces remèdes ? ! Quelle maladie n'a pas de remèdes ? Quelle maladie sur terre n'a pas de remèdes ! On a dit dernièrement que quelqu'un a trouvé le vaccin du sida. Pour que quelqu'un se soigne, on demande combien de millions ? On achète la maladie ou bien on soigne la maladie ? Dernièrement, j'ai vu le ministre de la Santé donner des diplômes aux sidéens. On encourage la maladie ou on veut chasser la maladie ? (...)

Le sida, c'est l'ensemble des maladies traitées, non finies. Quand tu es malade, tu pars à l'hôpital, on te donne le traitement. On te dit, tu dois suivre ce traitement jusqu'à la fin. On te dis six mois, tu fais peut-être deux mois de traitement, tu arrêtes. Il manque quatre mois. Ça t'a seulement calmé. Ça ne t'a pas soigné. Une autre maladie vient, ça te fait encore la même chose. Tu ne finis pas tes traitements. Et c'est ça qui fait maigrir et c'est ça qui amène à la mort. (...)

Je suis parti faire ce test là [de séropositivité], en partant donner mon sang à quelqu'un. On m'a dit : "Va voir là-bas si tu n'as pas le sida". C'est encore là-bas... Jusqu'à présent, je n'ai jamais regardé. Parce que j'ai dit que je sais que je n'ai pas le sida. Que ça reste là-bas. Le sida n'existe pas. Je sais que si tu meurs aujourd'hui, c'est que c'est ton jour. Parce que si ce n'est pas ton jour, la voiture peut te cogner, tu ne meurs pas. Rien ne te fait. Mais quand c'est ton jour que tu dois mourir, que c'était décidé que tu dois mourir, tu meurs. »

La vie sexuelle ne s'arrête pas aux rapports hétérosexuels entre fille et garçon. L'homosexualité, fortement taboue, existe aussi. S'agit-il d'exprimer sa force et sa domination ou de réelles préférences ? Nous reviendrons sur l'aspect initiatique (ou non) de ces relations. À Antananarivo, seuls les anciens de la rue ont évoqué la question sans

vouloir plus s'y étendre. À Yaoundé, il nous fallait poser la question de manière indirecte. Lors d'un entretien collectif avec un groupe de petits, ceux-ci amorcèrent une discussion totalement inattendue sur les rapports homosexuels et la violence récurrente des grands contre les plus jeunes. Par la suite, quelques enfants nous confirmèrent l'existence de relations homosexuelles en leur sein, non forcées.

Quant à la lourde question de la pédophilie et du tourisme sexuel, elle existe. Les enfants de Yaoundé, plus enclins à ce genre de confidences, ont raconté avoir reçu des propositions d'hébergement moyennant l'usage de leur corps par quelques habitants de la ville sans que nous puissions estimer la fréquence de ses invitations ni la réalité du refus des enfants de se vendre de la sorte. Ces pratiques ne semblaient pas être organisées à l'échelle d'un réseau. En outre, la question de l'exploitation sexuelle des enfants ne s'arrête ni aux capitales nationales, ni aux enfants de la rue bien que ces derniers soient exposés.

La consommation de drogue : une géographie cachée

Les enfants ont peur. Les grands et la police dans les deux villes, les d'enfants et les sorcières

15

à Antananarivo, les dans leur sommeil ou dans leurs cauchemars. Sans surprise, la consommation de drogue croît au fur et à mesure de la nuit. Elle constitue l'un des éléments les plus marquants de la rue, pour oublier, endormir les souvenirs, calmer les blessures et pour se donner du courage en partant voler par exemple. C'est un moyen de se laisser aller, de rire à l'infini et de passer la nuit. Un semblant de communauté s'organise autour de la consommation de drogue. Une impression d'être ensemble dans une même misère dont il est possible de s'échapper, pendant quelques heures fugaces. À Yaoundé, on entre dans la *ndjoka* (l'ambiance), on sombre dans l'ivresse (le *bad-jong*). On est cass.

Sylvain, Yaoundé,

« J'ai souvent pris le gué [chanvre]. Quand je prenais, je supportais. Je n'aimais pas. Je prenais ça parce que je n'avais pas encore vu cette vie. La vie... quand tu fumes ça... les places... Tu marches en l'air. La tête tourne. Tu es en train de marcher rien qu'en l'air. (...) On se cache dans les champs. Surtout vers les rails. Au Tunnel. (...) La colle me faisait toujours penser à mes

parents. Quand je prenais ça, je fermais les yeux, j'étais près de ma mère et ça me faisait pleurer. (...) Quand je fais ça, ça me fait toujours penser à eux. Je pleure. Je coule les larmes. C'est parce que je pense à eux que je prends ça. J'ai laissé le gué depuis. Je préfère la colle parce que ça me fait penser à mes parents. Le tube, c'est 150. On achète ça au Marché Central, à ceux qui vendent les tapis, les chaussures, ceux qui cousent les chaussures. J'utilise le tube pour moi seul. Si j'ai des amis, je partage avec eux. Y'a des temps, tu viens avec ta boîte, on te sert la colle. Tu viens avec ta boîte... "Tu veux pour combien ?" On te sert ta colle. 100 francs, 150 en montant. »

Gaby, Antananarivo (texte des ateliers d'écriture),

« Moi, quand je fume ou quand je bois quelque chose, mon moral devient haut. J'arrive à parler à mes amis et à leur donner des conseils. C'est cette sensation que je préfère. En fumant, je trouve la vie meilleure. Je trouve la route que je dois prendre. (...) Je sens que dormir dans la rue, ça fait du bien parce que je peux faire tout ce que je veux. Quand le soir arrive, le travail de la journée est fini. Nous fumons pour oublier, pour s'échapper. Je suis avec mes amis avec lesquels je travaille le jour ou je reste seul, avec moi-même, sans problème. Pour moi, fumer, c'est le meilleur trip. Mais les autorités ne me laissent pas faire. Alors quand je prends du chanvre, je me cache dans un lieu tranquille. Nous, garçons entre garçons, c'est là qu'on décolle. On fait ça, on réfléchit à ce qu'on va faire après dans la nuit. On travaille un peu, on continue à fumer et après, on cherche le lieu où on va dormir. Et quand on dort, on dort tranquillement. Personne ne nous embête. Pas de bagarre... On reste allongés en attendant que le sommeil arrive. »

En pleine journée, les réunions pour fumer du cannabis sont moins fréquentes. Elles se font discrètes. Il faut se cacher dans les rizières d'Andravoahangy par exemple. À Yaoundé, il existe toute une géographie cachée des espaces de consommation de drogue. Les Texas, petits abris plus ou moins matérialisés dans l'espace (quand il ne s'agit pas d'un espace purement discursif), sont réputés être des lieux pour se droguer ou pour se partager le produit d'un vol. Il existe de nombreux Texas à la Gare-Voyageurs le long des rails : le Tunnel et toute une série de micro-lieux, souvent noyés dans les hautes herbes de la vallée, les *mapan*. Ces lieux de squats sont multiples et changeants : il y eut le Texas des fleurs, le Texas des parpaings, selon qu'ils étaient à proximité de lieux horticoles ou d'un dépôt de parpaings. Tout espace en friche, sans construction et en retrait des routes et des pistes est un texas potentiel.

Mais à Campero, certains enfants déambulent complètement ivres, une chaussette imbibée de colle dans la bouche. Le secret ne tient plus. Trop « défoncés », ils ne pensent même plus à se cacher.

La consommation de drogue atteint des sommets à Yaoundé,

inconnus des enfants d'Antananarivo. Dans les deux villes, on fume beaucoup de cannabis (le chanvre, dit *gué* ou *mangoko* à Yaoundé, dont une quantité contenue dans une main est vendue à 450 F CFA). À Antananarivo, on parle de *rongony* (nom malgache du cannabis) et en argot, de *jamala*.

Justin, Antananarivo,

« Il y a ce qu'on appelle bôna et puis le dakony. C'est mauvais... mauvais... quoi ! Le bôna a une couleur argentée et c'est bon, et ceux qui ont une couleur verte sont mauvais. Ça dépend de... Quand les grains sont petits, ils sont bons, tandis que les grands sont mauvais. Il y en a qui coûte 1 000 FMG... Le rarany coûte 1 000 FMG. Le rarakesma... 2 000, 3 000 FMG et le esma, 5 000 FMG. Ça donne faim. Ça ouvre l'appétit. Ça pousse à manger. On en prend par exemple pour travailler. »

Les plus grands sont souvent les seuls à pouvoir s'offrir du cannabis. Les plus jeunes n'interviennent que pour leur procurer de quoi rouler leur *filon*

16

et s'asseyent avec eux, le temps d'aspirer quelques bouffées de tabac ou de *gué*. À défaut, les petits sont de gros consommateurs de colle et de comprimés (anxiolytiques), moins chers et rarement convoités par les plus grands. Seuls les enfants de Yaoundé prennent de la colle (*labasa* : le tube est vendu 150 F CFA, les enfants s'en revendent entre eux. On imbibe un chiffon pour 25) et des comprimés (*tictic*, l'un à 25 F CFA). L'essence est beaucoup plus rare. À Antananarivo, les enfants « se contentent » du chanvre.

Quand le cœur n'y est pas, quand la musique a déjà été entendue trop de fois et que les danses n'étourdissent plus, les enfants repoussent la douleur qui monte avec la colle, les comprimés et le chanvre. Ils se détruisent. Ils vivent en eux la déstructuration de la ville et de leur espace de vie (O. Douville, 2004, p. 93).

Les enfants de la rue, à Yaoundé et à Antananarivo vivent au jour le jour, au gré des opportunités et de leurs désirs. Ils se concentrent dans les espaces les plus attractifs. Ils parcourent la ville appréhendée, semble-t-il, comme un simple espace utilitaire, se servant quand ils le peuvent. Rien ne semble vraiment les contraindre dans la gestion de leur temps, de leurs activités et de leurs dépenses

parfois pharaoniques.

Sont-ils pour autant libres de leur localisation et de leur temps ? Ils sont dans l'ajustement perpétuel en adaptant leurs espaces et leurs rythmes à ceux des habitants qui les rejettent le jour et les négligent la nuit.

Les processus de territorialisation comptent davantage pour les enfants que la forme spatiale qui pourrait en découler. Les enfants ne se définissent pas dans la ville en fonction d'un territoire précis et circonscrit. Ils s'alignent davantage sur les potentiels de la ville en épousant ses rythmes : quotidiens et hebdomadaires, le jour et la nuit. Leurs territoires sont à considérer sous le biais de formes temporelles plus que spatiales.

Le corps des enfants traduit lui-même leurs pratiques urbaines. Il est une surface où s'inscrivent les rythmes et les modes de vie de la rue : la faim, les nuits sans sommeil passées à errer ou à « chercher l'ambiance ». Mais les enfants ne font pas que subir la rue. Ils en jouent, s'y adaptent et adoptent toutes sortes de tactiques. Ils savent se mettre en scène comme disparaître. Leur corps est donc aussi leur premier outil pour vivre. Nous décodons les milles arts de faire pour parvenir à réunir de quoi manger ou de quoi faire la fête jusqu'à épuisement du butin.

Dans un tel contexte, leur corps ne peut constituer un simple objet. Nous ne pouvons l'objectiver de la sorte et nier son rôle de sujet à part entière. Il agit comme opérateur spatial (J. Lévy, M. Lussault, 2000). Les enfants vivent dans un espace ouvert. Le temps manque pour créer des territoires matériels où se réfugier. Le corps devient l'unique espace de repli, à protéger et où se protéger dans un contexte de forte mobilité. Le corps est un lieu. Il va également produire une frontière entre soi et les autres. Enfin, il est l'ultime recours et le dernier repère parce qu'il apparaît justement comme l'espace premier, le plus proche géographiquement (« The geography closest in », A. Rich, 1986, p. 212, in G. Valentine, 2001, p. 15). Celui qui est là et qui, *a priori*, reste. Le corps devient le centre spatial des enfants : le lieu premier de la rue.

Ce rapport à l'espace des enfants doit s'analyser autant au quotidien que sur le temps long. En utilisant et en dénommant de petits interstices urbains, les enfants livrent une nouvelle lecture de la ville.

Petit à petit, un côté caché se dévoile au nouvel arrivant de la rue. Il grandit et apprend « la rue ». Sa représentation de l'espace évolue et se détache d'une vision purement utilitariste. Il trouve des repères et crée des manières de survivre. Ainsi, les pratiques et les localisations évoluent avec l'âge et le temps passé dans la rue. C'est dans cette nouvelle perspective que nous allons comprendre réellement l'ancrage des enfants dans l'espace urbain.

Notes

1 Du nom de son constructeur qui y a installé un grand laboratoire d'analyses médicales. Depuis, l'immeuble abrite aussi un grand magasin de vêtements et une vidéothèque modernes, entre autres éléments remarquables.

2 Dans le langage des enfants de la rue à Yaoundé, les *calacutas* désignent « les maisons » du site Calafatas. Pour autant, chez les jeunes citadins, c'est une expression qui est souvent utilisée pour nommer des aires de jeux ; notamment des terrains vagues pour le football. Cette référence tire peut-être son sens et son histoire de l'allusion à Calcutta, ville représentant une certaine image de la misère urbaine, et met en lumière la réappropriation/détournement d'espaces précaires érigés en lieux de vie ou d'activité précise.

3 Jumeau ou jumelle.

4 Gargote.

5 Les os sont utilisés pour faire un médicament appelé eau rouge – *ranomena*. Il est vendu par le *mpanao ranomena*, littéralement « celui qui fabrique l'eau rouge ». Il est réputé soigner la grippe et autres maux de l'appareil respiratoire.

6 Il existe tout un vocabulaire argotique sur le thème de la poubelle. Celle-ci est appelée bureau (*birao*) par les sans-abri. On se rend à la poubelle comme on se rend au bureau, en respectant certains horaires, souvent vers 17 heures ou 18 heures quand les habitants des quartiers jettent leurs ordures. Un crochet de 30 cm de long utilisé pour fouiller les bennes, est appelé « stylo », in L. Wing Kong, J. Tronchon, 1994, p. 14. Ajoutons qu'il existe une classification des poubelles selon le quartier où elles se situent. Les poubelles des quartiers résidentiels, notamment habités par les *Karana* ou les *Vazaha* sont très recherchées.

7 Lors de nos entretiens, les enfants en famille n'indiquaient pas toujours la mendicité parmi leurs activités. Lorsqu'ils en parlaient enfin, ils ne disaient pas *mangataka* (demander, mendier en langue malgache) mais *karataka* par pudeur. Le

sens du mot est le même, la substitution du « m » par le « k » est une manière plus discrète et détournée d'énoncer le fait de mendier.

8 Les sommes en jeu sont équivalentes, avec un coût de la vie un peu plus faible à Antananarivo en 2003.

9 Certains préféreront cacher leurs affaires dans les arbres (cartons, vêtements...). D'autres gardent tout sur eux, cousu dans une couture d'un de leurs vêtements par exemple. À défaut, d'autres enfants ne gardent donc rien.

10 Andry ne connaît pas le temps qu'il a déjà passé dans la rue.

11 Il s'agit de deux musiques très dansantes, respectivement camerounaise et malgache, fortement appréciées notamment dans les boîtes de nuit populaires.

12 Il existe tout un vocabulaire pour qualifier les prostituées, signe qu'elles font partie intrinsèque de l'univers de la rue. *Canées, bordelles, coyotes...*

13 Nous devons rappeler que les jeunes, les plus âgés surtout, ont tendance à exagérer ce qu'ils vivent pendant l'entretien afin de donner l'image de quelqu'un d'aguerri et de fort.

14 Il existe tout un vocabulaire spécifique aux rapports sexuels. Le *full contact* désigne un rapport sans préservatif.

15 On les appelle des *mpamosavy*. La rumeur dit que ces femmes sortent la nuit, nues, le corps oint d'huile qui glisse alors entre les mains du téméraire qui voudrait les attraper. Quant aux voleurs d'enfants, si la presse écrit des articles récurrents sur le trafic d'organes, les ONG n'ont jamais vraiment pu étayer par des fondements solides ce mythe qui hante l'esprit des enfants de la rue.

16 Cigarette de cannabis à Yaoundé.

Chapitre III. Grandir avec la rue

Notre étude se joue en deux mouvements. La quotidienneté urbaine en constituait le premier. Le temps appréhendé sur le long terme en est le deuxième. C'est lui qu'il nous faut aborder maintenant. La durée permet la stabilité. En découle une attache plus forte à la rue, mais également une mobilité plus intense dans la ville. L'interrogation sur cette durée et sur l'inscription temporelle des itinéraires des enfants permet ainsi de préciser les processus de construction éventuelle de territoires.

Pour cela, deux étapes dans l'analyse paraissent nécessaires : l'étude de « l'apprentissage » de la rue, puis l'examen des mobilités et des représentations des enfants à l'égard des divers secteurs, au fil de leur expérience.

Apprendre la rue

R. Lucchini (1993) a parlé de « carrière de rue ». Son approche sociologique n'accorde pas une place centrale à l'espace qui constitue, à nos yeux, une importante clef de lecture pour comprendre l'apprentissage et l'appropriation de la rue. Les enfants acquièrent une connaissance plus ventilée et plus approfondie des secteurs. Ils peuvent alors davantage évoluer de l'un à l'autre et choisir où dormir et où « travailler ».

Grands et petits de la rue

Les rapports violents entre grands et petits, apparus en filigrane de nos divers entretiens, ont des conséquences sur les itinéraires urbains

des enfants. Fréquent à Yaoundé, ce type de relations est aussi présent à Antananarivo, bien qu'en moindre proportion

1

. Les petits doivent vivre avec les grands, une réalité insupportable mais inévitable de la rue, avant d'en devenir à leur tour les anciens. Ces relations d'exploitation et « d'initiation » interfèrent sur les modes d'accès aux secteurs et sur leur organisation.

Le temps dans la rue : un facteur essentiel de localisation

Bien que notre échantillon n'ait pas de valeur représentative, rares sont les « enfants » de plus de 20 ans à avoir passé moins de sept ans dans la rue. Au-delà de 16 ans, les enfants de la rue de Yaoundé bénéficient, sauf exception, d'une expérience déjà solide. À Antananarivo, les enfants sont plus jeunes mais paradoxalement presque aussi expérimentés que leurs homologues camerounais. Cela tient au phénomène des familles de rue. Les enfants accompagnés de leur père et mère ont perdu très tôt leur domicile. Ils ont vu naître leurs petits frères et sœurs dans la rue.

L'âge nous aide à saisir les logiques de distribution spatiale. À Yaoundé, les secteurs se distinguent selon leur proportion de grands et de petits. Bien qu'ils soient tous présents en tous lieux, de grands mouvements s'individualisent. Les marchés sont principalement les domaines des petits. Abbia (et tout secteur où l'on garde ou lave les voitures et où l'on gagne donc davantage) est réservé aux grands. Si la Gare-Voyageurs est un secteur où les classes d'âge sont toutes assez bien représentées, Calafatas et Campero accueillent un effectif élevé de grands. À Antananarivo, la répartition par âge est plus marquée au sein des groupes, même si, le soir venu, ils se mêlent sur les trottoirs aux familles. Le groupe de Rivo à Petite-Vitesse rassemble des enfants entre 12 et 15 ans, tandis que celui de Daniel à Behoririka accueille des enfants plus âgés (entre 16 et 19 ans).

La spécialisation des lieux de travail

Une spécialisation des lieux de travail (et par conséquent souvent des lieux du sommeil) s'effectue selon le temps passé dans la rue (ou l'âge, ce qui revient au même en général). L'âge influe sur le choix des activités même si rien n'est strict ni figé

. Le groupe de Rivo travaille essentiellement au marché des pavillons d'Analakely. Celui de Daniel évolue entre le marché d'Andravoahangy et d'Analakely (dans ce dernier, ils ne portent pas mais lavent des bouteilles). Le vol n'est pas une activité négligeable : Daniel a déclaré gagner 25 000 FMG par jour sans pouvoir nous citer une source de revenus précise et il semblait effectivement ne manquer de rien.

À Antananarivo comme à Yaoundé, travailler dans les marchés est globalement « réservé » aux plus petits qui inspirent encore confiance aux ménagères. Leurs sourires, leurs yeux qui savent se faire implorants encouragent les clientes à les prendre en pitié. Leur attitude oscille entre compassion et inquiétude dans la capitale camerounaise.

L'accès aux activités les plus rentables est plus verrouillé, tel garder ou laver les voitures. Au Glacier, à Antananarivo, le groupe de gardiens de voitures semble constitué d'une importante proportion d'enfants âgés de 15 ans et plus. Ne se mêle pas à ce groupe qui veut. Cette organisation ne diffère en rien de celle de Yaoundé, où elle est peut-être plus prégnante encore. Abbia est très rentable et, comme Amacam, n'abrite que les plus âgés. La « laverie des grands » à Campero est l'exemple le plus édifiant. Seules l'expérience et la force physique permettent à un enfant de s'imposer dans de tels secteurs.

À Campero et Calafatas, les enfants avouent plus facilement voler et se droguer. Les grands sont devenus des experts. Ils ont tendance à se regrouper entre eux pour s'organiser, voler et partager le butin (quand ils acceptent de le faire et que l'un d'eux ne part pas avec tous les bénéfices vers Douala !). Or le vol appelle souvent la consommation de drogue : les enfants pratiquant le premier et goûtant à la deuxième se montrent de manière récurrente violents, tendus et agressifs. Les plus petits préfèrent alors les éviter et choisissent de dormir en des lieux moins dangereux (bien que quasi inexistantes) comme les marchés. Cette démarche semble plus facile aux enfants d'Antananarivo. Rivo était fatigué de vivre parmi le groupe des enfants voleurs de Behoririka et préféra partir à Andravoahangy puis à Petite-Vitesse.

« À Behoririka. Il y a mes amis d'autrefois. Ils nous donnent chaque fois un coup de poing... Parce que nous ne faisons pas ce qu'ils veulent, nous ne voulons pas qu'ils nous entraînent dans tout ce qu'ils font, alors ils nous

frappent chaque fois qu'ils nous voient. »

Si l'installation dans un secteur se fait parfois en fonction des activités potentielles, elle peut aussi découler du hasard, au fil des jours et au gré des personnes rencontrées. En outre, le choix n'est pas toujours possible. Les enfants doivent parfois fuir un secteur où leur (mauvaise) réputation est déjà largement établie auprès des autorités et parfois des autres enfants.

Landry, Yaoundé,

« Tu ne peux pas faire la rue sans laver les voitures à Kennedy. Et il faut vraiment respecter les conditions de là-bas, sinon... C'est la loi des coups de poing. C'est les plus forts qui sont les chefs, comme les Dragon, les Tyson... Ils sont un peu plus grands. C'est des garçons de vingt-six jusqu'à trente ans. La règle : il faut déjà qu'on te connaisse. Celui qui vient avec sa voiture, il se rassure que celui-ci, il est connu, il ne peut pas voler. Mais ça n'empêche pas parce que jusque là on vole des auto-radio, et tout, et tout... Ouais, faut d'abord qu'on te connaisse. Avoir des amis. Des grands. Il faut que tu aies la confiance de ces grands-là. Il faut peut-être que tu aies volé avec l'un d'eux. Tu travailles toute une journée, tu as peut-être 1 800. Tu divises ton argent, tu donnes 800, parfois 1 000 francs au plus grand. À un moment, tu ne payes plus les droits. Tu es déjà chef. Mais si tu es vraiment fort, tu ne payes rien même au début. Tu imposes ta loi. »

Les garçons de la laverie ont tous une vingtaine d'années. Leur carrure en impose. Certains ont transité par la prison centrale de Kondengui. Ils lavent les voitures vite et avec efficacité. L'activité est rentable, sans compter les compléments obtenus à l'occasion de quelques vols. Par conséquent, l'accès en est convoité mais contrôlé. C'est pourquoi les petits ont appris à se contenter des eaux sales de la laverie pour improviser la leur, en contrebas.

Lucas, Yaoundé,

« Il y a toujours eu deux laveries avenue Kennedy. Le secteur des petits, le secteur des grands. C'est les grands qui les ont envoyés en bas [institut Goethe]. L'eau que les grands utilisent, c'est la même eau que les petits utilisent. En haut, c'est plus cher, et c'est les grands qui lavent. Parce que tu vas retrouver les Mboma Patrick, les Foe

3

, qui viennent laver leurs voitures là-bas. Là-bas, on appelle même plus ça une paye. Parce que quelqu'un comme Foe, s'il part laver là-bas, il peut donner 50 000. Là, tu vas dire qu'il paye le lavage ? Si tu as la Starlette, 1 000 francs. La Land Cruiser, 2 000. Les taxis, à 500. Les petits lavent à 300, 500. Le plus grand prix chez les petits, c'est 1 000 francs. »

L'importance accordée à la laverie des grands, à son degré de fréquentation et à sa rentabilité, est à nuancer. Les grands de la rue

cherchent à asseoir une certaine connaissance et maîtrise du milieu. L'un d'eux nous a indiqué qu'ils étaient au nombre de 27. Seuls les enfants ayant derrière eux dix ans de rue sont habilités à exercer. Selon lui, les laveurs eux-mêmes viennent les chercher. À partir de sept ans de rue, moyennant une somme d'argent de 250 000 F CFA, un enfant peut cependant intégrer le groupe. Ces affirmations sont exagérées car deux autres ont déclaré ne devoir leur présence qu'à leur force physique. Ils auraient été acceptés dans le groupe, sans avoir à mentionner leur âge ou la durée passée dans la rue. Les informations sont fluctuantes, parfois étonnantes de précisions et par moments s'annulant mutuellement. Les plus âgés aiment entretenir un certain mythe autour de leur secteur qui les valorise en retour. Ils sont peut-être aussi lassés des questions des étudiants et des journalistes.

Lucas, Yaoundé,

« Là-bas, c'est la loi du plus fort. Tous sont des boxeurs. Si on ne te connaît pas, tu payes les droits. Tu peux même payer 50 000 de droits, 100 000... Ça dépend. Le jour où pour l'un d'eux, ça pique dans la tête, il te voit avec l'argent, il commence à te donner des coups de poing. Il arrache tout. Il te dit que c'est les droits. Il n'y a aucun chef. Si tu as déjà commencé à payer les droits à une personne, s'ils sont 10, tous les 10 vont te demander les droits. Si l'autre t'a pris 4 500, l'autre va prendre peut-être 6 000... D'autres ne payent pas quand ils sont forts. Vous bagarrez. Seulement avec les mains. (...) Y a des règles. La règle numéro 1, c'est "zéro média". On n'a pas besoin de média. Règle numéro 2, si on te voit passer à la CRTV

4

, on va te tabasser. On peut même te tuer. Règle numéro 3, suivre le règlement de la rue qui est : ne pas trahir, ne pas devenir indic. La police utilise des enfants des rues. Quand un est indic, il ne peut même plus passer devant nous, parce qu'il sait qu'on va le tuer. Beaucoup sont morts comme ça. C'est même pas qu'on le poignarde. Lui-même se sent coupable. Ton frère part faire quelque chose. Tu le vois, tu vas appeler la police. Quand tu vas le croiser demain, il va faire quoi ? Il va se venger. C'est comme ça. Moi, c'est des trucs que j'ai toujours refusés. C'est pour ça que moi, je suis seul. Je marche seul. Seul ! Partout où tu vas me croiser, je serai toujours seul. Je ne marche jamais avec quelqu'un pour mes affaires. »

Vivre dans la rue se résume à une progression suivant une hiérarchie du désespoir, celle à laquelle on se raccroche quand il ne reste que la violence comme point de repère principal et que survivre est l'unique chose vers laquelle on tend.

La laverie de l'Amacam fonctionne sur le même principe.

Lucas,

*« Amacam... Là-bas, c'est les doyens. Ils sont déjà titulaires dans leur laverie.
Y'a personne qui doit les déranger là-bas. »*

Itinéraires urbains

Au fur et à mesure qu'ils s'approprient l'espace, les enfants se meuvent davantage. Mais aux balades erratiques du temps de leur arrivée dans la rue ont succédé des parcours plus construits reliant les secteurs les uns aux autres. Les enfants viennent d'un secteur, en changent pour aller vers un second, voire un troisième.

Illusion des rites

À l'appui, notamment, des récits de Landry et de Pierre, un itinéraire-type peut être tracé (au sens où des étapes sont franchies sans l'idée d'aboutir précisément en un lieu donné, P. Gervais-Lambony, 2003) : du marché vers les voitures que l'on lave et que l'on garde ou vers des secteurs où l'activité majeure consiste à voler

5

Une pseudo-initiation des petits par les plus grands marque cet itinéraire au fur et à mesure de l'apprentissage et du temps passé dans la rue. Si les enfants franchissent des étapes, plus ou moins matérialisées par les changements de localisation, s'il existe donc une idée de passage, parler d'initiation en tant que telle paraît exagéré. En effet, aucun rite au sens d'épreuves codifiées n'ouvre sur la connaissance précise d'une culture, d'un savoir ou de mystères spécifiques à la rue. Les enfants n'acquièrent pas de manière rituelle un statut, une position dans un milieu défini et hiérarchisé. Ils ne gagnent que le « droit » de continuer à survivre.

Cependant, deux éléments constituent le fondement de ce semblant d'initiation : la drogue et le vol. Ils sont découverts souvent sous la contrainte morale (la peur de ne pas être autorisé à rester) et physique. Fils conducteur du quotidien de la rue, ils en sont aussi des aboutissements. Tout enfant qui grandit et vit dans la rue tend à sombrer dans la consommation de cannabis et à vivre du vol.

Au-delà des rapports d'individu à individu et de grands à petits, nous

devons nous interroger sur la relation entre groupe et espace au moyen de l'étude des « codes de conduite » de l'univers de la rue, en complément de l'analyse des « rites d'initiation ». Nous distinguons l'apprentissage de la rue en général de la question de l'accès à des secteurs individualisés au sein de la rue.

Landry, Yaoundé,

« Étant petits, nos aînés nous envoient faire le vol à la tire, le two fingers, le pickpocket. Nos aînés, ce sont ceux qui étaient dans la rue avant nous, ils ont été dans la rue avant nous et ils sont déjà un peu grands. Ils ont déjà 22, 23 ans. Toi, le petit, on te soupçonne pas trop quand tu aides la ménagère. On se dit que tu ne peux pas avoir ces idées-là. Tu distrais celle chez qui il va soutirer ou parfois toi-même, si tu es efficace, tu soutires. C'est un peu comme ça. Quand tu atteins l'âge de 10, 11 ans, là, nos aînés, ils viennent nous voir dans la nuit, et là, tu pars voler. Les plus jeunes, on nous fait entrer par la fenêtre parce que c'est plus facile. Y'a des techniques pour ne pas réveiller les gens dans les boutiques du marché, parfois même dans les maisons. Là tu attends le matin quand ils vont aller vendre les choses, tu attends ta part, ce qu'on appelle le tchoko. Si on vend peut-être des trucs de 100 000, on peut te donner 10 000 francs. Là, c'est beaucoup pour toi. On peut te flatter en t'achetant des habits. Moi, j'ai passé l'âge où on peut me dompter avec ça. Si tu refuses, tu dois être tabassé, maltraité. Parce que là c'est son camp, son mapan. Si tu n'acceptes pas, tu dois quitter son mapan... Si tu te décides que tu ne veux pas voler, tu seras obligé de dormir ici. (...) Les enfants qui ne veulent pas sont obligés de faire des petits jobs mais la plupart sont obligés d'être les complices des grands.

La rue m'a beaucoup plu. J'ai fait près de trois ans dans la rue à Douala. J'ai commencé au Marché central, puis à la gare de New Bell puis je suis allé au Rond-Point, le rond-point de Deido. Après, je suis allé dans une gare routière à Bonabéri. Quand tu te fais déjà remarquer quelque part, là, on commence à se méfier de toi. Ça fait qu'il faut fuir. Il faut éviter de te faire tabasser ou d'aller en prison. Tu changes de lieu.

Moi, je me suis retrouvé à Yaoundé. Je suis arrivé par le bus. À Yaoundé, on commence toujours par la Poste Centrale. J'avais déjà vingt ans. On dormait vers la tribune [de l'avenue du 20-Mai]. Quand on dormait là-bas, on ne nous chassait pas encore. Ça a été vraiment un cauchemar [de se faire accepter]. Quand je suis arrivé, j'étais un nouveau et j'avais déjà un peu grandi, ce qui fait qu'on pouvait pas me parler n'importe comment. Je me disais que c'était moi qui devait imposer mon rythme. Mais j'ai trouvé des personnes plus coriaces, ce qui fait que j'étais obligé de me soumettre. J'ai même été obligé de voler. Alors que normalement, moi, je venais juste faire des petits jobs. J'avais été obligé de voler. J'étais obligé de prouver que vraiment, j'avais fait la rue. Le vol était réussi. On m'a laissé. J'ai partagé.

Après la tribune (j'ai fait un mois là-bas), je suis allé au marché du Mfoundi. Je dormais dans le hangar. Là où tu trouves ta part d'endroit, tu dors. Au marché, c'est un peu plus facile parce que tu perçois vite ta paye. Parce que tu travailles, on te paye directement sans trop te soupçonner. Alors qu'en ville,

ils sont trop prudents. Ils se disent que tu vas arracher leur sac et fuir. Au marché, j'ai porté, j'ai volé. J'allais aussi à la gare même si je rentrais dormir au Mfoundi.

Après le Mfoundi, ça a été Campero. Dans les salles de jeux... Tu es déjà un peu grand, on peut te laisser entrer dans les boîtes de nuit, les bars dancing. J'étais un peu comme un garçon de salle. Tu contrôles. Il faut aussi nettoyer la salle en journée quand il n'y a personne. Il faut faire les petites commissions des joueurs. Un joueur veut peut-être la cigarette. Tu vas chercher. S'il a 10 000, il veut les jetons. Il ne veut pas se déplacer. (...)

Pourquoi avoir quitté la gare ? Y'a des moments, en faisant tout ça, tu es arrêté, tu es tabassé. Parfois même, tu te dis que tu dois mourir. Tu pries Dieu. Quand j'ai grandi, j'ai vu que je pouvais changer de méthodes, avoir d'autres tactiques. La black magic

6

... c'est à Campero que j'ai appris ça. Quand tu grandis, tu franchis des étapes. Certains quand ils grandissent, ils prennent des chemins difficiles. Ils sont des braqueurs. Des grands bandits. Bon, c'est pas n'importe qui. Il faut être vraiment un "s'en fout". Mais toi, tu peux voir que non, tu as changé. Tu deviens un peu ce qu'on appelle un feyman. Tu te dis que tu es ceci alors que tu ne l'es pas

7

. »

Pierre, Yaoundé,

« Je suis né à Yaoundé. J'ai 15 ans. Je suis parti dans la rue à 7 ans. J'ai grandi de 7 ans jusqu'à 15 ans sans plus voir ma famille. Je suis arrivé à la Gare-Voyageurs. J'y ai passé six mois. J'étais plongeur. Je me lavais à la gare. C'était gratuit si tu avais de la chance. On t'agresse ou on va te laisser te laver. On t'arrache tout et on te laisse partir te laver à la source. Les grands sortent un couteau devant toi. Ils te donnent quelques coups de poing. Ils t'effraient. Tu sors l'argent. J'ai quitté la gare parce qu'il y avait trop de menaces là-bas. Je suis allé au Mfoundi. J'ai commencé à me débrouiller en faisant le porteur. J'ai fait une semaine et demie. Je suis parti parce que j'avais un ami. C'est lui qui m'a amené à Campero.

Il m'a appris à garder les voitures, à demander de l'argent, à voler. Dans un groupe de bandits, y'a le courageux, le fort, le peureux et le sensé. Moi, j'étais le peureux. Je poursuivais seulement le tchoko. On avait formé un groupe. Nous étions quatre. On partageait tout. On dormait à la véranda Nziko. La première fois qu'on a attrapé mes trois amis, les policiers ont failli me "droiter". J'ai été trop sage. Je suis parti à Douala. J'ai fait deux ans. Je suis revenu à Yaoundé. J'ai fait une semaine. Je suis encore reparti. J'ai fait un an. Je suis revenu à Yaoundé [à Calafatas en 2002 puis à la prison de Kondengui en 2004]. »

Antra, Antananarivo,

« J'ai déjà fumé du chanvre. Je ne le nie pas. J'aime. C'est à Behoririka que j'ai commencé à en fumer. Les autres m'ont appris à fumer et j'ai énormément toussé. Au début, j'ai fumé trois fois successivement si bien que la tête me tournait. La terre et le ciel... Je les vois tourner autour de moi. Ensuite, j'ai

fumé environ sept fois de suite, alors j'ai vomi et mes yeux sont devenus très rouges. Et jusqu'à maintenant, chaque fois que j'ai fumé, je n'ai plus vomi. J'y suis déjà habitué. J'ai subi l'épreuve. »

Sylvain, Yaoundé,

« Y'avait encore un temps, moi, je partais quelque part, vers le Tunnel. Les mboko m'ont arrêté. Ils ont mis le couteau sur moi. Ils m'ont donné le gué. Ils ont dit que si je ne fume pas ça, ils vont mettre le couteau sur mon cou. Ils m'ont touché avec le couteau, ça m'a blessé. J'ai alors pris, j'ai mis à la bouche. J'ai fumé. Comme moi, j'ai fumé ça, ils m'ont laissé partir. Je ne reconnaissais plus la route. Je marche comme ça... La route est carrée, en train de tourner... J'ai fait un effort. J'ai marché. Je suis sorti sur la route goudronnée. Je suis tombé au bord du goudron. J'ai dormi. Les gens passaient, me regardaient. »

Lucas, Yaoundé,

« La gare, à l'époque, il n'y avait pas encore les tenues que tu vois là, vert, vert, vert. À l'époque, c'est chacun qui se débrouillait. Et moi, à la gare, moi, j'avais mon surnom. Ce surnom reste encore jusqu'à maintenant. J'étais le plus petit, le plus gamin. On m'appelait Moustique. Nous étions nombreux mais il y avait surtout beaucoup de grands. Et je me rappelle d'une seule chose qu'on m'a faite quand je suis arrivé à la gare. On m'a enfermé dans un conteneur pendant une semaine. On me donnait la nourriture par en bas. C'est un truc que je n'oublierai jamais. On t'accueille dans la nouvelle vie : "Bienvenue !" C'était ma bienvenue qu'on me souhaitait là-bas. Pour me prévenir de comment est-ce que c'est. Jusque là, je m'en suis sorti. Et quand je m'en suis sorti, j'étais le plus protégé. »

La rue sans code d'accès

Les grands ne cherchent pas expressément à transmettre un savoir sur la rue aux plus jeunes et aux plus inexpérimentés. Ils leur font simplement subir la rue. En outre, personne n'intègre de manière durable un groupe stable sur un territoire fixe.

Les droits de secteur

Dans tous les entretiens informels ou formels que nous avons eus, un seul code de conduite a été évoqué : celui du paiement de « droits ». Il a été rarement question de chefs et de règles de conduite. S'acquitter de droits équivaut-il à devenir membre d'une bande ou simplement à faire reconnaître sa présence en un espace donné ? Le temps et la force, nous le savons, s'avèreront de meilleurs facteurs d'intégration.

La codification du paiement des droits de secteur est très faible. À Yaoundé, dans chaque secteur, il a été question de percevoir des

droits. Nous-même avons pu assister à une scène, à Etoudi, où un petit groupe d'enfants harcelait et chassait l'un d'eux, l'accusant de ne pas s'être acquitté de ses « droits de ghetto », tout en tentant de lui vider ses poches. Mais les « droits » ont peu de sens. Ce terme très vague indique tout de même que l'intégration à la rue se mérite et n'est donc pas immédiate. C'est une codification balbutiante. Il existe une barrière à franchir mais elle est de hauteur variable. De l'autre côté s'offre un monde de violences, qui ne garantit ni protection ni aide. Le vol et le racket se perpétuent tout au long de la vie dans la rue. Certains lieront des amitiés et s'entraideront. D'autres chercheront un protecteur. Mais il suffira d'un rien, d'une forte tête, de trop de chanvre ou d'alcool pour que les coups et les éclats de verre s'abattent. Le paiement de droits ne garantit rien.

Les grands détiennent une caricature de pouvoir. À Calafatas, ils s'imposent et exploitent les plus jeunes. Ils les mettent à leur service, les rackettent et peuvent aller jusqu'à les violer. L'accès aux *calacutas* leur est réservé. Lorsque la nuit vient, les abris de sacs et de cartons restent le privilège des plus âgés. À la question « Où as-tu dormi ? », aucun petit de Calafatas ne montre les « maisons ». Seulement un vide entre le mur et les *calacutas*, un carton sur le sol. De quelle adhésion à Calafatas est-il question de la part des uns et des autres ? Personne ne semble à l'abri des violences qui s'y perpétrent. Certains les contournent et y échappent. D'autres les subissent. En vieillissant, on les détourne contre des plus jeunes. « Tradition » de la rue ou, plus sûrement, instinct de survie. Combien de scènes où un grand giflait un petit, où un grand rackettait un petit, où un petit se mettait au service d'un grand !

Les formes de violence sont anomiques. Les échanges de violence ne sont pas ritualisés. Il peut arriver qu'un jeune, victime d'une agression, cherche à organiser avec d'autres une vengeance. Rien ne se fait sans poser un rapport de force et de domination. On parle fort, on agresse. On arrache et on bouscule. On rackette. On brûle, on frappe, on donne des coups de couteau, on brise des bouteilles de verre. Le recours à la violence pour s'exprimer et s'imposer (plus que pour s'intégrer), pour manger et dormir, est systématique à Yaoundé, dans une moindre mesure à Antananarivo. C'est l'ultime recours d'enfants en rupture.

Beaucoup d'enfants, spécialement au Cameroun, ont subi la violence de leur famille avant celle de la rue : les châtiments corporels sont fréquents dans les familles « sans histoire ». Quant aux référents culturels marqués par diverses violences (boxe, cinéma, jeux vidéos, presse de faits-divers avec exploits policiers mis en avant), ils sont communs à toute une série de catégories sociales de Yaoundé. Ainsi il nous faut nuancer la violence de la rue au regard du contexte sociétal dans lequel elle se déploie.

Valentin, Etoudi, Yaoundé,

« On m'a beaucoup menacé [à mon arrivée]. Les plus grands, ceux de la gare. Ils m'ont beaucoup menacé. On m'arrachait de l'argent. Même actuellement, on m'arrache de l'argent, mais ça a diminué, ce n'est plus comme avant. Maintenant, s'ils savent que j'ai 200, ils viennent seulement me demander la cigarette. Pour qu'on ne vienne pas m'arracher les 200, je donne 50, je reste avec 150. Peut-être un autre vient me demander 50. Je pars manger avec les 100 francs. Avant, comme je ne connaissais pas, comme j'étais nouveau, je travaille, je garde mon argent, je mange dans la soirée. Peut-être 1 000, 800... Ils arrachent tout ! Maintenant, ils dérangent moins. Je cache ce que je gagne. Je mange tout de suite. »

Serge, Etoudi, Yaoundé,

« Tu sais dans la rue, c'est pas comme dans une institution. Tu sors comme ça, tu arrives quelque part, tu t'installes. Tu restes là. On ne peut rien te demander. À part ceux qui sont les anciens, les plus grands. Ils peuvent te dire que, là où tu es, tu dois payer les droits. Parce que, moi-même, je le fais. Je ne peux pas te mentir. Peut-être quand un petit arrive, je lui dis : "Petit, comme tu es arrivé là, tu sors d'où ? Dis-moi ce que tu as fait ?" Ceci, cela... Il me raconte un peu tout. Je lui dis ceci : "Moi, je peux te laisser rester mais ce qui est sûr, tu vas me payer les droits". S'il est d'accord, il reste. Mais s'il n'est pas d'accord, j'essaie de le menacer. Mais pour un temps. Après je laisse. En tout cas, s'il veut rester, il reste. S'il veut partir, qu'il parte. Il n'y a pas de temps. Peut-être s'il a 200, il donne. Parfois, j'oublie. Il ne donne même pas, j'oublie toujours. Il n'est pas dehors pour moi. Il est dehors pour lui. Les grands m'ont fait ça. Mais ce n'est pas les grands de la rue qui m'ont protégé. Tu sais, j'étais plus petit, donc, disons, trop simple. Les grands qui travaillent un peu partout, c'est eux qui me nourrissaient. Ils me donnaient tout. »

Amadou, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« Y'avait aussi les grands de la laverie. Un me lance 5 francs, il me dit que je lui achète une boîte de sardines, un pain avec un paquet de cigarettes et je le rembourse encore. J'étais obligé de prendre mon argent pour tout acheter et de lui donner... Sinon, il va te brûler avec le plastique. »

Jean, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« Un gars te donnait 10 francs, il te donnait une liste de choses à payer avec 10 francs. Tu t'imagines au Cameroun ? Aux environs de 1990, on ne pouvait plus

manger avec 10 francs. On peut juste boire l'eau maintenant. Mais en 1996, celui-là te donnait 10 francs avec toute une liste de choses que tu dois acheter et tu lui apportes la monnaie. Si tu n'apportais rien, c'était la fessée. Si tu ne fais pas comme ça, tu ne vas plus trouver où dormir. Si tu ne peux pas, tu rentres chez toi. »

Les logiques de fonctionnement d'Antananarivo diffèrent peu de celles de Yaoundé. Les conditions d'accès à un secteur sont aussi floues. Dans un même groupe (celui de Rivo, à Petite-Vitesse), des enfants nous ont énoncé des règles d'entrée totalement divergentes. Ils n'avaient pas intégré le groupe de manière identique. Ainsi pour Andry :

« Nous demandons de l'argent au nouveau. Il nous donne de l'argent tous les jours. Il nous donne 1 000 FMG tous les jours... 1 000 chaque nuit. Aujourd'hui, l'un prend l'argent et demain l'autre. »

Un autre estime qu'il n'existe aucun principe d'organisation. Lui-même a intégré le groupe suite à sa rencontre avec le chef, Rivo. Il l'avait rencontré un soir de pluie et avait été pris en pitié par lui. Rivo l'avait emmené dormir avec les autres. Rien ne lui a été demandé par la suite. Un troisième a connu le groupe dans une ONG, et l'amitié naissant, a pu le rejoindre pour dormir.

Joseph, Analakely, Antananarivo,

« [Au Glacier], j'ai dormi avec des amis. Nous étions 8. Il n'y a jamais eu de chef mais on se donne des conseils pour ne pas faire telle ou telle chose. On se prévient de ne pas voler ni tuer quelqu'un car tout le monde dans le groupe en sera victime. Si un fait du mal, on ne le frappe pas mais on le punit. Par exemple, si on trouve de quoi manger, il n'a pas le droit de toucher à la nourriture. »

Antra, Analakely, Antananarivo,

« Dans chaque secteur, il doit y avoir un chef deba [chef gangster]. Il doit y avoir un chef. Nous devons chercher de l'argent. Si nous ne trouvons pas d'argent, les autres nous font du mal. Par exemple, le deba, chez nous, il me frappe. Les autres n'osent pas le contredire, alors ils me protègent seulement dans leur cœur. [Ceux qui frappent], ce sont toujours les grands. Les petits peuvent-ils parer les coups des grands ? Quand ils vont nous frapper, ils nous menacent quelquefois avec des pierres, quelquefois avec des grands bâtons. Alors on a forcément peur car ce sont des grands deba. C'est effrayant car il y a ceux qui attaquent vraiment. (...) Quand on leur donne de l'argent, quand nous gagnons de l'argent, les grands sont gentils. Ils nous accordent un délai de trois jours, le temps pour qu'ils dépensent notre argent. (...) Si des plus petits nous donnent des coups, nous nous mettons à les battre. Mais les plus grands, nous ne pouvons pas car ils ont des couteaux. »

Tout se joue en permanence sur des rapports de force ou d'amitié.

Cependant, sans doute du fait de leurs petits effectifs, les enfants d'Antananarivo s'organisent davantage pour se protéger. Ils évitent de se mêler aux grands. L'intérêt et le pouvoir interfèrent moins dans leurs relations. Les punitions semblent plus codifiées et n'atteignent pas les sommets de sadisme de Yaoundé (pouvons-nous même parler de punition à Yaoundé face à tant de violence ?). Néanmoins, les nuances existent selon le secteur : Analakely n'offre pas la même « quiétude » que celui de Petite-Vitesse, par exemple.

S'il n'existe aucun droit réel à payer ni rite auquel se soumettre pour être accepté dans un secteur, il faut déterminer en quoi un chef pourrait éventuellement se distinguer au sein du groupe.

Figure de « chef »

Les enfants de Yaoundé se réfèrent avant tout au nom de l'espace dans lequel ils dorment. Les groupes évoquent des réseaux. Les enfants évoluent en électrons libres. Pour eux, il n'existe pas de chef à proprement parler, même si les grands imposent leurs volontés aux plus faibles.

Les groupes susceptibles de se polariser sur la personnalité d'un chef sont plus nombreux à Antananarivo. Il y a le groupe de Daniel, le groupe de Rivo. Il y a eu le groupe de Boaykely (cité par Antra qui était du groupe de ce dernier, un enfant très populaire et médiatisé dans les années 1990). Alors qu'à Yaoundé, nous parlons des enfants de Calafatas ou de Campero, à Antananarivo il n'existe pas les groupes de Behoririka, de Petite-Vitesse et de Zamaika (Analakely). Les groupes étant plus petits (de 10 à 20 maximum), il semble plus facile à l'un de se dégager du lot et de s'imposer par la force, l'expérience et/ou la ruse. À Yaoundé, cela paraît impossible dans des secteurs forts de 40 enfants environ, à Etoudi ou à Calafatas par exemple.

L'autorité demeure toute relative à Antananarivo. Rivo est une personne de référence mais pas un chef à part entière dont l'autorité s'affirme et s'impose. C'est un grand frère plus qu'un chef. Souvent, le chef n'exerce pas une fonction spécifique : il n'est qu'un référent. Les décisions restent prises à l'unanimité. Dans d'autres groupes (ce qui souligne la relative hétérogénéité de la rue à Antananarivo), elles restent le fait de celui qui frappe le plus fort.

Il en est ainsi avec un groupe de Behoririka. Tous les membres disent

effectivement appartenir à une « bande », centrée non pas autour du secteur où ils se retrouvent pour dormir, mais autour de la personnalité de celui qu'ils reconnaissent comme leur chef, Daniel. Mais tous lui attribuent ce titre à cause de sa force et de ses menaces. Lorsque nous nous sommes entretenus avec Daniel, il fut le seul à tenir un tout autre discours, plus gratifiant à son égard, mais sans doute éloigné de la réalité.

Le chef paraît un facteur parmi d'autres de création ou tout au moins, de consolidation d'une bande, à considérer pour conclure à l'existence d'une bande et d'un territoire, d'une forme sociale qui se lierait à l'espace dans une relation dialectique. Celui qui s'impose par la force crée une adhésion factice à un groupe dénué de toute conscience collective. Ce sont les rites d'entrée, les droits et les devoirs, la conscience de vivre ensemble qui semblent à l'origine d'une bande, ce qui n'est pas le cas chez les enfants de Yaoundé et d'Antananarivo.

Du réseau à la bande, de la bande au gang

Divers exemples à travers le monde témoignent de la profonde instabilité qui caractérise les groupes d'enfants de la rue.

À Abidjan (Côte d'Ivoire), « la majorité des “groupes” d'enfants évoluent en réseaux dans la rue, caractérisée par une faible hiérarchisation, une définition diffuse des rôles attribués à chacun d'entre eux, une cohésion restreinte, une instabilité du “groupe” et une appartenance transitoire et instable, qui leur permettent de se mouvoir dans un certain anonymat. Le rôle des réseaux s'inscrit surtout dans une logique instrumentale. C'est par rapport à celle-ci que se manifestent les valeurs de solidarité et de compétition » (A. Sissoko, in G. Herault, P. Adesanmi, 1997, p. 267).

En Colombie, à Bogota, il est question de *gallada* qui rassemble dix à quinze enfants en un espace donné, attractif avant tout pour les potentialités économiques. Tenter de définir ce type de groupe, c'est se heurter à l'incertitude des limites et à la fragilité des règles :

« Je voulais savoir pourquoi [la *gallada*] magnétisait les enfants pauvres, pourquoi elle recrutait celui-là et pas tel autre, comment elle survivait en se renouvelant chaque jour. J'avais

beau faire le tour de mon expérience, rien chez elle ne correspondait à ce que j'avais vu ailleurs : la *gallada* n'était ni un clan, ni une fratrie, ni une tribu. Rien non plus d'un groupuscule ou d'un gang. [...] La *gallada* est instable et divisée. [...] Pour un oui, pour un non, des conflits la partagent. [...] Un geste d'humeur, trop d'autorité ou d'injustice, suffisent à provoquer une crise. Le groupe se détraque, se dissocie. La *gallada* se disperse... » (J. Meunier, 1989, p. 126 et 134).

Vivre en bande implique une continuité, à l'inverse du réseau qui reste le fait de personnes peu liées les unes aux autres par des intérêts collectifs. Dans le cas du réseau, les alliances sont fragiles dans le temps et faiblement implantées dans l'espace. Elles sont d'ordre événementiel et se manifestent le temps d'un affrontement à d'autres enfants, à la police. La bande restreint la liberté de chacun. Elle offre des avantages en même temps qu'elle crée des contraintes. L'intérêt général prédomine. La bande met au point un code de valeurs. Son application est garantie par la soumission des membres à une hiérarchie.

« Quand je suis arrivé dans la rue [à Dakar], j'avais sept ans. J'étais un *kanku* : je devais obéir aux règles des grands. Tous les *faxx-man* [enfant de la rue au Sénégal, qui vole avec violence et qui se drogue] sont passés par là. J'étais nouveau, je ne connaissais rien et je savais que je ne pourrais pas me débrouiller tout seul très longtemps. Je savais que je ne retournerais jamais chez moi et je devais m'associer avec d'autres pour gagner ma vie. Je me suis fait des amis facilement et, au début, ils étaient très gentils. Ils m'ont appris à gagner ma vie et à échapper aux dangers des flics et des gens. Une nuit, les grands m'ont réveillé et ils ont expliqué que je devais rembourser leur aide en me laissant faire et ils ont commencé à me déshabiller et à me tenir. Je ne voulais pas et ils m'ont forcé par le viol. Ensuite, j'étais baisé toutes les nuits, jusqu'à ce que je sois assez grand pour être *grezman* [pédophile] moi aussi. Une fois que tu es baisé, tu dois travailler la journée pour ceux qui te baisent la nuit : laver les voitures, mendier, chercher la bouffe pour eux et voler avec eux [Boubacar K. (15 ans)]. » (J. M. Bruyère, 2001, p. 153).

À Brazzaville, au Congo,

« Pour entrer dans le groupe de Bruce Lee ou de Trinita, comme

le dit l'un d'entre eux, "il faut être clair... Si tu es clair, tu rentres dans notre groupe !" Autrement dit, il faut être initié pour "voir clair". » Et Bruce Lee d'énumérer les épreuves initiatiques : « savoir affronter ses adversaires au karaté, endurer l'alcool et avoir fumé le *diamba* (le chanvre) pour te "renforcer", traiter avec les femmes (commerçantes), être reconnu par la police et savoir la défier sans se faire *kanguer* (être mis en prison)... » (F. Gatterre, in D. Poitou, Y. Marguerat, 1994, p. 354).

Quant au gang, il est souvent présenté comme le synonyme anglais de bande. Cependant, il porte une connotation plus négative. L'objectif du gang paraît délictueux, ses comportements violents. Le gang serait une bande mais dans sa version la plus radicale, la plus aboutie aussi mais peut-être la plus marginalisée. Les membres des gangs s'inscrivent dans une logique territoriale puissante. À Nairobi (Kenya), « C'est ainsi que les jeunes passent du travail dans la petite délinquance à la délinquance organisée jusqu'à s'intégrer dans une violence urbaine pour ainsi dire institutionnalisée. La première, et nous croyons la plus importante manifestation d'intégration à la violence urbaine, concerne la défense du territoire. En fait, le territoire induit un sentiment d'appartenance qui montre que ces jeunes ont acquis l'identité de la rue, qu'ils ont créé leur espace symbolique et concret, en réinventant, par la violence, des dispositifs visant à sauvegarder l'acquis. [...] En réalité, les symboles et la régulation sociale autour du territoire contribuent à construire, à entretenir et à transmettre aux membres de chaque gang des modèles et des repères culturels : ce sont eux qui se substituent aux solidarités familiales perdues » (D. Rodrigues Torres, in G. Herault, P. Adesanmi, 1997, p. 39).

Mobilités ou sédentarités

Les enfants inexpérimentés errent dans la ville : ils ne trouvent pas leur place. Puis, au fur et à mesure des rencontres, des amitiés ou des « initiations », ils apprennent à se déplacer dans la rue et à en revendiquer, en vain, l'accès exclusif. L'errance se transforme en

mobilité.

Les enfants hésitent moins à changer de secteur et à s'y imposer. À l'échelle d'une journée également, ils vont se promener, se rendre des visites et parfois, rester dormir en dehors de leur secteur de prédilection.

Au-delà de la maîtrise de pseudo-codes, de l'acquisition d'une force physique suffisante, quels sont les facteurs qui poussent à rester ou au contraire, à partir ? Dans ce contexte, quels peuvent être les fondements d'un attachement à un secteur donné et par la suite d'une possible territorialisation ?

Un attachement au secteur par défaut

Être ou avoir ?

Les enfants de Yaoundé sont particulièrement mobiles dans le centre-ville. Les secteurs excentrés d'Etoudi et de Mvan rendent leurs « résidents » relativement captifs de leur environnement, au même titre que ceux du marché d'Anosibe à Antananarivo. Dans la capitale camerounaise, cette relative instabilité des enfants se révèle un atout. Elle leur permet de se déplacer selon les possibilités de gagner de l'argent, de fuir la concurrence et toutes sortes de dangers potentiels (rafles de la police, risque d'arrestation après un braquage).

À Antananarivo, les enfants sont moins mobiles. Il existe peu de mouvements entre Andravoahangy ou Anosibe et Analakely. Dans ce dernier, les enfants restent dans leur secteur, notamment celui de l'Hôtel Glacier où ils peuvent garder des voitures. S'ils changent de localisation, ils restent tous ensemble. Avec le temps, la sédentarité devient un atout, le secteur presque une « coquille » protectrice, même si les mobilités journalières persistent.

Mais l'absence d'attachement au secteur reste le mot d'ordre à Antananarivo comme à Yaoundé. Lorsque les enfants décident de rester dans l'un d'eux, cela peut durer des années comme quelques semaines, voire quelques jours. Tout dépend de ce qu'ils ont à prendre. Les relations sont basées sur l'opportunisme. Il ne suffit de pas grand-chose pour sembler apprivoiser un espace et donc d'un rien pour en repartir.

Certains revendiquent un attachement à un lieu. Ils y projettent une valeur affective et donc une part de leur identité, de leur « être ». Mais la logique de « l'avoir » continue de dominer : avoir à manger, avoir de quoi se droguer... Il s'agit simplement de survivre. Les enfants n'ont pas les moyens de construire un espace privé, un territoire, en dépit de la charge d'émotions qui peut les lier à des secteurs.

À Antananarivo, en huit mois, Rivo a quitté Andravoahangy, a formé une bande à Petite-Vitesse qui dort aujourd'hui à l'Hôtel Mellis. La cohésion relative du groupe permet le maintien d'un état d'esprit, d'un sentiment communautaire. Mais l'espace n'est rien.

Par conséquent, aucune ligne de front ou de fracture ne sépare les secteurs. Il n'existe pas de guerre des gangs. Les conflits personnels sont majoritaires et se règlent par la fuite de l'un des protagonistes, qui reviendra quelques mois plus tard, le temps de se faire oublier.

Cependant, d'une manière générale, à Yaoundé et à Antananarivo, les enfants ont tendance à classer les secteurs, selon les possibilités financières et selon la difficulté à s'y faire accepter et à y survivre. Il existerait ainsi des « bons » secteurs, où un travail légitime est possible, et des « mauvais » secteurs, particulièrement violents, où l'argent est gagné pour l'essentiel, en volant.

Les représentations des secteurs : les « bons » et les « mauvais » secteurs

Yaoundé. Calafatas, c'est donc cette terrible odeur de colle. À vous brûler vos propres poumons. Des yeux cernés. Des joues creuses. Une haleine toxique et chimique. Un chiffon dans une main. Une vieille chaussette enfoncée dans la bouche. Certains s'échangent quelques passes de football avec un vieux ballon à demi dégonflé. Assis sur un banc ou sur de vieux tabourets aux coussins de mousse éventrés, un groupe joue aux cartes.

La boulangerie *Calafatas* vient de « verser la poubelle ». On se précipite. Gâteaux rassis, pâte crue à ramasser et à faire cuire « à l'étouffée » dans des papiers d'emballage de beurre, miettes de tailles variées, pâte à choux... L'heure du repas. Avec toujours la douce odeur des baguettes françaises craquantes pour donner l'illusion. On racle. On gratte. Rien ne se perd. D'autres font réchauffer un ragoût

dans de vieilles boîtes de conserve. La fumée s'élève le long du mur. Des traces de suie concurrencent quelques vagues graffitis maladroits.

À Antananarivo, le secteur d'Indra n'a rien à envier à Calafatas. La journée, quelques enfants dorment à même les trottoirs graisseux sur lesquels viendront se monter au coucher du soleil, quelques étals de brochettes. Les enfants se réveilleront vraiment quand la boîte de nuit ouvrira ses portes. Les prostituées arriveront, les bagarres éclateront au rythme des musiques qui échaufferont les corps et les esprits. Les enfants, grands et petits, seront fin prêts pour une nouvelle nuit de vol, stimulés par quelques bouffées de chanvre. Dans la bouche de beaucoup d'enfants, Indra est le secteur des voleurs et des prostituées. Il ne fait pas bon y être. Les pickpockets sont rois.

À Yaoundé, Campero et Calafatas sont les pendants de l'Indra. Ils sont stigmatisés par les enfants de la rue : ce sont des hauts lieux de vol et de consommation de drogue. Abbia, la laverie de l'avenue Kennedy ou Amacam sont les domaines réservés des grands, des forts. Etoudi est finalement peu connu. Seule la Gare-Voyageurs trouve grâce aux yeux de la plupart, les voleurs comme ceux qui souhaitent travailler autrement.

À Antananarivo, les grands de Behoririka font peur. Andravoahangy et Anosibe inspirent la même indifférence qu'Etoudi à Yaoundé.

Mais il suffit qu'un passage dans un des secteurs se termine en bagarre pour que, dans les représentations d'un enfant, cet espace soit à jamais haï, critiqué et parfois fui. *A contrario*, celui qui trouve une petite place s'y plaira en dépit des attaques, des rafles et des menaces. Une amitié comme un coup de poing fait tout basculer. Néanmoins, les grandes tendances sont là et quelques secteurs semblent irrémédiablement classés à part, sans forcément être évités. Les enfants qui ne s'adonnent pas à la drogue jugent un secteur par rapport aux activités potentielles et aux risques postérieurs de se faire « arracher » les gains de leur journée. Ils ont leurs espaces de prédilection mais ils n'ignorent rien du fonctionnement des autres secteurs et peuvent être amenés à les fréquenter pour un *business* ou pour voir un ami. Simplement, ils ne souhaitent pas y rester. Seule une poignée les évitera totalement.

Mais parce qu'aucun ne s'attache définitivement à un secteur, parce

que les frontières sont floues et les promenades toujours possibles (manger un bout de pain rassis à Calafatas en dépit de la saleté et fuir très vite quand les grands s'en aperçoivent), les enfants critiquent des secteurs sans pour autant défendre le « leur ». Celui que l'on déteste est parfois celui où l'on vit.

Ces rejets témoignent d'une connaissance pointue de la rue, appréhendée dans la diversité de ses secteurs. Ils mettent en avant une pratique précise de la ville et une représentation propre à la rue. Moins qu'une multitude de territoires, il se dessine bel et bien un réseau de secteurs.

Amadou, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« À Campero, il n'y a que les vols. Tu ne peux pas dormir avec ton argent. En plus, il y a les rafles, les policiers... Ils te prennent. Ils te font perdre le temps. Tu dois laver les bureaux, balayer, enlever les herbes à côté de leur bureau. Calafatas ? Tout ça, c'est les mauvais coins ! Comme Campero. Quelqu'un qui te dit : "Je suis à Campero"... Il ne travaille rien. Dans la journée, tu vas le voir couché là, au centre social. Après dans la nuit, tu le vois, il calcule les voitures. Peut-être tu as laissé ton portable dans la voiture. Lui, il casse. Il prend. Ou bien l'auto-radio. Ou l'argent. Ça dépend. Tout ce qui peut lui donner de l'argent ! Il ne travaille rien. Il attend. Et beaucoup partent en prison comme ça. Donc, le coin ne me plaît pas. Peut-être tu es même là couché, toi, tu ne sais rien alors qu'eux, ils ont fait un coup. On vient, on te prend et on t'emmène en prison. »

Landry, Campero, Yaoundé,

« Calafatas ? On pense à Calafatas quand on veut voler. Les enfants de Calafatas, ils ne travaillent pas trop. Ils sont là, ils demandent l'argent. C'est des petits qui se droguent trop. Campero, Calafatas, ce sont des pickpockets. Ils volent, ils arrachent. Ils sont déjà mabouls, déjà drogués. »

Laurent, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« Campero, là-bas, il n'y a pas où dormir. C'est pour cela que je ne veux pas aller là-bas. Il y a toujours la rafle. À Campero, où je peux trouver à manger ? Moi, je ne vole pas comme ils volent. Les enfants de Campero volent dans le taxi. Et moi, comme je ne sais pas voler, je vais manger quoi ? (...) Et Calafatas, c'est la même chose. »

Antoine, Campero, Yaoundé,

« Calafatas, ce sont les gars qui prennent la colle. Ils se droguent. Des fois quand ils se battent entre eux, c'est avec les mains. Mais quand l'un voit que l'autre le tape déjà trop, si c'est le bois, il ramasse. Si c'est le fer, il frappe sur l'autre. C'est comme ça. À Calafatas, on m'avait blessé. »

Valentin, Etoudi, Yaoundé,

« À Calafatas et Campero, ce n'était pas bien. Parce que dans ce temps-là, tu

dors dans la nuit... On allume le plastique. On te brûle les cheveux. On te brûle les pieds. Peut-être tu dors, tu as l'argent dans la poche, on coupe ta poche, on prend de l'argent. (...) À Etoudi, on arrache aussi. Mais j'ai préféré Etoudi parce qu'à Etoudi, je gagne de l'argent. Il y a les restaurants qui sont moins chers pour manger. Là-bas à Calafatas, si tu n'as pas 500, tu ne peux pas manger, te rassasier. Bon, quand la boulangerie de Calafatas vide, c'est là qu'on ramasse le pain peut-être. Alors qu'ici à Etoudi, ce n'est pas ça. Il y a où manger. Et dormir aussi, bien. Parce que quand j'étais à Calafatas, je dormais où la nuit me trouve. On pose les cartons, on dort. On marche à Campero, on dort n'importe où. J'ai donc préféré Etoudi parce que je dors bien, je trouve de l'argent. À Calafatas, là-bas, tu es obligé de voler pour trouver de l'argent. Y'a pas de travail comme ici à Etoudi. À Etoudi, tu te débrouilles bien. Tu trouves ton argent. Ceux de Calafatas fument plus que ceux d'Etoudi. »

Une spécialisation ethnique de la rue ?

Selon les habitants de Yaoundé comme selon certains enfants de la rue, la Gare-Voyageurs abriterait une majorité d'enfants « nordistes ». Nous en avons croisé liés au moins par les origines de leurs parents (et non par leur propre lieu de naissance) aux provinces septentrionales. Il est vrai également qu'ils semblaient en nombre à la gare ferroviaire. Mais beaucoup d'enfants apprennent quelques mots de peul. Cela brouille les pistes. Cela met aussi en exergue l'importance numérique des Foulbé suffisamment bien représentés dans les rues de Yaoundé pour rendre utile la maîtrise de leur langue.

Les enfants en provenance de Ngaoundéré, de Garoua et de Maroua sont arrivés à Yaoundé par le chemin de fer. Il n'est donc pas surprenant de les retrouver à la gare, là où le train les a laissés. Certains d'entre eux vont grandir dans ce secteur se cantonnant pour l'essentiel à la découverte des quartiers voisins (Mvog-Ada, Campero), d'autres n'hésiteront pas, à terme, à s'approprier un autre secteur dans la ville. Aucun « ghetto » ne se constitue sur des bases « ethniques » à la Gare-Voyageurs. En outre, d'autres enfants nés à Yaoundé et ailleurs y vivent également.

Mais les uns et les autres ont tendance à se regrouper suivant une origine géographique et à s'opposer les uns aux autres (ou s'entraider) en vertu de celle-ci. Du moins à en croire le récit de Thomas.

Thomas, 14 ans, un an de rue, Gare-Voyageurs, Yaoundé (texte des ateliers d'écriture),

« La première fois où je suis parti dans la rue, la première journée à la gare de

Yaoundé a été dure parce que je ne savais pas comment chercher de l'argent. Mais j'avais trouvé un de mes "frères", qui m'avait aidé en me donnant un peu de nourriture pendant une ou deux semaines, et après, je me suis habitué à chercher un peu de nourriture.

Je dormais à la gare dans un salon de coiffure. On m'avait chassé parce que je ne m'entendais pas avec le gardien qui était trop brutal. Et j'avais été très menacé par des "Nordistes". Chaque fois, j'allais me promener et je rentrais autour de 22 heures, et j'allais ramasser les cartons au marché de Mfoundi, et je venais dormir. Les Nordistes venaient me fouiller. Je gardais 200 pour manger. Le matin, je me levais. Même plus 5 francs ! Je ne pouvais pas parler parce qu'ils nous menaçaient chaque fois.

Il y a eu une fois des enfants qui ont fait des groupes qui se nommaient "le Contrôle djarkina"

8

. Ils nous brûlaient dans la nuit avec des plastiques en feu, en nous réveillant en sursaut. Je les croisais : ils avaient une machette. On ne parlait pas parce que sinon, on nous brûlait. Ils nous demandaient de donner tout ce que nous avions. Celui qui n'avait pas, on le frappait au corps avec cette machette. Et puis nous restions affamés toute la journée jusqu'à la tombée de la nuit. Et dans la nuit, on devait avoir un peu d'argent pour "le Contrôle". »

Thomas met en avant la forte présence de ceux qu'ils appellent « nordistes » en lien avec l'existence d'un groupe spécialisé dans le racket.

Cette prétendue spécialisation ethnique peut-elle interférer sur une potentielle intégration à la Gare-Voyageurs ? Thomas a été particulièrement menacé. Il fustige les « Nordistes » dans chacun de ses textes. Il les présente comme un groupe homogène en opposition aux autres enfants de la rue.

Thomas,

« À la gare, la majorité des gens sont des "Nordistes" et nous sommes Iran-Irak parce que nous ne nous comprenons pas. »

Les explications de Fred sur sa vie à la gare ne sont pas fondamentalement différentes. Il porte des bagages et des marchandises à la gare comme « maquisard » (clandestin). Il n'a jamais réussi à obtenir une légalisation de son activité afin de revêtir le gilet de porteur officiel. Pour lui, la seule explication tient à son appartenance ethnique. Le milieu de la Gare-Voyageurs serait celui des « gens du Nord » et de Bafia (notons que Thomas est né aux environs de Bafia ! Fred est né à Douala et se dit Bamiléké).

Fred,

« À la gare, je porte les bagages. Avant, j'étais porteur officiel. Il y a une sorte

de tribalisme à la gare. Ici, il y a les Bafia et les Nordistes qui ont beaucoup la priorité. Pour travailler ici, il faut d'abord être ancien. Quand tu es nouveau, si tu n'es pas Nordiste ou du Mbam [région de Bafia], tu dois être "maquisard". Moi (...), j'ai été mis de côté.

9

»

Et il ajoute :

« Ici, la nuit, si un petit vient avec un sac à dos, il a fui la maison... La première des questions, s'il tombe sur un Nordiste : "tu es d'où ?" S'il dit qu'il est Bamiléké, il le chasse de son territoire. Le petit continue. Il va voir les Bafia. "Tu es d'où ?" S'il dit qu'il est Bamiléké, ils ne vont pas le chasser complètement. Ils vont essayer de voir son problème. S'ils trouvent peut-être mieux de le garder et que le matin, il se débrouille, ils vont le faire. Mais si un Nordiste tombe sur un Bamiléké, il le chasse. Si un Bamiléké tombe sur un Nordiste, il le chasse. Chacun prend sa personne. Moi, je ne regarde pas ça. On a hébergé un Nordiste chez nous, au dépôt. On a même financé pour l'aider à trouver sa famille, le faire manger. Quand quelqu'un fuit la maison et arrive à la gare, s'il tombe sur moi, je ne veux pas savoir s'il est Nordiste ou pas, Mbamois ou quoi... je vais l'aider comme si c'était ma personne. Je vais l'héberger peut-être deux, trois jours parce que le gardien nous interdit de garder des gens. Si je peux t'aider pour deux jours, trois jours, je vais le faire. Si je ne peux pas, je vais te trouver où tu peux dormir ou voir le matin ce que je peux faire pour toi. Les "Nordistes" ne peuvent plus rien me faire puisque je suis ancien. Ceux qui sont là sont venus après moi, donc ils ne peuvent plus rien me faire. Ils ne peuvent pas me menacer. (...) Ceux de Yaoundé ne commandent pas ici. Ceux qui ont la parole, ce sont les Nordistes et parmi eux, les grands. C'est avec eux que je traite. »

En définitive, Fred dort, travaille et se détend à la gare sans être inquiété. De même, à l'époque de ces textes, Thomas est à la gare depuis un an. Il s'est totalement adapté et ne manque jamais de bagages à porter. Il bénéficie de la protection de certains dont l'ethnie ne nous est malheureusement pas connue. Des enfants de la Gare-Voyageurs originaires des provinces du Nord subissent, eux, toutes sortes de violences de la part des plus âgés, que ces derniers soient des « Nordistes » ou non. Très vite, les témoignages nous replongent dans deux grandes thématiques : la violence des grands sur les petits et les réseaux de protection et de solidarité, instables et informels sans qu'aucune distinction ethnique ne vienne mettre un semblant d'ordre. Il est difficile de créer un sentiment communautaire dans la rue.

L'origine peut créer des liens de solidarité qui restent cependant toujours précaires. À la gare, elle peut très certainement permettre à

de nouveaux arrivants, tout droit sortis du train, de trouver quelques repères. Certains sont même arrivés par petits groupes, ce qui a facilité leur intégration. Mais si les enfants décrivent un monde très segmenté en fonction de l'ethnie, ils nuancent très vite leur discours en précisant qu'eux-mêmes n'agissent pas suivant de telles représentations.

En outre, les « Nordistes » accusent pareillement les « gens du Sud » de les menacer, qu'il soit question des enfants de la rue ou des autres habitants de Yaoundé. Si certains enfants les craignent, les « Nordistes » souffrent également d'une stigmatisation en miroir, source potentielle d'insultes et de violence.

Bouba, 26 ans, dix-huit ans de rue, Gare-Voyageurs, Yaoundé,

« Les gens du Sud menacent les gens du Nord. Ils disent : "vous êtes venus seulement pour voler". C'est pour ça qu'ils nous menacent dans la nuit. La police... les vendeurs même. Ils nous tapent. On ne connaît pas là où on va se présenter. Si on part se présenter à la police, on a peur de la police. Même si on te menace, tu restes calme. »

En définitive, les enfants vont se dire autant d'une ethnie que d'un univers socio-spatial donné. Ils sont « nordistes », bamiléké ou « sudistes » à certains moments, à d'autres, ils deviennent des enfants de la rue, des *mboko* et parfois, simplement, ils sont camerounais. L'ethnie est un concept à manier avec prudence.

Bouba,

« Les gars du Nord ne me font pas de mal parce que je suis leur frère. Les autres ne me font pas de mal parce que je suis un enfant de la rue comme eux. »

Mise en réseaux d'espaces : limites imaginaires et frontières inachevées

Les espaces des enfants ne sont pas des espaces clos. Pour autant, nous l'avons vu, chaque secteur parvient à se différencier des autres. Jusqu'à quel point ?

Deux exemples nous paraissent résumer l'inopérante guerre des rues : l'avenue de l'Indépendance à Antananarivo et Etoudi à Yaoundé.

Les quartiers d'Analakely

Nous avons constaté que le centre-ville d'Antananarivo était caractérisé par une intense occupation des lieux, se traduisant par un découpage précis de l'avenue de l'Indépendance et de ses alentours.

Les enfants ne peuvent pas s'ignorer : ceux qui dormaient au Zamaika (une grande halle qui abrite des gargotes) à l'époque du *Zoma*, ceux qui dorment au Glacier ou aux pavillons, (les secteurs étaient plus nombreux avant 1997 et la réhabilitation de l'avenue). Les uns font des incursions sur les espaces des autres et réciproquement. Zamaika était un espace idéal pour mendier les restes des repas et donc prétexte à de nombreuses bagarres. L'idée est de s'approprier une ressource ponctuellement et non de s'accaparer l'espace. Les groupes qui s'affrontent aujourd'hui encore par provocation sont capables quelques heures plus tard de jouer ensemble au football sur la place du 13-Mai ou sur l'esplanade d'Analakely.

Antra,

« Dès que ceux appartenant à tel ou tel secteur se croisent, ils se donnent des coups. Dès qu'on a de l'argent dans la poche, ils disent : "Donne-moi ça !" Dès qu'on est battu, on est forcé de donner. (...) À Analakely, la seule salle vidéo se trouve à Tsaralalana. On se croise là-bas. Là, on ne peut pas faire de bruit car les gens nous frapperaient. Alors, on se touche pas. Quand on est assis à côté de ceux des autres secteurs, on doit changer de place. Quand on sort de la vidéo, on se bagarre. »

Etoudi-Gare contre Etoudi-Carrefour

À Yaoundé, nous aurions pu penser que le découpage, tout relatif, du secteur d'Etoudi autour de deux grands points, la gare et le carrefour, allait introduire une structuration, même balbutiante. Celle-ci aurait pu être d'autant plus forte que les enfants d'Etoudi sont relativement coupés des autres secteurs de la rue et moins tentés de se promener.

La gare routière vient concurrencer l'animation du marché d'Etoudi. De grandes planches de bois et des plaques de tôles se dressent, serrées les unes contre les autres, délimitant l'enceinte de la gare. Des anciennes ambulances *Saviem* de l'armée française, des minibus *Toyota* y sont à l'arrêt, sur le départ ou en réparation. De petits commerces, au premier rang desquels discothèques

10

», *games*

11

et les buvettes, s'y sont multipliés. Hors de l'enceinte de la gare,

parfois au-delà d'Etoudi, les agences de voyages prolifèrent, officielles, imposantes avec leurs hangars et leurs rabatteurs ou clandestines en bordure de route, dans l'urgence du départ. *Kami Express, Binam voyages, Castor...* Les grands cars et les minibus se croisent, en partance ou de retour de l'Ouest du pays. Les toits croulent sous des monceaux de bagages brinquebalants. Ou l'arrimage élevé en art de voyager. L'opaque fumée du gazole pique et irrite. Des files de voyageurs aux abords des guichets se font et se défont. Les passagers s'agitent autour des bus, répondent à l'appel et tendent leurs billets. Ils se tassent et s'entassent. S'il n'y a plus de place, on continue, on improvise et on invente. On pousse, on râle... Ça passe. Les chargeurs portent, en appellent à « la motivation

12

», grimpent et sautent. Valises, sacs d'arachides, régimes de bananes, fûts d'huile de palme, chèvres, vélos sont hissés sur les toits. Vendeurs de pains et de beignets, de bonbons et de sucettes, d'eau glacée et de yaourts s'agitent aux alentours.

À quelques mètres de là, Etoudi-Carrefour vibre. Sa cohorte de bars et de restaurants s'impose au regard. On décompte également quelques boîtes de nuit. Les enseignes criardes se multiplient. De fines silhouettes se dessinent sur les panneaux publicitaires pour des boissons gazeuses et des bières. Les chaises et les tables s'amoncellent sur les terrasses. D'immenses enceintes vomissent sans fin des *bikutsi* et des *mapuka*. Les « mamans » alimentent leurs braises pour cuire le poisson et déroulent leurs bâtons de manioc. La télévision crie dans les salles des bars. Dans les recoins des murs, des odeurs âcres et piquantes prennent la gorge. Au fond, derrière ses hauts barreaux de fer, le barman vend ses consommations. Des serveuses en blouse bleue ou rose traînent des pieds dans les escaliers conduisant aux étages. Là, des néons fluorescents à la lumière verdâtre éclairent des fauteuils hors d'âge et des ruines de tables basses. Retour dehors. Entre les bars et les routes, les vendeurs à la sauvette allongent le pas. Caisnes de cigarette, mouchoirs, *démarrateurs*

13

et noix de cola. Pharmacies ambulantes... Quelques chemins sinueux nous éloignent du brouhaha ambiant. Tout paraît calme la journée. Des petits enfants s'éparpillent et pépient. Des jeunes femmes à l'allure altière et aux cheveux tressés avec soin les surveillent du coin

de l'œil. Ces mêmes yeux qui seront soulignés de khôl la nuit venue, lorsque de petites lueurs s'allumeront au seuil des baraques, que les boîtes s'ouvriront et que les bars s'animeront. Etoudi, haut quartier des prostituées.

Prostitution, proxénètes, trafics et délinquance... Le quartier a mauvaise réputation. On dit que son laci de venelles terreuses et ses maisons entassées abritent les braqueurs de la ville. Régulièrement, la police y organise des descentes. En pleine journée, quelques camions déversent des hommes en tenue. Des cordons kaki se tissent sur les grands axes du quartier. Armes en vue, ordres aboyés. Ils filtrent. Qui n'a pas ses papiers est immédiatement interpellé et chargé dans les véhicules. Ces opérations se soldent par une nuit au commissariat, deux, peut-être plus si la famille n'a pas de quoi payer. « Il y a eu rafle à Etoudi ». Et le soir venu, la vie a déjà repris ses droits dans les bars et les boîtes. Tandis qu'au loin dans la ville, un gang d'une dizaine d'hommes s'introduit, armé, dans une villa cossue de l'élite yaoundéenne.

Dans ce fourmillement se glissent les *mboko*, mi-complices, mi-spectateurs de cette vie à Etoudi. La gare reste sans doute le pôle où leur présence est la plus visible et où ils s'affairent entre les cars et les taxis, attrapant les voyageurs et les bagages. D'autres se sont retirés dans les boutiques de *games*, hypnotisés par les balles des ennemis virtuels et les rayons laser de quelque jeux vidéo. La gare est un vieux secteur. Petit à petit, les enfants sont partis vivre un peu au-delà, au carrefour, sans qu'aucune frontière réelle n'ait été tracée, ni respectée. Dans les discours, les plus anciens surtout, précisent s'ils sont du « Carrefour » ou de la « Gare » mais ils savent que rien ne peut vraiment les empêcher d'aller de l'un à l'autre. Les disputes, à l'image de celles d'Analakely, démarrent sur n'importe quel sujet et s'arrêtent rapidement, comme elles ont commencé.

Au même titre qu'il n'existe pas de guerre des gangs, aucune réponse collective aux incursions policières ou aux menaces de la Communauté Urbaine ne semble se construire.

S'il existe un « nous », il se place à l'échelle de la rue prise dans sa globalité. On s'identifie plus à la rue qu'à un secteur donné. Ainsi personne ne défend réellement ce dernier, espace aux frontières poreuses. Plus que des frontières qui sépareraient des territoires,

nous devons parler de simples limites entre des étendues géographiques plus ou moins appropriées, limites tellement franchissables qu'elles deviennent des chimères.

Achille,

« À Etoudi, nous étions nombreux. Plus encore que maintenant. Près de quarante ! Maintenant, au carrefour, on atteint vingt au plus. Certains sont rentrés chez eux, certains travaillent, certains sont comme ça. Quand j'arrivais ici là, tout le monde était mélangé. La gare n'était pas encore construite comme maintenant. Les barrières n'étaient pas là. Mais y'avait eu incendie à la gare routière. Et c'est à partir de là qu'on a eu des problèmes. La gare avait pris feu. On a donc décidé que, comme nous sommes les anciens, on doit monter au carrefour. Les nouveaux restent à la gare. C'est comme ça que la décision a été prise, jusqu'à aujourd'hui. (...). Je ne dors pas à la gare. Nous, nous sommes ici au carrefour. Y'a ceux qui sont à la gare. Ceux qui dorment dans les cars. »

Serge,

« Y a ceux qui sont à la gare routière. Nous, nous sommes les gars du carrefour. Y'a ceux qui sont les gars de la gare routière. Y'a deux endroits. (...) Moi, je suis un ancien. Même si tu arrives à la gare routière, même si c'est que tu es le plus fort, tu ne peux pas m'interdire la gare routière. »

Achille,

« Avec ceux de la gare, on se bat mais, après quelques heures, nous sommes toujours des amis. On se bat pour des simples discussions. Parfois, c'est par rapport à la force, parfois c'est par rapport à la femme. Parfois, c'est par rapport au travail, parfois la jalousie, comme ça... Je pars souvent faire les tours à la gare. Ceux de la gare viennent aussi. »

Dans la capitale malgache, l'occupation des rues est d'autant plus complexe qu'elle est le fait d'enfants et de familles, de petits groupes et d'individus isolés. Même les paysans viennent passer la nuit au marché de la Petite-Vitesse, pour écouler leurs marchandises aux premières lueurs de l'aube. Ils s'ajoutent aux femmes et aux enfants, aux vieillards aussi. Chacun s'installe, se fait une petite place sur un bout de trottoir. Certains veillent autour d'un feu. Face à la multitude, la rue reste faiblement appropriée. La présence des enfants est finalement diffuse, à l'inverse des enfants de Yaoundé qui se détachent nettement dans la ville. Les gens se tolèrent davantage à Antananarivo même s'ils tendent à se regrouper en petites unités.

Gaby,

« Nous nous réchauffons auprès d'un feu de bois, et quand quelqu'un vient, nous devons lui demander : "Grand frère, que fais-tu ici ?" (...). Il ne va pas dormir là. Nous ne lui permettons pas de dormir là car ce sont seulement tous

ceux qui font partie de la bande qui dorment ensemble. Il n'y a pas de dispute, mais par exemple, il s'assied à côté de notre feu de camp, alors nous lui disons qu'il n'a pas le droit de rester longtemps là. »

* * *

Les enfants sont devenus visibles avec la crise économique, sociale et culturelle. Leur présence est venue accroître aux yeux des habitants le sentiment de délitement des paysages urbains, la marginalité des enfants se définissant alors comme un dysfonctionnement d'un modèle urbain donné. Pourtant, la marge est commune à Antananarivo et Yaoundé, elle semble intrinsèque du phénomène urbain.

Par ailleurs, le profil sociologique des enfants ne diffère pas de celui des habitants d'Antananarivo et de Yaoundé. Une rupture s'est néanmoins produite, conduisant les enfants à se réfugier dans l'espace public : les centres-villes modernes et les périphéries (gares et marchés pour l'essentiel). Ce qui échappe alors aux enfants de la rue, ce sont les quartiers, un pan entier de la sociabilité urbaine. Ils survivent dans les espaces publics anonymes et évitent les espaces résidentiels sous le contrôle social des habitants.

Si les enfants cherchent un ou deux compagnons, c'est par intérêt plus que pour combler un manque affectif pourtant évident. À plusieurs, il est plus facile de survivre, tout simplement. Les enfants sont dans l'exploitation à très court terme de toutes les opportunités de l'espace urbain. Les usages qui en sont faits sont orientés vers la recherche d'argent et ne suffisent pas à fonder un secteur. Si appropriation il y a, il n'existe *a priori* pas de territoires. Certes, un enfant va décider de rester selon qu'il y trouve un abri, un ami, un protecteur. Mais ces rassemblements tiennent davantage du réseau, à peine du groupe et peu de la bande (amorcée à Antananarivo ?). Ils ne débouchent pas sur une forme spatiale accomplie, délimitée et défendue. Les enfants sont exposés à la violence à l'intérieur même du secteur. Comment pourraient-ils le défendre contre une menace exogène ?

« La rue » est à appréhender dans sa pluralité de secteurs. Les enfants se promènent dans la ville. Ils reconnaissent « la rue » avec ses pôles connexes plus que contigus, aux contours fragiles et aux franges

évanescences. À défaut de territoires circonscrits aux formes abouties, il existe un processus de territorialisation de la rue à l'échelle de la ville. Les enfants mettent en réseau des secteurs différenciés en se promenant et en cherchant de l'argent au fil des jours et des années. La territorialisation globale de la rue est marquante à Yaoundé avec une réelle contiguïté des lieux au centre-ville depuis la Gare-Voyageurs jusqu'au couple Campero-Calafatas, en passant par le marché du Mfoundi. Les points fréquentés se multiplient dans la ville, reliés par différents itinéraires sans que les enfants soient coupés les uns des autres par de trop fortes distances. Le territoire est fait de lieux fixes et d'itinéraires reconnus. Nous pourrions reprendre l'expression de J. Bonnemaïson (1981, p. 254) au sujet des nomades en parlant de « territoires d'errance ». En fait, si l'ancrage à des lieux se révèle faible et changeant, nous ne pouvons effectivement pas parler de territorialité, mais si l'individu met en place des itinéraires précis entre ces lieux, nous pouvons dire que la territorialisation est effective. Le territoire serait un réseau de lieux. Ce n'est pas un secteur donné qui compte pour les enfants. Plus que la forme, répétons-le, c'est le processus, le mécanisme de la reconnaissance de l'espace, de ses potentialités, de ses appropriations par les enfants qui comptent ici. Les enfants ne figent pas leurs secteurs, ils n'en tracent pas les frontières. Leur espace suit des lignes plus qu'il ne se réfère à des points. Les enfants n'ont aucun projet. Ils s'adaptent pour survivre de façon purement empirique.

En cela, nous pourrions également citer la notion de rhizome telle qu'elle a été définie par G. Deleuze et F. Guattari (1976)

14

. Des concrétions (bulbes) aux ramifications, des pôles (d'activités, de sommeil) aux lignes d'erre dans la ville (balade, fuite, quête), rien ne sépare finalement l'exemple du terrier des « territoires » des enfants.

« Les terriers sont [des rhizomes], sous toutes leurs fonctions d'habitat, de provision, de déplacement, d'esquive et de rupture. Le rhizome en lui-même a des formes très diverses, depuis son extension superficielle ramifiée en tous sens jusqu'à ses concrétions en bulbes et tubercules » (G. Deleuze, F. Guattari, 1976, p. 17).

Ainsi les enfants des rues produisent-ils la rue (quand bien même il n'en ressort aucune forme figée). On se demande alors s'ils sont des producteurs de ville.

Notes

1 À Antananarivo se pose la question des adultes. Les enfants font souvent allusion au racket d'hommes « grands et musclés » qui vivent également dans la rue. Nous ne savons pas s'ils sont eux-mêmes d'anciens enfants de la rue ayant vieilli « dehors », des chômeurs ayant perdu leur domicile ou encore des migrants ruraux, question qu'il serait intéressant d'approfondir en étudiant l'univers de la rue au-delà du phénomène des seuls enfants.

2 Sur les catégories d'âges, voir Biaya T., « Kinshasa : anomie, ambiance et violence », in G. Herault, Adesanmi (dir.), *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique* (actes du symposium international d'Abidjan, 5-7 mai 1997), Paris, Karthala, p. 329-378 ; M. Merienne Sierra, *Violence et tendresse : les enfants de la rue à Bogota*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 32-42.

3 Joueurs de l'équipe nationale camerounaise de football.

4 Cameroun Radio Télévision, la chaîne nationale camerounaise.

5 Cet itinéraire existe également à Abidjan (Côte d'Ivoire) : les grands gardiens de voitures (20-25 ans) du quartier du Plateau ont expulsé ou asservi les petits. Avec l'argent qu'ils gagnent, ils louent des chambres et ne dorment plus dans la rue (même s'ils continuent à appartenir à son univers). Y. Marguerat, À découverte des enfants de la rue d'Abidjan », in Y. Marguerat (dir.), *Garçons et filles des rues dans la ville africaine. Diversité et dynamique des marginalités juvéniles à Abidjan, Nairobi, Antananarivo*, IRD, CODESRIA, 2003, p. 23.

6 Escroquerie consistant à faire croire à la fabrication de faux billets à partir d'un vrai que le prêteur ne reverra jamais.

7 Nous avons rencontré Landry à sa sortie de prison. Il venait de purger sa peine pour escroquerie.

8 Mot peul qui signifie « coupeurs de route ». Ce sont des groupes organisés et armés qui braquent les véhicules sur les routes de la province de l'Extrême-Nord du Cameroun.

9 Rappelons que cette instrumentalisation de l'ethnie se retrouve nettement dans le champ politique national. X. Durang, *Vivre et exister à Yaoundé. La construction des territoires citadins*, thèse de doctorat de géographie, université Paris IV-Paris Sorbonne, IRD, 2003, p. 455.

10 Magasin spécialisé dans la vente de cassettes et de CD.

11 Jeux vidéos.

12 Pourboire.

13 Fruit au goût amer, réputé pour ses vertus stimulantes, à associer à la consommation d'alcool.

14 Nous développons cette référence citée par P. Rohmer au sujet des enfants des rues de Phnom Penh (Cambodge) : P. Rohmer, *La Jeunesse marginalisée à Phnom Penh* :

aspects utilitaires et identitaires de l'espace urbain, mémoire de DEA, universités Paris I et Paris IV, 2003, 153 p.

Deuxième partie : Les enfants privés de rue

Avant-propos

Nous quittons la rue pour nous placer à l'échelle de la ville. Nous examinons la position des enfants selon un double rapport : celui à l'espace urbain appréhendé dans sa globalité et celui qui se noue avec ses acteurs. Nous étudions notamment la relation que tissent ou non les habitants et les autorités avec ces enfants. Quelles sont leurs actions et leurs représentations face à ce phénomène ?

Ainsi, dans un premier temps, nous interrogeons la perception que développent les enfants à l'égard de la ville. Quels rapports entretiennent-ils avec elle et les autres habitants ? S'inscrivent-ils pleinement dans l'espace urbain ou, en définitive, contre la ville ?

Dans un second temps, il est nécessaire d'examiner comment les enfants négocient leur accès à la rue et à la ville. À Yaoundé comme à Antananarivo, les autorités et les habitants acceptent-ils leur présence ? La ville apparaît comme un espace de représentation et de pouvoir, et donc de tensions et d'affrontements.

Enfin, la question est aussi de savoir si les enfants peuvent sortir de la rue pour s'intégrer à la ville et devenir des citoyens.

Chapitre IV. Être de la rue : l'ambivalence du lien à la ville

La rue permet aux enfants de se définir et de se reconnaître les uns les autres et face au reste de la société. Elle peut donc leur attribuer une identité spécifique. Est-ce une identité par défaut, une identité qui se crée contre la ville ou une identité partie prenante de ce qui fonde l'espace urbain ? S'appuie-t-elle sur l'existence d'une culture de la rue, sous-culture ou contre-culture urbaine ? Il n'est pas certain que les enfants aient les moyens comme la volonté d'en construire une, au-delà de l'effort d'inventivité nécessaire à leur survie.

De la ville et du village d'origine à la capitale, les enfants tracent un itinéraire qui les fixe toujours plus à Yaoundé et à Antananarivo. Ils acquièrent progressivement une connaissance effective des villes, de jour comme de nuit, aux heures où la plupart des habitants, effrayés, rentrent chez eux. Ainsi, lorsque nous avons demandé à des enfants tout juste arrivés à la rue et à la ville, de dessiner Yaoundé, ils représentèrent un village, arboré et fleuri. Quant aux anciens de la rue, certains eux-mêmes issus de zones rurales, ils n'hésitèrent pas une seconde et résumèrent Yaoundé à Campero ou à la Gare-Voyageurs ! De la découverte à la maîtrise urbaine, des étapes se succèdent avec le doute permanent : la ville ne serait plus appréhendée que par la rue.

Pratiques de rue : pratiques citadines ?

Les enfants connaissent la ville. Leur espace en rhizome permet cette vaste maîtrise de l'espace et des temps urbains. Nous leur avons

demandé de citer trois lieux qu'ils aimaient et trois autres qu'ils n'aimaient pas

1

Les secteurs sont cités en priorité (Analakely pour Antananarivo). Mais une ambiguïté de taille apparaît : les enfants mentionnent certains secteurs dans la catégorie des lieux qu'ils aiment puis les citent à nouveau dans la catégorie des lieux qu'ils n'aiment pas.

En outre, si les enfants se sont appropriés la rue et en ont fait leur repère premier dans la ville, nous découvrons que leur connaissance et leur représentation de la ville s'élargit à d'autres quartiers et réseaux.

La rue, premier fondement de l'appartenance à la ville

Des secteurs dominants au sein des représentations urbaines

Par le biais des discours sur la capitale malgache, trois grandes zones se distinguent : le centre-ville, Anosibe et Andravoahangy. Il paraît donc évident que les enfants se reconnaissent avant tout dans la ville par « la rue ».

Dans les dessins d'Antananarivo ou de Yaoundé, les enfants ont souvent dessiné spontanément leur secteur. Ils évoquent l'hôtel Hilton, l'aéroport, la dense circulation automobile : ils représentent une ville moderne. Or à Antananarivo, les rizières et les cressonnières n'ont pas disparu. Lors d'un exercice dans le cadre d'une autre recherche (C. Fournet-Guérin, 2002), de nombreux enfants vivant dans des quartiers ont ainsi dessiné des espaces ruraux au sein de la capitale, à l'inverse des résultats que nous avons obtenus auprès des enfants rencontrés en 2003, captifs de la rue

2

En outre, à Madagascar, Analakely est moins cité par les enfants de la rue pour ses vitrines et ses jardins que pour ses potentialités en termes d'argent et de refuge. Il est avant tout question d'un cantonnement dans l'espace urbain. L'enfant du quartier qui ne peut dessiner que sa maison et les venelles alentours n'est-il pas reconnu

comme citoyen ? L'attachement à son domicile et à l'espace résidentiel ne prime-t-il pas sur la faible superficie de l'espace urbain connu ? En définitive, pouvons-nous être de la ville si sa connaissance et sa maîtrise passent par une expérience de la marge ?

Habiter la rue ?

Être dépourvu de tout espace privé, c'est être sans emprise sur le sol urbain. Le rêve de bien des habitants des villes est d'y faire construire un logement afin de passer du statut précaire de locataire à celui de propriétaire, tel les Loméens (E. Le Bris, A. Osmont, A. Marie, A. Sinou, 1987, p. 21) et leur « chez » et, très nettement, les gens de Yaoundé (A. Bopda, 2003, p. 240 ; X. Durang, 2003, p. 440). Être propriétaire est vécu dans beaucoup de villes comme l'aboutissement d'un processus, une preuve intangible de son accession au sol urbain, et à l'identité de citoyen.

Posséder (au-delà de la notion juridique de propriété) un espace privé permet d'acquérir une place dans l'espace public. L'occupation de l'espace traduit une position sociale au sein de la société urbaine. Mais comment se définir en ville sans aucun statut, sauf celui dévolu par la rue ? S'approprier un espace public, c'est être dans l'éphémère, à la merci des rafles. C'est vivre dans l'illégalité et s'épuiser à contourner les règles.

D'une certaine manière, être propriétaire à Antananarivo s'avère tellement difficile que la rupture des enfants avec une majorité des habitants de la capitale paraît moindre. De nombreux enfants sont issus de petites cabanes de tôles et de bois des bas-quartiers de la plaine dont la présence n'est guère appréciée des Tananariviens de la Ville-haute. À Yaoundé, les plus âgés squattent les chambres de leurs copines ou en louent plus ou moins épisodiquement. Beaucoup vivent avec, dans un coin de leur tête, le reflet du quartier chic de Bastos.

Mais alors que les habitants des quartiers d'habitat spontanés, le plus souvent illégaux, incarnent un type d'habitat devenu majoritaire et tentent parfois en vertu de leur nombre, de se faire accepter dans l'espace urbain, les enfants de la rue ne sont qu'une poignée. En perdant leur premier habitat en ville, les enfants natifs de Yaoundé et d'Antananarivo ont perdu la dimension sociale de « l'habiter », ce qui les reliait à la société urbaine, sans parvenir à ce que la rue produise

sa propre société.

Le secteur naît de réseaux, il est le fait des enfants. Il obéit à de simples tactiques, au contexte, au moment de la journée et aux nécessités du climat. Il n'est pas le fruit de mise en mouvement d'associations (d'originares, de quartiers), moins encore d'une organisation familiale dont la structure se lit dans son déploiement spatial au sein de la ville. Pour tout dire, le passage et le maintien à la rue naissent du délitement de liens communautaires et familiaux. Cependant, l'appréhension de la ville a pu s'amorcer dans le cadre du domicile et de l'espace résidentiel.

La « carte du tendre »

Les enfants sont de « quelque part » avant d'être de la rue. Ont-ils oublié ces autres temps pour ne vivre et n'exister que par un seul espace ? La question revêt d'autant plus d'acuité à Antananarivo où les enfants sont nés en majorité dans la ville et son agglomération.

L'attachement à la rue, entre attraction et répulsion

La rue rejetée

À Antananarivo, les mêmes lieux et quartiers reviennent avec une égale intensité, que les enfants les aiment ou ne les aiment pas.

Solofo (texte des ateliers d'écriture), Antananarivo,

« J'aime Analakely parce que je peux trouver de l'argent, faire le "portez-madame", garder les voitures et les essuyer. Ce que je n'aime pas, c'est Analakely. »

Nous l'avons vu, le paradoxe est permanent entre l'impression de liberté et les violences dont la rue est porteuse. Les enfants entretiennent un attachement particulier à l'égard de la rue selon ce qu'elle leur apporte et ce qu'elle leur refuse. À Antananarivo, l'Indra, la boîte de nuit d'un quartier chaud revient fréquemment lors des entretiens : les enfants apprécient le secteur pour l'ambiance et l'argent et le détestent justement du fait de cette atmosphère interlope et des voleurs aux mains agiles.

Le décalage temporel est également fort. La nuit, entre ivrognes et prostituées, la marge envahit le centre et efface quelques heures ce

sentiment d'être à part, avant que le soleil ne lève à nouveau l'illusion et que la rue ne redevienne espace public, lieu de passage, de rencontres et de frottements. Le jour, les enfants rêvent de la ville et souffrent d'être dans la rue. À Yaoundé, le paradoxe est le même.

À Antananarivo, les textes écrits par les enfants sur la ville traduisent la manière dont ils vivent et perçoivent la rue. Une séance d'atelier d'écriture avait pour but de décrire sa généalogie familiale, éventuellement de citer des ancêtres inconnus ou imaginaires (le but n'étant pas de raviver des souvenirs difficiles). Il fallait remonter dans le temps, sans jamais nommer la personne, dater, ni même localiser. L'individu choisi devait être décrit par l'action qui le caractérisait le plus. Chaque phrase devait débiter par « celui qui ».

Mais tous les enfants ont choisi de décrire les gens de la rue et de s'en tenir au présent immédiat. « Celui qui » devient le témoin de leur univers. C'est parfois l'enfant lui-même qui se pose en observateur, parfois en acteur. C'est une litanie d'hommes ivres, de garçons « défoncés » et de prostituées qui s'offrent à nous, un tableau de la rue tananarivienne dans toute sa subjectivité et sa fragilité, avec ses scènes de petites misères quotidiennes. Ces détournements et inflexions faites aux consignes ont été en définitive les plus porteurs de sens.

Roland, Antananarivo,

Celui qui voyait les putes à Tsaralalana

Celui qui était ivre de chanvre

Celui qui voyait des gens se disputer et insulter leurs ancêtres

Celui qui a trouvé quelqu'un qui fumait beaucoup de chanvre et buvait de la

THB [bière] à Andravoahangy

Et moi, hier, que quelqu'un a frappé en lançant des pierres

Rivo, Antananarivo,

Celui que nous trouvons dans un quartier qui chante, qui chante toujours

Celle qui fait la pute

Celui qui fume le chanvre

Celui qui regarde les vidéos

Celui qui vit en faisant le pickpocket

Vivre dans la rue se fait par défaut. À Yaoundé, Yves (comme beaucoup d'autres avec lesquels nous avons discuté) oppose Bastos, le vieux quartier chic de la capitale à tous les quartiers de très mauvaise réputation (Mvog Ada où il part pourtant s'amuser, Ekounou et ses prostituées et Elig Edzoa connu pour être un repère de braqueurs).

Dans les deux villes, les enfants apprécient des paysages modernes, propres et opulents par-delà les réalités qui défilent chaque jour devant leurs yeux. Pour autant, d'autres lieux s'inscrivent en prolongement de leurs secteurs. Ils contribuent au dessin de la carte de cet espace spécifique qu'est la rue des enfants.

Deux repères contradictoires : les ONG et « Kondengui »

Les ONG reviennent souvent lors des entretiens avec les enfants. Elles comptent parmi leurs principaux interlocuteurs. Elles leur fournissent des soins, la possibilité de se laver et de faire leur lessive. Elles proposent parfois une remise à niveau scolaire et enfin offrent une écoute. Ainsi, certains enfants s'y réfèrent fortement quand il est leur est demandé de citer des lieux aimés. À Antananarivo, Ankatso est régulièrement cité non parce que l'université y est implantée mais parce qu'une ONG y est localisée. Ce sont les mêmes motivations pour le quartier d'Andavamamba. Les ONG représentent des repères essentiels dans les itinéraires urbains des enfants.

Le contraste est plus que saisissant lorsque nous voyons apparaître chez les enfants de la rue de Yaoundé, en sus de ces petits refuges (le centre d'écoute de la gare ferroviaire notamment), la prison de Kondengui ou les commissariats. Les lieux de la répression transparaissent nettement, y compris dans les champs lexicaux de leur argot (cf. *infra*).

Une question subsiste alors : peut-il exister des espaces hors de la rue dans les représentations urbaines des enfants ?

Les espaces de la famille

Les enfants d'Antananarivo se repèrent aussi en ville en fonction de leur quartier d'origine, celui d'avant la rue, celui de leur famille. C'est là un élément essentiel dans la construction d'une identité citadine. Cette dernière apparaît donc multiscalaire avec des références à d'autres espaces et à d'autres temps, quand bien même, nous l'avons vu, la rue s'impose toujours plus dans les pratiques et représentations des enfants.

Dans le discours des enfants, il peut être question du quartier qu'ils ont quitté ou d'un autre où ils avaient l'habitude de rendre visite à

une tante ou à un cousin. C'est un espace structurant et déstructurant (à l'image de la famille), aimé et détesté. C'est le lieu de la prime enfance, parfois de la douceur maternelle. C'est aussi le lieu que l'on a fui, dans les cris et les vapeurs d'alcool. La rue ne semble donc pas avoir effacé de manière irrévocable les repères originels.

Les enfants évoquent aussi des quartiers qu'ils ne connaissent que de nom mais dans lesquels ils situent un membre de leur famille qu'ils aimeraient retrouver et dont la présence en ville a pu les inciter à venir à Antananarivo (un enfant parti d'Antsirabe cite une commune du sud de l'agglomération, Tanjombato, où il pense trouver son grand frère) ou à Yaoundé. Ainsi ils intègrent des espaces inconnus à leur univers.

Les espaces rêves

Non seulement, les enfants sont mobiles mais ils vont aussi jusqu'à se projeter dans des espaces imaginés, bien au-delà des limites urbaines.

Le goût de la promenade

Au Cameroun, de nombreuses villes moyennes plus ou moins bien reliées entre elles quadrillent le territoire national. Les enfants se rendent de l'une à l'autre, principalement par le bus ou par le train. Ce dernier joue un rôle fondamental dans leur mobilité. Il en va de même dans d'autres pays dotés d'un réseau ferré développé, en Inde

3

par exemple.

Jusqu'à la privatisation du train (devenu moins accessible), l'axe Yaoundé-Ngaoundéré était le plus en vogue. Son existence n'avait pas comme seul but, pour les enfants issus des provinces du Nord, de descendre à la capitale. Le train ne représentait pas seulement un gagne-pain idéal. C'était aussi le moyen de voyager. Une semaine, un mois ou plus. Rares sont les enfants de Yaoundé parmi les plus âgés à ne pas avoir pris le train. Si certains continuaient leur route jusqu'à Garoua, beaucoup restaient à la gare de Ngaoundéré et finissaient toujours par « rentrer » à Yaoundé.

Les départs vers Douala sont aussi fréquents. Les enfants peuvent décider d'y rester quelques mois et travailler dans les gares ou dans

les marchés. À d'autres moments, ils viennent dans une grosse ONG locale profiter des activités proposées (cirque, école). Enfin, certains cherchent à se faire oublier de la police ou de leurs camarades de secteur après avoir emporté avec eux le produit d'un vol collectif. Partant à Douala, il n'est pas surprenant de retrouver les enfants de Yaoundé, puis de les voir de retour dans la capitale camerounaise. Les enfants de Douala comme de Yaoundé connaissent les secteurs respectifs des deux villes. Nous retrouvons les grands de Yaoundé devant le cinéma le Wouri à Douala, un secteur... des grands.

Les enfants reviennent toujours à « leur » ville, quelle qu'elle ait pu être la durée du séjour dans une autre. S'ils changent de secteur, ils demeurent de cette ville et de ses rues. La figure du rhizome se prolonge et étend ses ramifications sur une grande partie de l'espace national.

Rien de semblable à Antananarivo. La faible ampleur des migrations internes liée en partie à l'enclavement géographique de la capitale se ressent sur les mobilités des enfants. Pourtant, l'analyse du phénomène des enfants de la rue devrait s'orienter aujourd'hui vers les villes secondaires. Ils sont très visibles dans les villes des Hautes-Terres de Madagascar (Antsirabe et Fianarantsoa), leur présence est à peine perceptible dans d'autres villes (Morondava, Toamasina, Mahajanga). Elle n'en est pas moins indéniable. Au Cameroun comme à Madagascar, il serait nécessaire de se pencher sur cette marginalisation propre à des villes de petites tailles afin de resituer dans un champ urbain plus vaste notre comparaison de deux capitales. De même, l'analyse de la marginalité dans les villes secondaires devrait permettre de situer les mobilités des enfants dans un éventuel continuum rural-urbain. Les enfants des villages sont dans les rues des villes mais dans quelle proportion par rapport aux urbains ?

À une autre échelle, l'espace des enfants s'ouvre sur l'Europe, quand bien même ne serait-ce là que fantasme.

L'ailleurs et le meilleur : des espaces vécus aux espaces fantasmés

Le départ vers l'Europe s'est transformé en leitmotiv chez beaucoup d'enfants à l'image des autres habitants (ce que confirment les longues files d'attente devant les consulats européens et américains

sous le soleil ou sous la pluie). Tous se nourrissent des images de la télévision, adoptent des modes occidentales et mondialisées en croisant chaque jour des expatriés circulant dans d'imposants véhicules pour s'enfermer ensuite dans de luxueuses villas. L'occident attire. Ici, les prix des produits importés flambent. Les recrutements ne se font plus. L'argent paraît facile à gagner à cinq ou dix mille kilomètres, en Europe, surtout chez l'ancien colonisateur.

Les enfants camerounais se disent qu'ils ont toutes leurs chances. Ils tracent des itinéraires imaginaires à travers le Nigéria et le désert du Sahara avant d'atteindre les côtes marocaines puis les rivages espagnols. Des enfants connaissent le Tchad, le Nigéria ou la Centrafrique. Rien n'arrête leurs rêveries. Là-bas, tout est meilleur, tout est possible. C'est ce qu'ils croient. « On part àMbengue » (en Europe), « on va être desMbengistes ».

Les enfants d'Antananarivo ébauchent peu de tels voyages imaginaires car enclavés dans un espace insulaire. Ils se contentent de regarder le ballet des avions à l'aéroport d'Ivato et de murmurer de temps à autre cette envie de partir.

Les enfants rejettent encore une fois la rue. Ils s'inscrivent dans le vaste champ de la mondialisation et de ses représentations. Ils s'en approprient les images et nous disent ce qu'ils voudraient être.

Pierre, Yaoundé,

« Je suis un chintok. Mais je vais signer la nationalité brésilienne. Et je vais pratiquer la capœira. Grâce à elle, je pourrai échapper à tout ce qui me gêne aux alentours. Ses mouvements me plaisent.

Je serai aussi un grand "jamaïcaman". Soyez sûr qu'en 2007, je remplacerai Bob Marley. Je déformerai son nom. Je mettrai le mien.

Soyez prêt en 2007 parce que tout va barder. Pierre le number one de 2007. Et quand je mourrai, beaucoup de personnes penseront à moi. À bon entendeur, salut ! »

Certes en premier lieu, comme un habitant se définit par son quartier, les enfants des rues se définissent en priorité par leur secteur. Comme le quartier, la rue constitue l'espace où s'enraciner et d'où partent et se tissent divers réseaux de sociabilité. La difficulté est d'accepter l'idée que les enfants se sentent de la ville parce que vivant dans ses rues.

Or, nous constatons que leurs itinéraires entraînent une connaissance assez vaste de la ville (sans doute supérieure à celle de beaucoup

d'enfants de leur âge et d'habitants pauvres obligés de limiter leurs déplacements). Une ambiguïté demeure : appréhendent-ils l'espace urbain au-delà de leur secteur et de la rue en général ?

Ce qu'ils perçoivent de la ville nous laisse penser que ces enfants ont une conscience aiguë de ce qui se vit en dehors de « leurs » rues. Ils ne se « réfugient » pas dans des territoires fermés et figés, mais découvrent la ville au fil des années. Si les enfants d'Antananarivo écrivent sur les prostituées et le chanvre, ils le font également sur les lumières de la ville et les feux d'artifice de la fête de l'Indépendance.

À défaut, les espaces fantasmés deviennent des espaces propres à l'univers de la rue, espaces utopiques où se replier et par lesquels surmonter la réalité. « Espaces autres » (M. Foucault, 2001 [1984]) créés pour tenir et pour survivre.

Le paradoxe d'aimer la rue comme de la rejeter met en exergue l'existence d'un véritable désir de ville. L'analyse de leurs pratiques et de leurs représentations sous l'angle culturel permet d'en approfondir l'expression.

Micro-culture, sous-culture ou pseudo-culture ?

Les études d'Éliane de Latour (2001) sur les *ghettomen* d'Abidjan (Côte d'Ivoire) constituent un exemple majeur où « la rue » devient porteuse d'une contre-culture ou secrète tout au moins une sous-culture. Les *ghettomen* sont définis comme des hommes et des femmes vivant de vols, d'escroquerie et de braquages, évoluant dans un univers codifié et ritualisé extrêmement violent.

Les *ghettomen* sont toujours en relation avec leur famille et ont un toit, à l'inverse des enfants des rues. Les *ghettomen*, s'ils vivent dans la rue, ne sont pas de la rue. Peut-être même l'expression *dans la rue* ne convient-elle pas dans la mesure où ils ne tirent pas leurs revenus directement d'elle mais de braquages de villas et d'autres trafics. La rue ici est une métaphore quand il conviendrait mieux d'évoquer, en termes géographiques, des quartiers populaires. Il n'existe pas un seul monde de l'économie « informelle », de la « débrouillardise » à opposer à celui des élites, des riches des grandes villas des métropoles

africaines. L'univers de « l'en-bas » parfois abusivement dit « de la rue » n'est pas homogène, les enfants de la rue ne vivant pas à l'identique des *ghettomen*. La marge sociale n'est pas toujours l'espace physique de la rue.

Une identité de rue ?

Le mythe du « ghetto »

Il s'agit d'envisager la marge comme une mise à l'écart qui serait presque entretenue par les enfants pour être renvoyée aux visages de ceux qui en sont justement la cause directe ou indirecte, à défaut les témoins passifs, parfois impuissants. Les enfants s'identifient à d'autres situations d'exclusion à l'échelle mondiale pour s'enraciner dans une culture spécifique et contourner et sortir de l'isolement dans lequel ils sont enfermés à l'échelle locale. En outre, dans une certaine mesure, ils entretiennent le secret sur leur propre fonctionnement pour se protéger.

Ainsi, le discours sur les lieux est fondamental lorsque les enfants de Calafatas nomment leur secteur, le « ghetto ». Il y a là une référence à la culture populaire noire-américaine très forte, allant de pair avec des codes vestimentaires et des goûts musicaux de même inspiration (marques de sport : Nike, Adidas et rap américain)

4

. La manière de se saluer en fermant le poing, croisant les mains et touchant le cœur, trouve la même origine. Par ces références, les enfants s'inscrivent et se reconnaissent dans la contre-culture revendicative (davantage dans la représentation qui en faite) d'une population marginalisée et en souffrance. En complément, la culture reggae est intégrée à la rue, mais de manière très approximative. Moins que la musique elle-même ou les thèmes qu'elle aborde, cette référence légitime et met en exergue la consommation de cannabis. De nombreuses chansons aux rythmes lents font l'éloge du chanvre. Du rastafarisme

5

ne reste au final que la coupe de cheveux (dreadlocks) et, à Antananarivo, le terme de « rasta » accolé au prénom de certains. Un coin aux alentours du marché d'Andravoahangy a été renommé « Jamaïque

». Nous retrouvons les mêmes références au-delà des frontières. Les enfants suivent et transforment les grandes tendances mondiales au même titre finalement que le reste de la jeunesse urbaine

Lorsqu'ils ont un peu d'argent, les enfants s'achètent de beaux vêtements de marques (de sport donc). À Yaoundé, ils partent se faire photographier en posant et en imitant des chanteurs de rap. Tout l'argent gagné disparaît de la sorte en dépenses somptuaires pour se vêtir, parader, boire et fumer.

Les emprunts consuméristes à l'Occident, qu'ils soient ceux des enfants de la rue, des *ghettomen* d'Abidjan (É. de Latour, 2001, n° 19, p. 166) ou seulement des jeunes urbains, se posent comme l'expression d'un sentiment d'appartenance à la ville, opposée au village, au travail aux champs et à une vie laborieuse dénuée de tout confort matériel moderne.

Antoine, Yaoundé,

« Tu sais, quand tu es habitué à quelque chose, tu ne peux plus aller quelque part sans entendre... à chaque moment, tu es habitué à entendre les voix de tes amis, d'autres qui te disent allons jouer aux games [jeux vidéos], allons voir le film. Alors qu'au village, si je pars au village, qu'est-ce-que je vais faire là-bas ? Travailler au champ ? Travailler au champ, c'est bien mais je n'aime pas rester là-bas. Si je pars, je vais faire une semaine. Je vais faire tout pour revenir, toujours. »

Lorsque les enfants jouent au football, pratiquent la boxe à Yaoundé ou s'enthousiasment pour le rugby à Antananarivo, ils ne s'inspirent que de modes du moment. Ils rêvent d'une carrière fulgurante de footballeur, à l'image de leurs idoles nationales. Ils pratiquent la boxe et le karaté, la tête pleine des images de films de kung-fu visionnés dans les salles vidéo. Ces références ne sont pas le propre des enfants de la rue et tendent à rassembler la gent masculine en général, ces sports faisant appel au culte d'une certaine virilité pour ce qui est de Yaoundé. Quant il s'agit de football, c'est la société entière à Yaoundé et dans tout le Cameroun qui s'enthousiasme

. Une nuance de taille est à apporter à l'engouement des enfants d'Antananarivo pour le rugby et pour les arts martiaux. Sports très répandus à Madagascar, leur pratique est souvent attribuée à la caste

des descendants d'esclaves, les *Mainty*. Pour les hautes castes traditionalistes, il ne saurait être question de jouer un match, de le regarder ou encore de s'intéresser à un combat. À nouveau, les enfants malgaches ne se différencient-ils pas, pour l'essentiel, des habitants de la Ville-basse

La question des castes à Madagascar

Nous abordons ici un sujet extrêmement sensible, source de polémiques. Le terme de caste se prête à de multiples controverses. Pour certains, il ne peut s'appliquer qu'au système de castes de l'Inde où interfèrent les notions de pureté et d'impureté, inexistantes à Madagascar. Quelques auteurs ont alors parlé de groupes statutaires ou de pseudo-castes, au risque de lisser une réalité bien loin d'être neutre. Quant au concept de classe sociale, il renvoie à des idéologies trop dissociées de l'histoire malgache. De manière quelque peu arbitraire, nous adopterons donc le terme de castes.

Trois grands groupes se sont distingués en Imerina, sur les Hautes-Terres. Les *Andriana* sont l'équivalent approximatif des nobles. Les *Hova* sont les hommes libres. Les *Andevo* étaient les esclaves. Il s'agissait de membres déclassés des deux autres castes ou de prisonniers de guerre et enfin, d'esclaves par la naissance. Les esclaves n'avaient pas droit à leur propre tombeau. Ils étaient dépourvus de tout rattachement généalogique et territorial, ce qui n'est pas sans conséquence aujourd'hui sur la nature de leur attachement à la ville dans un espace fortement hiérarchisé et cloisonné depuis tant de siècles. Après l'abolition de l'esclavage (1896), il est devenu fréquent d'évoquer les descendants d'esclaves par le terme de *Mainty*. Bien qu'employé dans le corps de cette thèse, il nous apparaît néanmoins nécessaire de souligner l'existence d'un glissement de langage. Les *Mainty*, originellement, se distinguaient des *Andevo*. Ils constituaient le groupe des « serfs » royaux, attachés au souverain en raison de leur courage. Des terres leur étaient attribuées par le souverain. Certains étaient de grands guerriers mais aussi des agriculteurs et des éleveurs. D'autres encore

étaient les serviteurs et artisans du roi. Ils ne furent assimilés aux *Andevo* que bien plus tard, par progressive diminution statutaire. Aujourd'hui, il est souvent question de *Fotsy* (les descendants des *Andriana* et des *Hova*) *Mainty* (le terme d'*Andevo* étant jugé extrêmement insultant).

Cependant, dans la rue, ces multiples emprunts sont faiblement intégrés à un système culturel spécifique. S'il y a réappropriation du modèle occidental (bien plus que du modèle très particulier du ghetto américain), il est le fait de l'ensemble de la jeunesse urbaine. Est-il alors possible de parler d'une sous-culture de la rue à Yaoundé et à Antananarivo, définie comme une culture « du bas » ?

S'il existe un échange du « bas » vers « le haut », au final, qui possède les derniers habits à la mode ? Les jeunes des quartiers chics. Et qui cherche à les imiter, éventuellement pour se fondre parmi les passants et les voler ? Les enfants de la rue. À Yaoundé, les enfants de Calafatas vont faire du troc avec les jeunes du lycée français Fustel de Coulanges, situé à proximité du « ghetto ».

Abdou, Yaoundé (texte des ateliers d'écriture),

« Je suis un espagnol. J'irai en Espagne. Je signe la nationalité américaine. Moi, je vais apprendre à tourner les films. Mon nom est U.S.A. J'aime bien tourner le film parce que ça me plaît. Je dois fréquenter et apprendre l'anglais. Je serai un grand acteur.

Je vais filmer les spectacles, la bagarre. Je vais chanter. Je serai comme Jet Lee. Je serai un grand chinois. Je viendrai de temps en temps visiter le Cameroun. Je viendrai voir mes parents et construire des immeubles, des boutiques comme Longchamp et Dallas

10

. Tous les enfants de la rue seront aidés, ma famille aussi.

Je vais tourner le film des enfants de la rue. L'homme qui va m'apprendre à chanter, ce sera R. Kelly. Mon maître, ce sera Jet Lee. Le titre de mon film sera "Ça chauffe à Los Angeles".

Le film sur les enfants des rues sera "Mboko". Je vais montrer comment on passe la journée, comment on passe la nuit, comment on fait tout. Et je veux montrer comment on fume la basa [l'herbe] et le gué [le chanvre] et les titic [les comprimés] avec l'essence. »

Les enfants de la rue n'ont pas d'influence sur les modes et les cultures urbaines camerounaise et malgache. Où lire dans de tels comportements consuméristes des rapports d'opposition à une culture dominante ? À Yaoundé, lorsque des enfants prennent la pose dans des vêtements de marque, refusant d'être photographiés « au

ghetto » et choisissant les lieux les plus prestigieux de la capitale, tel l'Hôtel de Ville en arrière-plan, ils veulent ressembler aux jeunes « bourgeois » de la ville et non aux idoles rebelles mythifiées noires américaines. Ils envient ces jeunes qu'ils voient sortir le soir au café Le Manège à quelques mètres de Calafatas. Pour autant, il est certain que si leurs pratiques ne sont pas d'opposition, elles traduisent le besoin et le désir de dépasser une position sociale et une identité subies, de résister à un stigmat.

Ainsi à Antananarivo (et à Yaoundé dans une moindre proportion), les habitants pensent reconnaître les enfants de la rue aux haillons et à la crasse qui les recouvrent. Certes, les enfants ne se lavent pas quotidiennement et leurs moyens sont limités. Parfois, ils rusent en empruntant une apparence misérable pour mendier. Néanmoins, en dehors de ces activités particulières, tous attachent beaucoup d'importance à leur apparence. Ils se jouent des représentations qui se créent à leur égard.

Créer la rue

Le discours des anciens

Les repères originels des enfants (famille et communauté, religion, ville ou village d'origine) s'estompent au fur et à mesure du temps passé dans la rue. Les plus âgés tendent alors à raconter leur histoire en l'enjolivant. Ils sont les chefs, les plus forts, les plus expérimentés. Ils deviennent ceux qui ont « ouvert » des secteurs. Ils sont en définitive les fondateurs de la rue dont l'histoire se mêle à la leur. Pourtant, rien de ce qui est décrit dans ces récits extrêmement subjectifs ne paraît demeurer. Tout se joue dans l'éphémère. Aucune trace matérielle ne se maintient.

Ces récits sont ceux d'enfants qui ont tourné le dos à leur passé et qui mettent la rue au centre de leur univers à défaut d'imaginer un autre espace possible. Leur expérience, mais également leur désespérance, les conduisent à mythifier l'existence des secteurs, les seuls espaces où ils ont su trouver un semblant de place. La rue est leur seul faire-valoir. Elle prend consistance par l'évocation de son histoire et la pseudo-édification de règles. Les anciens se font ses historiographes.

Joseph et Lucas (cf. *infra*) se définissent comme des « créateurs » de

secteurs, ce qui paraît bien difficile à croire. Joseph était très jeune et en plein centre-ville, espace trop convoité pour qu'il puisse s'y attribuer des droits. Lucas n'était pas seul, et même à plusieurs, ils ne pouvaient prétendre « fermer » des secteurs au moins contre l'intrusion des plus forts. Il n'est d'ailleurs pas très clair sur ses capacités à gérer un secteur et à s'y imposer, préférant partir quand la concurrence se durcit. Quant à être le chef d'Abbia, nous avons vu que les termes de bande et de chef n'étaient pas convaincants.

En parallèle, d'autres grands comme Jean, sans prétendre tout connaître ni régenter, jugent la rue à la lumière de leur expérience, stigmatisant son évolution.

Joseph, Antananarivo,

« J'avais à peine 8 ans quand je me suis habitué à vivre à Analakely. C'est moi seul qui ait pris l'habitude de vivre là bas et les autres sont venus au fur et à mesure. Ils m'ont dit : "Hé l'ami ! Nous voulons aussi dormir avec toi". »

Lucas, Yaoundé,

« C'est toujours nous qui ouvrons les secteurs. On quitte. On ouvre d'abord le secteur du Sintra [la laverie des grands], avenue Kennedy. On ouvre comme tu viens ouvrir ton agence. On oublie l'autre secteur. On s'installe. On commence à laver les voitures. L'idée est venue comme ça, parce qu'on a vu qu'il y avait l'argent de ce côté-là. On s'installe. On commence. Quand on voit qu'il y a déjà de l'argent, on met une barrière. Là alors, c'est la loi de la jungle. Le plus fort gagne. Si tu n'es pas fort, on vous arrache le secteur.

Nous étions trois. Après, d'autres se sont ajoutés. Là, c'est nous qui les avons appelés. À l'époque, il y avait bien de l'argent. (...) On avait un secteur. Après, nous sommes deux à être partis. On fuit. Quand y'a beaucoup de gens, on part. Au fur et à mesure des années, les enfants augmentent dans la rue. Et pendant les vacances, même les enfants des quartiers viennent chercher de l'argent. Ils lavent les voitures. Donc à ce moment, pour ne pas créer la zizanie, mieux vaut qu'on s'éclipse chercher la vie ailleurs. (...)

Quand tu as déjà dix ans de rue, tu vas maîtriser ce qu'on appelle la rue. (...) Quand je suis à l'Abbia, quand il y a quelque chose, c'est moi qu'on appelle. Moi, je suis le patron des patrons. Parce que là-dedans, à Abbia, j'entre comme je veux. Tout le monde me fait confiance à l'Abbia. »

Jean, Yaoundé,

« Maintenant, tout a changé. Chacun se dit qu'il est arrivé, qu'il fait ce qu'il veut comme il veut. Il pense que ce qu'il fait est bien. Il veut profiter du fait qu'il est à la rue. Parce que comme il est à la rue, il sait qu'il a arraché sa liberté. Il veut profiter de cette liberté-là. Il fait ce qui lui passe par la tête. J'ai des amis ici, ils prennent du gasoil. Ils mettent dans une bouteille, ils aspirent. Ils se disent que c'est une expérience. Quand ça les saoule, ils sont contents. Tu ne peux pas leur dire : "Ne faites pas ça !" Ils vont te dire que tu n'es pas leur père, tu n'es pas leur mère. Avant, les gens n'en prenaient pas... Les

nouveaux trucs là, on se dit que tel comprimé peut te rendre saoul, y'avait pas ça. Il n'y avait pas la colle. Chacun a envie de profiter du fait qu'il est à la rue. Il fait n'importe quoi. Il est fier quand il est saoul. Il est content. Il se sent à l'aise, libéré. Il fait ce qu'il veut, quand il veut, où il veut... Maintenant, tout a changé. Ceux de Capitole sont devenus des prisonniers. On a arrêté la plupart. La plupart se sont évadés. C'est chacun qui prend sa route. »

Nommer la rue

En dehors des anciens et de leurs discours très spécifiques, les enfants nomment leurs secteurs. Tous tiennent leur nom du bâtiment devant lequel les enfants se sont installés (Abbia, Indra, Gare-Voyageurs, Glacier) ou à défaut, du quartier où ils se localisent (Etoudi, Mokolo). Pourtant, ces noms ne renvoient pas à la même réalité géographique que celle vécue par les autres habitants. En désignant leurs secteurs, les enfants leur confèrent une existence propre et les particularisent au sein de la ville. Ce décalage dans les utilisations des espaces urbains ressort plus nettement lorsque nous évoquons les *texas* et les *bunker* de Yaoundé. Comprendre la toponymie de « la rue », c'est saisir cette appropriation particulière de la ville. En nommant leurs secteurs dans la ville, les enfants définissent la rue. La maîtrise de cette microgéographie traduit l'appartenance à un univers et l'adhésion à certaines représentations de l'espace urbain. Le vécu des enfants, leurs manières de vivre et de voir la ville prennent forme autour de ces secteurs. Certes, nous restons dans le domaine du symbolique. L'ordonnancement physique de la ville n'est pas remis en cause.

Signe plus fort : les enfants changent de noms. Enfin, la langue employée évolue à son tour.

Le langage de la rue : langue identitaire ?

Lors de nos recherches à Yaoundé comme à Antananarivo (dans cette dernière, il fut plus délicat de les saisir), nous avons remarqué pendant les entretiens l'usage de mots inconnus qui n'appartenaient pas aux registres du français camerounais ou de la langue malgache habituellement entendus. Les enfants ont-ils inventé un langage à vocation identitaire voire une langue pleinement constituée ? Ou s'agit-il d'un simple argot, entendu comme associé à une langue dont il ne fait que découler et sur laquelle il peut néanmoins exercer une

influence ? L'utilisation de ce langage présente nécessairement des avantages pour les enfants. Participerait-il à l'élaboration d'une contre-culture urbaine.

S'identifier

Les enfants se placent en rupture avec la société en acquérant souvent des noms d'emprunt. Ils cherchent à conserver leur anonymat ou à marquer une rupture avec leur vie familiale antérieure. Certains surnoms, comme *Petit Nordiste*, *Anglo*, *Da Maroua*, *Bafian*, *Kribien*

11

, qui font allusion à l'origine géographique, ne rompent guère les liens avec le passé. Néanmoins, il y a là un rejet, relatif ou non, d'une ancienne identité. Par ce changement, les enfants marquent leur intégration à un nouvel univers. Modifier son nom contribue à marquer son appartenance à un espace : la rue plus que l'espace urbain où chacun se définit par un nom entretenant un rapport à une famille, et donc à une lignée et à une origine géographique.

Deux logiques de dénomination se distinguent. L'une se base sur des critères physiques : *Double-Face* pour celui atteint d'une tache de naissance occupant la moitié de son visage, *Souris* pour un garçon de petite taille, apte à se faufiler partout, *Cotobas* en référence à un chanteur populaire porteur du même handicap physique que l'enfant en question (hémiplegique), *Manchot-modèle*, *Poitrine-Bombée*, *White* pour celui qui a une peau très claire. La deuxième tendance consiste à se référer aux attitudes et aux comportements : *le Gouverneur* pour celui qui est dans la rue depuis longtemps et sait imposer sa loi, de même que *Chérif* ou *Commissaire*, *S'en-Fout-La-Mort* pour un voleur téméraire et un consommateur abusif de drogue et d'alcool, *Bombardier* spécialisé dans le vol

12

À Antananarivo, quelques enfants ajoutent *rasta* à leur prénom (nous l'avons dit). D'autres y accolent le terme *kely* (« petit » en langue malgache) : *Rado-kely* par exemple. Cet acte puise son origine dans l'histoire d'un enfant de la rue, vers 1999-2000

13

, qui s'était lui-même nommé *Boaykely* (« petit garçon » de l'anglais

malgachisé boy). Soutenu par une ONG, il était passé à plusieurs reprises à la télévision pour évoquer ses conditions de vie. Devenu une petite star, il s'imposait dans la rue. D'autres enfants s'identifièrent alors à lui et décidèrent de se reconnaître comme *boaykely* et non comme simples enfants de la rue (ou pire des « quat'mi »). Depuis, même parmi les nouveaux arrivants de la rue, le suffixe *kely* est resté.

Dans le même ordre d'idées, nous pouvons prendre conscience d'un langage des rues. S'il ne s'agit pas d'une langue à proprement parler, au moins les enfants en dessinent-ils les contours. Les thèmes principaux autour desquels s'édifie ce langage sont révélateurs des référentiels majeurs de la rue. Le vol, la drogue et la prostitution sont présents dans les discours de manière récurrente.

Quels sont les facteurs de création d'un vocabulaire spécifique ? Tenir secrètes les conversations, spécialement lorsqu'il s'agit d'évoquer des substances illégales. Mais plus qu'à se protéger, les enfants cherchent à s'identifier entre eux.

Bosco, Yaoundé,

« [Les premiers temps dans la rue], je dormais là où je travaillais [au marché]. Je dormais seul. En ce temps là, je ne savais encore rien. En ce temps-là, je ne savais même pas ce qu'on appelle mboko. Quand tu me dis "Tu es nanga boko ?", je dis "Oui". Je ne savais pas ce qu'ils voulaient dire. »

La marque de la distance

Les enfants de la rue donnent d'eux une image impénétrable, incompréhensible pour celui qui n'est pas initié. Ils entretiennent ainsi un certain mystère voire de l'appréhension et de la peur. Ils luttent contre l'image trop répandue de jeunes miséreux, aux yeux hagards, présente dans l'imaginaire collectif. Par leur argot, ils choisissent à leur tour et de leur propre gré de marquer la différence avec les habitants et croient transformer l'écart socio-spatial à leur avantage. En invoquant l'utilisation d'un autre langage, ils s'opposent à une norme linguistique figée. À Antananarivo, les enfants sont stigmatisés par les habitants du fait de leur propension à employer des mots grossiers (même si ceux-ci reconnaissent très bien les comprendre). Leurs manières de parler sont celles attribuées à la marge sociale qui va se traduire par des aires linguistiques au sein de l'espace urbain permettant à chacun de se situer et de situer l'autre.

La langue va de pair avec la territorialisation de la ville et sa segmentation principale en deux pôles majeurs, la Ville-haute et la Ville-basse. Ainsi, l'argot en malgache est souvent traduit par *fitenin-jatovo* (langue des jeunes) ou par *fitenin-zomaka* (langue des voyous, des mauvais garçons). Or *jomaka* vient de ZOAM, sigle d'une organisation née dans le prolongement de la révolution de 1972 et dont les membres étaient recrutés principalement dans les quartiers abritant les descendants d'esclaves

14

. Par ces dénominations, on saisit pleinement les dimensions politique et sociale de l'utilisation de l'argot. Ceux qui le parlent sont immédiatement et de manière schématique situés dans les bas-quartiers d'Antananarivo.

Le besoin de garder les choses secrètes est également important. Les mots que nous avons relevés peuvent être regroupés autour de quelques grands thèmes ayant trait à la drogue (dont la vente, la consommation et la possession sont illégales), à la police qu'il faut souvent fuir et enfin au vol : autant de champs lexicaux de l'interdit. L'argot sert à les protéger d'une oreille indiscreète. Certains mots semblent nettement le propre des enfants. À Yaoundé, peu d'étudiants connaissent les expressions liées à la drogue par exemple. Mais notre étude ne présente pas un caractère exhaustif qui nous permette de donner une conclusion ferme et sans appel. Enfin, les évolutions langagières sont fréquentes afin de tenter de conserver le secret. À titre d'exemple, dans les lexiques de l'argot, le mot chanvre : à Yaoundé, nous distinguons le *mangoko*, *gué*, *ndap*, *poro*. Autre exemple : à Antananarivo, un policier sera un *pra*, un *osika*, un *zira*, un *nofa*.

Cependant, le langage des enfants se construit en majorité autour de termes que l'on retrouve employés par les autres usagers de la rue, tels les vendeurs à la sauvette spécialisés dans la fripe. Qui est à l'origine de tous ces mots ? Dans la ville, le langage s'élargit à d'autres groupes, avec notamment la récupération intensive, bien que partielle, de cet argot par les lycéens et les étudiants. Le spectre des utilisateurs est finalement très large. Par ailleurs, à Yaoundé, l'usage et la revendication de ce langage sont plus ou moins forts d'un secteur à l'autre, notre expérience personnelle de Calafatas ayant été sans nul doute la plus rude

. Il n'existe donc pas un référent linguistique conservé jalousement par les enfants. Ce flou des origines, cette absence réelle de secret, cette porosité et cette réappropriation par les habitants nuancent fortement le rôle de ces argots quant à une hypothétique opposition des enfants à la société urbaine (même quand ce langage n'est attribué qu'à une partie de la ville et des habitants, à Antananarivo en particulier). Les détournements et les associations nouvelles de mots consacrent des situations vécues dans la rue mais sans être nécessairement issus de l'univers des enfants. Dans la capitale malgache, *manabanaka* signifie « déchirer (une poche) » selon les enfants des rues. Au sens premier, *banaka* signifie : ouvert, béant, libre. Mais suivant les contextes, *manabanaka* se traduira aussi par : laisser ouvert, dévaliser un bâtiment ou quelqu'un, « rouler », arnaquer, escroquer, « baiser » quelqu'un aux sens propre et figuré, déflorer ou même violer. Ce mot et ses multiples sens ne sont donc pas réservés aux seules pratiques des enfants.

Il nous faut noter qu'à Antananarivo, les enfants n'adoptent pas une posture revendicative. Plutôt que de parler de contre-culture, il devrait être question pour les enfants malgaches de « déni de culture ». Le sentiment de honte allant de pair avec la nécessité de s'effacer et de se faire discret est bien plus présent chez eux que chez leurs pairs des rues de Yaoundé (dans le discours, pas nécessairement dans la pensée). Les ressemblances dans les pratiques et les représentations des enfants avec une partie des habitants d'Antananarivo rendent bien compte d'une dualité de la ville et de statuts figés, intériorisés, qui laissent peu de place aux rêves et aux revendications. Mais si, par cette stigmatisation, ils restent proches de la Ville-basse, ils n'en demeurent pas moins des enfants de la rue et non des enfants de quartier !

* * *

S'interroger sur l'existence d'une culture de rue nous ramène à la définition de l'occupation de la rue, encore mouvante et réticulaire, tenant davantage du processus que d'une forme spatiale circonscrite. Dans les deux villes, les relations sont encore trop opportunistes entre les enfants pour que l'on puisse déterminer l'existence d'un

système culturel stable dans le temps et dans l'espace, à l'échelle de la rue. Il n'existe pas de durée ni de stabilité qui permettent à des individualités de se regrouper, de produire un discours et des valeurs. Les enfants cherchent leur chemin, au détriment parfois de leurs pairs. Ce qu'ils apprennent des uns et des autres constitue des leçons enseignées à leurs propres dépens et qu'ils transmettront aux suivants dans ce même contexte de violence anémique. C'est la loi de la survie avant tout. Nous ne pouvons alors conclure à la construction d'une sous-culture propre et moins encore à celle d'une contre-culture.

En revanche, l'idée que les enfants de la rue se meuvent dans une sous-culture urbaine juvénile dans laquelle ils puisent des référents identitaires est une évidence. Il faut d'abord retenir qu'une sous-culture est un ensemble relativement homogène de création de référents culturels nés dans de petits groupes urbains et qui se diffusent par la suite à un ensemble plus grand. La question des enfants de la rue intègre cette problématique culturelle formée de cercles concentriques. Les jeunes que décrit Éliane de Latour (2001) à Abidjan, les *ghettomen*, sont davantage des jeunes dans la rue qui recomposent les liens de filiation et les processus de socialisation, à l'intérieur de l'exceptionnelle créativité culturelle (langages, codes vestimentaires, expressions corporelles, musiques, danse) des citoyens ivoiriens. De ce point de vue, il semble pertinent de parler de sous-culture juvénile et d'une ébauche de contre-culture de la rue en Côte d'Ivoire dont É. de Latour rend compte avec beaucoup d'acuité. À l'inverse, les enfants de la rue de Yaoundé et d'Antananarivo composent tant bien que mal avec une situation de marginalité spatiale et sociale qui rend caduque toute tentative d'invention transmissible à d'autres d'un quotidien qui se limite à la survie. Bien entendu, la tentation est grande de vouloir souligner leur vitalité qui est réelle. Une précaution scientifique consiste ici à distinguer la volonté éthique d'intégration et de socialisation des enfants ainsi que la reconnaissance de leur créativité d'une part, et une réalité brutale et violente de leur marginalisation, d'autre part, laquelle les distingue des autres jeunes des mêmes villes, en l'occurrence Yaoundé et Antananarivo.

Revendiquer la rue, c'est y finir sans nouvelle possibilité de

s'intégrer. Les enfants de la rue veulent être des enfants de la ville. Lorsque la bande devient un gang, lorsque la défense d'un territoire aux formes abouties devient un enjeu puissant, il se produit une scission entre eux et le reste des habitants et, plus encore avec l'État, qui perd alors le contrôle d'une partie de l'espace urbain (D. Rodrigues-Torres, *in* G. Herault, P. Andesanmi, 1997, p. 39).

S'enraciner dans la rue, faire des secteurs de véritables territoires et des piliers d'un système culturel, c'est se couper de toute possibilité d'intégration. Les enfants ont encore des pratiques et des désirs propres à ceux de leur âge. La vision du monde des premiers ne les distingue pas des seconds. En cela, en quoi seraient-ils moins citadins que les autres habitants ?

Bien au-delà de leur représentation de la ville fondée sur ce qu'elle a de plus moderne, les enfants connaissent l'espace urbain de la nuit, celui des prostituées et des hommes saouls. Ils maîtrisent les cachettes, les salles vidéo où se réfugier. En définitive, leur ville idéale voudrait être celle du Hilton mais leurs pratiques les renvoient à la rue.

Les enfants ont su s'approprier l'espace urbain. Ils y ont inventé leurs propres tactiques de survie et ne demandent qu'à les abandonner pour vivre pleinement à Antananarivo comme à Yaoundé. Il n'y a pas adéquation entre l'attachement à la ville et leur espace vécu (la rue). Quand bien même, ces tableaux de rue font partie de la ville.

Nous revenons à cette idée fragile d'une norme qui crée la marge. Les enfants ne sont pas de la ville car il n'est pas « normal » de vivre dans la rue. Mais pourtant, ils y sont, depuis plusieurs décennies maintenant, participant aux évolutions de l'espace urbain. De la même manière, il est trop vite oublié que certains sont nés dans ces villes et ont été des enfants des quartiers avant d'être ceux des rues. Aujourd'hui, utilisant ce qu'il y a de plus typiquement urbain dans le cadre moderne des capitales, ils échouent pourtant à se faire reconnaître comme des citadins, et plus encore des citoyens.

C'est cette négociation perpétuelle des enfants pour se maintenir dans la rue face aux citadins et aux autorités qu'il nous faut maintenant analyser. Il est donc nécessaire de mettre en perspective les représentations et les pratiques des enfants par l'analyse de celles des habitants et des autorités de Yaoundé et d'Antananarivo à leur

encontre. Désintérêt, rejet, compassion. La place accordée aux enfants trace les contours d'une définition de la citadinité par la négative, énonçant qui ne peut pas ou qui ne doit pas être de la ville.

Notes

1 Enquête réalisée sur un plus grand effectif à Antananarivo.

2 Si les enfants de la rue représentent peu le Rova, il faut noter que ce désintérêt pour les symboles semble de mise chez toute la jeunesse tananarivienne (M. N. Ratrimoarivany, 2002).

3 « La perception de l'espace indien [des enfants de la gare de Calcutta] est étroitement liée à la disposition des rails. Ils connaissent par exemple beaucoup de noms de gares. Lorsqu'on leur demande où est l'océan le plus proche, beaucoup répondent "à Bombay". Ils y sont presque tous allés, alors que personne n'est allé à Digha, la plage la plus proche de Calcutta (150 kilomètres contre 2000 pour Bombay) mais non reliée à celle-ci par le rail », in B. Voisard, 2003, p. 96.

4 Nous pensons aux ghettos new-yorkais du Bronx ou de Harlem aux États-Unis par exemple. Les enfants limitent leurs références à l'iconographie des clips musicaux américains dont ils ne saisissent sans doute que partiellement le sens, lui-même souvent fortement éloigné dans ce type de variétés musicales des luttes politiques des populations africaines américaines.

5 Philosophie d'une secte messianique d'origine jamaïcaine. De nombreux chanteurs de reggae se réclamaient et se réclament encore de ce mouvement.

6 En regardant une photographie de Calafatas, un jeune Malgache s'était écrié que les mêmes maisons de sacht existaient à Antananarivo, telles que celles de Jamaïque. Il avait ajouté : « En plus, ils sont tous "défoncés". Et je fais comme eux », soit une solidarité qui les unit dans la drogue et les clichés rasta qui y sont associés.

7 Les enfants des rues à Nairobi (Kenya) semblent adopter les mêmes comportements et styles vestimentaires. Cf. A. Ferrari, 2002.

8 L'équipe camerounaise de football a remporté de nombreuses victoires : la Coupe d'Afrique des Nations en 1984, 1988, 2000 et 2002, ainsi que les Jeux Olympiques de 2000. Elle est l'une des rares équipes africaines à se qualifier régulièrement pour la Coupe du Monde. En 1998, suite à une erreur d'arbitrage de la part d'un « Blanc », le Cameroun avait dû quitter la course au titre de champion du monde. La nuit suivant le match, la foule s'était déchaînée à Yaoundé contre les expatriés qui circulaient dans la ville. La plupart des familles vivent au rythme des championnats camerounais, français, anglais, italiens, retransmis sur la chaîne nationale et sur le

câble. Des jeux universitaires aux matchs de quartier pendant les vacances en passant par les matchs dominicaux, le Cameroun est un véritable « pays de foot ».

9 Sur l'interprétation des signes culturels à Antananarivo, lire F. Rajaoson, « Séquelles et résurgences de l'esclavage en Imerina », in *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, 24-28 septembre 1996, Antananarivo, Institut de Civilisations-Musée d'Art et d'Archéologie, 1997, p. 347-355, ainsi que J. R. Randriamaro, « L'émergence politique des *Mainty* et *Andevo* au *xx^e* siècle », p. 357-377.

10 Magasins chics de prêt-à-porter à Yaoundé.

11 Successivement, originaire du Nord, de la zone anglophone, de la ville de Maroua, de la ville de Bafia, de la ville de Kribi.

12 Les mêmes logiques sont à l'œuvre dans d'autres villes, avec des noms choisis en référence aux films des vidéoclubs pour affirmer sa force. *Survivors, bad boyz, rud boyz*, à Nairobi, in A. Ferrari, 2002.

13 Entretien avec une responsable d'ONG (Antananarivo, 13 mai 2003).

14 Voir C. Sambo, 2001, p. 30.

15 Nous nous rappelons avoir eu quelques difficultés à comprendre les enfants lors de nos premières « visites » dans la rue, certains s'évertuant à employer un maximum de mots de leur vocabulaire pour nous remettre en place, puis, dans un second temps, pour tester nos connaissances. Ils se prêtaient à ce petit rite non sans dissimuler la fierté d'être en possession de quelque chose d'inconnu de la plupart. Le jour où nous avons eu le malheur, à Calafatas, de sortir un bloc et un stylo pour noter quelques mots, ils nous furent rapidement arrachés puis rendus, intacts. La première peur était de se voir ficher... S'ils nous ont laissé noter, certains ont pu nous reprocher par la suite d'aller trahir « en Europe » leur langage secret et les pousser, malgré eux, à recréer à nouveau tout un langage. Ces déclarations s'inscrivaient donc dans cette logique de différenciation et de contournement. Face à nous, certains étaient dans la recherche d'une identité à revendiquer. Défendre leur argot équivalait à se donner une place dans la société, à insister sur cet intérêt que nous leur portions, à le rendre encore plus important au fur et à mesure qu'ils tentaient de le rendre inaccessible.

Chapitre V. La rue, espace à négocier

Nous avons vu que les enfants sont très mobiles. À Yaoundé plus encore qu'à Antananarivo, les localisations dédiées au sommeil sont très changeantes au fil des années passées dans la rue. Les enfants sont empêchés de se fixer dans un lieu et sont condamnés à la mobilité, voire à l'errance. Ainsi nous devons analyser la façon dont les autres acteurs urbains appréhendent la présence des enfants dans les rues de leurs villes pour, éventuellement, la rejeter.

D'une part, les habitants ont peur des enfants dans un contexte de dégradation de leurs conditions de vie. L'insécurité avérée et le sentiment d'insécurité entraînent frottements et affrontements entre les enfants et les habitants dans l'espace public et dans les quartiers.

D'autre part, en jouant sur le sentiment d'insécurité des populations, l'État, particulièrement au Cameroun, va utiliser les enfants et en faire des marginaux, plus encore des délinquants, à refouler vers les périphéries spatiales de la ville, à incarcérer, souvent de manière arbitraire dans les commissariats ou en prison. Le traitement social d'enfants mis à la marge fait place à un traitement qui privilégie la sécurité au point que nous pouvons parler d'actions sécuritaires. La situation des enfants relève davantage des forces de l'ordre, policiers et militaires confondus que des Affaires sociales. Il est question de surveiller, d'évincer et de punir ces enfants, nullement de les protéger, de les éduquer et de les réhabiliter. Les autorités prennent pour prétexte l'insécurité pour accroître leur contrôle sur l'espace urbain, au-delà des seuls enfants de la rue.

En suivant les itinéraires des enfants dans la ville, nous assistons donc

à une sécurisation de ce phénomène, comme nous allons le démontrer. Analyser l'espace des enfants de la rue revient alors, en filigrane, à interroger l'action urbaine des régimes camerounais, secondairement malgache, dans une approche de géographie politique.

Au Cameroun, les enfants alternent rue et prison. Mais ne sont-ils pas, avant tout, captifs de la rue ? Dans un tel contexte, quelle sortie de rue est-il possible d'envisager à Yaoundé et à Antananarivo ?

Le départ d'un foyer, la perte d'un réseau social et l'arrivée à la rue marginalisent des enfants, devenus des *individus*. Les pratiques et les représentations développées au fil des jours accentuent cette marginalité dont la part spatiale frappe le regard. En aval, quitter la rue, n'est-ce pas alors réintégrer un espace, la ville, et une société ? C'est oublier que l'enfant de la rue est avant tout cet Autre. Dans sa mise à l'écart, une collectivité tente de s'accorder et de se définir.

Géographie de l'insécurité

1

L'espace public semble s'être transformé en l'espace de vie d'une minorité. S'il peut être défini comme espace de rencontre mais aussi d'évitement, *a priori* accessible à tous, dans quelle mesure les enfants de la rue, leur présence et leurs actions, peuvent-ils affecter ses caractères ? Ils imposent la rencontre, le contact et la tension et baisent ainsi l'échange. Ils suppriment toute capacité d'évitement. En essayant, en vain, de privatiser l'espace public, ils influent sur sa faculté à permettre l'anonymat et l'isolement, conditions paradoxales mais réelles pour une sociabilité urbaine sans conflit.

Néanmoins, l'espace public paraît davantage l'espace de tensions, tenant davantage à des appropriations divergentes qu'à des privatisations antinomiques. Les négociations se substituent à la rencontre. La société perd le sentiment de confiance et de sécurité.

Lorsque les enfants quittent la rue pour se rendre dans un quartier, ils paraissent franchir une frontière. La réaction des habitants à leur présence se fait vive et ne laisse plus de place à la discussion. Le constat est flagrant à Yaoundé. Par conséquent, les lignes suivantes se

réfèrent davantage à la situation camerounaise que tananarivienne.

Mais dans les deux villes, en définitive, les enfants vont incarner cet Autre, cet étranger à la ville : le « Nordiste » à Yaoundé, le paysan à Antananarivo, toujours rejeté, ni citadin, ni citoyen.

La rue des frottements et des affrontements

La gêne et la peur

À Antananarivo, pour un grand nombre d'habitants, les enfants sont des mendiants. Ils sont aussi perçus comme des voleurs. À Yaoundé, lors de nos questionnaires, le vol l'emporte largement sur la mendicité. Dans les deux cas, les petits travaux effectués par les enfants sont négligés. Seules les activités les plus répréhensibles sont mises en avant. Ce sont aussi celles qui menacent le plus les usagers des espaces publics.

Joseph, Antananarivo,

« [À l'Hôtel de France], au début, je mendiais auprès des Vazaha [les Blancs]. Quelquefois, on gagnait 25 000, et c'était de l'argent. [Au Glacier], là bas, j'ai commencé par garder les voitures. Je gardais les voitures mais en même temps je mendiais auprès des Vazaha. Car les Vazaha sont gentils avec les autres. Ils sont gentils. Les Malgaches, ils insultent. Ils nous chassent. Les Karana [communauté indo-pakistanaise], quand nous leur demandons tous les jours, ils disent toujours : "À vendre". C'est toujours le vendredi... c'est toujours le vendredi ; ils ne donnent pas les autres jours. »

Face à des Tananariviens à bout de patience :

« Il y a ceux qui mentent et qui portent un bébé pour faire plus pitié. Ils sont envoyés par leurs parents » (quartier d'Andohalo, août 2003).

« Leurs parents les envoient mendier alors qu'ils devraient chercher du travail. Ce sont des gens paresseux, qui n'assument pas leur responsabilité de parents » (quartier d'Andravoahangy, août 2003).

« Ils ne parlent que s'ils veulent demander. Leur vocabulaire, ce n'est que mangataka [demander] » (quartier d'Andravoahangy, août 2003).

Nous avons noté que la prise de conscience du phénomène des enfants de la rue est concomitante aux premiers effets de la crise, à Antananarivo plus qu'à Yaoundé. Leur apparition va de pair avec une dégradation des paysages et un encombrement de l'espace public sous la pression du « secteur informel ». Les enfants représentent un état urbain et une manière d'être que regrettent les habitants, chaque jour plus vulnérables.

Certes, à Yaoundé comme à Antananarivo, les personnes interrogées sont irritées ou attristées par la présence des enfants. Physiquement et moralement, ils éprouvent de la gêne. Mais ils se sentent eux-mêmes « dépassés » et sans moyens pour inverser la tendance générale.

« Nous-mêmes, les “bas”, on peut faire quoi ? C’est l’État. Si l’État fait quelque chose, ça va marcher » (Yaoundé, Campero, février 2004).

« Moi-même, je n’arrive pas à tenir les deux bouts » (Yaoundé, Etoudi, mars 2004).

Si certains déclarent « vouloir aider », si d’autres s’en remettent à l’État, s’ajoute un profond sentiment de lassitude et de fatalité, spécialement à Yaoundé.

« On ne peut rien faire. C’est déjà dans le sang. Chaque personne a son destin » (Mfoundi, février 2004).

« On ne change pas la nature » (Campero, février 2004).

Surtout, les habitants estiment avoir changé leurs pratiques du fait de la présence des enfants. Certains s’obligent à flatter ces derniers par la parole et par quelques pièces, tel ce vendeur « à la sauvette » de CD qui travaille aux environs de Calafatas.

« Je les flatte pour qu’ils ne me dérangent pas. Je suis obligé de créer l’amitié sinon, quand ils sont en groupe, ils me menacent. Quand j’ai 100 francs, je donne. Je fais comme si c’était des potes » (Calafatas, février 2004).

Ceux qui veulent garer leur voiture devant les cinémas de Yaoundé et d’Antananarivo sont aussi inquiets

2

« On ne peut pas empêcher un enfant qui se porte volontaire pour garder un véhicule mais le plus souvent, le véhicule est cassé. Si vous voulez que votre véhicule soit gardé, il y a des parkings, des gardiens. On va bien garder un premier véhicule, un deuxième, un troisième mais un autre va être forcé. On en a eu des cas comme ça, au niveau de Campero, au Carrefour de l’Intendance. Les gens garent leur véhicule et laissent ces derniers sous la garde des petits enfants. Malheureusement, ils reviennent et trouvent que les portières sont forcées, les lecteurs sont soutirés et tout. Et les enfants sont dans la nature » (un commissaire de police à Yaoundé, mai 2002).

La peur qu’ils inspirent permet donc aux enfants de s’imposer

3

. Les habitants doivent composer avec eux s’ils veulent traverser le centre-ville, un marché ou une gare. Si certains agissent par pitié, d’autres, méfiants, adoptent des stratégies pour négocier leur tranquillité et leur accès à l’espace public.

Cependant, des usagers veulent à tout prix éviter les contacts avec les enfants. Ils refusent de les embaucher pour de petits jobs : nettoyer les bars, porter des marchandises. Cela nuance l'emprise spatiale des enfants dans la ville. Le rapport d'opposition n'est pas certain. Le recours au vol ne correspond en rien à la conquête d'un espace et ne traduit qu'une tactique de survie.

Dans ce contexte, les enfants contribuent largement à la carte mentale de l'insécurité et du sentiment d'insécurité. À Yaoundé, nous pouvons nous référer au travail de X. Durang (2003, p. 410) où la majorité des territoires perçus comme les plus insécurisants recoupe les localisations des enfants. La carte de la géographie du vol se calque nettement sur celle du sentiment d'insécurité. Les enfants citent la Gare-Voyageurs et le quartier de Mokolo (dont son grand marché) comme lieux de vol de prédilection. La gare et le marché d'Etoudi sont également bien classés. Mais les représentations des enfants font apparaître une carte plus complète où les lieux de recel s'ajoutent aux espaces dangereux. Outre le quartier de la Briqueterie, c'est sans aucun doute l'Immeuble Shell, entre l'avenue Kennedy et le rond-point de la Poste centrale, qui se dessine dans ce paysage d'une « autre ville ». C'est le centre névralgique pour se procurer un téléphone portable « d'occasion », à bas prix.

Les enfants connaissent les quartiers où il est aisé de voler et de s'échapper en s'enfonçant dans les venelles des sous-quartiers. Lorsqu'un secteur leur semble avoir acquis une trop mauvaise réputation et que les forces de l'ordre s'y déploient, ils se déplacent.

Bello, Yaoundé,

« Y'avait un ami qui est venu me chercher. Il me dit qu'il faut qu'on rentre "attaquer" [voler] vers [le quartier de] Mokolo. Je suis rentré vers Mokolo. J'attaque à Mokolo. Là-bas, je suis parti trouver un groupe. Ils étaient beaucoup. Dans la journée, ils arrachent les porte-monnaie, ils fuient, ils entrent dans le quartier. Je m'adaptais, j'ai vu que ça payait encore plus que le "soutirage"[le two finger : glisser deux doigts dans une poche pour en retirer les billets ou les pièces d'identité]. Quand quelqu'un marche avec son porte-monnaie ou est dans la voiture, tu prends seulement, tu fuis, tu entres dans le quartier. Y'a les autres qui te couvrent par derrière, pour faire croire qu'ils vont t'arrêter alors que c'est une manière de te couvrir... Pour être accepté, je suis parti avec mon ami. J'allais avec eux fumer le chanvre. J'ai dit que je vais m'adapter. Et ce n'est pas qu'ils ont accepté car chacun est maître de lui-même. Donc si tu vois quelque chose que tu veux faire, tu vas seulement faire. Les autres, ils te suivent par derrière pour te couvrir. Tu es

obligé de les tchoko [donner un pourboire]. On s'aide pas. Chacun pour soi. Chacun est chef de lui-même. La plupart sont des mboko, y'a les autres qui ont un endroit pour dormir.

Les portables, je pars vendre ça à l'avenue Kennedy. J'ai aussi mon receleur à la Briqueterie. Je connais toutes les valeurs. Je connais toutes les marques de portable. Tel portable peut me coûter tant. Nokia 3310 ou 3210, je place ça à 20 000. Nokia 21, je sais que j'ai mes 25 000. Le Siemens À 50, 25 000. Mais le dernier cri, la "digitale" Samsung, je sais que là, j'ai mes "7 feuilles", mes 70 000. Je sais que ça, c'est le dernier cri.

Après ça, comme le secteur était gâté, y'a les autres qui sont partis dépister un autre secteur. Y'avait les mbéré [les policiers] qui venaient nous déranger là-bas. Le secteur était gâté. Les autres sont partis dépister un autre secteur vers la montée d'École de police. Nous tous, on s'est lancé là-bas. Bon, là-bas encore, ça allait se gâter. Y'a les autres qui sont partis dépister vers polyclinique de Tsinga. (...) Pour dépister un nouveau secteur, tu tentes de voler une fois, tu réussis... ça veut dire que tu as dépisté un nouveau secteur. »

En distinguant ces espaces au sein de l'espace urbain, nous pouvons alors parler d'une géographie de l'insécurité. Des formes géographiques spécifiques liées à la violence et au danger émergent.

Une précision d'importance : nous ne considérons que les représentations que nourrissent les populations à l'égard de l'espace urbain. Nous n'avons pas travaillé sur les statistiques officielles de la délinquance, travail à part entière. La criminalité, les grands braquages, la prostitution, la mendicité et les trafics en tous genres sont autant d'éléments qui interfèrent dans cette géographie et qui ne sont pas le fait des seuls enfants de la rue. C'est donc davantage une géographie du sentiment d'insécurité que de l'insécurité elle-même que nous abordons ici. Entre agression avérée et risque qu'elle se produise, l'écart se creuse. Par ailleurs, nous cherchons à replacer dans ce contexte le seul phénomène des enfants de la rue sans évoquer les multiples braquages qui font les titres de la presse camerounaise.

En outre, le moment de la journée et le climat insufflent un rythme dans la géographie de l'insécurité et du sentiment qui y est attaché. À Yaoundé, il est rarement conseillé de prendre un taxi à la tombée de la nuit, ni lors d'une averse qui isole le passager derrière les vitres inondées de la voiture

En définitive, à Yaoundé, 7,8 % de personnes déclarent avoir été victimes de vols et 3,9 % d'agression physique. Seules 24,2 % des

personnes agressées ont porté plainte (CAVIE, juillet 2003). Mais « quand on demande l'opinion des Yaoundéens sur l'atmosphère qui règne dans les rues de la capitale, le sentiment d'insécurité revient de manière récurrente : 40 % de l'échantillon le cite » (X. Durang, 2003, p. 409).

À Antananarivo, dans la presse et au fil des questionnaires auprès des habitants, les quartiers très stigmatisés tels ceux de la plaine se distinguent : Andavamamba, la cité des 67-Hectares et Anosibe. La plupart abritent des marchés et des gares, les lieux privilégiés des enfants (entre autres). Les habitants n'aiment pas s'y attarder. Néanmoins, à l'inverse de Yaoundé, le sentiment de dégradation urbaine l'emporte sur celui d'insécurité physique. La ville ne jouerait-elle plus son rôle protecteur en perdant ce qui faisait son essence et en se déployant bien au-delà de la colline-mère ? Rien n'est moins sûr : l'insécurité fait finalement les grands titres lorsqu'elle se déroule dans les campagnes malgaches. Le phénomène des *dahalo*, les voleurs de zébus, est très répandu et fait planer une lourde menace sur les familles paysannes, parfois délestées de leur troupeau mais aussi de leur propre vie. À l'est du pays, la forte spéculation autour de la culture de la vanille stimule le vol et le recel (C. Blanc Pamard, 1989).

Dans la capitale camerounaise, les habitants expliquent l'éclatement de ces violences comme un effet urbain de la crise socio-économique. Mais rappelons nous que lors de nos enquêtes, certains habitants estimaient que le phénomène des enfants de la rue était concomitant à la naissance de Yaoundé. La ville paraît un espace violent par essence : violence du joug colonial et violence des temps de crise. Le rêve urbain nécessite de se battre pour survivre d'abord et pour le réaliser ensuite

Antananarivo et Yaoundé n'ont pas les mêmes histoires et ne secrètent pas les mêmes peurs. La seconde est le domaine de tous les possibles, de toutes les projections comme de toutes les pertes, quand la première cherche à maintenir un espace hiérarchisé et organisé.

Justice populaire : justice des quartiers ?

Les enfants restent cantonnés à la rue. La moindre de leur incursion à l'intérieur d'un quartier provoque la méfiance des habitants, méfiance somme toute justifiée dans bien des situations : les enfants y vont souvent dans le but de voler. À Yaoundé, s'ils sont pris, ils sont frappés à coups de bâton, de machette, parfois brûlés

6

. À Antananarivo, les lynchages existent mais sont moins fréquents : lors de nos entretiens, aucune ONG ni aucun enfant ne les ont mentionnés.

Comment une foule peut-elle en arriver à battre à mort un voleur ? Il suffit d'un cri, ce trop fameux cri de « au voleur ! », pour que des personnes accourent et s'assemblent jusqu'à créer cette masse compacte qui tape ou encourage à frapper. Puis, les uns spectateurs, les autres acteurs, abandonnent un ou plusieurs corps dans leur sang, au milieu de l'arène.

Pas un quartier de Yaoundé ne semble échapper à cette dynamique. Les articles de presse et les articles scientifiques se sont emparés du sujet à maintes reprises. Les seconds ont tenté de dépasser le macabre spectacle et de comprendre les mécanismes à l'œuvre.

Il a souvent été écrit que le déficit de crédibilité des institutions a considérablement joué dans ce mécanisme de (quasi-) mise à mort. Les habitants ne croient plus en l'autorité de la police, ni en la compétence de la justice. Pour eux, un voleur négociera toujours sa liberté en versant de l'argent immédiatement accepté. Le seul moyen de le contraindre à arrêter (éventuellement de le « redresser ») c'est de le battre ou de le tuer : une punition immédiate et expéditive hors de tout cadre judiciaire. Selon certains auteurs, l'action des habitants exprimerait leur désir d'intégration dans l'ordre établi. Leur refus de la délinquance traduirait le besoin d'appartenir à un ensemble où le statut de citoyen reste très exclusif. C'est cette volonté en même temps que leur vulnérabilité qu'il faudrait donc prendre en considération

7

Deux justices coexistent : celle de l'État et celle du peuple. La première alterne entre l'arbitraire et le clientélisme. Ainsi la prétention de l'État à exercer la violence légitime n'est plus crédible.

Il n'en a plus le monopole (M. Weber, 1971, p. 51). La seconde se joue dans les quartiers et les sous-quartiers, là où les forces de l'ordre passent moins. En définitive, il existe une justice des espaces publics, des espaces centraux modernes, signes de la présence d'un pouvoir fort mais souvent abandonné à la prédation et au racket des policiers et des militaires.

En parallèle, une justice « populaire » se construit, une justice du peuple pour le peuple dans ses espaces propres (où la présence de la police ne serait pas nécessairement acceptée, mais plutôt vécue comme une intrusion pour surveiller et pour « manger

8

» et non comme une intervention pour faire respecter un semblant d'ordre public). Le développement des Comités de défense et le recours croissant aux sociétés de gardiennage dans les quartiers résidentiels et les zones commerciales achèvent de brouiller les cartes.

Néanmoins, notons que l'époque précoloniale ne connaissait pas la prison. La justice s'organisait sur le principe de l'exclusion d'un membre hors du corps et de l'espace communautaire. Les exécutions sur la place publique existaient également. Elles ne disparurent pas nécessairement sous la loi coloniale qui maintenait certaines pratiques coutumières (F. Bernault, 1999, p. 22 et 41-42).

Ainsi il reste à vérifier en quoi la prison et les cellules (l'enfermement) ont revêtu une quelconque légitimité dans les esprits, qui plus est dans le contexte de faible institutionnalisation de l'État, accaparé par un pouvoir très personnalisé.

Cependant, les exécutions précoloniales s'inscrivaient, elles, dans le cadre de la souveraineté d'une personne, au nom d'une communauté établie. Aujourd'hui, avec le lynchage des plus âgés des enfants, c'est une domination sur le corps, devenu spectacle, qui se met en scène. Il ne s'agit plus de condamner pour transformer ou, à défaut, tenir à l'écart. On frappe et on laisse le corps à l'abandon. On le montre et on l'expose. Il s'agit de faire de ce corps la preuve d'un quartier inaccessible aux voleurs, de marquer son territoire par la force. La prise sur le corps et son abandon en pleine lumière, des jours durant, signifie la preuve de l'inaccessibilité d'un espace et doit dissuader le voleur potentiel.

Mais J. Tadié (2002, p. 319) souligne que le lynchage revêt une forme très anonyme : on parle de foule, de masse, d'attroupement. Il n'est pas certain que la justice populaire soit un acte délibéré et réfléchi tenant à déclarer et à marquer un pouvoir sur un espace donné. La justice populaire s'inscrit donc dans la violence plus que dans une relation de pouvoir. Elle est aiguillonnée par la peur et l'absence de sentiment de sécurité

9

. L'enfant de la rue sait qu'il joue parfois sa vie en pénétrant à l'intérieur d'un quartier. L'espace public, les secteurs en son sein, représente l'espace de repli, le seul où il est encore toléré.

Dans des sociétés menacées par la mort (accidents de la route, assassinats politiques, pandémie du sida et accès détérioré aux soins en général), nous pourrions citer M. Foucault au sujet du « "mépris" du corps [qui] se réfère à une attitude générale à l'égard de la mort » (1975, p. 66).

À l'échelle des espaces résidentiels, pour survivre, il existe une gradation dans les relations des enfants avec les « gens du quartier ». Un accord tacite semble avoir été conclu entre eux : les enfants ne volent pas les commerçants. Ces derniers laissent faire.

Achille, Yaoundé,

« Y'a certains qui arrachent [volent]. Nous sommes déjà connus [des gens du carrefour d'Etoudi] comme ceux qui arrachent. Nous sommes déjà connus. Nous qui arrachons sommes obligés de leur donner quelque chose pour qu'ils ne viennent pas dire que nous avons arraché. On arrache aux gens d'ailleurs, pas à ceux d'Etoudi. »

Cependant, ce pacte se fait par défaut (comme lorsqu'il s'agit de prendre un porteur au marché ou un gardien de voiture). Lorsqu'un enfant est pris par la police, les bouches se délient, la parole est délivrée. Ainsi pour Bello, à Yaoundé, quelques jours après avoir reçu deux balles d'un gendarme dans le corps :

« Dans le quartier [Tsinga-Briqueterie], y'a les gars qui braisent le soya [les brochettes de viande]. Bon, nous, on se faufile là, sur le trottoir. On fait les montées, les descentes. Eux, ils savent ce qu'on est en train de calculer. Si ça sort, on "frappe" et pam ! nous sommes déjà dans le couloir. Nous, on n'a pas de problèmes avec les gens du quartier. Dès qu'on vient, on les avertit. "Comme vous voyez, nous, on n'a pas de problèmes avec vous. Nous, on cherche de quoi manger. Mais la personne qui va nous mettre l'œil, il va payer, il va payer le pot cassé". On les tchoko [donner un pourboire] pas. Hé, on les tchoko quoi ? Y'a ceux qui disent qu'ils ne veulent pas qu'on touche

à leurs clients qui viennent acheter la viande. On ne touche pas. Eux-mêmes, ils savent. Ils ne vont rien dire parce que ce sont des Nordistes comme nous. (...)

Mais ils sont venus témoigner, quand on m'a tiré dessus, que je suis un des gars, que nous, on vient déranger le quartier... que c'est nous qui mettons le quartier en l'air. Ils disent que je suis parmi eux, ils disent que je suis leur chef. Ils disent ça. (...) Les gens sont venus, beaucoup. Les gens qui vendaient la viande sont venus me voir. Ils disent que : "Voilà, c'est lui, c'est leur groupe toujours. C'est leur groupe. C'est eux". Je leur ai posé la question : "Moi-ci ?" "C'est vous... Comme vous ne voulez pas le travail... voilà, tu as encaissé". »

L'équilibre reste précaire et on ne peut pas parler de « voleurs des quartiers ». Ceux qui se sont aventurés dans des espaces privés ou « communautaires » en ont payé le prix. Rien ne permet au voleur d'obtenir le pardon : ni son origine géographique ni son ethnie.

Les habitants avancent le critère de l'âge comme seule véritable circonstance atténuante. Ils font une distinction entre les grands et les petits non sans conséquence sur le traitement des enfants. Vers 16 ans, le discours des habitants et des autorités évolue en dépit des textes internationaux (convention des droits de l'enfant) qui protègent les mineurs, même jugés responsables d'actes délictueux ou criminels (jusqu'à 18 ans dans les deux pays).

En définitive, sur l'échiquier urbain, les enfants sont placés hors du quartier, espace essentiel dans l'acquisition du statut de citoyen et de citoyen. Effectivement menacés de toutes parts, les habitants s'en prennent aux plus vulnérables. En réaction, des enfants se surnomment « les S'en Fout la Mort ».

Que des actes délictuels aient été commis ou non, le simple fait d'être de la rue nie aux enfants le droit à la ville. Les habitants peinent à accepter leur présence : en leur prêtant diverses origines, ils en font des étrangers. Ils leur refusent le statut de citoyen.

Le rejet de « l'Autre »

Les « Nordistes » à Yaoundé

Beaucoup d'habitants de Yaoundé ont pour habitude de rassembler tous les ressortissants des provinces camerounaises septentrionales dans le groupe dit des « Nordistes », qu'ils soient natifs ou non de ces régions et quels que soient leurs référents culturels. Pour beaucoup, un « Nordiste » est un individu musulman, appartenant à l'ethnie

peule. Certains précisent qu'il porte sur lui une arme blanche. Leur représentation mêle souvent crainte et mépris. Elle permet de distinguer le citadin (l'autochtone ?) de l'étranger (les ressortissants de l'Ouest n'échappent pas non plus à la caricature).

Cela explique en partie le regard porté sur les enfants de la rue. Une majorité de la population de Yaoundé estime qu'ils sont originaires des provinces du Nord. Lors de nos questionnaires auprès des habitants, à chaque fois, nous avons posé la question suivante : « Les enfants de la rue sont-ils des habitants de Yaoundé ? » La plupart du temps, il nous a été répondu qu'ils étaient des « Nordistes ». Plus exactement, la question a régulièrement été comprise de la sorte : « Les enfants sont-ils nés à Yaoundé ? » Les personnes interrogées font immédiatement référence au lieu de naissance supposé des enfants. Pour eux, ces derniers ne peuvent pas être nés à Yaoundé, et donc être de Yaoundé. Qu'ils y aient vécu, dans ses rues ou ses quartiers, ne change pas la donne. Les enfants sont irrémédiablement liés à une origine géographique, celle de leurs ascendants. En l'occurrence, ils sont souvent qualifiés de nordistes et renvoyés au Nord (parfois au sens propre !).

Être de Yaoundé ?

À Yaoundé, il est extrêmement rare d'entendre un habitant se définir comme un « Yaoundéen », quels que soient son lieu de naissance et son origine géographique et ethnique. Les autochtones de la capitale et leurs descendants (quel que soit leur lieu de naissance) se disent avant tout du clan ewondo

10

, à l'intérieur « Yaoundé ». Les allogènes, qui résident dans la capitale et y sont parfois nés, déclarent facilement « être de Yaoundé » à une personne venue d'une autre ville ou d'un village. Mais quel que puisse être le nombre d'années passées dans la ville et leurs manières de vivre (propriétaire d'un terrain et d'une maison), ils vont continuer à se référer à leur origine géographique couplée à une appartenance ethnique. Ils se rattachent (et sont rattachés) à l'origine de leurs parents migrants.

« L'« originaire » n'est pas exactement « celui qui vient de quelque part » au sens géographique : c'est celui « qui provient de

quelqu'un". Cependant, l'ascendant qui sert de référence est souvent considéré comme "originaire" d'une région donnée. Cette région est alors considérée comme le berceau, le lieu d'origine et, par abus de langage, reportée sur tous les descendants. Utilisée à des fins socio-politiques, l'origine géographique devient donc une marque socialement transmissible d'une génération à l'autre : ceci est d'une importance majeure pour le processus territorial d'intégration. Ainsi, un Camerounais né à Yaoundé, et dont l'arrière-grand-père est né à Mvangan dans la province du Sud, est originaire non pas de Yaoundé mais de Mvangan [...]. En somme, pour chacun des groupes de population, on doit identifier le moment d'un événement fondateur dans son histoire, à partir duquel l'origine géographique est prise en compte. Arbitrage et arbitraire redonnent aux configurations ainsi confectionnées tout le flou artistique de la notion d'ethnie » (A. Bopda, 2003, p. 280).

N'est donc pas de Yaoundé qui veut. Nous pourrions penser que la capitale camerounaise échoue dans son projet politique de faire société à son échelle et de faire unité à celle du pays entier. On ne peut tout simplement pas être Yaoundéen (dans le langage courant). De quel sentiment d'appartenance à la ville pouvons-nous donc parler ? Cependant, parce que justement cette notion n'existe pas, et comparée à la situation tananarivienne, la capacité d'absorption de nouvelles populations par Yaoundé semble être plus grande : personne n'est Yaoundéen.

Ainsi le phénomène des enfants de la rue se révèle être une porte d'entrée pour appréhender les lignes de tensions à l'intérieur du territoire. camerounais. Les « gens du Centre » regardent avec commisération leurs voisins septentrionaux ne se privant pas de leur adresser mille reproches. Selon eux, une ville aussi moderne que Yaoundé joue nécessairement un rôle d'aimant attirant à elle des provinces jugées somme toute attardées

Ainsi les conduites familiales et les mœurs en général du Nord et de l'Extrême-Nord sont fortement caricaturées au-delà de la situation

économique réellement difficile et des déséquilibres régionaux avérés. En définitive, la compassion se transforme en blâme : les familles « nordistes » sont moralement condamnées pour ne pas avoir su s'occuper de leurs enfants qui viennent « envahir » les rues de la capitale. Les amalgames sont légion et les raccourcis culturalistes puissants, englobant dans l'appellation « nordiste » tout un panel d'individus et de groupes culturels aux pratiques et aux représentations pourtant variées.

« Yaoundé est dominée par les Bété. Ils sont fiers et ont un sens élevé de l'encadrement. On ne peut pas laisser son enfant dans la rue, c'est très rare. Mais les gens extérieurs croient que leur salut est ici, en ville. La plupart des enfants des rues sont du Grand Nord (...). Ils prennent le train et se retrouvent ici sans qualification et les problèmes commencent » (Hôtel de Ville, mars 2004).

« Beaucoup d'enfants viennent du Nord et de l'Extrême-Nord. L'éducation dans le Nord, ce n'est pas comme chez nous, au Centre. Il y a des tribus où l'enfant doit se chercher dans la vie, tout seul. Ici, jusqu'à la majorité, l'enfant reste entre les mains des parents. Au Nord, il y a la polygamie : un mari a 4, 5, 6 femmes et les moyens ne suivent pas. Les femmes disent à leurs enfants de se débrouiller. Quand l'enfant n'est pas satisfait, il prend la route » (Calafatas, février 2004).

Il est très difficile de savoir combien d'enfants « nordistes » vivent effectivement dans les rues de la capitale. Dans un premier temps, il serait nécessaire de faire la distinction entre les enfants ayant réellement grandi dans les provinces du Nord du pays et ceux ayant été à Yaoundé depuis leur plus jeune âge. Nous ne sommes pas assurés que les statistiques en notre possession prennent en compte cette distinction, des enfants ayant pu comprendre la question de leur origine à la manière des autres habitants. Il est vrai qu'à la vue de leur présence à Yaoundé, à Douala et dans les grandes villes septentrionales, nous pouvons nous interroger sur leur importance numérique à l'échelle nationale. Cependant, les études sur les villes de l'Ouest et de l'Est manquent pour avoir une vision complète du phénomène.

Dans un second temps, « être du Nord » ne renseigne pas finement sur les conditions d'existence et l'environnement socio-économique et culturel des enfants. Lors de nos entretiens, nous avons rencontré des enfants des ethnies baya, matakam et peule. En définitive, la plupart se déclarent Foulbé sans l'être. La domination peule sur les provinces du Nord a poussé (ou obligé) des populations de ces

territoires à se convertir à l'islam et à adopter certaines pratiques. Un léger complexe d'infériorité et des stratégies d'ordre économique et politique incitent certains ressortissants d'ethnies non Foulbé à se déclarer Foulbé (J. Santen [van], in Y. Diallo, G. Schlee, 2000, p. 145). Ainsi Bello qui se disait peul mais qui était baya. Information qui nous a donc encouragés à nous méfier des déclarations quant à l'appartenance ethnique.

Il peut arriver que les habitants ou les autorités empruntent un chemin encore plus simplificateur en déclarant que les enfants de la rue sont tout simplement des étrangers. Des enfants fuiraient l'instabilité politique de leurs États (Centrafrique, Tchad) pour trouver asile au Cameroun. Certains estiment que les enfants voyagent sans pièce d'identité et n'ont pas de mal à se faire passer pour originaires d'une province camerounaise frontalière des pays sous tension. Précisons que dans les villes, souvent, les Nigériens, les Tchadiens et les Centrafricains sont accusés de tous les maux. Ils seraient des voleurs et des trafiquants. Pourtant, ce sont bel et bien, en très grande majorité, des enfants camerounais avec lesquels nous sommes entretenus. Accuser son voisin légitime le rejet et évite de soulever des interrogations épineuses quant à l'intégration nationale et urbaine.

À défaut de jouer sur la nationalité, l'ethnie demeure un registre sur lequel les uns et les autres jouent, mettant en avant, au gré des années, des espaces et des situations, diverses identités.

La campagne comme leurre à Antananarivo

À Antananarivo, nous avons constaté que l'amplitude des mouvements migratoires se restreignait essentiellement aux Hautes-Terres et à leurs villes. Ces faits n'ont pas empêché le développement d'un sentiment d'invasion lié à l'exode rural dans l'esprit d'une majorité de Tananariviens. Pour la plupart des habitants interrogés, les enfants de la rue sont originaires des campagnes et ne peuvent par conséquent acquérir le statut de citoyen. Si certains estiment que les conditions de vie à la campagne sont difficiles et légitiment en partie la venue en ville, d'autres accusent les sans-abri de ne vouloir rien faire et de mener la vie facile, en se contentant de mendier en ville plutôt que de travailler au champ.

Le droit à la ville ne dépend nullement du temps passé à Antananarivo. L'accès à la propriété est difficile, spécialement dans le cœur urbain originel. Les critères d'accession à la citoyenneté sont restreints de même que la liste des élus.

Être Tananarivien

À l'époque de la monarchie merina, Antananarivo est la capitale du royaume. Elle est l'instrument du pouvoir. À cette fin, il fut question d'asseoir pleinement son rôle en Imerina puis dans le royaume d'Antananarivo avec une place pour chacune des entités y participant.

« La ville a, dans ce cas, pour vocation de rassembler symboliquement en un seul point les espaces multiples du royaume. Elle transcende le parcours des lieux en son unité. [...] [Andrianampoinimerina] y installe des échantillons des populations récemment intégrées au royaume : Betsileo et Sakalava en officialisant leur identité de provinciaux, à Tanjombato, Manjakaray, etc. [...] La conception de Tananarive (...) est orientée non pas vers la protection militaire, mais vers l'assimilation et la communication entre groupes différents. La ville est en ce sens un résumé de l'Imerina, puis un résumé du royaume » (F. Raison-Jourde, 1991, p. 154).

Au-delà d'une lecture socio-géographique à portée nationale vient se greffer un mode de contrôle complémentaire en vue d'asseoir le pouvoir vis-à-vis des groupes de population en présence, définis ici par leur statut social et non pas leur origine géographique. « Tananarive représentait [...] l'inscription dans l'espace d'un schéma fortement pensé. La croissance urbaine fut considérable sans pour autant affecter ce dessin, car les limites des quartiers en haute ville furent jalousement préservées, les cessions de terrains interdites par le pouvoir hors des familles héritières des lotissements du xviii^e siècle » (*Ibidem*, p. 39).

L'Imerina était divisée en *foko*

. La ville se fit à son image et chaque groupe se vit accorder une place à Antananarivo en fonction de la situation de ce *foko*. Ce schéma perdura au fil des ans. L'appropriation foncière reste encore aux mains de lignages spécifiques fortement enracinés à

la terre, Antananarivo devenant leur second *tanindrazana*. fallait, et il faut encore, éviter à tout prix de céder son terrain à un « étranger ». Les lieux définissent l'individu et son statut social. Être dans la ville ne suffit pas pour s'en réclamer et s'y faire reconnaître. Au-delà des *foko*, les divisions statutaires de la société créent le paysage urbain.

La hiérarchie se lit dans la ville depuis ses hauteurs jusqu'à sa plaine. La Ville-haute est acquise aux *Andriana*, tandis que les *Hova* et plus particulièrement les *Mainty*, peuplent les bas-quartiers. Outre cette stratification verticale, chaque caste s'installe suivant les règles de l'astrologie : les *Andriana* au nord et au nord-est, les *Hova* à l'ouest et les *Mainty* au sud.

N'est pas Tananarivien qui veut et, jusqu'à aujourd'hui, on distingue les vieux Tananariviens de souche, principalement issus de la Ville-haute. Si Antananarivo est un pôle de l'espace régional et national, et si de tout temps, elle a été un lieu de rassemblement pour rendre hommage au souverain ou pour y effectuer toutes sortes d'échanges, peu de ceux qui l'ont traversée peuvent prétendre y posséder un ancrage tant matériel que mystique.

La figure de l'étranger (de celui qui n'est pas de la ville) va se définir par l'opposition entre la ville et la campagne, au contraire de Yaoundé où interviennent l'appartenance ethnique et l'origine géographique. L'Autre est, au premier abord, le paysan, celui qu'on regarde avec condescendance voire avec mépris. Ainsi l'évangélisation des campagnes au xix^e siècle a constitué un facteur-clef dans l'entreprise de domination de la ville sur la campagne. Une fois les premières paroisses édifiées à Antananarivo, ses habitants ont jugé de leur devoir de répandre la bonne parole dans les campagnes « obscures ». La création des paroisses, en même temps qu'elle a renforcé le lien avec la ville, a consolidé un rapport de forces inégalitaires (*Ibidem*, p. 391). Et ce paradoxe, qui lie les citadins à la campagne en même temps qu'il leur donne une position dominante, joue considérablement dans la définition de la citoyenneté et de ce qu'est une ville, ici Antananarivo (C. Fournet-Guérin, 2002, p. 97).

L'attachement spirituel à la terre dans une société urbaine ancienne et fortement hiérarchisée a fait des habitants de vieille

souche urbaine des *Tananariviens*. La faiblesse des migrations dans un bassin migratoire renforce ce sentiment d'une identité très figée et conférée avec parcimonie aux habitants de la capitale.

Le tanindrazana

À Madagascar, le fait de préciser son origine est extrêmement important. Les Malgaches ne se définissent pas par leur lieu de naissance mais par celui où ils vont être enterrés. C'est par leur *tanindrazana* (la terre des ancêtres où est le caveau familial) qu'ils se rattachent à un espace particulier. Leur vie entière, ils espèrent retourner à ce dernier avec la mise au tombeau. Pour les Tananariviens, celui-ci est souvent implanté en périphérie de la ville ainsi que la maison de famille et les éventuelles terres y attenantes. Nombreux sont ceux qui y reviennent régulièrement, ne serait-ce que pour participer à la célébration de la messe (chez les catholiques) ou du culte (chez les protestants, spécialement le premier dimanche de chaque mois à l'occasion de la communion). Si aujourd'hui, les citadins se désintéressent parfois de leurs demeures rurales et de l'exploitation de leur propriété, ils continuent à apporter une attention toute particulière à leur église et à la vie de la paroisse afin de conserver leur place dans la société. Les Tananariviens, comme tout Malgache, se définissent donc par un lien géographique et social à un espace souvent rural et par les droits qui y sont rattachés.

De ce fait, les politiques sociales proposées consistent principalement à renvoyer les enfants et les sans-abri dans « leur » campagne. Pour beaucoup, cette population sans domicile ne peut réussir socialement à Antananarivo et doit en conséquence « revenir » au travail de la terre, seul emploi qu'elle est réputée maîtriser. La ville serait « saturée ». Antananarivo ne pourrait plus accueillir de nouveaux migrants. Elle n'aurait ni l'espace ni le potentiel économique pour le faire.

Dans les années 1970, on distinguait :

« [...] une classe vraiment misérable où le repas quotidien est aléatoire, vivant au jour le jour, suivant les ressources tirées d'un emploi occasionnel, plus souvent au chômage qu'au travail. Toute

activité rémunérée est temporaire, payée à l'heure ou à la journée, à des tarifs particulièrement bas. C'est le sous-prolétariat exploité, encore inadapté aux dures réalités de la vie citadine et qui cache son dénuement dans les taudis de la périphérie de la ville. Pour cette catégorie, nous pensons que la seule solution est le retour dans les campagnes qu'elle n'aurait pas dû quitter ou une migration organisée vers des milieux moins hostiles » (J. Ramamonjisoa, 1978, p. 174).

Or, il n'était pas question d'en référer aux Affaires sociales mais au ministère du Développement rural (*Ibidem*, p. 169 et 173)

13

Comme à Yaoundé, l'espace urbain ne secrèterait pas sa propre exclusion. Il serait débordé par un flot de migrants (de marginaux) venus s'y perdre. En édifiant une certaine image de l'étranger, les habitants ne facilitent guère l'intégration des arrivants. La campagne malgache est à Antananarivo ce que le Grand-Nord est à Yaoundé.

Cependant, de manière sous-jacente, la question de la citadinité tananarivienne renvoie à celle des appartenances sociales.

Il nous a été quasi impossible de demander l'origine sociale des enfants auprès des habitants (le fait d'avoir choisi des quartiers d'enquête très différenciés n'a pas permis de mettre à jour une différence de représentation du phénomène). La question était très sensible pour les principaux intéressés qui auraient pu se vexer ou se sentir extrêmement mal à l'aise. De plus, la connaissaient-ils ?

Les enfants présentent les attributs habituellement prêtés aux *Mainity* : goût pour le rugby, chansons de variétés. Cependant, en dépit des articles scientifiques ayant mené une réflexion sérieuse sur les pratiques des différents groupes sociaux, ce type d'argumentaire peut rapidement conduire à toutes sortes de caricatures.

Pour autant, l'histoire de l'esclavage et de l'affranchissement tendrait à faire penser que ces populations sont les plus vulnérables à la crise économique et aux déstructurations familiales. De plus, les quartiers des domiciles des parents des enfants pourraient être ceux à forte dominante *mainity* (J. R. Randriamaro, 1997). Le type de profession est un second révélateur potentiel d'un statut social en bas de la hiérarchie statutaire.

« Actuellement, les *Mainity* forment le gros de la troupe d'un sous-prolétariat urbain à Antananarivo. Ils s'identifient aux bas-quartiers, les plus peuplés, sorte de "ceinture noire" de la capitale et de ses

environs. À de rares exceptions près, point d'exemple de réussite individuelle ni de groupe comme si l'histoire les avait figés dans un rôle de cadets sociaux » (B. Ramanantsoa Ramarcel, 1997, p. 147).

Quoi qu'il en soit, ces suppositions ne permettent pas de conclure définitivement que tous les enfants d'Antananarivo sont des *Mainty*. L'exercice est périlleux et réducteur.

Le regard et les pratiques des habitants ne sont pas les seuls facteurs influant sur le positionnement des enfants dans la ville. Les autorités et leurs représentants interviennent aussi pour réguler l'espace urbain et le contrôler, ainsi que les ONG.

Géographie de l'insécurité ou géographie du sécuritaire ?

Les autorités ont longtemps nié la présence des enfants de la rue. Jusqu'à aujourd'hui, il demeure délicat de parler de projet urbain et plus largement de politique urbaine. À voir les réactions ponctuelles du pouvoir, au gré de grands événements de la scène diplomatique et des récriminations des populations, nous pouvons douter de l'existence d'une volonté forte proposant des modèles urbains, des choix et des actions sur le moyen et long terme dans le but d'aménager et d'organiser la ville appréhendée dans sa globalité (J. P. Gaudin, 1997). Quel programme évoquer ? À Yaoundé, il ne s'agit ni de structurer les espaces publics, ni même de normaliser des pratiques mais simplement de maintenir un accès privilégié à la ville aux hommes qui font l'État. Ceux-ci tendent à favoriser les problèmes de sécurité pour asseoir leur domination. Cette volonté de contrôle exprimerait alors la fragilité du pouvoir plus que sa capacité à gouverner et à formuler une politique urbaine au nom d'un intérêt général. Il se dégage des actions fragmentaires faites au nom d'intérêts privés dont les enfants peuvent devenir l'une des cibles.

Là où il devrait y avoir une réaction au sentiment d'insécurité des populations et à l'insécurité avérée, une politique sécuritaire (et non de sécurité) se met en place. L'État instrumentalise la présence des enfants de la rue sans interroger les raisons sociales de leur présence (crise des solidarités et individualisme). À nouveau, la violence fait et défait les secteurs de ces derniers. Elle modèle aussi l'espace public et

la ville. Les espaces d'insécurité deviennent, notamment au centre-ville, des espaces d'intervention des agents du pouvoir. La violence domine sur tout traitement social. Nous pouvons dès lors évoquer des espaces d'expression d'une action sécuritaire et en conséquence, l'existence d'une géographie du sécuritaire.

À Antananarivo, la sécurité sera moins le maître-mot des actions des autorités centrales mais aussi municipales, s'entremêlant au souci de modernité et de façonnement d'une image définie de la ville.

Souvent, par l'action de l'État, les enfants deviennent ainsi des délinquants. Captifs de la rue, ils deviennent aussi des prisonniers, des cellules des commissariats à celles des prisons. Ils sont condamnés autant au regard de la loi que de la norme, d'un ordre public que d'un ordre citadin. Mais ces ordres ne se créent-ils pas dans le désordre, les enfants ne faisant que survivre à l'image des habitants qui « se débrouillent » et de pouvoirs prédateurs qui cherchent à se maintenir ?

Défendre une certaine image de la ville

Nous allons maintenant centrer notre analyse sur les moyens mis en œuvre et les discours politiques relatifs au phénomène des enfants de la rue. En principe, ce dernier relève des Affaires sociales. Or l'État et son ministère donnent l'impression de se désengager de cette question. Les interventions des forces de police et militaires, *a priori* qualifiées pour maintenir l'ordre et la sécurité publique, prennent le pas sur celles de tout autre fonctionnaire (Affaires sociales et Justice). Au mieux, la répression cède la place à un souci intéressé de communication.

Parfois, les autorités sont les premières à recourir à la géographie pour expliquer la répartition des crimes et des délits. Les opérations d'assainissement dans les quartiers deviennent l'occasion d'asseoir un contrôle plus ou moins effectif sur des espaces jugés en perte. Dans un cas, il s'agira de casser des baraquements illégaux. Dans un autre, une route sera bétonnée, l'éclairage réhabilité. Suffirait-il d'un investissement matériel pour faire disparaître l'insécurité ? Existerait-il des quartiers « pathogènes et criminogènes » ? Très souvent, les quartiers d'habitat spontané sont montrés du doigt :

leurs lacs de pistes constituent des labyrinthes idéaux pour les petits voleurs en fuite. « De nouveaux postes de police ont été créés dans les quartiers populaires désignés comme des “poches noires” dans le jargon de la sécurité publique » (*Cameroun tribune*, 14 janvier 2003).

Par le biais des enfants de la rue, nous pouvons donc dresser une géographie des actions de l'État, les localiser, en analyser les mouvements, bref, dessiner une carte des espaces d'intervention au nom de l'insécurité et mettre à jour la parcellisation de l'enfermement, de la rafle à la prison via les commissariats. Du « centre » à la « marge ».

La rafle comme première réponse politique : défendre une image de la ville

Les centres-villes constituent des espaces majeurs de la géographie de la rue à Antananarivo comme à Yaoundé, au même titre qu'ils sont des points essentiels dans les itinéraires d'une majorité des habitants. Ils correspondent aussi à des espaces hérités de la colonisation, repris comme scène politique par les gouvernements successifs. Lorsque les enfants de la rue commencent à en occuper les devants, les autorités réagissent.

À Yaoundé, l'élément déclencheur du déguerpissement des enfants du centre-ville trouve son origine dans un événement bien exogène à la quotidienneté urbaine : l'organisation du sommet France-Afrique en janvier 2001 avec la réception du président français Jacques Chirac par son homologue camerounais Paul Biya.

Le centre-ville aux rues rectilignes et goudronnées, passage obligé de tout cortège présidentiel (rappelons la présence de l'avenue du 20-Mai bordée de tribunes officielles non loin du prestigieux hôtel Hilton) a fait l'objet de mille attentions. Yaoundé devient la vitrine d'un pouvoir fort ayant la maîtrise de son territoire. Le désir d'ordre (ou celui de faire croire à un ordre) prenait le pas sur la « ville à l'œuvre ». Le quartier du Centre commercial doit retrouver sa lisibilité d'antan : il faut supprimer les « encombrements » des trottoirs, empêcher les allées-venues des vendeurs à la sauvette, casser les étals et petites baraques précaires et illégaux.

« Dans les rangs des “sauveteurs” [...] la colère est grande. L'opération “Yaoundé ville propre”, renforcée à l'orée du sommet France-Afrique,

et conduite de main de maître par le ministre de l'Administration territoriale s'est soldée pour eux, par une lourde facture : des centaines de comptoirs brûlés, des marchandises confisquées, de la désolation dans de nombreuses familles [...]. [Les "sauveteurs" dénoncent] le mépris que le gouvernement affiche à leur égard les traitant comme "des moutons qu'il faut attacher en brousse chaque fois qu'arrivent les hôtes de marque à la maison" » (*Le Messenger*, 24 janvier 2001).

« L'ouvrage n'aura manqué à aucune frange des personnels du ministère de l'Administration territoriale. Même les gardiens de prison ont mis la main à la pâte, chargés de surveiller les zones déguerpies et de veiller à ce que les limites fixées soient respectées. La police était sans doute trop occupée. Les gardiens se sont donc attelés à mater, à coup de pieds, de matraques ou de bombes lacrymogènes » (*Mutations*, 12 janvier 2001).

Les enfants ne sont pas épargnés. Les descentes nocturnes des forces de l'ordre se multiplient dans les secteurs du centre-ville. Les enfants sont régulièrement frappés jusqu'à ce qu'ils partent (tribunes du 20-Mai, rond-point de la poste).

« Il y a des moments où [les enfants] commencent à occuper certains lieux publics et à devenir assez visibles. Ils vont s'installer sur des pelouses ou des lieux publics bien aménagés, comme la pelouse du grand rond-point de la Poste centrale (ils se retrouvent là, ils aiment jouer sur le gazon). Là, on est obligé de les faire partir, on les chasse. On estime que c'est pas bien qu'ils restent là. C'est un lieu entretenu, c'est pas un lieu pour jouer. Ils sont chassés et après, ils se débrouillent eux-mêmes pour trouver à se reloger » (un commissaire, Yaoundé, mai 2002).

Il est également demandé au ministère des Affaires sociales d'organiser leur départ du centre-ville. Dans le courant de l'année 2000, des rencontres sont organisées avec ces derniers puis des voyages en train (dénommés *charters*) afin de les reconduire dans les provinces septentrionales. Quelques enfants sont orientés vers des centres de formation.

« On a ratissé. On a identifié les bandes. Parce qu'ils sont organisés. Personne n'est seul en ville. Ils sont dans des bandes. On connaît les leaders. Donc, dès qu'on trouvait un leader, on recensait son groupe. On demandait aux enfants ce qu'ils voulaient. Il y a eu tout un wagon qui est monté une ou deux fois au Grand Nord avec des guides » (un inspecteur des Affaires sociales, Yaoundé, avril 2002).

Une organisation trop rapide avec des retours expéditifs axés à tort sur une seule zone du pays n'atteint que l'objectif premier (en existait-il un second ?) : celui de « nettoyer » le centre-ville le temps du sommet. Le champ sémantique est celui de la propreté matérielle :

« ratisser, vider, nettoyer, opération ville propre ». « On a vidé la rue » (même inspecteur des Affaires sociales). Dans les mois qui suivent, de nombreux enfants « rentrent » à Yaoundé.

Ainsi les forces de l'ordre sont les principaux agents de cette entreprise urbaine. Maints dysfonctionnements font de ces véritables opérations d'intimidations des actes totalement illégaux. Les forces de l'ordre incarnent l'État et interviennent au nom d'une violence légitime. Même lorsqu'elles s'écartent du droit, leur statut leur permet de légitimer leur violence symbolique et physique hors cadre en continuant de s'appuyer sur un système de normes et de stigmatiser des déviances urbaines. Elles deviennent donc des facteurs de désordre, de violence et d'incertitude

14

Valentin, Yaoundé,

« Les policiers viennent seulement nous taper. Dès qu'ils arrivent, ils ouvrent les cars [à Etoudi, à la gare]. (...) Ils commencent à nous taper. On nous tape deux fois. Donc, première fois, on a d'abord 30 coups. On tape chacun, même si nous sommes 20, même si nous sommes combien, on nous tape. Deux, deux tours. 30, 30, partout. Presque chaque nuit. C'est comme ça. Je sais pas pourquoi ils font ça. Y'a des moments où ils en amènent [en cellule]. Ils ne m'ont pas encore emmené. Ils m'ont tapé et laissé. Ce sont les plus grands (...) qu'on amène. On les enferme peut-être deux jours. Et on les laisse. Même si tu n'as rien fait. Quand on te trouve, tu dors seulement. Ils te tapent. Ils ont un style de fer-là. C'est mince, long. (...) Ils tapent avec sur les pieds. Quand ils tapent, ils versent l'eau, en plein froid dans la nuit. Vers 4 heures. On te verse l'eau sur les pieds, on te tape encore. »

Abou, 14 ans, deux ans de rue, Centre commercial, Yaoundé,

« La rue ce n'est pas bien. On tue déjà les enfants. La police rafle trop les gens et ce n'est pas bien. On emmène les enfants en prison. Le matin, on les laisse partir. S'ils reviennent toujours à la même place, on les arrête. (...) C'est un ami. J'ai oublié son nom. On l'a arrêté, il voulait fuir. On a tiré sur lui. (...) En ville, vers Campero. Un grand. On l'a pris. On est parti peut-être le jeter en brousse. »

Antoine, Yaoundé,

« Mais dans la vie, y'a beaucoup de trucs que tu vois... et tu te dis : "Est-ce que c'est encore toi ?" Puisque moi, on a tué beaucoup de gars devant moi, à cause du vol. On tuait devant moi. »

Bosco, Yaoundé,

« Je suis déjà fatigué des mboko. C'est pas bien. Les mboko, ils souffrent beaucoup. C'est dans la nuit là, les policiers, ils marchent avec l'eau glacée. Ils

te voient, ils versent l'eau sur tes pieds Ils te fouettent. Ou bien on te trouve, on pisse sur toi. Tu peux demander pardon, on ne peut pas te pardonner. Même si tu voles ton repas, on ne peut pas te pardonner. »

Ces opérations de « ratissage-nettoyage » présentent un caractère universel. Dans bien des capitales du monde, la venue d'un chef d'État ou l'organisation d'un sommet politique enclenche ce type de pratiques pour faire place nette (sommet de l'UA à Maputo au Mozambique en 2003, réunion avec les IFI à Nairobi au Kenya en 1994). Nous pourrions également évoquer le traitement des sans-abri par les municipalités européennes (D. Zeneidi Henry, 2002). Aujourd'hui, une architecture disciplinaire et dissuasive (bancs tubulaires, sièges espacés, cônes et piques métalliques) trouve à s'exprimer, par exemple, en France, dans le métro parisien aux dépens des sans-abri (S. Argillet, G. Pate, 2004), alors contraints aux marches forcées.

À Antananarivo, en 1985, les sans-abri du centre-ville ont été déplacés par camions entiers vers la périphérie d'Antananarivo aux environs d'Andralanitra, la décharge municipale. La visite du président français François Mitterrand, en 1990, provoque une nouvelle vague de rafles des « quat'mi », renvoyés au centre d'Imoron'Imanga sur la route de Tsiroanomandidy.

Après la réhabilitation du marché du Zoma à Analakely en 1997 (cf. *infra*) et sa nouvelle vague d'expulsion des sans-abri, les enfants d'Antananarivo ont vécu dans la peur des « camions bleus » du *fivondronana*

15

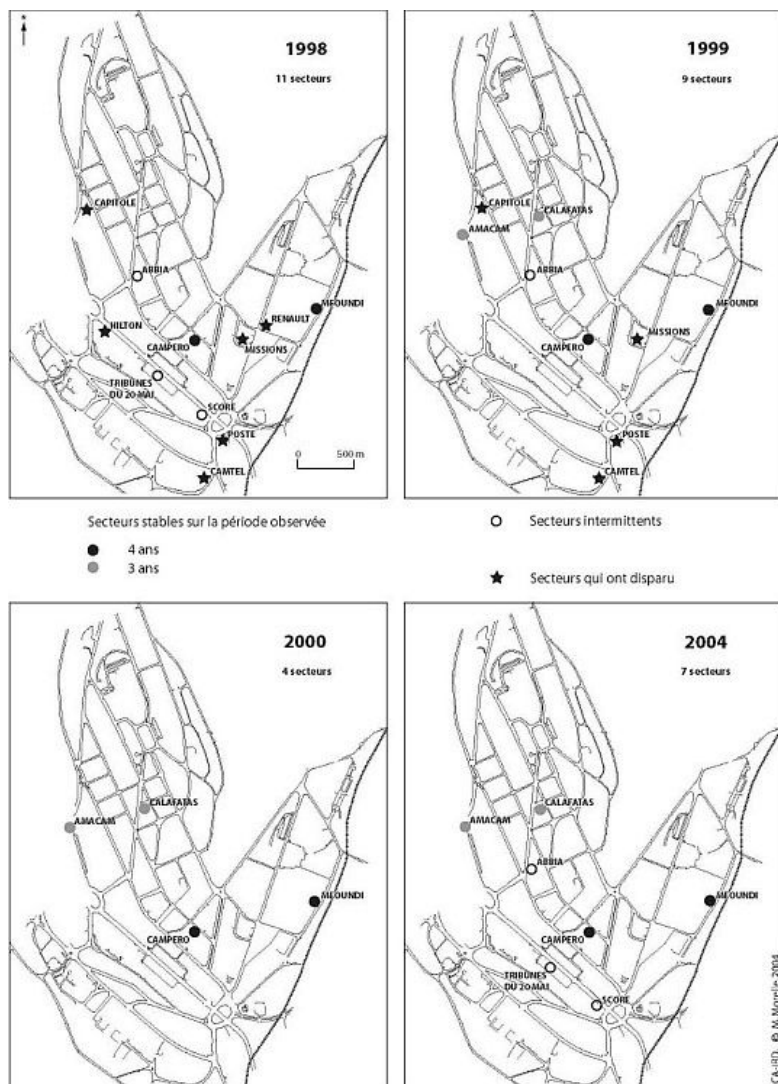
. Longtemps des rumeurs fin des années 1990 au sujet des ramassages organisés par les agents de la commune, avec le spectre, en arrière-plan, des centres de redressement en périphérie de la ville.

Quelles sont les conséquences de telles opérations sur les processus d'appropriation et de territorialisation des enfants de la rue ?

Le desserrement des localisations : des espaces de relégation aux espaces de régulation

La géographie de la rue n'est pas statique. Au gré des montées du sentiment d'insécurité, des vagues de répression mais aussi des opérations de réhabilitation, les enfants s'adaptent. Ainsi, dans les deux villes, nous constatons une tendance qui pousse les enfants à

désertier le centre-ville au profit des secteurs périphériques. Les espaces de relégation (gares routières, marchés) deviennent des espaces de régulation, sans qu'il soit question de s'attaquer aux problèmes sociaux structurels (depuis l'habitat précaire et illégal jusqu'aux cartons des enfants).



Carte 7. L'évolution des secteurs des enfants de la rue dans le centre-ville de Yaoundé (période de 1998 à 2004)

L'éphémère des localisations centrales à Yaoundé : les « territoires de transit »

diurnes et nocturnes dans la rue, recensait 14 secteurs. Une grande majorité d'entre eux étaient localisés dans le Centre commercial : Poste, Campero, boulevard du 20-Mai, bâtiment Renault, *Score*, *Hilton*, *Camtel*, avenue Kennedy, Procure des Missions, Mfoundi, *Abbia*, *Capitole*. À proximité de ce quartier, à Elig Essono, nous retrouvons la Gare-Voyageurs. Le seul secteur excentré est celui d'Etoudi.

En 1999, le rapport du foyer fait mention de 13 secteurs. En 2000, seulement 9 secteurs sont identifiés. Au fur et à mesure des années, leur nombre au centre-ville tend à diminuer tandis que l'effectif des enfants de la rue augmente.

Le cas de « la Renault » tient principalement de l'événementiel. Les enfants se retrouvaient pour dormir dans de vieilles maisons inoccupées sur ce terrain en friches appartenant au garage Renault. En mars 2000, le feu a pris, incitant les propriétaires à reprendre possession des lieux. Le rapport de 1999 indique déjà une désertion des lieux mais nos observations de terrain nous font conclure que l'accident de mars 2000 est le facteur principal de la disparition du secteur : jusqu'à cette date, des enfants pouvaient encore occuper les lieux. De même, c'est la multiplication de délits dans les environs du cinéma Capitole conduisant à l'arrestation des plus grands impliqués dans un braquage qui entraîne la fin du secteur.

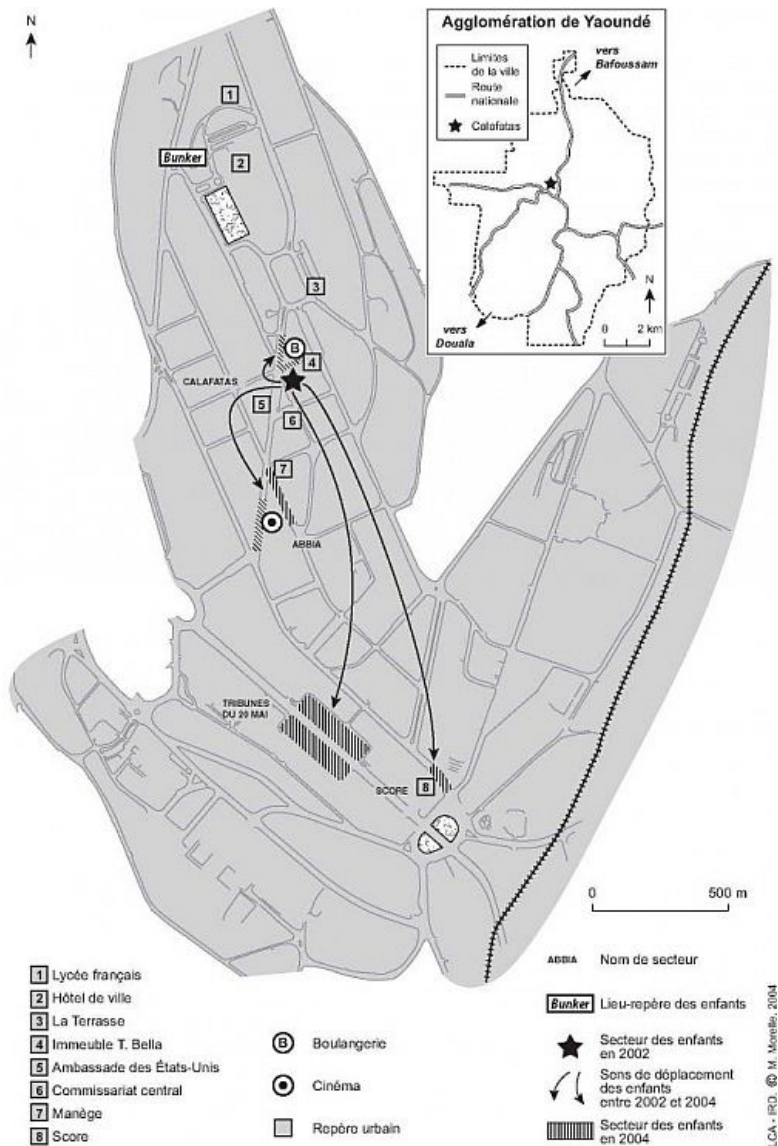
Quant aux autres, leur évolution tient à une volonté politique plus clairement affichée. L'avenue du 20-Mai est à cet égard un symbole de la réappropriation des lieux par le pouvoir. En 1999, les travaux de réfection entrepris ont eu comme conséquence de chasser les enfants. Par la suite, des gardes ont été affectés à la surveillance des tribunes, tout retour des enfants sur les lieux devenant impossible. Leur présence explique sans doute la désertion des alentours de l'hôtel Hilton, sur le même boulevard. Le sommet France-Afrique en janvier 2001 a achevé de « vider » le centre-ville.

Les cartes des localisations des secteurs traduisent nettement le mouvement de desserrement du centre-ville vers les périphéries. Les gares interfèrent moins dans l'image de la capitale. Elles sont les portes d'entrée et de sortie des villes. C'est dans cette optique que la gare routière pour les provinces du Sud a été déplacée de la Poste centrale à Mvan, devenant un pôle important pour les enfants, moins inquiétés là qu'au centre-ville.

Par contre, rien ne nous assure que les enfants n'aient pas occupé les marchés avant la fin des années 1990. Le marché de Mvog Mbi est cité seulement depuis 2000 dans le rapport du Foyer de l'Espérance. Les éducateurs parviennent difficilement à trouver les enfants lors de leurs passages en soirée. Beaucoup de secteurs n'existent que lorsque les institutions se penchent sur eux. Ainsi est-il difficile de prétendre à une analyse fiable sur une période de temps limitée.

Des secteurs disparus peuvent occasionnellement ou en permanence (mais discrètement) être ré-investis. Ainsi, quelques laveurs de voitures résistent à proximité du Hilton. Même lorsque les enfants quittent un secteur, une autre ligne de fuite vient les raccrocher à la rue. Les itinéraires ne sont pas brisés. La rue continue à fonctionner tel un rhizome.

À cet égard, l'exemple de Calafatas est éloquent. En 2002, les agents de la communauté urbaine sont venus dessiner des croix de peinture rouge sur les *calacutas* du « ghetto », les marquant du sceau de l'illégalité et les vouant à la destruction. Fin 2002, Calafatas est brûlé. Une entreprise privée dresse une clôture le long du terrain vague en vue d'y construire un immeuble. Les enfants restent dans les rues adjacentes, tentent, mais en vain, de reconstruire à proximité de leur ancien secteur quelques maisons de cartons. Quelques-uns retrouvent le chemin du centre-ville, mendient devant le magasin Score et se réfugient dans quelques interstices urbains (notamment dans les tribunes de l'avenue du 20-Mai dont la surveillance s'est relâchée petit à petit), souvent d'anciens secteurs. Deux constats sont à tirer. D'une part, les enfants sont profondément captifs de « leur » rue. Calafatas reste un espace essentiel en dépit de la disparition des abris élémentaires. D'autre part, qu'une rafle les chasse collectivement d'un secteur, les enfants y reviennent dans un mouvement circulaire par groupes de deux ou trois, discrètement. Les rafles se répètent, obligeant les enfants à rester en transit. Ils savent leur quête de territoire vaine et à se tiennent prêts à marcher encore et toujours d'un secteur à l'autre.



Carte 8. Le secteur de Calafatas en 2004 après le déguerpissement de « la Cité à part »

Le temps manque pour donner de la profondeur à une appropriation matérielle (et donc lisible) de l'espace, ce qui nous fait emprunter à Y. Barel l'expression de « territoires de transit », mais c'est aussi ce temps qui crée la territorialisation en rhizome et le leurre, dont se repaissent les autorités à la veille de grands événements.

En outre, comme les enfants négocient en permanence l'espace et comme ils sont capables de se glisser dans divers interstices et

anciens secteurs, la diminution d'espace d'accueil demeure toute relative. Les enfants ne se fixent pas encore en un territoire donné. En outre, bien qu'apparemment plus nombreux sur des superficies plus restreintes, la structuration en bande ne s'amorce pas.

Assainir la ville : l'exemple du déguerpissement du Zoma à Antananarivo

À Antananarivo, la plupart des « habitants » d'Analakely (enfants et familles de la rue) sont simplement contraints de se cacher la journée. Lorsque le soleil disparaît et que l'activité du centre-ville cesse, ils peuvent alors édifier leurs fragiles constructions de cartons et de sachets plastique et s'y réfugier jusqu'à la fin de la nuit. À l'aube, sous d'éventuelles menaces policières et, plus souvent, d'agents de la commune, ils se dépêchent de replier leurs maigres biens et de les accrocher aux branches d'un arbre ou de les cacher dans le recoin d'un mur. Un jour de repos leur est accordé le dimanche : toutes ces constructions de fortune sont autorisées à rester, dessinant un tout autre visage d'un centre-ville déserté de la plupart de ses passants.

Les enfants de la rue (et plus largement les familles) sont parfois obligés de « déménager ». Quelques familles ont été obligées de quitter non le quartier mais l'emplacement qu'elles y occupaient : des enfants nous ont expliqué avoir dormi en 2002 à l'arrêt des taxi-be d'Ambohijatovo avec leur mère avant de devoir s'en éloigner un an plus tard (juin 2003) sous les menaces d'emprisonnement de la Commune. Ils se sont simplement installés à quelques centaines de mètres de là dans les espaces verts en friches surplombant le tunnel d'Ambanidia, moins exposés à la vue des piétons.

Les enfants des rues *isolés* ne disposant pas de tout un attirail pour dormir sont moins exposés aux menaces municipales. Ils n'ont souvent rien à laisser traîner et donc à ranger dans la journée. La grande opération de réhabilitation du centre-ville marquée par la disparition du grand marché, le *Zoma*, fut l'événement majeur les ayant contraints à s'adapter à leur tour. Si l'existence des secteurs d'Anosibe et d'Andravoahangy n'est pas directement liée à cette action politique de grande envergure, cette dernière a gonflé leurs effectifs.

L'histoire d'Antananarivo ne peut se raconter sans évoquer celle du

Zoma. Vers 1794, le roi Andrianampoinimerina décide de créer un grand marché pour développer les échanges commerciaux afin de permettre une certaine redistribution des richesses des favorisés vers le petit peuple et d'encourager la circulation de l'information (des décisions royales notamment). Plus qu'un espace économique, ce marché a pour vocation d'être une *agora*. Au fil des ans, de la croissance de la ville et du marché, ce dernier occupe plusieurs emplacements à Antananarivo pour être finalement déplacé à Analakely sous la colonisation. Le débordement des commerces sur toutes les avenues d'Analakely (avenue du 26-Juin, avenue de l'Indépendance) ainsi que sur les rues adjacentes, la richesse et la diversité des étals à l'ombre de grands parasols de toile blanche, la foule qui s'y presse pour vendre et acheter, en font un marché immanquable jusque dans les guides touristiques.

Le *Zoma* est un des repères les plus fondamentaux de l'espace urbain, dépassant sa fonction première d'approvisionnement. « Le marché du *Zoma* s'impose comme l'un des premiers éléments fondateurs d'une citadinité tananarivienne » (C. Fournet-Guérin, 2002, p. 41).

Mais au fil du temps, les déchets s'amoncellent et attirent les rats. Les rues ne sont plus praticables ni par les voitures, ni par les piétons. Les vendeurs illégaux sans droit de place se multiplient. Le nombre de pickpockets semble augmenter. Le centre de la ville devient inaccessible. Dès les années 1970, il est question de son déménagement.

« Le *Zoma*, foire hebdomadaire devenue quasi-permanente où se brasse un volume d'affaires sans égal dans toute l'île mais dont l'existence même entraîne des problèmes complexes presque insurmontables, aggravés par le stationnement constant d'une multitude de marginaux, chômeurs en quête de travail attirés par ce pôle d'attraction à nul autre pareil, mais aussi reflet de la dégradation des structures urbaines » (J. Ramamonjisoa, 1978, p. 11).

Les encombrements matériels et les problèmes sanitaires ne sont pas seuls en cause. Les habitants ne sont pas prêts à recevoir autant de personnes au centre de la ville, surtout si l'origine de ces dernières, nécessairement rurales pour la démonstration de leur marginalité, est mise en avant. Le sentiment d'insécurité qui s'amplifie avec la crise accroît la sensation d'invasion liée à la croissance du *Zoma*, dans une ville « saturée ».

En 1995, l'arrivée de Guy Willy Razanamasy à la mairie d'Antananarivo amorce le début d'une active politique urbaine (réhabilitation du jardin d'Ambohijatovo, balayage des rues) dont le point d'orgue sera la réhabilitation d'Analakely en 1997, à l'occasion des Jeux de la Francophonie organisés dans la capitale malgache. Comme Yaoundé à l'occasion du sommet France-Afrique, Antananarivo doit faire place nette pour recevoir les officiels, les athlètes et les journalistes venus de l'étranger. Le centre-ville avec ses grands hôtels, ses terrasses et son petit air d'Occident, et plus simplement encore par sa position géographique, se transforme en un point d'accueil essentiel, un nœud dans l'organisation des Jeux. Mais il ne s'agit pas uniquement de repeindre les façades et de restructurer, enfin, un marché dévoreur d'espace. Il est aussi question de cacher les sans-abri, familles et enfants, témoins de l'échec des politiques, venant ternir la réputation de Madagascar et de ses dirigeants.

Les enfants gravitent autour du *Zoma* : ils portent les achats des clients, installent les étals, mendient quelques pièces, ramassent des restes de nourritures, chapardent de-ci de-là au gré des occasions. Ainsi leur présence dérange. Elle effraie parfois.

« De la modeste case traditionnelle au palais de l'Andriamanjaka, une unité profonde d'inspiration exprimait une même vision de l'ordre du monde et de la société, fondement de la beauté et du charme unique de la ville. Aujourd'hui, dans un paysage urbain devenu aussi totalement hétérogène et atteint de prolifération anarchique, l'individu ne peut plus se forger une conscience d'appartenance à la cité, base de la solidarité, et on peut se demander de quelle culture il peut se sentir l'héritier. [...] Un véritable quart-monde aux limites de la survie ne peut que s'entasser dans le centre-ville, le menaçant d'apoplexie : car on s'achemine ainsi vers un paradoxe mortel, celui d'une ville dont le cœur serait occupé par une société de marginaux provoquant la fuite (jusqu'où ?) des autres groupes sociaux. [...] Une véritable police urbaine limitant d'abord la surcharge du centre-ville rendra au *Zoma* sa fonction de lieu de sociabilité, son dynamisme commercial et par conséquent sa créativité » (*La lettre mensuelle de Jureco*, août-septembre 1988, n° 20-21, « Revivre à Tana », p. 20).

Si la Commune tend à se défaire du problème en renvoyant le dossier sur les bureaux du ministère de la Population (en charge des questions sociales), elle ne reste pas inactive. Tout est affaire de paraître. L'image de la ville prime sur la gestion d'un phénomène intrinsèquement urbain. En témoigne cette intervention dans la

presse nationale d'un responsable municipal non pas en charge des affaires sociales mais de la cellule de communication !

« “La capitale doit absolument être digne de recevoir ces Jeux”, explique le chef de la communication de la Commune. [...] Le problème des indigents quat'mi [sans-abri] installés le long des trottoirs relève de la compétence du ministère de la Population mais la mairie essaiera de trouver une solution à ce problème » (*Dans les médias demain*, n° 537, 7 août 1997).

Suite à l'aide financière conséquente du Japon, les travaux commencent. Le *Zoma* est réduit à un marché de moindre envergure (les pavillons d'Analakely). Les denrées périssables sont désormais vendues au marché de la Petite-Vitesse. L'artisanat, les vêtements, les tissus et la mercerie se trouvent, quant à eux, au Camp Pochart. L'époque est loin où tous les autres marchés co-existant avec le grand marché d'Analakely, tel celui d'Andravoahangy « réplique appauvrie du *Zoma* », étaient qualifiés de « pâles reflets du *Zoma* » (J. Ramamonjisoa, 1978, p. 56 et 359).

Les enfants pâtissent de ces nouveaux aménagements. Petite-Vitesse ne parvient pas à attirer la foule du *Zoma*. Les marchés de Mahamasina (aux abords du grand stade) et d'Andravoahangy sont bien mieux approvisionnés. Si le centre-ville reste intéressant avec les commerces des pavillons, des enfants n'hésitent pas à partir vers Andravoahangy (et Besarety, quartier voisin) et vers Anosibe, le marché de gros de la capitale, proche de celui de Mahamasina et doté jusqu'en 2003 d'un stationnement.

En outre, les autorités et les commerçants d'Analakely encouragent leur départ. La réhabilitation des avenues centrales s'est accompagnée de la pose de grillages le long des arcades. Les enfants ne parviennent plus à s'abriter, à laisser passer le temps au pied des vitrines des magasins. La nuit venue, il leur est impossible de s'en approcher. La présence permanente de gardiens achève de les dissuader. La perte d'espace et la baisse de revenu sont autant d'éléments ayant contraint des enfants à partir. Ce qui n'était rien d'autre que l'effet recherché. Cependant, les enfants de Behoririka et d'Andravoahangy n'ont pas renoncé à leurs promenades à Analakely, voire à l'exercice de quelques activités. D'autres ont subi des déplacements d'une arcade à une autre sans jamais renoncer à vivre au centre-ville. À nouveau, la métaphore de la rue comme rhizome

ressurgit. Les enfants ont créé leurs points de repères qu'ils ne peuvent pas facilement abandonner. Leur rue persiste à exister au sein de l'espace urbain, dût-elle moduler ses réseaux et ses points de repères. Relevons également que la violence physique n'atteint pas le degré de celle de Yaoundé. À Antananarivo, si l'espace public a reculé au profit d'équipements sécuritaires, l'optique principale reste de moderniser la ville.

Gaby, 20 ans, trois ans de rue, Cabaret Glacier, Antananarivo,

« Je faisais des petits travaux et après j'ai dormi au marché. Sous l'arcade. (...) C'est à cause des agents de police [qu'on est parti]. On ne peut plus y dormir car un agent de police a dit : "C'est interdit de dormir ici". Alors, on a quitté l'endroit car il y en a qui se soulageaient là. (...) Un agent de police nous a dit que c'était interdit d'y dormir. Il donnait des coups de pieds ou frappait. Nous étions nombreux à dormir là mais c'est nous qui sommes partis car l'agent de police ne nous appréciait plus » (Il est resté à quelques mètres de là, devant le cabaret Glacier).

Joseph, Antananarivo,

« Il y avait plein de maisons en fer, des parasols, des vendeurs de biscuits. Je trouve que la vie était encore belle à cette époque. Tu te promenais ici et là, tu trouvais toujours de quoi manger, tu trouvais toujours quoi faire. (...) Il n'y a plus de marché du Zoma, alors il n'y a plus de quoi manger. On commence à se débrouiller. (...) Il y en a beaucoup qui sont partis... Certains qui ont été accusés des actes qu'ils n'ont pas commis sont allés en prison à Antanimora. Certains se sont enfuis à Anosibe, au stationnement. Ce sont nos amis, qui sont encore plus jeunes qui sont restés, mais ceux qui sont plus grands, sont déjà partis ailleurs. »

L'ordre dans le désordre ?

La contrainte de l'État

L'action de l'État dans les villes-capitales est réelle quand bien même elle ne serait que ponctuelle. Les enfants de la rue peuvent symboliser la déliquescence de l'État. Une action à leur rencontre devient alors une manière de réaffirmer son pouvoir sur un espace donné, de faire peur et de rassurer la population dans un subtil jeu de balance.

À Yaoundé, pour affirmer sa capacité de contrôle, le pouvoir quadrille l'espace. Ainsi le déguerpissement des « sauveteurs » de l'avenue Kennedy (et donc des laveurs de voitures) au début de l'année 2004 a été l'occasion d'installer un nouveau poste de police au cœur du secteur de Campero. L'insécurité est l'alibi majeur pour contrôler

l'identité de tous. En s'en prenant aux enfants parfois avec violence, l'État impressionne autant qu'il rassure.

Par ses actions, le pouvoir cherche aussi à se maintenir. Les divers couvre-feux qui se succèdent dans la ville depuis dix ans permettent de conclure que l'image de la ville n'est que secondaire face aux intérêts privés du pouvoir qui n'hésite pas à frapper, à torturer (opération Cerbère, Vautour, Tenaille, Harmattan à Yaoundé) et à tuer (Commandement opérationnel à Douala en 2000, D. Malaquais, 2002 ; FIDH, 2000).

La violence de l'État (du pouvoir politique qui cherche à l'incarner) semble trouver son sens dans cette incarnation d'un ordre accepté par une majorité qui le subit mais s'en rassure aussi (les habitants de Yaoundé). Au Cameroun, en dépit de la crise, le clientélisme d'État perdure, au même titre que sa capacité d'arrêter, de blesser ou de tuer malgré les mouvements de démocratisation du début des années 1990 (L. Sindjoun, 1996). Le paradoxe demeure dans l'esprit des habitants, dont le sentiment d'insécurité augmente parallèlement à leur conscience de l'usage illégitime de la violence des autorités. La mise sur pied d'opérations spéciales (précédemment citées) a fait basculer les habitants du soulagement de voir l'État agir à la peur de ses actions-exactions. Se crée un cercle des peurs qui ne connaît pas de fin.

À Antananarivo, les actions sont moins violentes physiquement, le pouvoir cherche davantage à convaincre son électorat mais les déguerpissements du bidonville de Behoririka ou d'Anosibe n'en sont pas moins l'occasion d'asseoir une image de la ville, tenue dans un cadre normatif rigide et dont sont exclus les enfants.

Au Cameroun, nous ne sommes pas face à un rapport de souveraineté mais de domination où la sécurité est l'alibi de l'action violente, elle-même au service d'intérêts privés. Si le pouvoir de P. Biya n'équivaut pas en violence politique et en arbitraire à celui d'A. Ahidjo (J. F. Médard, 1991), les arrestations illégales et les bavures se sont multipliées en parallèle à la montée de l'insécurité et du sentiment qui y est lié. La violence quotidienne en ville est désormais infiniment plus forte depuis que M. Biya est président. Entre les deux régimes, c'est la respectabilité et les prérogatives de l'État (ici en matière de sécurité) qui se sont littéralement liquéfiées.

Bien sûr, les enfants savent se jouer de beaucoup de contraintes sans se soucier des tentatives de mise à la marge. Ils ont su réinvestir discrètement leurs secteurs du centre-ville. À chacune de leur entrée en prison, ils déclarent un nouveau nom afin d'éviter toute aggravation de peine pour récidive ! L'autoritarisme de l'État côtoie le laisser-faire, rendant plus opaque encore son action.

Enfin, quand la première Dame camerounaise se présente aux grandes manifestations de l'Unicef et autres institutions de même inspiration, nous pourrions même conclure à une éviction du champ politique du phénomène, au profit d'une arène para-politique (l'action caritative, par exemple, F. Eboko, 2002, p. 307). C'est encore plus vrai à Madagascar avec un nombre important d'ONG.

Le mimétisme des enfants de la rue

Toutes choses égales par ailleurs, un rapprochement entre les pratiques du pouvoir et celles des enfants est possible.

Le pouvoir puise dans la ville de quoi se maintenir. Les opérations de contrôle et les actions d'assainissement sont les moyens de convaincre son électorat et de s'enrichir : en redistribuant un terrain, en accordant un marché public, en arrêtant un opposant. De la même manière, à un échelon inférieur, les pratiques des forces de l'ordre relèvent de la prédation. Comme les enfants, les policiers et les militaires ont une vision utilitariste de l'espace urbain.

Les enfants cherchent le maximum en un rien de temps. « On bouffe » là où l'on peut quand on peut

17

. Ils voient des hommes sortir de leur Mercedes, téléphone portable au poing, pour entrer dans les boîtes de nuit dont ils s'improvisent les portiers. Dans un contexte généralisé de corruption que chacun subit et que beaucoup tentent de tourner à leur profit, à Yaoundé, les enfants ne font que s'aligner sur le modèle du *feyman*, la figure de l'escroc qui s'enrichit brutalement et le montre. Si la ville des enfants est une « autre » ville, cette dernière accueille justement le « double » de l'État, son ombre.

La séparation entre formel et informel n'est pas pertinente au niveau de l'État ni de la rue. « Chacun se cherche ». Jusque dans le moindre service de l'État, on peut faire établir un faux acte de naissance,

acheter le résultat d'un concours, sans compter les grands dysfonctionnements de la police, de la justice, des affaires sociales et du système de santé. C'est cela qui fait dire que « tout est faux, même le vrai » (J.-F. Bayart, S. Ellis, B. Hibou, 1997, p. 50). Dans le langage quotidien, au Cameroun, on parle du *gombo*, du *tchoko*, « d'avoir la godasse », de « payer la bière » ou de « motiver ». Les chantiers de construction arrêtés, les grands procès d'anciens ministres accusés de détournements (le secrétaire général de la présidence Titus Edzoa par exemple en 1997) sont autant d'images fortes qui marquent les esprits.

Si la corruption est moins visible à Madagascar, elle existe aussi. Bien que nous ne disposions pas de résultats réguliers sur son niveau sur la grande île, nous retrouvons les deux pays en queue du classement mondial des pays les plus corrompus, effectué par *Transparency International*. Par deux fois, en 1998 et en 1999, le Cameroun est arrivé dernier.

Les enfants des rues brûlent leur vie. Leurs pratiques et leurs représentations nient la mort au quotidien. Voler dans un quartier de Yaoundé entraîne donc le lynchage (la « justice populaire » des habitants). Grimper sur le toit du train qui relie la capitale à Ngaoundéré au Nord pour « arracher » les effets des voyageurs tend à s'exposer à la chute ou à la guillotine d'un tunnel qui est arrivé trop vite ou que l'on avait oublié.

Mais cette « économie du risque » ne les éloigne pas des autres habitants, prêts par exemple, à se jeter sur un wagon-citerne renversé pour en retirer l'essence au risque d'une explosion et pour gagner un peu plus d'argent quand il en manque sans cesse (catastrophe de Nsam à Yaoundé, le 14 février 1998, X. Durang, 2003, p. 399). Tandis que les enfants sont captifs de la rue, les habitants sont devenus captifs de leurs quartiers à moins d'endurer de longues marches dans la ville, les transports urbains étant désormais inaccessibles au plus grand nombre. La vie au jour le jour des enfants ne doit pas surprendre quand les habitants eux-mêmes achètent un *kapoaka* de riz ou quelques morceaux de manioc au gré des rentrées d'argent. Les enfants de la rue deviennent alors l'expression permanente et limite d'un modèle dominant qui concerne autant les propriétaires de Mercedes que les classes moyennes qui tentent de

sauver la face par une voiture et une villa ou que ceux « d'en bas » qui « ajustent » au jour le jour. Le recours au jeu et à la ruse est incessant.

« On ne peut qu'être frappé par l'omniprésence actuelle du registre du jeu et de la ruse : cette évolution est symbolisée, bien entendu, par la multiplication des casinos, paris et loteries (ouverture de PMU locaux dans tous les pays de la zone franc, de sociétés publiques ou privées de jeux et loteries) » (J.-F. Bayart, 1997, p. 152).

À nouveau, il est vrai que cette situation atteint à Yaoundé un niveau bien supérieur à la situation tananarivienne où ni risques, ni bavures policières ne sont dénoncés de la sorte.

Dans ce contexte, pourquoi nier ou rejeter la présence des enfants en les plaçant dans une marge finalement plus que discutable ? L'encombrement de la rue n'est pas de leur seul fait : elle tient aussi aux embouteillages, aux vendeurs « à la sauvette » et aux barrages policiers et militaires (une « urbanité de la surcharge » pour A. Mbembe, 1996, p. 148, au Cameroun). L'État est le premier à ne plus différencier le domaine public du domaine privé (J. F. Médard, 1991). La figure de l'enfant de la rue, vagabond et voleur, énerve et menace. Mais le banditisme devient l'affaire de tous, du « haut » vers le « bas » et les chapardages des enfants deviennent soudain une brouille à l'analyse précise des faits (corruption, État clientéliste). C'est chacun, dans la société tout entière et à chaque échelon de l'appareil administratif et du système politique, qui se bat pour sa survie : les plus pauvres comme les « Grands », les « En-haut ». Mais ce qui demeure la différence fondamentale, c'est la rue.

L'État instrumentalise la présence des enfants. Il les conduit à la marge spatiale des villes, marge cependant utile à la bonne organisation de l'espace urbain. Le paradoxe est posé : la marge fonde l'existence du centre, les marginaux, celles des citadins. Quand l'État tient un discours sur la rue, il participe à sa production. C'est un moyen de produire aussi la ville, définie comme un espace quadrillé où chacun se positionne et est positionné. La place marginale (dans tous les sens du terme, sociale et spatiale) des enfants aide à la structuration de la ville. En chassant les enfants, l'État fonde l'existence d'une « rue » et fait des enfants des producteurs urbains dont il invalide l'action par la suite.

« L'ordre et le désordre de la société sont comme l'avvers et le revers d'une monnaie, indissociables. Deux aspects liés, dont l'un au regard du sens commun apparaît comme la figure inversée de l'autre. Mais

l'inversion de l'ordre n'est pas son renversement, elle en est constitutive, elle peut être utilisée à son renforcement. Elle fait de l'ordre avec du désordre, de même que le sacrifice fait de la vie avec de la mort, de la "loi" avec de la violence apaisée par l'opération symbolique » (G. Balandier, 1992, p. 71).

Cependant, la réalité n'est pas duale. Les logiques du désordre prennent le pas sur un ordre que l'on voudrait établi. La personnalisation du pouvoir de l'État et l'arbitraire qu'elle entraîne empêchent d'établir un système de codes et de normes qui réglerait le fonctionnement de la société. Un inextricable fouillis d'intérêts privés encombre la sphère publique. Les espaces privés et publics se chevauchent également.

Ce qui semblait être du ressort de « la crise », pris comme un événement brusque et soudain, devient l'expression d'un modèle permanent, vécu au quotidien par tous, partout. Il n'existe pas de projet de long terme pour classer et organiser les espaces, instaurer une discipline bien que les actions policières tendent à vouloir rationaliser l'espace urbain et que le langage de la modernité guide l'aménagement d'Antananarivo.

Le « dehors » a libéré les enfants d'un « dedans » pour être mieux enfermés. Les enfants passent du statut de vagabond à celui de voleur. Enfants de quartier et d'une lignée, ils sont devenus des enfants-bandits, des enfants-braqueurs. Peuvent-ils alors sortir de la rue ? En quittant une marge spatiale parviennent-ils à se détacher d'une marge sociale ?

Sortir de la rue ?

Quel rôle peuvent jouer les ONG, figures intermédiaires entre les habitants et les autorités d'une part, et les enfants de la rue d'autre part ? Quelles sont leurs interventions auprès de ces derniers et pour quel résultat ?

Comment envisager la sortie de rue ? À Yaoundé, au-delà de cette question, se pose celle de la fin de la rue, violente et désespérée.

Les ONG, l'expression d'un désir d'ordre extérieur ?

Le Cameroun et Madagascar ont été placés sous la tutelle économique des grands organismes financiers internationaux. Bien que de nombreuses directives aient appelé à des restrictions budgétaires, la pression des institutions s'est aussi exercée en vue d'une amélioration de la situation des populations pauvres (peut-être en partie par souci de préserver « l'équilibre » politique existant et une relative stabilité économique

18

). Dans ce contexte, des ONG se sont installées, achevant de brouiller les cartes quant à la lecture des politiques urbaines et sociales.

Une initiative internationale : l'État contraint

Le décalage entre le nombre d'ONG intervenant à Yaoundé et à Antananarivo est surprenant. L'absence de familles de la rue dans la capitale camerounaise et les effectifs moindres d'enfants isolés ne justifient pas cet écart. Antananarivo accueille un grand nombre d'associations, souvent étrangères, travaillant sur les quartiers dits en difficulté (nutrition, santé, habitat, micro-crédit). Elles sont nombreuses à se réclamer d'une action auprès des enfants de la rue, bien souvent simples enfants des quartiers populaires. L'image de misère mais aussi la réputation de bon accueil ont dû jouer dans l'implantation de ces divers centres, à l'inverse du Cameroun, pays peu médiatisé sur la scène du *charity business* (du moins dans le domaine social). L'île de Madagascar fait rêver, pas le Cameroun. Nous ne proposons ici qu'un bref aperçu de situations touchant à de vastes domaines (action humanitaire, relations diplomatiques, expatriés). Nous n'amorcerons pas une réflexion sur ce thème où interviennent des ONG fictives ou incompetentes à côté d'autres organisations extrêmement fiables, sérieuses et militantes.

Quoi qu'il en soit, force a été de constater que nos principaux interlocuteurs et médiateurs avec les enfants ont été des personnels d'ONG. L'État paraissait plus absent des débats que contraint par une quelconque institution.

À Antananarivo, il semblerait dépossédé par le nombre d'ONG internationales (plus que locales). À Yaoundé, il reste impassible devant la vague d'ONG fictives qui cherchent à accéder à des financements internationaux sous couvert de s'occuper des enfants

orphelins, des enfants de la rue et maintenant des enfants atteints du VIH-sida.

Dans un contexte de mise sous ajustement couplé à une récession économique structurelle, il est légitime de s'interroger sur les moyens financiers dont disposent les États. Mais comme l'écrit X. Durang (2003) :

« Rappelons également que le Cameroun reste un très “mauvais élève” en matière de politique sociale. L'initiative 20/20 (consacrer 20 % du budget national aux services sociaux de base) adoptée à Copenhague en 1995 permettrait de lutter réellement contre la pauvreté si elle était appliquée. Sur l'ensemble des pays africains, le Cameroun consacre ainsi un budget à ces services qui s'avère être proportionnellement le plus faible : il n'est que de 4 % contre 20 % au Niger ou 21 % en Ouganda (PNUD et UNICEF, 1998). »

Dans le même pays, nous pouvons également noter l'absence de réelle volonté de moderniser le droit pénal. Ainsi, le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance indique dans son article 2 que :

« Les mineurs de moins de 18 ans qu'ils aient quitté leurs parents, qu'ils aient été abandonnés par eux ou qu'ils soient orphelins, n'ayant d'autre part ni de travail, ni de domicile ou tirant leurs ressources de la débauche ou des métiers prohibés, seront soit sur demande, soit d'office, confiés préventivement à un établissement spécial habilité à cet effet ou à l'assistance publique. Le placement pourra être fait soit par le préfet du département et à Paris par le préfet de police, soit par le procureur de la République, soit par le président du tribunal pour enfant. »

L'article 7 précise : « Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies. » Certes, le Cameroun a ratifié la convention des droits de l'enfant mais sans que nul autre décret ne vienne la rendre applicable. À l'inverse d'Antananarivo, il n'existe ni brigades de mineurs, ni juges pour enfants au Cameroun.

En définitive, dans nos entretiens, nous avons remarqué que bon nombre d'habitants s'en remettent aux ONG.

Les ONG au service de l'État ?

Avec la création d'un centre d'écoute des enfants de la rue à Yaoundé en partenariat avec une ONG étrangère d'une part, et avec les différentes tentatives de concertation entre le Ministère de la Population, la CUA (Communauté Urbaine d'Antananarivo) et les ONG

à Antananarivo d'autre part, nous pourrions conclure à une prise de conscience progressive de la situation sociale.

À Yaoundé, en 2002, un centre de jour s'est donc ouvert, co-dirigé par la Croix Rouge belge et le ministère des Affaires sociales (MINAS). La journée, diverses animations sont organisées pour les enfants (école, jardinage). La nuit, une douzaine de mineurs sont hébergés avant d'être orientés dans un centre d'hébergement dans un quartier péricentral. Une nouvelle étape démarre alors en vue d'un rattrapage scolaire ou d'une formation et d'un éventuel retour en famille.

Les responsables ont fait le choix de ne suivre que les enfants les plus jeunes. Il leur paraissait impossible d'accueillir des grands et des petits. Il est effectivement délicat de les mêler en un seul lieu.

Mais les enfants âgés de plus de 16 ans sont alors condamnés implicitement à une vie en dehors de la norme et dans la rue.

« Quand un enfant a passé trois, quatre ans dans la rue, il a 18 ans, il devient difficile à encadrer. Certains choisissent d'être bandit professionnel, d'autres se ressaissent et décident de quitter la rue. Mais ceux-là, ils traînent des problèmes depuis la rue jusqu'à... » (un responsable du centre de jour, mars 2004).

Déjà en 2002, nous avons senti chez les responsables du projet la même réticence à s'occuper des plus âgés, couplée à un souhait d'efficacité maximale en un temps limité, rappelant les approches quantitatives des précédentes opérations gouvernementales où l'objectif principal était de « nettoyer la rue » et de défendre l'action du ministère des Affaires sociales.

« Les parties conviennent d'un objectif quantitatif annuel évalué à la prise en charge globale de 150 enfants des rues (réunification familiale, accueil en institution, formation professionnelle). Ces enfants s'entendent comme : enfants en rupture plus ou moins totale avec le milieu familial, âgés de 6 à 18 ans, exclus de la famille pour des raisons structurelles profondes (remariage, divorce, décès, pauvreté extrême). L'action privilégie, sans exclusion, la prise en charge des enfants des rues satisfaisant à certains critères : être âgé de moins de 14 ans, avoir vécu moins de douze mois dans la rue et ne pas avoir consommé de drogues dures, ne pas avoir de passé carcéral » (*La Nouvelle Expression*, 21 juin 2002).

À en croire l'article ci-dessus, il serait extrêmement facile de s'occuper des enfants de la rue, d'autant qu'avec de tels critères de sélection, il n'en viendrait quasiment aucun au centre d'écoute ! Ainsi, nous retrouvons dans les programmes sociaux les mêmes

réflexes que ceux des forces de l'ordre et des autorités : condamner les enfants par avance, en faire des captifs de la rue. Les plus âgés perdent tout accès aux foyers et n'ont alors comme seul repère qu'un centre de jour non gouvernemental.

La situation à Antananarivo s'avère plus complexe. Les ONG doivent se défendre de toute tentative de manipulation du gouvernement. Souvent accusées de maintenir les « pauvres » dans la rue, en contradiction avec la politique récurrente de rafles, elles sont paradoxalement tolérées, notamment pour défendre l'image du pays et pour maintenir un niveau de vie décent dans la rue. Mais régulièrement, lorsqu'un grand projet « d'assainissement » est en jeu, elles en sont écartées avec la menace du retrait de leur accord de siège en cas de prise de parole publique trop critique. Les autorités se sentent concernées par la situation des gens de la rue mais souvent de manière très ponctuelle. Surtout, trop d'associations humanitaires se retrouvent cantonnées à travailler à l'échelle de l'individu, sans jamais pouvoir engager ouvertement une réflexion touchant à l'identité urbaine, aux processus d'altérisation et évoquant les pouvoirs et les tabous en jeu dans la ville.

« Il y a la nouvelle administration [avec l'arrivée au pouvoir de M. Ravalomanana]. On ne discute plus. Il n'y a plus de concertation. Avant [1999, date de l'arrivée de Marc Ravalomanana à la municipalité], il y avait des vraies concertations, des plateformes de concertations. On était impliqué dans les décisions et dans leur application et là, c'est fini. (...) Ce sont des jeux un peu compliqués. Ils se sont servis de nous, un, pour montrer qu'ils travaillaient avec les ONG, et deux, qu'en fait, ils faisaient beaucoup de bien aux sans-abri. (...) On a eu des reproches, comme partout : "Vous entretenez des gens dans la rue. Parce que vous y êtes, ils y restent" (...) C'est peut-être par frustration parce que nous, on avait les moyens et pas eux. Ou alors il y avait l'argent mais il partait ailleurs. (...) Depuis la nouvelle mairie, c'est : "Vous faites mais vous vous taisez et nous, on fait mais on ne tient pas compte de vous" » (un responsable d'ONG, Antananarivo, mai 2003).

« L'État n'a pas actuellement les moyens d'assurer des centres mais on va appeler les centres tenus par des ONG. Il y a beaucoup d'ONG. Mais il y a celles qui ne maîtrisent pas ce qu'est la réinsertion, cette notion de ce qu'est la dignité humaine. Ils pensent que ces gens-là ont besoin de pitié. Ça, on est contre. Ils interviennent uniquement dans les rues. Intervenir dans les rues et institutionnaliser la rue, on est tout à fait contre. Il faut réinsérer les gens dans des centres, dans leurs quartiers, dans des familles ou dans des villages. C'est là qu'il faut articuler les différentes actions des ONG mais pas institutionnaliser la rue comme si c'était un droit de vivre dans la rue. Les enfants des rues sont devenus des professionnels de la rue. Avec le nombre

d'ONG qui intervient, ils connaissent par cœur les différents centres. Tel centre fait ceci, tel centre à telle heure, il donne cela. Ils sont devenus des professionnels de la rue et ils trouvent un certain confort à vivre dans la rue » (un haut responsable du ministère de la Population, Antananarivo, mai 2003).

À Antananarivo, autant les habitants accordent du crédit à l'action des ONG, autant le gouvernement, relayé par certains journaux, accuse les ONG de maintenir les gens dans la rue. L'ONG Akamasoa, fortement médiatisée autour de la personnalité du Père Pedro (à l'échelle nationale et internationale) revient dans toutes les bouches. Il a été l'un des premiers à se pencher sur la situation des sans-abri d'Antananarivo, en 1989 à Andralanitra. Un village a été construit pour reloger les familles démunies de la décharge municipale. Trois autres ont suivi, tous en banlieue de la capitale. La population concernée a atteint une telle ampleur que quelques personnalités politiques relayées par des journalistes ont dénoncé la création de « ghettos de délinquants à la porte de la ville ». Jusqu'à ce jour, l'attitude des Tananariviens reste ambiguë. S'ils sont satisfaits de la prise en charge des plus pauvres, ils semblent aussi soulagés de ne pas avoir à les croiser jour après jour dans leur ville et de les savoir hors de cette dernière. En fait, beaucoup perçoivent toujours aussi négativement les sans-abri. Si l'action de cette association ne peut qu'être louable au niveau de l'individu, en ce sens qu'elle fournit un accès aux besoins les plus essentiels (logement, santé, éducation), elle ne fait que renforcer la barrière sociale érigée entre les « marginaux » et les habitants. Elle ne propose pas une réintégration urbaine. Elle laisse peser les stigmates de la rue sur les personnes relogées, toujours hors-la-ville. L'idée d'un rejet voire d'un enfermement des gens de la rue en périphérie, au-delà des polémiques et provocations de certaines déclarations, perdure. Reste à savoir ce que les enfants ayant grandi dans le cadre d'Akamasoa deviendront et s'ils retrouveront un accès à la capitale.

« Le directeur général du redressement social estime en outre qu'un centre comme celui du Père Pedro n'est pas viable. "Ce centre abrite 15 000 personnes, ce qui équivaut au nombre de population d'une ville. Des brigands se terrent actuellement à Akamasoa à l'insu du Père Pedro. Une enquête policière est en cours. De plus, si un jour le Père Pedro n'était plus là, ce centre serait une vraie bombe pour le voisinage", [...] affirme Serge Rodin [le DG du redressement social] » (Dans les médias demain, 20 février 1997).

« Le problème est que les dons offerts gracieusement par ces ONG humanitaires entretiennent une mentalité d'assistés chez ces "quat'mi". Beaucoup se complaisent dans leur situation de "quat'mi-fonctionnaires". (...) En marketers avisés, ils savent se placer dans les endroits stratégiques et "juteux" : le devant des églises le dimanche, ou des pâtisseries par exemple. "Charity business" sur la misère enfantine. "Maîtres ONG étrangères", par l'odeur (de la pauvreté) alléchées, se bousculent au portillon de nos quat'mi actuellement. [...] On se demande dans quelle mesure les quat'mi ne sont pas entretenus pour justifier des programmes de population dont ne bénéficient au bout du compte que les concepteurs » (*La lettre de Jureco*, juin-juillet 1995, n° 102-103).

Stigmatisés par les habitants, repoussés des quartiers, chassés de la ville vers une hypothétique ville d'origine ou vers d'illusoires racines rurales, les enfants sont-ils condamnés à errer et à se cacher ? Sont-ils à ce point captifs de la rue qu'ils ne puissent sortir de cette marge et (ré-)intégrer la ville ?

Les enfants contournent et se jouent des opérations de contrôle, des cris et des menaces, de la mort aussi, mais ils n'ont pas à leur disposition ce temps pour s'enraciner dans l'espace urbain. Ils apparaissent tels des nomades qui luttent contre l'ensablement, contre « le vide ».

« L'espace est errance, le territoire est enracinement. Le territoire a besoin d'espace pour acquérir la pesanteur et l'étendue sans lesquelles il ne peut exister, l'espace a besoin du territoire pour devenir humain » (J. Bonnemaïson, 1981, p. 262).

C'est l'errance, et non le nomadisme, à laquelle les enfants des rues sont alors condamnés dans la Cité.

Fins de rue

Louer une chambre

Les plus âgés des « enfants » (plus de 16 ans en moyenne) ont expliqué avoir loué des chambres à plusieurs tant à Antananarivo qu'à Yaoundé

. Dans ce cas de figure, la dénomination d'enfants de la rue garde-t-elle sa pertinence ? Dès lors que l'on s'acquitte d'un loyer et que l'on trouve refuge dans une pièce à valeur d'habitation n'accède-t-on pas à un nouveau statut ?

Il est certain qu'une majorité « d'enfants » loue ces chambres par intermittence quand il ne s'agit pas simplement de squatter celle d'une petite amie. Les moyens de paiement sont fréquemment d'origine illégale et par conséquent aléatoires. La chambre est vite abandonnée quand la police vient procéder à l'arrestation d'un enfant dans ce qui constitue souvent sa cache, mettant rapidement fin à la nouvelle expérience.

Le logement ne saurait constituer le facteur unique de rattachement ou de renoncement d'un enfant à la rue. Le type d'activités et le réseau social sont d'autres manières d'être de la rue. Les enfants sont présents dans un secteur donné et en balade dans plusieurs autres en dépit du fait de pouvoir désormais se raccrocher à une chambre. Les deux espaces existent concomitamment. Plus encore, leur occupation d'un logement reste précaire tandis que leurs pratiques de la rue perdurent. Ils ont des difficultés pour payer un loyer tandis qu'il est difficile de leur faire rompre la fréquentation d'un secteur (en atteste le maintien immatériel de Calafatas à Yaoundé par exemple).

Le désir d'une chambre naît de besoins matériels : se reposer, cacher ses affaires, recevoir une petite amie. Ces raisons ne peuvent prendre le dessus sur la vie de la rue. Elles ne permettent pas de couper les liens avec les enfants restés dehors. La chambre s'inscrit en continuité avec la rue, elle est un aménagement dans l'itinéraire urbain, plus qu'une rupture avec les repères habituels de la rue. On y dort, on y range ses affaires, ce que seuls les plus grands s'offrent, forcément plus riches que les petits.

Landry, Yaoundé,

« Certains grands ont leur chambre parce que quand tu es grand, tu sais que tu dois avoir des petites amies et tu sais que tu ne dois pas quand même amener ta petite amie dans la rue. Ils ont des chambres, ils sont eux-mêmes organisés. Bon, d'autres n'ont pas de chambres. Ils dorment aussi comme ça. Ils passent leur vie, quand ils sont déjà grands, dans les boîtes, les cabarets. S'il a une copine, il l'amène peut-être à l'auberge. C'est les petits qui dorment beaucoup plus dans la rue. »

L'accession à un logement ne constitue en rien une garantie d'intégration à un milieu social et d'intégration reconnue à l'espace urbain. Ainsi la plupart des enfants de la rue en quête de stabilité se heurte non pas à un défaut de paiement de loyer mais au regard de leurs voisins. Leur jeune âge, leurs allers et retours vers leurs secteurs

(gares, marchés) les renvoient sans cesse à cette image d'enfant-voleur, collée à leur peau. Ils parviennent à cristalliser tout le ressentiment et la peur qu'inspire le « dehors » pour se voir refuser l'accès au « dedans » ; quand bien même ils s'installent dans des quartiers populaires dont la mauvaise réputation n'est plus à faire, tels Mvog Ada et Elig Edzoa ou encore Mokolo à Yaoundé.

C'est aussi la peur que les enfants inspirent au quartier qui les incite à ne pas couper les liens qui les unissent à la rue, leur réseau social en définitive le plus solide. Chez ceux qui se stabilisent dans des chambres, la rue demeure leur seul monde, ils y reviennent chaque jour. Leur marginalité spatiale s'estompe (ils quittent les espaces publics, la rue) mais leur marginalité sociale perdure.

Seul le temps pourrait permettre un apprivoisement mutuel entre enfants anciennement de la rue et gens du quartier. L'accord des bailleurs pour louer la chambre à ces enfants qui ne font que « se débrouiller » comme les autres est un signe encourageant. Mais c'est ce temps qui malheureusement se précipite et s'emballe dans un environnement urbain où l'urgence est devenue banale.

Jean, Yaoundé,

« J'ai commencé à la gare. Je suis tombé à la Gare-Voyageurs. (...) Après, je suis parti. J'ai dû apprendre la vannerie et la cordonnerie. J'ai fait un an, six mois où j'ai appris la vannerie mais j'ai pu apprendre aussi à fabriquer des chaussures. Après, j'ai laissé la cordonnerie. (...) J'ai commencé à vivre comme ça [à Campero], avec les enfants de la rue vu que je vais me sentir enfant de la rue même à 30 ans. C'est ce que je dis toujours. Parce que c'est mon mode. Parce que j'ai fait de ça, pour moi, une obsession. Tout le monde peut te dire, quand je louais à Mvog Mbi, j'étais ici [Campero] chaque jour, comme si je n'avais pas de maison. Chaque jour. Je faisais seulement qu'à minuit, je rentrais. Je prenais le taxi. 100 francs, Mvog Mbi. Je continuais à pied. C'était comme ça. J'étais comme ça chaque jour. Je connaissais tous les problèmes qui pouvaient s'engendrer, je connaissais tout ce qui pouvait se passer. Même jusqu'à aujourd'hui, je connais qui est bon, qui est méchant, qui vit bien, qui ne vit pas bien, qui s'en sort, qui ne s'en sort pas, qui compte sur les autres pour s'en sortir. Je connais chaque personne à Campero comme à Capitoile. »

Amadou, Yaoundé,

« J'ai déjà une maison. On loue à deux à Elig Edzoa. On a une chambre là, qu'on paye à 10 000. Ça fait un an... Rester dehors... La vie de dehors, la vie de dedans, c'est une vie très différente. C'est des dépenses d'abord ici dehors. Bon, dedans, tu peux t'organiser, avoir ton réchaud, ta marmite. Même si tu n'as rien, tu rentres, tu prépares, tu manges. Mais le dehors, tant que tu n'as pas l'argent, tu n'as pas accès à la nourriture. On vit comme ça. La vie de

dedans, ça t'amène aussi à réfléchir bien, à t'organiser. On ne gagne pas grand-chose ici pour payer la chambre. C'est pour ça qu'on est à deux. Mais si j'ai un travail, je peux même vivre seul. (...) Tu avances, tu recules. Aujourd'hui, tu as 2 000. Demain, tu n'as rien. Après-demain, tu as 1 000 francs. Tu avances, tu recules. Maintenant, je progresse petit à petit. Je m'organise déjà. Je travaille à la gare, je porte des colis. (...) Il y a les jours, j'ai 2 000. Y'a des jours même, ça vient, j'ai 8 000 francs. Y'a des jours, je viens, je n'ai rien. Je n'ai pas de jours fixes. Je n'ai pas de somme fixe que je gagne par jour. Parfois, j'ai 500. Je viens, je n'ai rien, je rentre. On a une caisse à la maison, on place chacun 500 par jour. Ça donne 30 000. On prend 10 000, ça part pour la maison. On prend 20 000 peut-être, on achète un sac de riz, l'huile, les condiments... Ça nous permet même de vivre facilement parce que le jour que tu n'as rien, tu ne te soucies pas de ce que tu vas manger. Tu rentres seulement, tu prépares, tu manges. (...)

Je peux toujours dire que je suis un mboko parce que je suis avec eux constamment. J'ai été même d'abord. Même maintenant, je suis. Parce que le quartier, je m'en vais seulement dormir. Le matin, dès que je sors, je passe toute ma journée ici, avec eux. Je peux toujours dire oui, je suis un nanga o'boko [mboko]. Ça serait difficile que je laisse. Je suis habitué avec les gens d'ici [du secteur de la Gare-Voyageurs]. Donc, je peux bien avoir les amis au quartier, mais d'abord, je suis ici. Je peux pas les abandonner ici pour rester là-bas. Si je suis là-bas, je serai ici aussi. Je préfère la gare à Elig Edzoa. J'ai d'abord commencé ici. J'ai fait la gare. (...)

Au quartier, ils se disent que nous sommes des bandits. On sait que tout le monde qui travaille à la gare est voleur. Au quartier, nous sommes mal vus. Ils se disent que comme nous on sort le matin, c'est pour venir voler. Je ne cause avec personne au quartier. Y'a seulement mon voisin que je peux saluer et la bailleresse. Moi, ça ne me dit rien. Si ça s'améliore, tant mieux. Si ça ne s'améliore pas, je les regarde seulement. Je ne peux pas aller dire à quelqu'un que je ne suis pas bandit. Et pourtant, lui, il me prend pour un bandit. Il continue à me prendre pour un bandit puisque je ne cause avec personne. Je sors le matin, je n'ai même pas le temps. Moi, je sais que je ne vole pas. Ils sont Dieu ? Je sais moi-même que je ne fais pas du mal à quelqu'un. Je ne gêne personne. Peut-être avec le temps, quand eux ils vont constater que les enfants-là, ils sont honnêtes, ça pourra changer. Bon, mais que ça ne change ou pas... Je souhaite que ça change. Avoir des amis au quartier. Maintenant dès que je rentre, je ne sors même plus. Je passe mon temps à dormir, à écouter la musique. C'est tout. »

Yves, Yaoundé,

« J'ai été obligé de chercher une chambre parce que le dehors, ça ne me plaisait pas. Le dehors, y'avait trop de risques. (...) Je peux toujours accepter d'être nanga boko. Est-ce que les nanga boko ne vivent pas ? Quand tu es à la maison, tu es même mal à l'aise parce tu es habitué à faire des mouvements. Dans la journée, je préfère venir ici [à la Gare-Voyageurs] me débrouiller.

Pour le moment, je réfléchis encore. Il me faut abandonner la vie de dehors parce que ce n'est pas une bonne vie dehors. Je sens déjà un changement en

moi. Avant, j'étais vandale. Je faisais des choses parce que je voyais d'autres faire. »

L'enfermement comme ultime réponse ?

Les enfants sont captifs de la rue. Cette mise à distance et cet enfermement peuvent être concrétisés par l'incarcération des enfants. À Yaoundé, les rafles débouchent souvent sur des détentions dans des postes de police ou en prison.

L'accès des assistantes sociales dans les cellules des commissariats est délicat en dépit de l'installation de leurs bureaux dans l'enceinte des institutions. Elles ont souvent peur d'y pénétrer, spécialement quand les prévenus adultes et mineurs, femmes et hommes y sont reclus dans une même promiscuité. Les policiers ne jouent pas toujours leur rôle d'intermédiaire. Enfin, les enfants mentent tellement sur leur âge et sur leur origine qu'ils ont découragé plus d'un travailleur social qui n'a guère les moyens de parcourir la ville (ou le pays !) à la recherche de la famille pour une éventuelle médiation. Les débordements se multiplient. Des enfants restent plusieurs semaines en détention, par conséquent arbitraire. D'autres sont menacés et battus par les assistantes sociales elles-mêmes afin d'être poussés aux aveux. Nous avons malheureusement constaté l'utilisation du gourdin sur la plante des pieds d'un enfant apeuré et perdu, raflé dans la nuit par des policiers, refusant de se confier en dépit de force menaces et insultes

20

, coups suivis de l'obligation de sauter à pieds joints sur le sol.

L'arrivée à la prison centrale de Kondengui ne garantit pas un placement dans le quartier mineur, la corpulence d'un enfant pouvant jouer en sa défaveur (en principe, les mineurs ne peuvent être emprisonnés en dessous de l'âge de 14 ans

21

). Quant au jugement, la fiabilité des pièces et la date de sa tenue..., les enfants n'ont aucun moyen de faire avancer la procédure ni de corrompre les personnes à même de les libérer. À Kondengui, le quartier mineur est heureusement séparé des autres quartiers. À l'intérieur du quartier numéro 9, pour majeurs, un local est spécialement attribué aux jeunes prévenus et condamnés.

À la prison centrale de New Bell à Douala, les enfants du quartier

mineur (séparé des autres quartiers depuis 1999) nous ont expliqué la hiérarchie établie entre lits superposés (propre à l'ensemble de la prison) : les plus élevés (et par conséquent ceux à l'air libre) sont renommés « Akwa Palace » du nom du grand hôtel de luxe du centre de la ville. Les enfants qui n'obéissent pas aux « règles » des plus forts sont obligés de rester tapis sous un lit, dans la pénombre, à subir les piqûres de moustique. Parfois, de l'eau leur est lancée attirant toujours plus d'insectes et faisant grelotter de froid l'insoumis. Paradoxalement, cette punition s'appelle « le four ». D'autres espaces sont déclarés inaccessibles, le jeu consistant à se pousser les uns et les autres à l'intérieur d'un périmètre imaginaire interdit, jeu s'achevant par une punition violente.

Un enfant nous a raconté être parvenu à obtenir un lit en hauteur. Un trou dans le mur permettait d'apercevoir « le dehors ». Pour 100 F CFA, il autorisait ses voisins à venir capturer une illusion de liberté. Passé le temps accordé, si le payeur rechignait à descendre, il suffisait d'en référer au chef du quartier pour le punir. Chaque recoin est ainsi réapproprié, les prisonniers ajoutant de nouveaux codes à ceux déjà établis par le schéma originel de la prison (quand ils ne sont pas récupérés et encouragés par les gardiens pour maintenir un semblant d'ordre). Un enfant qui reçoit beaucoup de visites et de dons (argent, nourriture) est « un manguier » : on le secoue pour en faire tomber « le fruit » par la ruse (s'en faire un ami et le protéger) ou par la force. Qu'il s'agisse de New Bell à Douala ou de Kondengui à Yaoundé, nous pourrions dire que le plan de la prison, né de la seule volonté coloniale de construire des établissements au service de la mainmise sur le territoire nouvellement camerounais, s'avère somme toute éloigné des principes pénitentiaires de l'époque en débat dans la métropole et du fameux plan de J. Bentham et de son Panopticon (M. Foucault, 1975)

. L'entassement des prévenus, la lenteur des jugements et l'inadaptation des prisons, petites et décrépies, dessinent un tout autre territoire que celui de la rééducation ou de la répression. Un territoire qui laisse la place à l'arbitraire mais aussi aux adaptations des détenus.

La réappropriation du modèle carcéral n'a pas donné lieu à une volonté de réforme. Plus qu'une prison-modèle, nous assistons à une

parcellisation de l'enfermement des commissariats à la prison, via tout un circuit répressif, informel à l'intérieur du formel : légitimité des lynchages populaires, coups, blessures et meurtres de la part de policiers, barrages militaires et racket, corruption des procureurs et des juges.

À Antananarivo, la prison revient peu dans les discours des enfants. Cependant, les premières actions à leur rencontre consistaient à les « ramasser » et à les enfermer dans des centres de redressement. L'enfermement des pauvres n'est pas l'apanage des pays en développement et jalonne l'histoire des grandes cités, françaises par exemple avec l'ouverture des Hôpitaux Généraux (M. Foucault, 1975 ; R. Castel, 1995).

Dans tous les cas, il existe ceux qui ont droit à la ville et ceux que l'on condamne à la marge. Non contents de les éloigner du centre, on les enferme. À Yaoundé, le fait de les placer en prison obéit au désir de faire place nette. Un enfant de la rue ne pourrait rien apprendre de bon, il est le futur braqueur des nuits de Yaoundé. Il est la figure qui fait peur, dont l'emprisonnement rassure.

Les enfants sont « emprisonnés » dans leur statut de délinquant. Qu'ils soient pris en flagrant délit, connus des services de police ou simplement en train d'aider une « maman » à porter des achats au marché, les enfants sont « des voleurs ». Des commissaires que nous avons rencontrés classent le vagabondage dans la catégorie des délits mettant fin à tout débat sur la question de la légalité de l'emprisonnement.

Rien ne doit nous surprendre quand nous constatons que bien des itinéraires des enfants passent par la prison. Les enfants sont à leur place. À Yaoundé, la prison centrale de Kondengui participe bel et bien de ce processus de territorialisation de la rue et de marginalisation dans la ville. « La rue », c'est autant le quartier que l'on fuit, l'espace public où l'on vit et l'on survit que les cellules des commissariats et des prisons (G. Chantraine, 2004). L'enfant de la rue est une catégorie qui se construit notamment par les actions des autorités et de l'administration. De même, le délinquant est largement « un produit de l'institution » (M. Foucault, 1975, p. 352). La norme pour l'enfant de la rue, c'est d'être le voleur.

Au Cameroun, il est des itinéraires dans l'espace urbain qui semblent se muer en trajectoires. Des premiers jours aux derniers, la seule inscription spatiale possible est celle de la rue. Cette dernière mène et ramène en permanence à la prison avec la mort trop souvent comme unique alternative.

Les enfants se nomment parfois les « S'en fout » : nous l'avons vu, ils se rient du danger. Celui du sida, celui des lynchages. Ils sont les « S'en fout la mort ». Le risque est permanent à vivre dehors : une balle perdue, une mauvaise blessure, l'accès difficiles aux soins les plus élémentaires.

Évidemment, les enfants de Yaoundé ne sont pas menacés par les escadrons de la mort qui ont pu défrayer la chronique dans les grandes agglomérations sud-américaines. Ils ne sont pas encore intégrés à des gangs tels ceux de Nairobi au Kenya où les membres comptent leurs absents de manière régulière, quels que soient l'âge ou le sexe (D. Rodrigues Torres, *in* Y. Marguerat, 2003).

Mais ce qui rend légitime de parler de la mort, au-delà de son aspect quotidien dans bien des rues et des quartiers de la capitale camerounaise, c'est la lecture spatiale qui peut être livrée du traitement du défunt et du déroulement du deuil. Chaque habitant de Yaoundé est ramené dans son village pour y être inhumé, aussi loin soit-il. Les seuls à rester sur place sont enterrés dans ce qui leur tient encore lieu de village, quand bien même ce périmètre a été progressivement et parfois depuis des dizaines d'années, grignoté par la ville. Ils sont enterrés en tant qu'autochtones sur leurs terres et non en tant que citadins dans l'espace urbain.

Mais que faire du corps des enfants de la rue ? Si une ONG a pu être prévenue, des recherches sont effectuées pour contacter la famille et l'encourager à prendre en charge le défunt. Dans le cas contraire, les enfants sont enterrés au cimetière de Soa avec les errants, les fous (et, tout de même, les musulmans qui sont inhumés dans la ville de leur décès). Personne ne les ramène à leur terre, à leur village et à leur famille. Le lien est coupé avec leurs origines et ce qui faisait d'eux, avant tout, des enfants d'un lieu et d'une communauté. Le cimetière de Soa n'introduit aucune rupture avec l'univers de la rue,

qui plus est quand le corps est jeté dans une fosse par les forces de l'ordre.

Nous pourrions en conclure que ces enfants sont les seuls citoyens à part entière. Ils vivent et meurent à Yaoundé. Mais, eu égard au contexte, nous ne pouvons que souligner à quel point leur marginalisation se lit dans ces derniers instants. Soa reste en périphérie de l'agglomération. Le cimetière n'est pas, de culture, un élément de la ville. Les enfants n'ont pas non plus de veillée funéraire, grands événements de la sociabilité urbaine (c'est l'occasion d'utiliser la caisse des malheurs des « tontines », des associations de quartier ou d'originaires, auxquelles des cotisations sont régulièrement versées, pour organiser le deuil : célébration d'une messe en plein air, alcool et nourriture à profusion, musique et danses). Le retour au village ne s'inscrit dans aucune tradition et n'exprime pas le seul attachement à une campagne donnée. Ainsi les élites urbaines sont les premières à organiser des funérailles grandioses pour leur défunt sur sa terre « d'origine » marquant certes son appartenance à un village et à une communauté donnés (dans un contexte de montée de l'autochtonie) mais aussi à un espace socio-économique profondément urbain

23

Les compagnons de l'enfant mort partent chercher ses affaires soit pour les revendre, soit pour les porter. La rue ne garde jamais de traces. L'enfant n'existe plus dans le secteur. Il n'est plus de son village. Il demeure au cimetière de Soa, ce qui revient à dire nulle part. Le seul bien qu'il a défendu pendant ces années, du quartier à la rue et dans tous les secteurs, était son propre corps, son ultime repère. C'est à nouveau ce qu'on lui laisse sans nul autre marqueur de ses appartenances antérieures au moment du deuil. L'individu mis à nu...

Bello, Yaoundé

24

« Moi, je sortais du "couloir" [piste perpendiculaire à un axe principal d'un quartier]. C'était autour de 19 heures. J'étais parti manger. Je venais vite, vite pour voler un portable pour avoir de l'argent... parce que j'avais rendez-vous avec une fille en ville. Je calculais qu'il me faut venir "frapper" [voler] un portable vite, vite pour assister à mon rendez-vous. Je sortais du

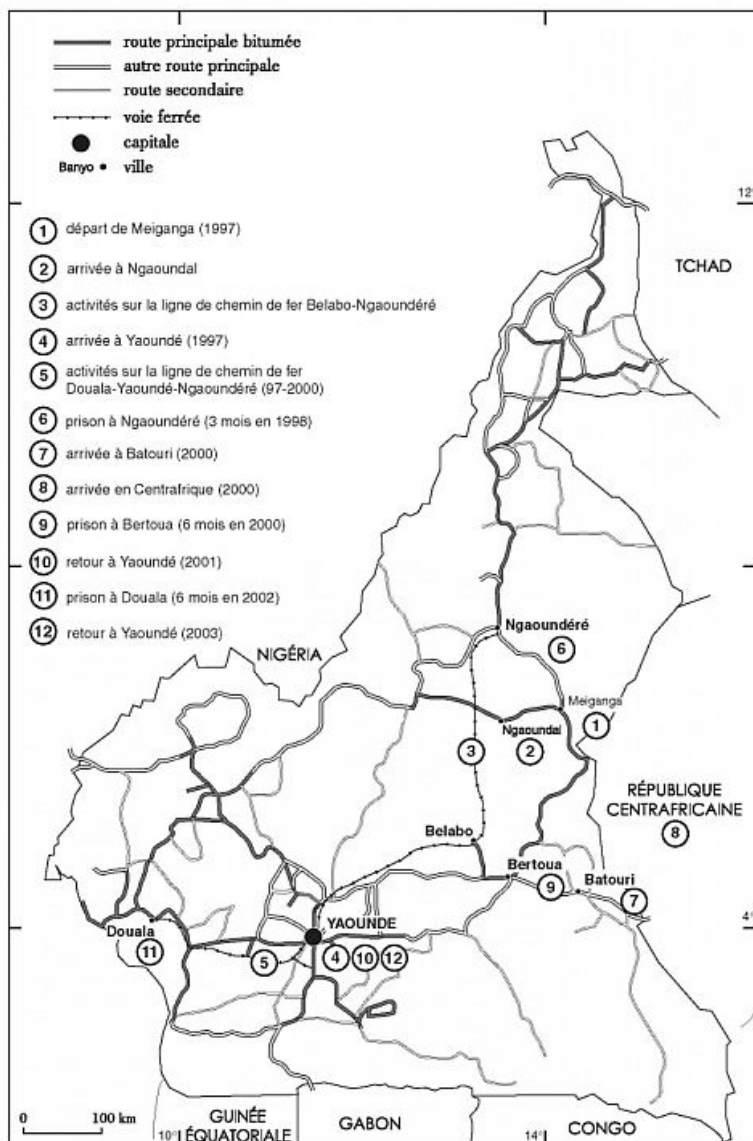
couloir... J'entends seulement l'autre qui vient de passer en courant et les gens sont en train de crier derrière lui. Je veux traverser mais je comprends... On a tiré sur moi.

Sur un pied et je tombe. On me tire encore sur le bras. Quand je suis tombé, ça m'a fait comme si ce n'était pas mon corps, comme si je rêvais. C'est quand les gendarmes sont venus qu'on a appelé la femme. La femme est venue, elle dit que : "Non, ce n'est pas lui. Le gars qui m'a arraché, il était en tee-shirt noir. Ce n'était pas lui. Et le gars qui m'a arraché, c'est un gars petit." Beaucoup de gens sont venus. (...) Les gendarmes disent que : "Bon, voilà, tu as encaissé. Maintenant, tu vas seulement rester au bord de la route pour demander les 5, 5 francs, les 10, 10 francs parce qu'on va couper tes pieds. On va t'amener à l'hôpital et on va couper tes pieds-là... et les mains-là. Tu vas rester maintenant au bord de la route demander les 10, 10 francs et les 25, 25". Moi je ne parlais pas. On est venu me jeter à l'hôpital. Donc de 19 h 30 qu'ils m'ont jeté à l'hôpital jusqu'à l'après-midi du lendemain, je suis resté là.

J'avais des chaussures qui coûtaient 64 000 francs. (...) La femme qui travaille avec l'infirmière, elle est venue me dire qu'il faut que je lui vende le truc-là pour qu'elle me fasse le pansement parce que je saignais beaucoup. J'ai vendu à 5 000.

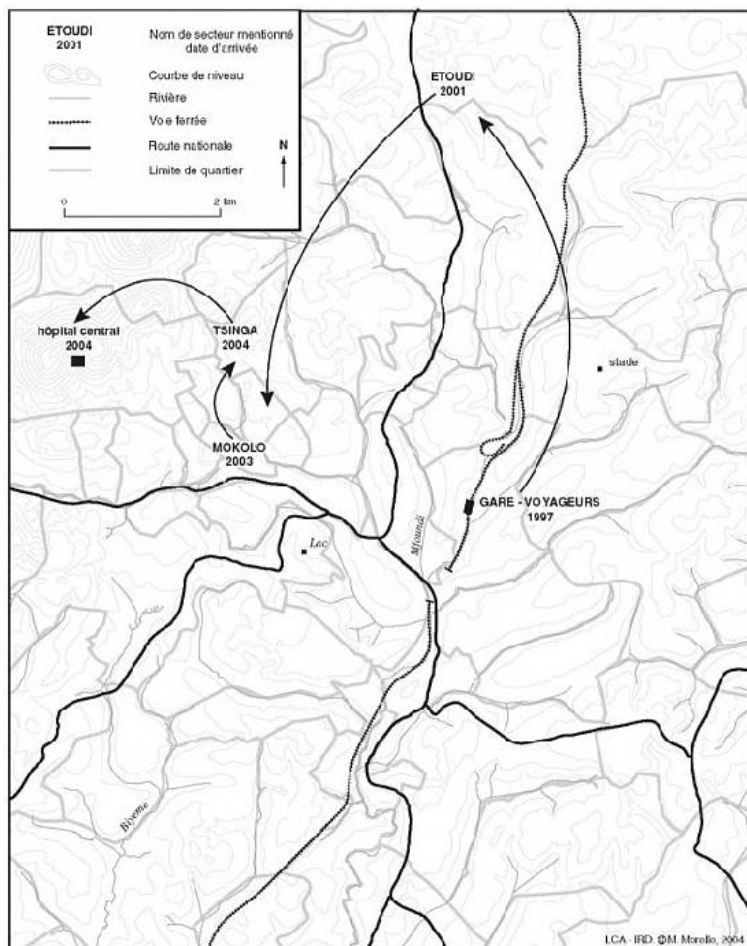
Y'a eu une témoin de Jéhovah qui est venue. Elle m'a dit : "Fais ta dernière prière parce que si tu as tué, si c'est les mauvaises choses que tu as faites, alors dis ça à Jésus parce que tu vas mourir". Moi, je reste comme ça. Mon cœur... Mon cœur me dit que c'est vrai. Que je vais mourir...

Mais les policiers, ils ont fini ma carrière. Je peux faire quoi maintenant ? Je ne sais rien faire. Il me faut avoir un métier. Mes amis, j'ai appris qu'ils sont partis chez moi et même au pressing, ils sont partis prendre mes choses. J'avais des amis mais je les déteste. Je les déteste tous. Ceux que je considérais comme des amis sont partis ramasser mes choses. Ils ne sont pas venus me voir. Ils commencent à raconter au quartier que je suis mort, qu'on a tiré sur moi, que je suis mort. Voilà ce qu'on vient me dire. »



Source : À partir du fond de A. Bopda. Dessin d'Eugénie Dumas. Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration, 2003. LCA - IRD © M. Morelle, 2004

Carte 9. L'itinéraire national de Bello



Source : Atlas régional du Sud Cameroun, 1995.

Carte 10. Trajectoire urbaine de Bello à Yaoundé

Bello est arrivé par le train à Yaoundé. Il faisait des allers-retours entre la capitale et le Nord (Ngaoundal et Belabo essentiellement où il a découvert « le train » et la vie des *mboko* avant de pousser l'aventure jusqu'à Yaoundé), volait et travaillait dans le train. Il s'est installé dans le secteur de la Gare-Voyageurs jusqu'à sa privatisation. Il a gagné le secteur d'Etoudi avant de s'intégrer dans des groupes de voleurs, changeant de secteur au fur et à mesure des dangers qu'il encourait (quartier investi par la police, population énervée).

Nous parlons moins d'Antananarivo où la violence physique et la répression s'expriment moins ouvertement. La dichotomie entre Ville-basse et Ville-haute empêche de trop forts débordements, les enfants de la rue étant renvoyés dans les vieux quartiers populaires

de la plaine, « à leur place ». La lecture d'une discipline par l'espace est plus lisible. Les enfants nourrissent moins d'espoir et d'attentes quant à leur intégration urbaine. Leur réalisme ne les met pas en porte à faux avec le fonctionnement de la cité. Mais il contraste avec les discours des enfants camerounais qui envisagent de devenir boxeur ou footballeur. Les enfants malgaches sont assignés à une place dans la ville, quand bien même cette assignation entraîne une suroccupation de la rue, dénoncée par les autorités.

Les histoires d'amour ne manquent pas non plus entre filles et garçons de la rue conduisant à la création d'autres groupes et tendant à la reproduction du monde de la rue. Les enfants deviennent père et mère, ouvrant la recherche présente à une autre problématique.

Si en Amérique du sud (Guatemala) ou en Afrique (Kenya), l'on s'inquiète des nouvelles générations d'enfants de rue nés de parents de rues, Madagascar arrive à la même situation dans un contexte de moindre violence physique. Il faut alors se tourner vers d'autres ONG et analyser les études ayant trait spécifiquement aux familles. Une véritable généalogie de la rue est nécessaire afin d'écrire la mémoire de ces lieux et de ces gens qui sont arrivés adultes ou y ont grandi, enfants.

Notes

1 Nous nous inscrivons dans la continuité des travaux sur « la géographie de l'insécurité » de X. Durang, *op. cit.*, 2003, p. 409 et s., et sur « la géographie du danger » de J. Tadié, *Les Territoires de la violence à Jakarta*, Paris, université Paris IV-Sorbonne, décembre 2002, p. 55 et s., ainsi que sur les travaux de B. Calas sur la géographie de la violence, avec l'exemple de la ville de Kampala (Ouganda) en période de guerre, *Kampala, la ville et la violence*, Paris, Karthala, 1998.

2 Sur le gardiennage des voitures en passe de devenir un racket et un contrôle sur l'accès à l'espace urbain, la littérature scientifique offre d'autres exemples : P. Gervais-Lambony, 1994, p. 422 ; A. Toure, *Les Petits Métiers d'Abidjan*, Paris, Karthala, 1985, p. 48 ; J. M. Bruyere (dir.), 2001, p. 294.

3 Notons que les enfants des rues du Cameroun et de Madagascar ne sont pas traités

de sorciers au contraire de leurs homologues de la République démocratique du Congo par exemple (cf. *Politique africaine*, « Enfants, jeunes et politique », n° 80, Paris, Karthala, 214 p., et de Boeck, Plissart, 2005).

4 50,7 % des agressions ont lieu entre 18 et 24 heures, 16,9 % après minuit. In *Enquête sur le cadre de vie des populations de Yaoundé et de Douala en 2002* (CAVIE), vol. II A : « Résultats pour la ville de Yaoundé », INS-SCAC, juillet 2003.

5 Ainsi Mongo Beti, *Ville cruelle*, 1971.

6 Voir la *mob justice* à Nairobi au Kenya, in D. Rodriguez-Torres, in Y. Marguerat (dir.), 2003.

7 Voir J. F. Deluchey, « De la “guerre contre le crime” au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité », *Autrepart*, n° 26, 2003, p. 183.

8 Expression camerounaise pour évoquer la corruption. Le Cameroun apparaît comme l'un des pays les plus corrompus au monde, classé premier en 1998 et 1999 par l'ONG Transparency International (http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi).

9 Ce qui nous place en porte-à-faux avec G. Seraphing, 2000, p. 165, qui parle non plus de la relation entre le voleur et la foule mais du lien qui unirait les membres de celle-ci dans un sentiment de communion non plus à l'échelle du quartier mais à celle de la ville. « Et cette victime que l'on sacrifie sur l'autel de la justice permet de réaffirmer le lien social entre les participants [...]. Le lien social se crée alors contre quelque chose, et la mise à mort est le symbole de cette unité – éphémère – recouvrée [...]. La bastonnade est un formidable moyen qui permet à tous de se sentir habitants, responsables, et acteurs à la vie de la cité. » À ce niveau de violence, nous entrons dans une configuration anomique où l'absence de règles interdit de voir dans cette justice populaire tout mouvement collectif né d'une volonté de rénover et de bâtir un pacte social. Un crime est un crime. La justice populaire n'a de justice que le nom, justement donné *a posteriori* par les acteurs pour justifier une situation qu'ils savent illégale et sans doute illégitime. Le danger est de construire un modèle théorique explicatif qui efface le crime et « naturalise » la violence sous couvert d'une démarche intellectuelle qui cherche à comprendre.

10 Sur la question, lire J.-F. Bayart, Geschiere, Nyamnjoh, 2001.

11 Voir A. Bopda, 2003, p. 122.

12 Les *foko* rassemblent des membres définis par la parenté et surtout par une même appartenance à un territoire ou tout au moins aujourd'hui, par une origine géographique commune. L'Imerina fut divisée en six *foko* par Andrianampoinimerina.

13 Le mythe de la campagne rédemptrice est récurrent à travers le monde, dans de nombreuses politiques urbaines. Lire J. Donzelot, Mevel, Wyvekens, « De la fabrique sociale aux violences urbaines », *Esprit*, décembre 2002, p. 15. Le desserrement (le rejet) vers la campagne s'est également observé au Sénégal à l'époque coloniale avec la construction d'une maison de redressement pour mineurs délinquants en milieu rural. Voir I. Thioub, « Marginalité juvénile et enfermement à l'époque

coloniale : les premières écoles pénitentiaires du Sénégal, 1888-1927 », in F. Bernault, 1999, p. 216.

14 Nous précisons que notre travail porte sur les points de frictions entre forces de l'ordre et enfants de la rue, appréhendés au travers de l'expérience et des discours des enfants. Nous-même avons été témoin de violences policières au cours de nos enquêtes dans un commissariat et dans la rue : menaces, coups, tirs de balle. Nous avons conscience que ce point appelle à développer une nouvelle piste de recherche afin de creuser les pratiques sociales et spatiales ainsi que les représentations que nourrissent les hommes et femmes en tenue à l'égard des enfants de la rue mais aussi, plus largement, de la ville de Yaoundé.

15 Dans la structure administrative de Madagascar, l'équivalent d'un district ou d'une préfecture. Employé également pour parler de la Commune à Antananarivo.

16 Y. Barel, « Modernité, code, territoire », *Annales de la recherche urbaine*, n° 10-11, printemps 1981, p. 15-16.

17 En référence à l'adage camerounais, « La chèvre broute là où elle est attachée », cité in *L'État au Cameroun* de J.-F. Bayart, 1985.

18 Voir A. Osmont, 1995.

19 Le phénomène existe aussi à Abidjan (Côte d'Ivoire) : Y. Marguerat, « À la découverte des enfants de la rue d'Abidjan in Y. Marguerat (dir.), 2003, p. 24.

20 Une assistante sociale parlant à l'enfant en question dans un commissariat de la ville : « Tu vas marcher sur les cailloux. Tu vas aller en cellule. On va te faire la fête. Peut-être c'est demain que tu vas manger. Je vais te fouetter. Tu es un menteur. Tu es un enfant qui dérange ta mère, qui fuit même la maison... Si on le laisse, il devient même dangereux. »

21 Sur le droit pénal, la loi du 12 juin 1967 modifiant le décret du 30 novembre 1928 indique que le prévenu âgé de 10 à 14 ans, ne peut être déféré à la juridiction répressive mais fait l'objet de simples mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation et d'assistance. De 14 à moins de 18 ans, la sanction pénale devient possible. À partir de 18 ans, il est justiciable en tant que majeur.

22 Voir FIDH, *Cameroun : arbitraire, impunité et répression*, La lettre hebdomadaire de la FIDH, hors série n° 259, Paris, mai 1998, p. 31-32. À Madagascar, le rapport d'Amnesty international de 2004 dénonce sans plus de détails les conditions dans les prisons.

23 Voir J.-F. Bayart, *Geschiere*, Nyamnjoh, 2001, p. 185.

24 Entretien réalisé sur un lit d'hôpital.

Conclusion

Au commencement de ce travail, nous nous proposons d'appréhender le phénomène des enfants de la rue par la rue. Les concepts et notions de territoire, de marginalité et de citoyenneté devaient être nos guides et nos clefs de lecture. Or, la rue peine à devenir celle des enfants. Leurs pratiques et les représentations qu'ils inspirent aux habitants et aux autorités, échouent à les faire reconnaître comme des faiseurs de villes.

Une territorialité en rhizome

Assurément, la territorialité des enfants doit s'analyser dans le mouvement plus que dans l'immobilité en un espace donné. Ceux-ci ont créé leurs secteurs. L'espace public est progressivement approprié. Mais bien que reconnus par les enfants, les secteurs ne font pas nécessairement l'objet d'un bornage matériel. Ils ne sont pas l'œuvre d'une bande, ils demeurent les espaces de groupes diffus qui ne se construisent guère par le partage de règles et de valeurs communes et qui ne défendent aucun territoire. Pour autant, ils participent pleinement à « l'identité » de chaque enfant, spécialement à Yaoundé : on est d'un secteur donné. Celui-ci marque une appropriation certaine d'un espace public mais sans mouvement de bascule vers une privatisation débouchant sur le territoire. L'interrogation sur le territoire constitue surtout une entrée pertinente à partir de laquelle définir les déplacements et les localisations des enfants et saisir des processus sociaux dans leur dimension spatiale.

Le temps de la rue est fait de cette illusion de liberté qui masque

l'urgence à survivre et l'aléatoire à vivre. Les nombreuses opportunités de gagner un peu d'argent couplées au risque de s'endormir affamé ou de se faire racketter (entre autres) font préférer une appropriation fluide de l'espace, se coulant sur les possibilités de l'instant. Ainsi, la géographie des enfants de la rue ne s'appréhende-t-elle pas tant sur le mode du territoire que sur celui de la territorialisation. Moins que d'évoquer les secteurs comme des points fixes dans l'espace urbain, il s'agit d'analyser les itinéraires qui les relient les uns aux autres (« des territoires d'errance », J. Bonnemaïson, 1981, p. 254). Le temps donne son épaisseur à l'espace, temps étudié dans la quotidienneté de la rue et dans le long terme. La figure du rhizome s'impose (G. Deleuze, F. Guattari, 1976 ; P. Rohmer, 2003).

Celle-ci résume avant tout la construction d'une territorialité urbaine. Elle est la manière dont les enfants acquièrent une connaissance de la ville et un savoir urbain pour y survivre. Ce travail se construit sur un jeu d'échelles qui nous fait passer de la rue à la ville, de l'agglomération à l'espace national. Interroger les enfants ne revient pas à analyser le seul fonctionnement de la rue. Cet espace est en interdépendance avec la ville certes, mais également avec le pays, ses provinces et ses campagnes et les représentations qui y sont attachées, interdépendance soulignée par le travail comparatif, de Yaoundé à Antananarivo (et vice versa).

Produire la rue, faire la ville

On devient enfant de la rue. Le départ est progressif, l'initiation se fait par à-coups. La famille est le premier lieu où l'enfant fait l'expérience de la violence entre l'éclatement du couple, la destructuration de la relation parent-enfant et la paupérisation et le déclassement social généralisés. À force de coups et d'insultes, selon sa personnalité, l'enfant part. Il quitte un domicile et rompt ses attaches avec son quartier. Tout bascule. Alors, les enfants tendent à se revendiquer comme *de la rue*.

Les origines géographiques des enfants et leur parcours posent la question de la capacité d'un espace à devenir ville, à sécréter de l'urbanité. Des enfants quittent leur ville ou leur village d'origine

pour tenter leur chance dans la capitale. Ils migrent et se retrouvent avec des fugeurs. Ces derniers n'ont pas préparé leur départ, et encore moins leur arrivée. Ils fuient la violence d'une famille. Les kilomètres parcourus varient de quelques dizaines à l'intérieur de la ville à des centaines reliant un centre urbain à un autre. Dans les deux cas, les enfants échouent à s'intégrer et trouvent comme seul refuge l'espace public. Le projet urbain est avorté.

Tandis que Yaoundé semble une ville ouverte à tous les possibles, Antananarivo fige ses habitants suivant deux logiques, géographique et sociologique, intimement mêlées. N'est pas Tananarivien qui veut. Les enfants, qu'ils soient effectivement nés à l'extérieur de la ville ou issus de la plaine, ne sont pas des citadins, au sens de Tananarivien de vieille souche urbaine (C. Fournet-Guérin, 2002). Ces derniers ont hérité de la position de leurs ancêtres et habitent la Ville-haute, la « colline », *vohitra* en malgache. Ce terme se traduit justement par ville et non par « colline ». À Antananarivo, les territoires sont marqués de longue date, opposant la colline à la plaine, les urbains aux paysans, les hautes castes aux descendants d'esclaves, la Ville-haute à la Ville-basse, et en définitive les citadins aux « marginaux ». Paradoxalement, il n'existe pas de « Yaoundéens », laissant penser que les individus et les communautés sont moins captifs d'un lieu et d'une assignation socio-spatiale. Les natifs de la capitale et/ou leurs descendants (quels que soient leurs lieux de naissance) se disent autochtones d'un territoire, d'un clan restreint à l'intérieur « de Yaoundé » (appartenance clanique au sein du groupe *ewondo*, l'ethnie autochtone de Yaoundé et de ses environs). Tous les habitants de Yaoundé de longue date se disent « de Yaoundé » dès lors qu'ils doivent se définir par rapport à une autre personne vivant ou venant d'une autre localité. De plus, les allogènes « de Yaoundé » se réfèrent à une origine géographique couplée à leur origine ethnique respective. Chacun est « de quelque part » et avant tout « de quelqu'un », lui-même originaire d'un lieu donné (A. Bopda, 2003). Ainsi, les enfants de la capitale camerounaise se voient accoler une « origine géographique » qui les place de la même manière, hors de la ville, dans les provinces les plus marginalisées du Cameroun. Dans les deux cas – Yaoundé comme Antananarivo –, la construction historique des identités urbaines prend largement le pas sur le fait d'habiter la ville et même d'y être né. Pourtant, les enfants ne prêtent

pas attention à l'ethnie ou au groupe social des uns et des autres (B. Voisard, 2003).

L'intégration dans la rue se substitue à l'intégration urbaine, mais par défaut (F. Leimdorfer, A. Marie, 2003 ; R. Castel, 1995). La rue des enfants ne peut être élevée en milieu : leurs manière d'être (style vestimentaire, références musicales, argot) ne s'imposent pas (et s'opposent encore moins) aux autres habitants, mais elles s'en inspirent. Ce que des institutions internationales et des ONG voudraient voir comme une exceptionnelle créativité n'est que capacité à s'adapter de manière totalement empirique. La rue n'est certainement pas cette fameuse « école de la vie ». Les enfants n'ont aucun projet propre à la rue. L'inventivité et l'énergie utilisées à survivre ne débouchent nullement sur une contre-culture ou une sous-culture urbaine. Les repères des enfants s'inscrivent dans un cercle culturel plus large et propre aux jeunesses urbaines. Ils gardent aussi à l'esprit les espaces familiaux, antérieurs à la rue. Si les enfants produisent bel et bien un espace propre, ce n'est jamais pour faire sécession avec ceux des autres habitants et des autorités. La rue n'apparaît pas comme un fragment arraché à l'espace public, s'en prenant au vivre-ensemble et à ce qui fonde le sentiment d'être de la ville. Il faut donc appréhender la catégorie des enfants de la rue comme un processus et non comme état presque « naturel ». Il ne s'agit pas de perdre de vue l'écart qui peut exister entre les représentations des enfants, qui subissent cette catégorie peut-être plus qu'ils ne s'y identifient et ne se l'approprient, et celles des habitants et autorités qui participent à sa construction.

Ainsi la rue ne peut être envisagée comme l'espace des seuls enfants. Elle est le fait d'appropriations et de projections multiples. Elle devient une scène de frottements et d'affrontements, notamment sous l'effet de la crise. Elle est un espace riche où se jouent des alliances comme des concurrences. Elle se donne (et se refuse) à divers acteurs. De la géographie de la rue découle une géographie politique de la ville. Les enfants ne parviennent pas à privatiser un espace public. Quant aux relations entre État et société civile, elles infirment l'existence à part entière d'une sphère publique dans des États faiblement institutionnalisés (J. F. Médard, 1991).

Une géographie politique de la ville

Nous avons parlé de la géographie de l'insécurité puis du sécuritaire. De plus en plus, la discipline se propose de décoder la violence par l'approche spatiale : l'espace est un capital à s'approprier pour s'enrichir matériellement (B. Calas, 1998 ; J. Tadié, 2002 ; X. Durang, 2003). Il est aussi un espace de représentation où indiquer et faire connaître son statut. L'espace est un enjeu. La violence, explicite ou non, le structure.

La rue est « encombrée ». La ville est « surchargée » quand elle n'est pas qualifiée de « saturée ». Le discours officiel, comme parfois celui des habitants, se construit autour des champs lexicaux de l'assainissement et du nettoyage. Il s'agit ici plus de positionner les individus par l'espace, de leur conférer par ce biais un statut dans la ville, que de simplement les y localiser. Analyser la violence amène à mettre en lumière des jeux de pouvoir au sein de la ville.

À Antananarivo, l'espace urbain est hiérarchisé dans une dualité opposant la Ville-haute à la plaine. Le relief confère un effet de naturalité à un ordre social vieux de plusieurs siècles. Tout écart à cette règle des positions est vécu comme une attaque à une représentation urbaine de ville-refuge et de ville-repère. Dans un contexte de crise, les habitants ont peur et polarisent leurs discours sur les enfants « pickpockets » qu'ils croisent chaque jour dans les espaces publics. Grossissant leur nombre et exagérant la menace, ils les font devenir les symboles de la dégradation de leur ville.

Yaoundé représente l'espace des chevauchements où l'espace public échoue à établir la distance nécessaire à son accessibilité, à la rencontre comme à l'évitement. À la construction d'un espace politique a succédé son délitement dans un contexte où une violence urbaine anomique a remplacé le cadre autoritaire d'une violence politique. La place des enfants dans la capitale en devient moins nette. Les autorités l'utilise, même de manière anecdotique, pour justifier un ordre dans la ville sans jamais que la comparaison entre les enfants, le pouvoir en place et les habitants ne puisse nous permettre de conclure à une différence. Cependant, l'État peut se muer en « stratège » quand les enfants ne développent que des tactiques qui peinent à marquer l'espace urbain de leur présence. Le

premier est visible et impressionne, les seconds s'effacent. Chasser les enfants des rues des centres-villes permet à l'État de se réapproprier, en apparence au moins, les espaces de la ville : il y installe des postes de police et y organise des rafles, contrôlant l'ensemble des habitants au-delà des seuls enfants. Emprisonner ces derniers est un autre moyen de masquer par la répression son incapacité à suivre les nouvelles dynamiques urbaines, les débordements et la déliquescence des espaces publics.

Le désir d'ordre perdure depuis des décennies à Yaoundé et à Antananarivo avec, en arrière-plan, une conception linéaire du temps ouvrant sur une ville figée et achevée. Elle entraîne des (pseudo) politiques sociales et urbaines qui cherchent à découper la ville, à classer des populations et des espaces. Dépossédés d'un quelconque espace où se rattacher et où se faire reconnaître auprès des institutions, les enfants deviennent la cible facile de l'État. À la violence ordinaire et quotidienne de la société, très prégnante à Yaoundé, est opposée en réponse celle des braqueurs et des délinquants, donc des enfants de la rue.

Ainsi, par un processus déterminé politiquement, la trajectoire d'une poignée d'enfants dessine le « cursus » des bandits de demain. Plus que jamais, en tant que marginaux, ils deviennent, à leur corps défendant, un moyen pour définir une citadinité unique, une citadinité normée. Dans l'édification de la figure de l'Autre (l'étranger, le paysan, le délinquant), les enfants symbolisent ceux qui ne peuvent être de la ville, ceux qui ne doivent pas être de la ville. À Antananarivo, sont renvoyés à la campagne ceux que l'on définit paysans, pensant « désengorger » la ville et revenir à une situation passée où la plaine ne venait pas menacer le périmètre restreint de la colline originelle. À Yaoundé, les enfants sont mis dans le train en direction du Nord, en partance pour des régions stigmatisées à cause de leur retard économique. À défaut, ils sont incarcérés. Plus de paysans, plus de « nordistes », plus de délinquants, le problème se terre à défaut de connaître une réponse politique.

Pourtant, au Cameroun, la ville est cet objet surgi un jour, brutalement, dans lequel chacun place ses rêves et investit ses forces en ayant intériorisé dès le départ la brutalité du parcours, et ce depuis l'époque coloniale (A. Bopda, 2003). Le décalage induit par la

présence des enfants est moins frappant à Yaoundé. Leurs pratiques tiennent du contournement et du « faufilement ». De la même manière, les habitants « se débrouillent » et corrompent, mimant le pouvoir en place et sa « politique du ventre » (J.-F. Bayart, 1989). Chacun utilise l'espace urbain et s'en fait le prédateur.

Une géographie de l'enfermement

De l'itinéraire construit sur le mode du rhizome, nous glissons vers une trajectoire prenant fin en prison ou au cimetière. À Antananarivo, au mieux, les enfants demeurent dans la rue.

De la rafle aux cellules, ils deviennent sujets et acteurs d'une géographie de l'enfermement. Ils sont emprisonnés dans la marge dont la traduction spatiale la plus radicale se voudrait la prison.

La rafle est une mesure ponctuelle à l'occasion d'un événement souvent d'ampleur internationale : venue d'un chef d'État, réunion d'une organisation internationale. Le rejet s'inscrit dans un plus vaste mouvement qui tend à placer les enfants hors de la ville (la décharge d'Andralanitra en périphérie d'Antananarivo étant l'illustration la plus parfaite de ce déplacement du centre spatial et social vers une marge : l'espace des déchets, hors de la capitale). La marge sociale existe dans les centres spatiaux des villes. En cela, les enfants fondent presque à eux seuls et en dépit de leur faible nombre, cette représentation de grandes métropoles dites du Sud, débordées de mille maux. Ils permettent d'évoquer l'urbanisation accélérée du continent africain pour déboucher sur une lecture d'espaces pathogènes (individualisation, crimes). Ils sont le lien entre urbanité et marginalité. Pour l'effacer et présenter une autre image de ville moderne, ils sont repoussés à l'extérieur du centre-ville. Les espaces périphériques de la ville deviennent les espaces autant de relégation que de régulation sociale. La marge est alors physiquement et mentalement le négatif du centre, née d'une tentative de rationalisation et de classement des espaces de la part de forces de police au service d'un ordre établi.

L'enfermement est le stade ultime. Il imprime un mouvement plus en profondeur. Il ne s'agit plus de cacher pour un temps donné, ni de refouler en vain des enfants qui reviennent toujours. Il est ici

question de marquer un individu par l'espace. Le temps de la prison condamne à un statut précis et attendu : les enfants des rues deviennent les délinquants. Au mieux, ils grandissent et louent une chambre. Détachés du stigmat spatial, ils restent prisonniers d'une marge sociale.

L'espace du corps

De l'espace de la famille à celui de la rue, de la communauté à la société, où les enfants peuvent-ils se situer en définitive ?

« L'exil ou la vente comme esclave détache celui qui a rompu la loi de sa communauté d'origine, le déplace dans un espace hostile, le soumet à une pérégrination géographique et sociale infamante et dissolvante. Le délinquant majeur est frappé par l'obligation d'entrer dans l'espace ouvert, mais profondément néfaste, du monde extérieur » (F. Bernault, 1999, p. 22).

L'analyse géographique des enfants revient à opposer un dedans à un dehors : le quartier à la rue. Le premier représente le territoire des habitants dans la ville, celui où se construisent les premiers réseaux de sociabilité urbaine et où démarre l'appropriation de la ville avec comme ultime point d'ancrage l'accession à la propriété (à défaut, il constitue un espace communautaire de repli mais néanmoins de refuge). Se couper du quartier, c'est partir dans le dehors, la rue, l'espace public libéré de tout contrôle d'ordre familial et communautaire. C'est ne pas participer à un collectif d'où peuvent partir des revendications et un sentiment de vivre-ensemble. « Être » de la rue, à la différence du quartier, ne permet pas « d'habiter ».

En revanche, en gagnant la rue, l'enfant acquiert malgré lui le statut d'individu. Il est libéré du contrôle et de la violence d'une maison mais pour être livré à lui-même dans un espace *a priori* neutre. Nous pourrions voir en lui l'individu le plus moderne des capitales. Mais cette libération n'en demeure pas moins une condamnation, celle de survivre dans l'espace qui lui sera hostile. Son individualité le marginalise au sein d'une société et d'un espace. Il demeure captif de la rue.

La géographie de la rue dévie vers une géographie du corps ouvert à toutes les violences, « invisibles » à Antananarivo, physiques à Yaoundé. À vivre dans la rue, les enfants offrent aux regards une part

de leur intimité. Pris entre de multiples étaux que les autres enfants des rues, les habitants ou le pouvoir resserrent autour d'eux, le corps des enfants devient l'espace ultime. Il est actant. Il n'est pas seulement à situer dans l'espace qu'est la rue. En lui-même, il constitue un lieu (R. Longhurst, 2005, p. 337) : un lieu de repli et une frontière entre soi et les autres. Le corps des enfants devient ainsi un lieu de lutte (H. J. Nast et S. Pile, 1998, p. 3 ; G. Valentine, 2001, p. 15). Nous pouvons parler d'une « géopolitique du corps » (H. J. Nast et S. Pile, 1998, p. 2).

Plus que tout autre, les enfants déploient leur être et font leurs (leurre ?) l'espace urbain. Mais par la rafle, le lynchage et l'emprisonnement, il se produit une dernière prise du corps et son exposition pour marquer un pouvoir et faire peur (M. Foucault, 1975). La rue marque et s'inscrit sur les corps. Le regard des habitants se porte sur ceux, abîmés, des enfants. Par effet miroir, ils informent sur la place des enfants au sein de la société et de l'espace urbain.

Les marges

Ce travail a voulu ouvrir un nouvel axe de réflexion dans la thématique de la marginalité en géographie. Il a fallu nécessairement puiser dans les travaux des sociologues et des anthropologues, premiers défricheurs de l'univers de la rue dans la pensée scientifique. Le profil sociologique des enfants renvoie à une partition géographique des espaces : rural/urbain, « Nordistes » / « Centristes » par exemple. De même, si la rue ne fait pas milieu et demeure souvent un lieu, les approches anthropologiques sont nécessaires pour mieux saisir ce que sont les cultures urbaines. Enfin, si elle est mise autant en exergue qu'elle est rejetée matériellement par le pouvoir, la rue met aussi en question l'État, nous conduisant à faire appel à la science politique, sur notre thématique de l'enfermement notamment.

Si un millier d'enfants en moyenne occupent les rues de chaque capitale, nous pouvons conclure à une étude presque anecdotique de ce que représente ce groupe de population dans la ville. Mais par ce qu'elle révèle de la déliquescence des espaces publics, des destructurations familiales, de la vie de quartier et de l'incapacité de

l'État à définir et à mener des politiques urbaines, elle participe pleinement au champ de la recherche urbaine en géographie. Quant toute une jeunesse se retrouve diplômée, mais sans débouchés, ou s'évertue à « se débrouiller » dans ce qui est le bas de gamme de l'informel, la thématique de la marge s'ouvre à bien des objets et espaces de recherche. Qui est délinquant ? Et où : dans les nouveaux ghettos de riches des nouvelles périphéries urbaines ou dans les quartiers populaires souvent qualifiés de criminogènes ? Quel devenir pour l'ensemble de la jeunesse d'Antananarivo et de Yaoundé ?

Suivre les itinéraires et les trajectoires des enfants de la rue ne doit pas nous couper des travaux présents et à venir sur ces vastes dynamiques urbaines. Simplement, ces enfants restent captifs d'un espace donné, la rue, et de son prolongement : la prison. En tant que géographe, il est légitime de se pencher spécifiquement sur leur devenir en soulignant leur marginalité spatiale autant que sociale, qu'ils louent une chambre, qu'ils meurent dans un recoin de l'hôpital ou qu'ils basculent dans le monde de la grande délinquance, à la prison de Kondengui ou ailleurs. La « rue », ici, n'est donc pas tant l'espace public populaire qu'un réseau d'espaces dont sont captifs les enfants, des secteurs à la prison (espaces de la marge).

La prison est ce nouveau territoire que la géographie doit investir. Elle fait l'objet de réappropriations dans les discours et les pratiques, de la part de l'État qui jette et enferme mais aussi de la part des prisonniers et des gardiens qui, chaque jour, s'adaptent aux conditions pénitentiaires. Ce qui se joue à l'extérieur de ses murs comme à l'intérieur fonde de nouvelles perspectives de recherche en termes de territorialisation et de jeux de pouvoir. Les enfants sont devenus « les délinquants ». La rue conduit à la prison, à l'univers de la criminalité et à une marge plus vaste qui dépasse les seuls espaces de la rue et les enfants. Elle est cette ouverture sur la violence qui interroge les processus socio-spatiaux en ville, dans le vaste champ des sciences humaines, notamment en science politique. Elle interroge de nouveaux acteurs : les « marginaux », certes, mais aussi les tenants d'un ordre, policiers et militaires qui défendent une autre représentation de l'espace en tant que professionnels et individus.

Il est aussi nécessaire de remonter dans le temps pour écrire la généalogie de la rue à Antananarivo. Cela appelle à une collaboration

entre anthropologues et géographes pour saisir les hiérarchies culturelles et sociales mais aussi les ruptures dans la trajectoire urbaine, de la migration à la perte du logement. Au-delà des mécanismes de reproduction d'un phénomène, à Yaoundé et à Antananarivo, il est souhaitable de poursuivre les entretiens avec des enfants qui grandissent et vieillissent dans la rue et dans la ville afin de dépasser l'analyse de leur enfance à laquelle les recherches s'arrêtent souvent.

Les deux capitales se rejoignent dans l'idée que la marge reste intrinsèque de l'urbain. Les deux villes secrètent une même marginalité au fil de leur croissance et de leurs crises. Mais l'une apparaît plus que jamais figée dans un modèle : les enfants d'Antananarivo finissent par se condamner eux-mêmes à la rue. Tandis qu'à Yaoundé, les enfants peinent à s'intégrer dans une ville où la violence pousse à la confrontation plus qu'au partage, au brassage et à l'échange. C'est l'espace des possibles où pour autant, personne ne paraît croire encore en quelque chose. Les enfants de Yaoundé ramassent les coups, assument leurs étiquettes d'étrangers, de « nordistes » et de bandits, mais continuent de se projeter dans un avenir hors de la rue, bien souvent hors de leur propre pays. Antananarivo était et cherche à demeurer une ville-colline, un espace refuge et l'espace d'un pouvoir, tandis que Yaoundé continue sa folle histoire, anachronique et inattendue.

« Dans ce reflet, dans cet éclat de vie surprise, gît la démesure de l'entreprise : qui peut prétendre, à moins de bouleversements de grande envergure, rendre à la raison ces corps innombrables, parcourant rues, champs et rivières en tous sens, tout entiers portés par l'urgence absolue de vivre ? De cette longue litanie d'ordres surgissent l'énergie, la vitalité crue et mordante de ceux qui n'ont que leur corps pour fabriquer les jours » (A. Farge, 1982, p. 125).

Les enfants n'aspirent pas à faire la rue contre la ville, seulement à vivre dans cette dernière et à habiter dans un quartier. Quand Valentin se retrouve en prison, ses espoirs s'évanouissent et il déclare finir par « rêver à l'envers ». Isaac, lui, continue d'imaginer son monde, un monde plus doux, « un monde accroché dans l'air avec une corde blanche qu'on ne verrait pas ». Il y a là une vision déchirée entre deux espaces, la ville et la rue. Souvent malgré eux, la seconde devient le lieu de perte de la première. Laissant leurs rires et leurs énergies, le temps des entretiens, c'est ce qu'ils nous ont donné

à comprendre.

C'est l'histoire de lieux qui se meurent, se meuvent et se déplacent qu'ils ont décidé de nous raconter. Avec eux, il a fallu recoller les morceaux d'un puzzle, épouser leurs rythmes chaotiques et suivre leurs trajectoires brisées. On s'asseyait. On regardait le temps filer sans même réaliser qu'il existait. Et puis, le vide. La sentence était tombée. Les croix rouges n'étaient pas là pour mentir. Calafatas avait brûlé. Les laveries de l'avenue Kennedy avaient été déguerpies. Zamaika avait disparu. Il a fallu reprendre les longues marches dans leurs secteurs, aller de foyer en foyer pour tenter de les voir, de les apercevoir. Une seule route s'est dessinée. Il a fallu entrer à la prison de Kondengui, y revenir, y retourner.

Bibliographie sélective

Ouvrages généraux

Agier M., Ricard A., « Introduction », *Autrepart*, n° 1, 1997, p. 5-14.

Almeida-Topor H., Coquery-Vidrovitch C., Goerg O., Guitart F., *Les Jeunes en Afrique : la politique et la ville*, Paris, L'Harmattan, 1992, 526 p.

Amselle J.L., M'Bokolo E., *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte/Poche, 1999, 225 p.

Appadurai A., *Après le colonialisme*, Paris, Payot, 2001, 322 p.

Aptekar L., « Characteristics of the street children of Colombia », *Child Abuse and Neglect*, vol. 13, 1989, p. 427-437.

Arendt H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket, 1981, 404 p.

Aries P., *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, Points, 1973, 316 p.

Argillet S., Pate G. (2004). « Le repos du fakir », *Vacarme*, 29, p. 150-151.

Auge M., *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, 150 p.

Baby-Collin V., *Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, thèse de doctorat de géographie, Toulouse II-Le Mirail, décembre 2000, 620 p.

Bachelard G., *La Poétique de l'espace*, Paris, PUF, Quadrige, 2001, 214 p.

Bailly A., *Terres d'exclusion, terres d'espérances*, Paris, Economica, 1997.

Balandier G., *Le Pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 1992, 172 p.

Balandier G., *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, PFNSP, 1985, 306 p.

Barel Y., « Modernité, code, territoire », *Annales de la recherche urbaine*, n° 10-11, printemps 1981, p. 3-21.

Bayart J.-F., Geschiere P., Nyamnjoh F., « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en

Afrique », Critique internationale, n° 10, janvier 2001, p. 177-194.

Bayart J.-F., Ellis S., Hibou B., *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Paris, Éditions Complexe, 1997, 167 p.

Bayart J.-F., Mbembe A., Toulabor C., *Le Politique par le bas en Afrique noire. Contributions en Afrique Noire*, Paris, Karthala, 1992, 268 p.

Bayart J.-F., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

Bernault F. (dir), *Enfermement, prison et châtements en Afrique. Du xixe siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 1999, 510 p.

Body-Gendrot S., *Villes face à l'insécurité*, Paris, Bayart, 1998, 366 p.

Boeck (de) F., Plissart M.F., *Kinshasa, Récits de la ville invisible*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2005, 285 p.

Bonnemaison J., Cambrezy L., « Le lien territorial entre frontières et identité », *Géographie et cultures*, n° 20, hiver 1996, p. 7-18.

Bonnemaison J., « Voyage autour du territoire », *L'espace géographique*, 10, 4, 1981, p. 249-262.

Bourdieu P., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 2002, 277 p.

Bourdieu P. (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, 1 454 p.

Bruneau M., Courade G., « Existe-t-il une géographie humaine tropicale ? À la recherche du paradigme de Pierre Gourou », *L'espace géographique*, 13, 4, 1984, p. 306-316.

Bruyere J. M. (dir.), *L'Envers du jour, mondes réels et imaginaires des enfants errants de Dakar*, Éd. Léo Scheer, 2001, 317 p.

Castel R., *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995,

Calas B., « La chorégraphie urbaine en Afrique orientale », *Géographie et cultures*, printemps 2002, n° 41, p. 57-73.

Calas B., *Kampala, la ville et la violence*, Paris, Karthala-IFRA, 1998, 435 p.

Certeau M. (DE), *L'Invention du quotidien-1. Arts de faire*, Paris, Folio essais, 1990, 344 p.

Chamboredon J.C., Lemaire M., « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. », *Revue française de sociologie*, 11-1, 1970, p. 3-33.

Chantraine G., *Par-delà les murs. Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, Le Monde, PUF, 2004, 261 p.

Claval P., « Le territoire dans la transition à la postmodernité », *Géographie et cultures*, n° 20, hiver 1996, p. 93-112.

Collectif, *Urban violence in Africa: South Africa, Côte d'Ivoire, Nigéria*, Ibadan, IFRA, 1994, 175 p.

Collectif, *Urban Management and urban violence in Africa (report of the international*

symposium, 7-11 November 1994, Ibadan) , Ibadan, IFRA, 1994, 78 p.

Colloque, *Jeunes, ville, emploi, quel avenir pour la jeunesse africaine ?*, Paris, ministère de la coopération et du développement, 26-29 octobre 1992, 349 p.

Coquery-Vidrovitch C., *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*, Paris, Albin Michel, 1993, 409 p.

Courade G., « Jalons pour une géographie de la marginalité en Afrique noire », *L'espace géographique*, n° 2, 1985, p. 139-150.

Decoudras P.M., Lenoble-Bart A., « La rue : le décor et l'envers », *Politique africaine*, n° 63, octobre 1996, p. 3-12.

Deleuze G., Guattari F., *Rhizome, introduction*, Paris, Minuit, 1976, 74 p.

Detienne M., *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000, 136 p.

Di Meo G., *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 1998, 320 p.

Di Meo G. (dir.), *Les Territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, 1996, 207 p.

Di Meo G., « Objectivation et représentation des formations socio-spatiales : de l'acteur au territoire », *Annales de la géographie*, n° 537, septembre-octobre 1987, p. 564-594.

Dorier-Apprill E., *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, Paris, Éditions du Temps, 2001, 191 p.

Douville O., « Exclusions et corps extrêmes », *Champ psychosomatique*, n° 35, 2004, p. 89-104.

Dresch J., « Villes d'Afrique occidentale », *Les cahiers d'outre-mer*, n° 11, 3, 1950, p. 610-632, in Roncayolo M., Paquot T. (dir.), *Villes & civilisation urbaine xviii^e-xx^e siècle*, Paris, Larousse, 1992, 688 p.

Dubet F., *La Galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard Points, 1987, 497 p.

Dufaux F., Gervais-Lambony P., *Afrique noire, Europe de l'Est, regards croisés*, Paris, Karthala, 1994, 180 p.

Durand Lasserre A., *L'Exclusion des pauvres dans les villes du Tiers-Monde. Accès au sol et au logement*, Paris, L'Harmattan, 1986, 198 p.

Esprit, « La ville à trois vitesses », Paris, mars-avril 2004.

Esprit, « Quand la ville se défait », Paris, novembre 1999, p. 83-190.

Farge A., « L'espace parisien au xviii^e siècle d'après les ordonnances de police », *Ethnologie française*, XII, 2, 1982, p. 119-126.

Fassin D., « Exclusion, underclass, marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, XXXVII, 1996, p. 37-75.

Ferrari A., *Étude du parler du groupe de jeunes vivant autour de la décharge du quartier South B à Nairobi (Kenya)*, mémoire de DEA, inédit, INALCO, 2001-2002, 133 p.

Foucault M., *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France 1976*, Gallimard/Seuil,

coll. « Hautes Études », Paris, 1997, 283 p.

Foucault M., « Des espaces autres », in *Dits et Écrits II (1976-1988)*, Paris, Gallimard, 2001 [1984], 1736 p., p. 1571-1581.

Foucault M., *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, 360 p.

Foucault M., *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1972, 311 p.

Fourchard L., Albert I. O., *Sécurité, crime et ségrégation dans les villes d'Afrique de l'Ouest du xix^e siècle à nos jours*, Paris, Karthala/Ifra, 2003, 451 p.

Gaudin J. P., *Les Nouvelles Politiques urbaines*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1997, 127 p.

Geremek B., « Criminalité, vagabondage, paupérisme : la marginalité à l'aube des temps modernes », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXI, juillet-septembre 1974, p. 337-375.

Gervais-Lambony P., *Territoires citadins. 4 villes africaines*, Paris, Belin, 2003, 271 p.

Gervais-Lambony P., *De Lomé à Harare : le fait citadin. Images et pratiques des villes africaines*, Paris, Nairobi, Karthala, 1994, 472 p.

Gibbal J.M., *Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1974, 398 p.

Goffman E., 1968, *Asiles. Études sur la condition des malades mentaux*, Paris, Minuit, 447 p., édition présentée par R. Castel.

Grafmeyer Y., Joseph I. (dir.), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier Montaigne, coll. « Champ urbain », 1984, 378 p.

Hannerz U., *Explorer la ville*, Paris, Minuit, 1980, 418 p.

Herault G., Adesanmi P. (dir.), *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, (actes du symposium international d'Abidjan, 5-7 mai 1997), Paris, Karthala, 419 p.

Heritier F., *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 1996, 400 p.

Hugon P., « La crise des systèmes urbains et l'ajustement structurel », *Afrique contemporaine*, 4^e trimestre, 1993, p. 231-247.

Jaglin S., « Villes disloquées ? Ségrégations et fragmentation urbaine en Afrique australe », *Annales de la géographie*, mai-juin 2001, n° 619, p. 243-265.

Joseph I., « Décrire l'espace des interactions », in Lussault M., Levy J., *Logiques de l'espace, esprit des lieux*, Paris, Belin, 2000, p. 49-55.

Joseph I., *La Ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1998, 209 p.

Lafargue J., « La rue africaine en mouvement : politique et action collective », *Politique africaine*, n° 63, octobre 1996, p. 24-38.

Lamarre J., « La territorialisation de l'espace carcéral », *Géographie et cultures*, n° 40, hiver 2001, p. 77-92.

Latour (DE) É., « Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque », *Autrepart* n° 19, 2001, p. 155-176.

Latour (DE) É., « Métaphores familiales dans les ghettos de Côte d'Ivoire », *Autrepart*, n° 18, 2001, p. 151-168.

Laumonier L., *Le Discours sur les villes en développement. Epistémologie de la notion de ségrégation urbaine*, thèse de doctorat de géographie, université Paris VII-Denis Diderot, 2004, 512 p.

Le Bris E (dir.), *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM, 1996, 289 p.

Le Bris E., « Crise urbaine et effets urbains de la crise : le cas de l'Afrique Noire », *Espaces et sociétés* n° 65, p. 61-82.

Le Bris E., Osmont A., Marie A., Sinou A., *Famille et résidence dans les villes africaines-Dakar, Bamako, Saint Louis, Lomé*, Paris, L'Harmattan, 1987, 267 p.

Lefebvre H., *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, 485 p.

Lefebvre H., *Le Droit à la ville suivi d'Espace et politique*, Paris, Anthropos, 1972, 281 p.

Legros O., *Le Gouvernement des quartiers populaires. Production de l'espace et régulation politique dans les quartiers non réglementaires de Dakar (Sénégal) et de Tunis (Tunisie)*, thèse de doctorat de géographie, université de Tours, 2003, 485 p.

Leimdorfer F., Marie A. (dir.), *L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala, 2003, 402 p.

Lepoutre D., *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, Poches, 2001, 459 p.

Levi-Strauss C. (dir.), *L'Identité*, Paris, PUF, Quadrige, 1977, 332 p.

Levy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1033 p.

Levy J., *L'Espace légitime, sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, PFNSP, 1994, 442 p.

Levy J., « Urbanité à inventer », *Annales de la recherche urbaine*, n° 64, septembre 1994, p. 11-16.

Linghurst R., « Situating bodies », in L. Nelson, J. Seager, *A Companion to Feminist Geography*, Londres, Blackwell Publishing, 2005, p. 337-349.

Louw A., Bekker S. (dir.), *Cities under Siege : Urban Violence in South, Central and West Africa*, South Africa, IFAS, IFRA, 1996, 92 p.

Lucchini R., *Enfant de la rue : identité, sociabilité, drogue*, Genève, Paris, Lib-Droz, 1993, 248 p.

Lussault M., Signoles P. (dir.), *La Citadineté en questions*, Tours, fascicule de recherche n° 29 d'Urbama, coll. « Sciences de la ville », n° 13, 1996, 157 p.

Lynch K., *L'Image de la cité*, Paris, Dunod, 1971, 222 p.

Marguerat Y. (dir.), *Garçons et filles des rues dans la ville africaine, Diversité et dynamique des marginalités juvéniles à Abidjan, Nairobi, Antananarivo*, rapport de l'équipe de recherche « Dynamique du monde des jeunes de la rue », IRD, CODESRIA, 2003, 289

p.

M arguerat Y., « Woe to Thee, o City, when thy King is a (street) Child ! Essay for a Typology of the Dynamics of the Street Children's Universe », in B. Trudell *et al.* (dir.), *Africa's Young Majority* , Edimbourg, Centre of African Studies, 2002, p. 229-254.

Marguerat Y., « Capitales en balade. Remarques historico-géographiques sur les changements de capitale en Afrique noire », *Les Cahiers d'Outre-mer*, n° 175, juillet-septembre 1991, p. 217-242.

Marguerat Y., Poitou D., *À l'écoute des enfants de la rue en Afrique Noire*, Paris, Fayard, les enfants du fleuve, 1994, 627 p.

Marguerat Y., « Les gamins de Lomé », *Autrement*, n° spécial « Capitales de la couleur », Paris, octobre 1984, p. 214-219.

Marguerat Y., « Finie la grande famille ? », *Autrement*, n° spécial « Capitales de la couleur », Paris, octobre 1984, p. 209-213.

Marie A. (dir.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, 1997, 440 p.

Mauss M., *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, Quadrige, 1983, 482 p.

Mbembe A., *Les Jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1985, 247 p.

Medard J. F. (dir.), *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, 405 p.

Merienne Sierra M., *Violence et tendresse. Les enfants de la rue à Bogota*, Paris, L'Harmattan, 1995, 100 p.

Meunier J., *Les Gamins de Bogota*, Paris, Petite Bibliothèque Payot/ Voyageurs, 1989, 191 p.

Montclos (Pérouse de) M.A., *Villes et violence en Afrique noire*, Paris, IRD, Karthala, 2002, 305 p.

Montclos (Pérouse de) M.A., *Violence et sécurité urbaine en Afrique du Sud et au Nigéria, un essai de privatisation*, Paris, L'Harmattan, 1997, 2 vol., 768 p.

Nast H. J., Pile S., *Places Through the Body* , Londres, New York, Routledge, 1998, 429 p.

Navez Bouchanine F. (dir.), *La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan, 2002, 404 p.

Onusida, *Rapport sur l'épidémie mondiale de VIH/sida*, 2004, Genève, Onusida, 236 p.

Osmont A., *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala, 1995, 309 p.

Parazelli M., *La Rue attractive*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2002, 378 p.

Paugam S., *L'Exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996, 583 p.

Pedrazzini Y., Sanchez R., Malandros. *Bandes, gangs et enfants de la rue : culture d'urgence à Caracas*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, Desclée de Brouwer, 1998, 271 p.

Politique africaine, « Enfants, jeunes et politique », n° 80, Paris, Karthala, 214 p.

Politique africaine, « Politiques urbaines », n° 17, Paris, Karthala, mars 1985, 174 p.

Raffestin C., *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 1980, 249 p.

Remy J., Voyer L., *Ville, ordre et violence*, Paris, PUF, 1981, 238 p.

Rodriguez-Torres D., « Entre informel et illégal : survivre à Nairobi », *Politique africaine*, n° 70, Paris, Karthala, juin 1998, 175 p.

Rodriguez-Torres D., « De la marginalité à la délinquance urbaine : les enfants de la rue à Nairobi (Kenya) », *Les Cahiers de Marjovia*, n° 5, 2^e semestre 1997, p. 51-65.

Rodriguez-Torres D., « Le gang Serena : origine et production d'une contre société de la rue à Nairobi », *Politique africaine*, n° 63, octobre 1996, p. 61-71.

Rohmer P., *La Jeunesse marginalisée à Phnom Penh : aspects utilitaires et identitaires de l'espace urbain*, mémoire de DEA, universités Paris I et Paris IV, 2003, 153 p.

Sassen S., *La Ville globale*, Paris, Descartes & Cie, 1996, 530 p.

Sechet R., *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan, 1996, 213 p.

Simmel G., « Digressions sur l'étranger », in Grafmeyer Y., Joseph I., *L'École de Chicago*, Paris, Aubier-Champ urbain, 1990, p. 53-60.

Staszak J.F., « L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur », *Annales de géographie*, n° 620, juillet-août 2001, p. 339-363.

Stren R., White R., *Villes africaines en crise. Gérer la croissance urbaine au Sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1993, 326 p.

Tadié J., *Les Territoires de la violence à Jakarta*, Paris, université Paris IV-Sorbonne, décembre 2002, 516 p.

Tessier S. (dir.), *À la recherche des enfants des rues*, Paris, Karthala, 1998, 471 p.

Tessier S., *Langages et cultures de l'enfant des rues*, Paris, Karthala, 1995, 140 p.

Trefon T. (dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'État*, *Cahiers africains*, n° 61-62, Tervuren, Paris, L'Harmattan, Musée Royal de l'Afrique centrale, 2004, 252 p.

Varentine G., *Social Geographies. Space and Society*, Harlow, Pearson Education, 2001, 400 p.

Vant A., *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, Paris, CNRS, 1986, 265 p.

Verniere M., « À propos de la marginalité : réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain », *Cahiers d'études africaines*, vol. 13, n° 51, 1973, p. 587-605.

Voisard B., *Enfants seuls dans la gare d'Howrah. Identités, réseaux, territoires, mémoire*

de maîtrise de géographie, université de Paris VII, 2003, 102 p.

Wacquant L. J.D., « Pour en finir avec le mythe des “cités-ghettos”. Les différences entre la France et les États-Unis », *Annales de la recherche urbaine*, n° 54, mars 1992, p. 21-30.

Weber M., *Economie et société*, Paris, plomb, 1971, 651 p.

Zeneidi-Henry D., *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*, Paris, Bréal, 2002, 288 p.

Ouvrages spécifiques au Cameroun

Abosolo Obam T., *En suivant le fleuve, De la maison à la rue jusqu'en prison*, 2000, 120 p., non publié.

Balaam Y., *Enfants de la rue et de la prison dans une ville africaine*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 1997, 191 p.

Balandier G., « Économie, société et pouvoir chez les Duala anciens », *Cahiers d'études africaines*, n° 59, XV-3, 1976, p. 361-380.

Bayart J.-F., *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, 348 p.

Béti M. (sous le pseudonyme de Boto E.), *Ville cruelle*, Paris, Présence Africaine, 1971, 223 p.

Bissek P., *Habitat et démocratisation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1994, 239 p.

Bopda A., *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration. À quoi sert une capitale d'Afrique tropicale ?*, Paris, CNRS Éditions, 2003, 422 p.

Bopda A., *Yaoundé dans la construction nationale au Cameroun : territoire urbain et intégration*, Paris, thèse de doctorat, université Paris I, 1997, 511 p.

Champaud J., *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Paris, ORSTOM, 1983, 508 p.

Chouala Y.A., « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise », *Polis*, vol. 8, 2001, 42 p.

Courade G. (dir.), *Le Désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala, 2000, 283 p.

Courade G., Sindjoun L. (dir.), *Le Cameroun de l'entre-deux*, Paris, *Politique africaine*, n° 62, juin 1996, 167 p.

DIAL-DSCN, *Consommation et conditions de vie des ménages à Yaoundé*, Yaoundé, DIAL-DSCN, décembre 1993.

DIAL-DSCN, *L'Industrie camerounaise dans la crise 1984-1992*, Yaoundé, DIAL-DSCN, novembre 1993.

Dongmo J.L., *Le Dynamisme bamiléké*, Yaoundé, CEPER, 1981, 2 vol., 424 p. et 293 p.

Durang X., *Vivre et exister à Yaoundé. La construction des territoires citadins*, thèse de

doctorat de géographie, université Paris IV-Paris Sorbonne, IRD, 2003, 618 p.

Durang X., « L'espace domestique dans la ville africaine. L'exemple du quartier musulman de Yaoundé », *Annales de géographie*, n° 620, juillet-août 2001, p. 364-382.

Durang X., « Dessine-moi ton quartier. Regards d'enfants sur le quartier (Yaoundé, Cameroun), *Grafiqueo*, n° 4, 1998, p. 107-111.

Eboko F., *Pouvoirs, jeunesses et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets*, thèse de doctorat en science politique, université Montesquieu-Bordeaux IV, 2002, 460 p.

Eboko F., « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouveau ? », in Daloz J.-P. (dir.), *Le (Non-) Renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, CEAN, 1999, p. 99-133.

FIDH, *Cameroun : peur au ventre et chape de plomb*, rapport de mission, 9-13 juin 2001.

FIDH, *Cameroun : arbitraire, impunité et répression*, La lettre hebdomadaire de la FIDH, hors série n° 259, Paris, mai 1998, 41 p.

Franqueville A., *Yaoundé : la construction d'une capitale*, Mémoires ORSTOM, n° 104, Paris, 1984, 192 p.

Herrera J., Monchy (de) G., Roubaud F., *L'Économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Paris, Karthala, 2000.

INS, *Pauvreté et éducation au Cameroun en 2001*, Yaoundé, INS, ECAM II, 46 p.

Kengne Fodouop F., *Les Petits Métiers de rue et l'emploi : le cas de Yaoundé*, Yaoundé, SOPECAM, 1991, 165 p.

Laburthe-Tolra P., *Les Seigneurs de la forêt*, Paris, 1981, Publications de la Sorbonne, 490 p.

Malaka D., « Death Douala Style », International Interdisciplinary Workshop, Johannesburg, 7-9 août 2002, 20 p.

Matchinda B., « The impact of home background on the decision of children to run away : the case of Yaounde city street children Cameroon, *Child Abuse and Neglect* , vol. 23, n° 3, 1999, p. 245-255.

Mbembe A., « La "chose" et ses doubles dans la caricature camerounaise », *Cahiers d'études africaines*, 141-142, vol. XXXVI-1-2, 1996, p. 143-170.

Mbembe A., *La Naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*, Paris, Karthala, 1996, 438 p.

Mbembe A., Ruitman J., « Figures of the subject in times of crisis », *Public culture* , vol. 7, n° 2, 1995, p. 323-352.

Medard J. F., « État, démocratie et développement : l'expérience camerounaise », in Mappa S., *Développer par la démocratie ? Injonctions occidentales et exigences planétaires*, Paris, Karthala, 1995, p. 355-390.

Mengue M. T., *Les Enfants de la rue au Cameroun, de l'étonnement à l'action*, Yaoundé, UNICEF-Cameroun, août 2003, 144 p.

- Mengue M. T., « Les jeunes cadets de la rue de Yaoundé (Cameroun) », *Les Cahiers de Marjuvia*, n° 5, 2^e semestre 1997, p. 93-104, et n° 6, 1^{er} semestre 1998, p. 61-77.
- Morelle M., « La “rue” dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun et Antananarivo, Madagascar) », *Annales de géographie*, 2006, n° 649, p. 339-360.
- Morelle M., « Jeunes de la rue et culture de rue à Yaoundé (Cameroun). Micro-culture, sous-culture ou pseudo-culture ? », *Géographie et cultures*, n° 55, 2005, p. 59-80.
- Politique africaine*, « Le réveil du Cameroun », n° 22, juin 1986, 172 p.
- Roubaud F., *Le Marché du travail à Yaoundé 1983-1993*, Yaoundé, DIAL-DSCN, 1993, 23 p.
- Santen J. (van), « “Garder du bétail, c’est aussi un travail”. Les relations entre pasteurs peuls et agriculteurs du centre Bénin et du Nord-Cameroun », in Diallo Y., Schlee G., *L’Ethnicité peule dans des contextes nouveaux*, Paris, Karthala, 2000, p. 129-159.
- Santoir C., Bopda A. (dir.), *Atlas régional du Sud Cameroun*, Paris, 1995, ORSTOM, 1995, 53 planches.
- Seraphin G., *Vivre à Douala. L’imaginaire et l’action dans une ville africaine en crise*, Paris, L’Harmattan, 2000, 302 p.
- Sindjoun L., « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l’État », *Politique africaine*, n° 62, juin 1996, p. 57-67.

Ouvrages spécifiques à Madagascar

- Althabe G., « Les luttes sociales à Tananarive en 1962 », *Cahiers d’études africaines*, XX, 4, 1980, p. 407-447.
- Blanc Pamard C., « “La moitié du quart”. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l’Imerina (Madagascar) », *Natures, sciences, sociétés*, 1998, vol. 6, n° 4, p. 20-32.
- Blanc Pamard C., « Les lieux du corps : l’exemple des communautés rurales des hautes terres malgaches », in Claval P., Singaravelou, *Ethnogéographies*, Paris, L’Harmattan, 1995, p. 51-75.
- Blanc Pamard C., « Au vouloir ! Économie de crise et tactiques paysannes. Le cas du manioc sur les Hautes Terres malgaches », *Tropiques, lieux, liens*, Paris, ORSTOM, 1989, p. 198-208.
- Belanger F. pour Épicentre (groupe européen d’expertise en épidémiologie pratique), *Évaluation du programme enfant en situation difficile (ESD) Antananarivo, Madagascar – Médecins sans frontières, 12-27 juillet, 4-17 novembre 1999, 17-30 juillet 2000*, inédit, 113 p.
- CICO, *Étude sur « les enfants de la rue – sans abri – dénombrement et identification »*. Villes

de Antanananarivo Renivohitra, Antsirabe I et Fianarantsoa I, novembre-décembre-janvier 2000-2001, UNICEF, ministère de la Population, de la Condition féminine et de l'Enfance, Antananarivo, 172 p.

Collectif, *La Cité des Mille. Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*, Antananarivo, Cite, Tsipika, 1998, 181 p.

Collectif, *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, 24-28 septembre 1996, Institut de Civilisations-Musée d'Art et d'Archéologie, Antananarivo, 1997, 415 p.

Domenichini J. P., « Tribu, ethnie, nation à Madagascar : peut-on corriger les dénominations ? », in Chretien J. P., Prunier G. (dir.), *Les Ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala-ACCT, 1989, p. 15-31.

Donque G., « Les problèmes fondamentaux de l'urbanisme tananarivien », *Revue de géographie, Madagascar*, n° 13, juillet-décembre 1968, p. 7-52.

Donque G., « Le Zoma de Tananarive. Étude d'un marché urbain », *Revue de géographie, Madagascar*, n° 7, juillet-décembre 1965, p. 105-227 et n° 8, janvier-juillet 1966, p. 93-245.

Enquête auprès des ménages 2001, Rapport principal, INSTAT, Antananarivo, novembre 2002, 163 p.

Estimation de la population. Population malgache par fivondronana, INSTAT, Antananarivo, 2001.

Estimation de la population. Population malgache par fivondronana de 1993 à 1999, INSTAT, Antananarivo, 1999.

Fremigacci J. (dir.), *Cahiers du CRA*, n° 7, « Histoire et organisation de l'espace à Madagascar », 1989.

Fournet-Guérin C., *Vivre à Tananarive. Crises, déstabilisations et recompositions d'une citadinité originale*, thèse de doctorat de géographie, université Paris IV-Sorbonne, 2002, 622 p.

Fournet-Guérin C., « La ville mise en scène : quelques enjeux à propos des représentations écrites et iconographiques d'Antananarivo (Madagascar) », *Géographie et cultures*, n° 40, hiver 2001, p. 93-108.

G ossling S., S chumacher K., M orelle M., B erger R., H eck N., « Tourism and Street Children in Antananarivo, Madagascar », *Tourism and Hospitality Research*, août 2004, vol. 5, n° 2, p. 131-149.

Guérin C., « Antananarivo : espace urbain, espace culturel », *Géographie et cultures*, n° 25, printemps 1998, p. 93-108.

Harpet C., Le Lin B., *Vivre sur la décharge d'Antananarivo. Regards anthropologiques*, Paris, L'Harmattan, 2001, 239 p.

Houssay-Holzschuch M., « La Cité sans la ville : Tuléar », *Géographies et cultures*, n°

11, Paris, L'Harmattan, p. 63-84.

INSTAT, PNUD, *Tableau de bord social 2002*, INSTAT, Antananarivo, décembre 2002, 152 p.

INSTAT, *Enquête démographique et de santé 1997, Madagascar*, INSTAT, Antananarivo, 1998, 264 p.

MADIO, *Dynamique du marché du travail dans les sept grandes villes de Madagascar entre 2000 et 2001*, juin 2002, 32 p.

MADIO, *L'Emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération de Antananarivo*, novembre 1999, 45 p.

MADIO, *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo (emploi, famille, logement). Premiers résultats de l'enquête Biomad 1998*, juin 1999, 74 p.

MADIO, *La Consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*, décembre 1998, 47 p.

MADIO, *Le Secteur informel dans l'agglomération de Antananarivo. Performances, insertion, perspectives*, décembre 1998, 58 p.

MADIO, *Le Système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération de Antananarivo en 1997*, décembre 1997, 56 p.

MADIO, *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération de Antananarivo en 1997*, décembre 1997, 43 p.

MADIO, *L'État de santé de la population et la demande de soins dans l'agglomération de Antananarivo*, décembre 1997, 60 p.

Morelle M., Fournet-Guérin C., « Les nuits tananariviennes : citadinités et marginalités en construction », *Cybergeos*, n° 342, juin 2006, <http://193.55.107.45/articles/342res.htm>.

Politique africaine, n° 52, Madagascar, Paris, Karthala, décembre 1993.

Raison J.-P., *Les Hautes terres de Madagascar*, Paris, ORSTOM Khartala, 1984, t. 1, 647 p., et t. 2, 605 p.

Raison-Jourde F., Raison J.-P. (dir.), *Politique africaine*, « Madagascar, les urnes et la rue », n° 86, juin 2002, 212 p.

Raison-Jourde F., *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État*, Paris, Karthala, 1991, 840 p.

Rajaonah F. V., « Les imaginaires de l'étranger », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002, p. 152-171.

Rafetison S., Rakotomalala F., Brunel A., Brillet M., Coquelin A. M., *Antananarivo 2002. Visages de l'exclusion*, AFVP, Antananarivo, 2002, 106 p.

Rafiringa Andrianilaina G., *Essai de typologie des habitats illicites d'Antananarivo*, mémoire de DEA, université d'Antananarivo, décembre 1996, 52 p.

Ramamonjisoa J., Rafiringa A. G., Rakotoarisoa P. E., *La Bidonvilisation ou l'habitat sous*

- intégré dans l'espace antananarivien*, document ronéotypé, Antananarivo, 1985, 13 p.
- Ramamonjisoa J., « "Blancs et Noirs", les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques », *Cahiers des sciences sociales*, n° 1, Université de Madagascar, 1984, p. 39-75.
- Ramamonjisoa J., « L'extension urbaine de Antananarivo », *Revue de géographie*, Madagascar, n° 43, juillet-décembre 1983, p. 65-104.
- Ramamonjisoa J., « Le fokontany à Madagascar. Approche géographique », *Revue de géographie*, Madagascar, juillet-décembre 1980, n° 37, p. 9-62.
- Ramamonjisoa J., Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain, thèse de 3^e cycle, Antananarivo, 1978, 768 p.
- Randriamaro J. R., *PADESM et luttes politiques à Madagascar*, Paris, Karthala, 1997, 451 p.
- Rasoloarisoa M. M., *Les Enfants des rues d'Antananarivo-ville. Évaluation des capacités des ONG œuvrant en leur faveur et leur perception vis-à-vis des prestations offertes*, ministère de la Population, de la Condition féminine et de l'Enfance – UNICEF, inédit, Antananarivo, juin-août 2000, 83 p.
- Ratrimoarivany M. N., *Paysage culturel et construction identitaire à Antananarivo : cas de la jeunesse actuelle*, mémoire de DEA, Université d'Antananarivo, département de géographie, décembre 2002, 101 p.
- Ravalimanana A., *Dix Ans d'action humanitaire. L'association Akamasoa du Père Pedro*, Fianarantsoa, 1999, 203 p.
- Ravelosoa J. R., *Dynamique de la pauvreté urbaine. Un bref aperçu du niveau de vie des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo*, Antananarivo, MADIO, janvier 2001, 17 p.
- Ravelosoa R., Roubaud F., « La dynamique de la consommation dans l'agglomération de Antananarivo sur la longue période (1960-1995) et les stratégies d'adaptation des ménages face à la crise », *Économie de Madagascar*, n° 1, décembre 1996, p. 9-40.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., *Les Multiples Facettes de la pauvreté dans un pays en développement : le cas de la capitale malgache*, MADIO, Antananarivo, mai 2000, 24 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., « Sait-on au moins ce qu'ils pensent ? Le point de vue des Tananariviens sur les grandes options économiques pour le développement de Madagascar », *Économie de Madagascar*, n° 1, décembre 1996, p. 251-271.
- Razanadrakoto L., *Quartiers urbains à Madagascar : l'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale*, thèse de doctorat, université d'Antananarivo, 2000, 679 p.
- Recensement général de la population et de l'habitat. Faritany de Antananarivo*, Antananarivo, INSTAT, t. I, 1993.
- Roubaud F. (dir.), « Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique », *Afrique contemporaine*, n° 202-203, avril-

septembre 2002.

Roubaud F., *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Paris, L'Harmattan-Tsipika, 2000, 254 p.

Roubaud F., *Ethnies et castes dans l'agglomération de Antananarivo. Facteur de division ou richesse culturelle ?*, Antananarivo, MADIO, septembre 1997, 28 p.

Sambo C., *Langages non conventionnels à Madagascar*, Paris, INALCO, Karthala, 2001, 388 p.

Spindler M., « Les embarras d'Antananarivo ou l'économie politique des trottoirs », *Politique africaine*, n° 63, 1996, p. 161-162.

UNICEF, *Recensement des sans-abris*, Antananarivo, 1998, inédit.

Via A.M.T., *La Vie des enfants travailleurs à Analakely*, mémoire de fin d'études, Antananarivo, École du service social, 1981, 74 p.

Wing Kong L., Tronchon J., *Les Sans-abri à Antananarivo*, Association pour l'accueil des sans-abri, Antananarivo, 1994, 73 p.

Table des cartes

Carte 1. Antananarivo, capitale de Madagascar 32

Carte 2. Yaoundé, capitale du Cameroun 33

Carte 3. Le centre-ville, pôle majeur des enfants de la rue à Antananarivo 77

Carte 4. La marge dans le centre-ville de Yaoundé en 2002 80

Carte 5. Les secteurs des enfants de la rue à Yaoundé (2004) 82

Carte 6. Les secteurs des enfants de la rue à Antananarivo (2003) 83

Carte 7. L'évolution des secteurs des enfants de la rue dans le centre-ville de Yaoundé (période de 1998 à 2004) 218

Carte 8. Le secteur de Calafatas en 2004 après le déguerpissement de « la Cité à part » 221

Carte 9. L'itinéraire national de Bello 248

Carte 10. Trajectoire urbaine de Bello à Yaoundé 249